QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE – Nº 12165 – 4 F DERNIÈRE ÉDITION MERCREDI 7 MARS 1984

LES PROBLÈMES COMMUNAUTAIRES

Mme Thatcher n'a pas renoncé à ses exigences budgétaires

LIRE PAGE 6



Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Laurens

Voulez-vous être fonctionnaire ?

LIRE PAGE 2
NOTRE RUBRIQUE « IDÉES »

Le spectre des armes chimiques

Les horreurs de la guerre entre l'Iran et l'Irak rappellent bien, décidément, celles du conflit 1914-1918 : assauts absurdes pour quelques mètres de terrain, tueries innombrables, sacrifice allègre de générations entières, obstination au-delà de toute raison. Il ne manquait plus, au-dessus de ces charniers, que les vapeurs de l'ypérite, le gaz moutarde que les Allemands utilisèrent pour la première fois à Ypres en 1917. Voilà qui est fait, à en croire le département d'Etat américain et le témoignage de médecins suédois et autrichiens qui ont eu à soigner ces derniers jours des blessés iraniens transportés d'urgence à Stockholm et à Vienne.

Alors que l'Irak nie avoir eu recours aux armes chimiques, Téhéran rend responsable de cette nouvelle escalade dans le raffinement meurtrier la Grande-Bretagne, qui serait coupable, selon les dirigeants iraniens, d'avoir livré de telles armes à Bagdad. Londres a une nouvelle fois repoussé de telles accusations. Le démenti britannique est assez crédible. Même s'il est bien prouvé que l'Irak a eu recours au gaz moutarde, cela n'implique pas une livraison étrangère. La fabrication de l'ypérite relève, en effet, de l'artisanat, et tous les pays de la planète sont pratiquement capables d'en produire dans la plus grande discrétion. C'est bien là d'ailleurs que résident les grandes difficultés qui s'opposent à la conclusion d'un accord sur l'interdiction des armes chimiques et bactériologiques.

Toutes ces armes sont en principe interdites par le protocole de Genève, conclu en 1925 mais non ratifié par de nombreux Etats. Si ce protocole n'a pas empêché Mussolini d'utiliser l'ypérite pendant la guerre d'Ethiopie, il a sans doute dissuadé les combattants de la deuxième guerre mondiale d'avoir recours aux armes « B » et « C ». Mais tous en étaient pourvus et, si rien n'accrédite la légende selon laquelle les Etats-Unis auraient utilisé des armes bactériologiques pendant la guerre de Corée, de lourds soupçons pèsent sur l'Union soviétique et le Vietnam à propos des conflits de l'Afghanistan, du Laos et du Cambodge.

Selon les meilleurs experts, l'Union soviétique possède une énorme supériorité dans le domaine des armes chimiques et dans celui de la protection contre de telles armes. Est-ce la raison ? Toujours est-il que Moscou traîne considérablement les pieds à la conférence sur le désarmement, tenue à Genève sous l'égide des Nations unies, pour parvenir à un accord qui devrait concerner dans un premier stade la destruction des énormes stocks qui se sont accumulés depuis des années. Ce n'est que récemment que l'Union soviétique a accepté le principe d'une présence permanente d'inspecteurs dans les installations spéciales où ces stocks extrêmement nocifs seraient incinérés. A Stockholm, au mois de janvier, M. Gromyko a également renouvelé la proposition de son pays de déclarer interdites en Europe les armes chimiques et bactériologiques. La proposition n'a pas soulevé un grand enthousiasme dans la mesure où il ne s'agit pas d'un problème typiquement européen – on s'en aperçoit aujourd'hui encore à l'occasion du conflit irano-irakien.

Toute interdiction, pour être valable, non seulement doit être mondiale mais doit aussi prévoir un très lourd système d'inspection « in situ ». Contrairement à ce qui se passe dans le cas des armes classiques ou nucléaires, les satellites ne sont, en effet, d'aucune utilité pour repérer les centres de production d'armes chimiques sophistiquées. N'importe quelle usine d'engrais peut faire l'affaire et être transformée en usine de la mort. On voit mal Moscou accepter de telles contraintes. Son refus a déjà relancé aux Etats-Unis la course aux armes chimiques en vertu du principe qu'il faut parfaitement connaître ces armes pour avoir quelques chances de s'en protéger. Le cercle infernal, décidément, n'est pas près d'être brisé...

(Lire nos informations page 36.)

Répit au Liban

L'annulation de l'accord avec Israël consacre la prédominance syrienne à Beyrouth

De notre correspondant

Beyrouth. – Le président libanais, M. Amine Gemayel, a finalement abrogé l'accord libano-israélien du 17 mai 1983, 293 jours après que ses plénipotentiaires ont signé ce document, 183 jours après qu'Israël a sapé son autorité en se retirant de la montagne du Chouf, provoquant une guerre druzo-chrétienne, 29 jours après avoir perdu le contrôle de Beyrouth-Ouest et six jours après s'être rendu à Damas aux conditions syriennes.

Le terme d'abrogation est en réalité impropre. Le conseil des ministres a jugé l'accord *« nul et non avenu »*, puiqu'il s'agissait seulement d'un projet, n'ayant donc pas valeur contraignante. Le gouvernement a estimé qu'une deuxième lecture devant le Parlement n'était pas nécessaire. Même si il y a là matière à controverse constitutionnelle, personne – et en tout cas pas un seul député – ne cherche à disputer au gouvernement la prérogative d'assumer la responsabilité de dégager le Liban de l'encombrant engagement.

Le problème de procédure ayant été résolu, le président libanais et son gouvernement, ressuscité pour la circonstance, ont quant au fond motivé leur décision par une série d'arguments. L'accord du 17 mai 1983 constituait pour le Liban un moyen d'obtenir l'évacuation de l'armée israélienne. Or, le gouvernement de Jérusalem a violé ses engagements à cet égard.

● Le conseil des ministres libanais avait, dès septembre 1983, informé la Ligue arabe de son opinion selon laquelle cet accord ne pouvait être appliqué.

● *Par une lettre adressée au gouvernement américain* – aussitôt après la signature de l'accord – et faisant pendant à la lettre du gouvernement *israélien subordonnant* l'évacuation de ses troupes à celle des Syriens et des Palestiniens, le gouvernement libanais s'était réservé le droit de suspendre l'accord ou de l'annuler. Or, les événements ont imposé d'abandonner ce moyen d'obtenir l'évacuation de l'armée israélienne.

Le gouvernement libanais a décidé ce mardi de proposer à Israël une nouvelle négociation pour définir de nouveaux arrangements de sécurité. Il est vrai que l'on ne se fait ici aucune illusion à cet égard, compte tenu de l'attitude du gouvernement de M. Shamir.

La répudiation unilatérale et inconditionnelle, en revanche, satisfait pleinement la Syrie. Le président Assad a pris la peine de téléphoner à M. Gemayel pour le féliciter et l'assurer de son appui.

L'opposition libanaise est comblée.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 4.)

OPA record sur la Gulf

Les pétroliers américains saisis par la « fusionnite »

Le record historique établi en février par Texaco en rachetant Getty Oil pour 10,7 milliards de dollars (1), la somme la plus importante jamais dépensée outre-Atlantique pour prendre le contrôle d'une société, n'aura tenu qu'un mois. Lundi 5 mars, la Standard Oil of California (SOCAL), quatrième compagnie pétrolière américaine, a de nouveau créé un choc à Wall Street en annonçant le lancement d'une offre publique d'achat de 13,2 milliards de dollars (105,6 milliards de francs !) sur Gulf, cinquième compagnie pétrolière outre-Atlantique.

Comme le rachat de Getty Oil, lié au départ à la mésentente de ses principaux actionnaires et à l'initiative hardie mais vaine d'une petite compagnie (Pennzoil) pour en prendre le contrôle, l'OPA *« amicale »* lancée par SOCAL avec l'accord des dirigeants de Gulf constitue un *cas particulier. La direction* de la cinquième compagnie américaine tente depuis plusieurs mois d'échapper à une prise de contrôle par un groupe d'investisseurs privés conduit par un pétrolier texan, M. T. Boone Pickens, qui, après avoir acquis 13,2 % du capital de la compagnie, vient de lancer une OPA sur 8 % supplémentaires (au prix de 65 dollars par action).

VÉRONIQUE MAURUS.

(Lire la suite page 32.)

(1) 1 dollar vaut environ 8 FF.

Le projet de réforme des transports parisiens

Le déficit de la RATP serait financé par la taxe sur les produits pétroliers

Après les entreprises, astreintes au « versement transport » (VT) puis au remboursement à leurs salariés de la *moitié du coût de leur trajet* domicile-travail, les automobilistes pourraient participer directement au financement des transports de la région parisienne si le gouvernement faisait sienne la proposition du ministre des transports.

Le projet de loi que celui-ci a préparé, et que publie notre confrère *les Echos*, prévoit de faire courrir une partie du coût des transports collectifs de la capitale et de sa banlieue par une ponction sur la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP).

Selon le projet serait en outre créée une nouvelle autorité organisatrice des transports régionaux, le Syndicat des transports de l'Ile-de-France (STIF), placé sous l'autorité du président du conseil régional *et animé par un conseil syndical de* trente à cinquante élus régionaux et départementaux. Le STIF aurait le pouvoir de passer avec les entreprises de transport des conventions qui toucheraient aussi bien à l'organisation des services qu'à leur prix.

Dans le même temps, le système de prise en charge des coûts de fonctionnement – que les recettes commerciales ne couvrent que très partiellement – serait modifiée. Etat, région et département continueraient de verser des subventions, mais selon une clé modifiée. Au titre de la dotation globale de décentralisation, l'Etat en prendrait 40 % à sa charge, la part des départements demeurant *fixée à 30 %. Les 30 % restants* devraient être couverts par un financement régional. Celui-ci ne proviendrait pas des ressources fiscales générales de la région, mais d'un prélèvement spécifique, en l'occurrence une modulation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers.

Quant aux investissements des entreprises (SNCF et RATP), ils continueraient d'être financés par celles-ci (grâce à l'autofinancement et à l'emprunt), l'Etat et les collectivités publiques se réservant d'y participer sans que leur engagement présente un caractère d'obligation. Le STIF sera consulté pour avis, lors de l'élaboration des programmes et des budgets d'investissement.

A l'hôtel Matignon on indique que ce projet n'a fait encore l'objet *d'aucune délibération interministérielle* et aucun arbitrage n'a été rendu. Cependant, le gouvernement s'était engagé, en mars 1983, à déposer un projet de loi sur le bureau de l'Assemblée nationale dès le printemps de la même année.

Pour des raisons qui tiennent à l'assainissement de la situation financière des entreprises de transports (RATP et SNCF banlieue) et au montant du transfert de charges de l'Etat aux collectivités locales, les négociations entre les partenaires ont dû être retardées.

La France au péril des corporatismes

L'émiettement des revendications professionnelles avivées par les mutations économiques pourrait mettre en danger la démocratie

Assiste-t-on en France à une montée du corporatisme ? Celle-ci ne va-t-elle pas de pair avec toute tentative de modernisation économique ? Quelles en sont les conséquences sur le système politique ? M. Guy Saez, chargé de recherches au CNRS, chercheur à l'Institut d'études politiques de Grenoble, a répondu à nos questions.

« Agriculteurs, routiers, fonctionnaires, employés de banque : assiste-t-on, en France, à ce qu'il est convenu d'appeler une montée du corporatisme ou faut-il dire des corporatismes ?

– Il faut dire, en effet, des corporatismes. Il faut en fait s'interroger sur le terme même. Ces flambées sociales, qui justifient que l'on parle de montée des corporatismes, nous obligent à préciser ce que l'on entend aujourd'hui par corporatisme. Le mot est employé dans plusieurs sens. Il définit *un système* d'organisation sociale et économique qui est celui de l'Ancien Régime. Il s'applique à une doctrine politique qui a été mise en œuvre dans l'Italie fasciste ou dans la France de Vichy. Ce qui est le plus remarquable peut-être : il sert à caractériser, depuis une dizaine d'années, la nature même des États occidentaux, spécialement de ceux qui ont un système social-démocrate.

» Ceux qui parlent de corporatismes en France visent en fait souvent ou bien des *conflits* catégoriels, ou bien une organisation sociale de type clientéliste. Mais alors que dans les pays à système social-démocrate le corporatisme est l'élément majeur et est approuvé par l'ensemble des partenaires sociaux du développement économique, les corporatismes à la française semblent, au contraire, en être les freins.

– Les corporatismes français sont-ils banals au regard de ce qui se passe dans d'autres pays, ou singuliers ? Quelles en sont, selon vous, les principales caractéristiques ?

– Ces corporatismes sont bien nationaux. On ne les trouve pas, en tout cas avec cette intensité, dans d'autres pays. La caractéristique peut-être la plus frappante de ces corporatismes est leur émiettement. On a l'impression d'une France divisée en autant d'intérêts qu'il existe de professions, d'un pays qui ne sait pas par où faire passer la *solidarité*, et d'un État littéralement assiégé par des groupes revendicatifs.

» Ce qui distingue ce système de ce qui se passe dans d'autres pays, c'est donc l'absence ou la difficulté de grandes organisations syndicales à représenter les intérêts essentiels des travailleurs.

Propos recueillis par
MICHEL KAJMAN.

(Lire la suite page 8.)

BONNARD AU CENTRE POMPIDOU

Le compotier et le mimosa

« L'œuvre d'art : un arrêt du temps », écrivait Bonnard dans un de ces petits carnets où il notait rapidement, en même temps que la tournure d'un motif, ses grandes pensées et ses menus soucis. Un jour, c'était : *« Crayon, gomme, pain d'épice. »* Un autre : *« Le modèle qu'on a sous les yeux et le modèle qu'on a dans la tête. »* Un autre encore : *« La fausseté, c'est de découper un morceau de la nature et de la copier. »* Ou bien ceci : *« On peut nager dans le chocolat comme dans l'azur. »* Ou bien cela : *« On parle toujours de la soumission devant la nature, il y a aussi la soumission devant le tableau. »* Et : *« Il ne s'agit pas de peindre la vie, il s'agit de rendre la peinture vivante. »*

La soumission devant le tableau, le modèle qu'on a sous les yeux, la peinture « vivante » d'une autre vie que la vie : azur ou pain d'épice, baignoire ou coin *de table, jardin ou* compotier, Bonnard ne peint que ce qu'il voit, mais il est le contraire d'un peintre réaliste. Il regarde, il écoute, l'instant devient *durée, mémoire*, s'épaissit entre le premier crayon et le tableau achevé de mille sensations fraternelles, contiguës, contradic*toires qu'il faut organiser sur la toile* si l'on veut tout dire, et il faut tout dire, du dialogue de la lumière et de l'inanimé, de l'embrouillamini, de l'*éclosion permanente qui* est la loi de la nature.

Promenez-vous dans l'exposition du Centre Pompidou au milieu de la foule ravie qui s'y presse, écartez un peu si vous le pouvez l'amateur extatique et la grosse dame importune. Regardez l'*un* des grands nus, celui de Venise par exemple, ou mieux encore cette *Toilette* de Bruxelles qui, peinte en 1908, dit toute la merveille de vivre, de s'éveiller après une belle et bienfaisante nuit, de mordre dans le fruit mûr d'un jour nouveau. Et cela pourrait être aussi *le Tub* de la collection Hahnloser avec son effet de miroir qui démultiplie à l'infini la chanson en échos rebondissants, ou encore le *Nu au bain* du Petit Palais et c'est le bain de Nausicaa, la conque de la naissance de Vénus devenue la plus charmante et « godiche » baignoire des années 30. Et comparez-les, vous en aurez bien en tête, à n'importe quel nu de Matisse.

Quelle différence ! Et ces deux hommes si proches par l'âge, la culture, l'amitié, « la race, le milieu, le moment », comme ils nous promènent d'un bout à l'autre de l'échiquier ! De l'empire de son regard cerclé d'or, Matisse taille dans le vif, pratique le ton plat et l'ellipse, élimine l'accessoire et cristallise la raison du motif avec l'altière bienveillance d'un grand juge au discours platonicien.

Bonnard, lui, ses petites lunettes, son petit chapeau et son petit pinceau, c'est la tapisserie de Pénélope, l'ouvrage cent fois remis sur le *métier*, ton sur ton, touche après touche, couleurs si rompues et plans si écrasés et confondus que chacun de ses tableaux paraît fait de plusieurs toiles, de plusieurs états superposés sans nul sacrifice lors du passage de l'un à l'autre.

D'où l'impression de tremblement, de fuite, de poudroiement *allusif* et incertain que laisse la surface de la plupart de ses paysages, de ses intérieurs, et même de ses natures mortes. *Bonnard n'efface jamais, il* accumule. Nulle œuvre ne donne mieux le sentiment de la puissance, de l'irruption magique de l'instant, de *sa délectable fragilité, et si tous les* éléments du motif ont été progressivement absorbés et tissés du même fil, tous sont présents à l'appel final, que l'on distingue peu à peu comme dans la masse de l'orchestre le triolet d'une flûte ou le pied-de-nez d'un hautbois : une bouteille, une savonnette qui patine sur le carrelage de la salle de bains, un visage de femme, un chat ou même ce pauvre filet à provisions accroché à la poignée d'une des monumentales *Fenêtres* des années 20. Il ne s'agit pas de dire ce qui est beau, il s'agit de célébrer ce qui est là. L'œuvre d'art, en effet, c'est bien l'arrêt du temps.

Et cela dès les débuts au *« nabi très japonard »*. On ne s'en rend pas trop bien compte à l'exposition où *cette période n'est représentée que* par les panneaux du *Peignoir* et de l'*Enfant au seau*, et où paraît un peu abusif le parti d'ignorer l'œuvre graphique.

ANDRÉ FERMIGIER.

(Lire la suite page 14.)

idées

Voulez-vous être fonctionnaire ?

Grève dans le secteur public le 8 mars après l'échec des négociations avec M. Anicet Le Pors. Le maintien du pouvoir d'achat de 1983 est au centre des revendications, et Philippe Brachet estime ce corporatisme « de gauche » intolérable. Alors qu'ils sont protégés contre le chômage, les fonctionnaires prétendent-ils être au-dessus des lois de la rigueur ? La solution est de mieux lutter contre l'inflation, estime Thierry Saint-Louis. Il ne faudrait tout de même pas oublier la triste condition des contractuels, affirme Jean Cabanel, alors que Robert Fraisse et Brice Perrequand, élevant le débat, proposent de définir les conditions d'une participation du service public à l'œuvre de modernisation.

Le silence des services publics

par ROBERT FRAISSE et BRICE PERREQUAND(*)

MUTATIONS, restructurations, *la France vit à l'heure de la modernisation industrielle*. Il n'est que temps. Mais faut-il pour autant opposer un secteur de l'avant à une arrière-garde regroupant les services traditionnels et les services publics ? Ce serait être déjà en retard d'une guerre. Il n'y a pas le muscle de l'in*dustrie et la graisse des services* collectifs, mais une relation plus complexe où l'un devient la condition de l'autre : pas d'industrie durablement compétitive sans services collectifs dynamiques et, inversement, pas de service au public amélioré sans économie saine.

Malheureusement, les termes du débat tendent trop *aisément à se ré*duire aux redéploiements budgétaires et aux protestations corporatistes. Au niveau politique, c'est un dialogue de sourds entre ceux pour qui, la légitimité de l'action administrative allant de soi, il ne reste qu'à améliorer son *fonctionnement*, et ceux qui condamnent *a priori* la *fonction* ou le principe de l'intervention publique.

Il devient urgent de dépasser cette querelle des Anciens et des Modernes et de définir les conditions d'une participation du service public à l'œuvre de modernisation. Encore faut-il s'entendre sur ce qui a vraiment changé.

1. — On n'a rien dit si l'on se borne à mesurer avec effroi l'augmentation des prélèvements publics, de 36,3 % du produit intérieur brut *en 1974* à *45 % aujourd'hui*. Que des groupes sociaux soient alternativement épargnés ou ponctionnés par l'accroissement de la fiscalité est une chose ; que le tiers du revenu des ménages — et, dans de nombreux cas, beaucoup plus — provienne de la redistribution opérée par l'Etat est un fait autrement important. C'est dire qu'une large part de la population française rejoint le sort qui semblait auparavant réservé à des catégories marginales : le passage *du seul salaire* direct à des formes généralisées de revenu indirect provoque alors des inerties et des résistances qu'il serait vain de nier.

2. — Les frontières jugées intangibles entre services publics et services privés volent en éclats. La demande accrue de services, et de services nouveaux, met chaque année plus à mal le bel agencement de l'après-guerre.

3. — Les Français n'ont pas subi passivement ces changements. Les valeurs qui ont forgé le projet éducatif de la IIIe République comme le projet social de 1945 avaient alors rassemblé la nation, mais c'est précisément leur succès qui conduit à *leur déclin* : dès lors que l'ensemble du corps social s'y trouve réuni, les valeurs d'intégration se diffractent en demandes particulières ; face au service public, des attitudes consuméristes critiques sont apparues, impensables pour les générations qui ont combattu, entre autres, pour l'école publique obligatoire.

A *nouveau, la société française* doit se forger un projet pour *le* service public, par-delà la diversité *des* services publics.

*Ce projet doit être capable de sou*tenir la tension entre les deux exigences trop souvent présentées comme contradictoires : renforcer les fondations d'une vie sociale commune dans une société menacée de fragmentation ; réduire la dépendance des citoyens face à l'Etat, qui contrarie le développement néces*saire de l'initiative et de la responsa*bilité.

Mais, surtout, les services publics de demain devront opérer un triple *déplacement* :

● DE L'ÉTAT-MÉCANO A L'ÉTAT-VIGIE

L'Etat-mécanicien intervient à chaud et *après coup*, au sein d'un système économique auquel il semble peu ou prou étranger, pour réparer pollutions, accidents, chômage, etc. ; il apparaît trop souvent comme l'auteur d'actions ou trop tardives ou inopérantes.

A l'obligation d'intervenir — souvent trop tard — il faut substituer la volonté de prévoir et de prévenir. L'Etat-vigie ne dit pas le bien et le mal. Mais, *via* le Plan et l'évaluation des politiques menées, il présente à *temps les choix et les risques* ; il oriente une dynamique sociale qu'il ne prétend pas commander.

● DE L'ÉGALITÉ ABSTRAITE A LA SOLIDARITÉ ACTIVE

Les services publics sont nés sous le signe de l'égalité : égalité des chances par l'école, couverture des risques par la protection sociale... Mais c'était souvent une égalité de façade qui n'empêchait pas le cumul des handicaps de creuser l'écart entre les citoyens : témoins, l'inégalité devant l'échec scolaire et l'inégalité devant la mort...

Au lieu de réduire les usagers en une somme infiniment divisible d'ayants droit, le service public devra définir les nouvelles formes d'intervention en vue de susciter des solidarités actives :

— en remédiant à l'extrême spécialisation, voire au morcellement de son action ; le service public n'a-t-il pas perdu tant la notion de communauté des destinataires (quartiers, cités...) que celle de communauté des intervenants (ministères, départements, municipalités, professionnels...) ;

— en favorisant dans son organisation même les solidarités actives entre les citoyens, sachant qu'il n'en fournit que le cadre et qu'il n'en tient pas lieu du seul fait de son existence ; saura-t-on, par exemple, multiplier les classes où *chaque enfant* n'ait plus à progresser contre tous les autres... ?

Ainsi évitera-t-on l'effacement du citoyen derrière l'usager et la dégradation de l'usager en objet.

● D'UNE LOGIQUE DE GUICHET A UNE LOGIQUE DE PROJET

Deux grandes tendances ont présidé à l'émergence des services publics ; l'essor des prestations monétaires, qui assuraient l'autonomie sans la socialisation, et la multiplication des grands équipements, souvent délaissés par ceux-là même qu'ils avaient vocation d'accueillir *en priorité* ; dans les deux cas, les usagers se heurtent à une structure de « guichet », structure passive où la demande est obligée de se plier à la forme de l'offre.

Il en résulte une discordance et une ignorance accrues entre l'offre et la demande.

Il faut en venir — ou en revenir ? — aux notions de mission et de projet : un ou des services publics se mobilisent autour d'un objectif par nature évolutif et limité dans le *temps* ; *ils y font concourir* sans exclusive et de manière décentralisée tous les acteurs concernés : associations, entreprises, mutuelles ou autres. La logique du projet va au devant des gens. Elle encourage leurs demandes et leurs initiatives, ainsi qu'en témoignent par exemple les résultats déjà obtenus par les structures *de soins et d'aide à domicile*, ou encore les actions concrètes en faveur de la prévention de la délinquance.

En somme, le service public va être appelé à ne pas faire ce qu'il fait quand il établit sa tutelle sur la société au détriment de sa fonction de *service* ; et à faire ce qu'il ne fait pas, c'est-à-dire promouvoir sa vocation d'*apprentissage* : apprentissage à vivre ensemble et à vivre par soi.

(*) Respectivement président et membre de l'association Services publics.

La triste condition des contractuels

par JEAN CABANEL (*)

LES nouveaux statuts de la fonction publique de l'Etat et des collectivités locales ne répondent pas aux besoins d'une société moderne et contiennent des dispositions inacceptables pour ceux que l'on qualifie souvent de « non-titulaires », mais qui sont désignés à présent dans les textes, de façon plus pertinente, par le terme de contractuels, quels que soient leur statut ou leur modalité de recrutement.

Jusqu'à présent, pour remédier aux blocages du statut de la fonction publique et recruter des spécialistes, en particulier afin de faire face aux évolutions de la société, l'Etat comme les collectivités locales re*crutaient des agents contractuels*. Ils en sont venus à constituer véritablement une composante du monde du travail. On oublie en effet de souligner l'importance de leur rôle dans le service public du fait de leur nombre : un million dans les services de l'Etat, des collectivités territoriales, établissements publics, associations qui en *dépendent directement* ; *en* raison des missions qu'ils assument également. Des domaines de technologie avancée comme l'armement, les *télécommunications*, reposent largement sur des contractuels.

Le nouveau statut de la fonction publique d'Etat, sauf exception (hôpitaux par exemple), n'autorise le recrutement de contractuels que pour une durée de trois ans renouvelable une seule fois. Quel professionnel expérimenté sera intéressé par *de tels contrats ? Cette disposition* jointe à l'arrêt de tout recrutement met d'ores et déjà en péril certains secteurs de pointe des PTT, de l'industrie, de la défense nationale.

Si on y regarde de près, les nouveaux textes comportent des injustices à peine croyables dans un Etat de droit à l'égard des contractuels actuellement en poste. Les contractuels sont exclus des principales instances de concertation en matière de travail de l'Etat et des collectivités territoriales, conseil supérieur de la fonction publique en particulier ; seuls en font partie les syndicats de fonctionnaires qui défendent *évidemment prioritairement* les intérêts propres de la majorité de leurs membres. Les contractuels, qui ont certes le droit d'y adhérer, y demeurent forcément minoritaires, compte tenu de leur infériorité numérique (un sur quatre).

Les contractuels de l'Etat touchent, à *qualification égale sinon* parfois supérieure, en moyenne 31 % de moins que les fonctionnaires (1), toutes les catégories étant concernées ; les chiffres seraient sûrement plus défavorables pour les contractuels des collectivités territoriales. Compte tenu des mauvaises modalités de reprise de l'ancienneté, des conditions *ruineuses* de rachat des droits à la pension de retraite des fonctionnaires, de la non-indexation des indemnités compensatrices, on leur propose de gagner encore moins !

Dispositions anticonstitutionnelles

La loi affirme que le travail d'un contractuel vaut moins que celui d'un fonction*naire puisque l'ancien*neté n'est reprise que pour moitié ou au maximum les trois quarts dans les corps de fonctionnaires existants. Cette disposition et l'absence de représentation comme on vient de le voir, dans les principaux organes consultatifs en matière de travail, sont contraires, à notre sens, à la *Constitution et aux préambules* de celles de 1791 et de 1946.

Ces dispositions et d'autres que nous n'évoquons pas ici, forment un ensemble si dissuasif que la « titularisation » annoncée ne se réalisera pas. Les contractuels continueront donc à ne pas relever d'une législation cohérente et complète du travail puisque, sauf *sur certains points* particuliers, ne s'appliquent à eux ni le statut des fonctionnaires ni même le code du travail. Il est enfin prévu de fixer dans un texte réglementaire, les règles générales applicables aux contractuels. Cela nous paraît contraire à l'article 34 de la Constitution, qui stipule que les principes fondamentaux du droit du travail relèvent de la loi.

Il est curieux que les commentateurs, souvent plus attentifs, n'aient *pas relevé* ce qui nous semble constituer des énormités, comme s'il existait une conspiration du silence à notre égard. Il est tout aussi étonnant que les intéressés n'aient pas réagi davantage. Ils sont encore peu organisés ; leur organe d'information spécifique commun *la Lettre aux contractuels* (2) a été créé il y a *moins de deux ans*. Il y a *tout* lieu de penser qu'ils sortiront de leur torpeur quand ils commenceront à découvrir les conditions concrètes d'intégration qui leur sont proposées.

(1) Source : INSEE-Economie et statistiques n° 146.

(2) Adresse : ANCSP. BP 176, 75764 Paris Cedex 16.

(*) Président de l'Association nationale des contractuels du secteur public.

Mieux lutter contre l'inflation

par THIERRRY SAINT-LOUIS (*)

LA part à redistribuer aux fonctionnaires sera très réduite. La sévérité du plan de rigueur apparaît. Pourtant les fonctionnaires ne sont pas à plaindre puisque la menace du chômage les épargne.

Le vrai problème est l'inflation. *Elle ne profite qu'à celui qui relève* ses prix le plus vite au bon moment, tous les autres en pâtissent. Ils ne sert à rien aux fonctionnaires ni aux autres salariés de chercher à rejoindre les prix à la course, il leur faudrait anticiper. Ils sont condamnés à aller de rattrapage en compensation, de défense du pouvoir d'achat en sauvegarde. *C'est la politique* anti-inflationniste que les syndicats devraient négocier avec le gouvernement. Si comme le dit Lionel Jospin *l'inflation est une manifestation* économique de la lutte des classes, il s'agit d'une affaire politique, et la lutte contre l'inflation doit être politique, elle doit être pratiquée avec des méthodes politiques même si des outils économiques peuvent ne pas être complètement inefficaces. La mesure spécifique est le blocage des prix. Là, le gouvernement *joue pleinement son* rôle d'arbitre et d'autorité supérieure.

∴

On se gausse souvent de cette *technique ; pour beaucoup, c'est* « casser le thermomètre ». Il ne faudrait pas se tromper de comparaison. Quand un malade a trop de fièvre il faut le glacer, il arrive qu'on donne des médicaments uniquement pour faire tomber cette fièvre qui risque d'être plus grave dans l'immédiat que l'infection elle-même, cela parce *que le traitement de fond, étiologi*que dit-on, n'agit pas tout de suite. Dans cette comparaison stupide qu'on nous répète sans cesse, « casser le thermomètre » serait ne plus calculer l'indice des prix ; bloquer ceux-ci est plutôt une manœuvre visant à refroidir un malade hyperfébrile. Il s'agit d'une méthode radicale qui va au plus pressé. Après, rien n'empêche d'entrer dans une voie moins brutale de négociations des revenus entre salariés, entrepreneurs *industriels et commerciaux*, agriculteurs, sous la conduite du gouvernement, et, plus économiquement, d'aménager l'organisation de la pro*duction et les circuits de distribution*.

Encore ne faudrait-il pas empêcher la concurrence et la baisse des prix comme on l'a fait en entravant l'ins*tallation des grandes surfaces*, en interdisant les rabais sur les livres et en les limitant sur l'essence, bientôt sans doute sur les voitures, et en gênant la diffusion sur les cassettes vidéo ; tous, « produits pas comme les autres » évidemment, en fait tous, petits monopoles bien ordinaires.

A partir du moment où le gouvernement fixe un objectif de 8 %, il peut laisser aller les choses tant *qu'elles se maintiennent dans les li*mites et agir quand la perspective d'un dépassement se présente. En 1983 un tel blocage aurait bien pu être décrété dès qu'on savait que les 8 % seraient dépassés, quitte à l'organiser par secteur selon les évolutions antérieures, maintien de la liberté pour les uns, avertissements et négociations pour d'autres, blocage simple contre ceux qui exagèrent.

Les syndicats auraient dû négocier une politique anti-inflationniste bien *plus que des clauses de sauvegarde* dont personne ne bénéficiera. Ils pouvaient refuser le principe de ces clauses et pousser à l'engagement *d'une politique de blocage éventuel*lement sélectif au cas où l'objectif n'était pas tenu. Par leur poids politique ils pouvaient y contraindre le gouvernement. Réponse politique à des phénomènes politiques. Il y avait plusieurs avantages à retirer. Des avantages généraux : la quasi-assurance que l'augmentation prévue *ne serait pas dépassée et que per*sonne ne chercherait à tirer profit par la bande de cette limitation puisque toujours aurait plané la menace d'État, des avantages pour les salariés sûrs de l'évolution de leurs revenus futurs et des avantages politiques pour les syndicats capables de présenter une nouvelle vision de l'intérêt *général et capables d'imposer* une nouvelle optique politique, à leur poids politique quantitatif ils auraient ajouté un poids qualitatif.

L'occasion a été perdue l'année dernière, pourtant elle est rattrapable. On peut souhaiter qu'ils ne recommencent pas cette erreur et cherchent à obliger au respect des 5 % d'inflation en 1984. Mais plus encore, puisque la proposition gouvernementale d'une prime de 500 F représente la sauvegarde dont il restera très peu après les prélèvements obligatoires, que les fonctionnaires soient prêts à y renoncer pour les moyens et les hauts traitements, *qu'ils les mettent dans la balance en* échange de l'arme du blocage, qu'ils réclament un butoir en béton. S'ils y réussissent et si l'inflation se ralentit *effectivement, alors le gain politique* sera énorme.

(*) Militant CFDT.

Pour la solidarité dans la rigueur

par PHILIPPE BRACHET (*)

LES syndicats de fonctionnaires en restent à leur revendication de maintien du pouvoir d'achat pour 1983. Ce corporatisme « de gauche » est intolérable et doit être dénoncé, y compris par les fonctionnaires s'ils veulent retrouver un minimum d'estime de la part du reste de la population.

Au moment où les chômeurs dépassent inexorablement la crête des deux millions, où l'on se demande comment rendre compatibles la nécessaire réduction des impôts et des *cotisations sociales* avec les financements de la croissance des secteurs d'avenir et de la reconversion de ceux du passé, au nom de quel principe théologique les fonctionnaires prétendraient-ils être au-dessus des lois du commun ?

Certes, il faut poursuivre l'effort de réduction des privilèges qui fourmillent *dans la haute fonction publi*que, mais qui existent aussi à tous les niveaux. Et les uns ne justifient pas les autres. Mais ce principe qu'on ne peut distribuer que ce que l'on a produit vaut pour l'économie publique comme pour l'économie privée, même si ce ne peut pas être de la même manière, car la sanction du marché n'existe pas pour la première.

En effet, les activités de l'État sont susceptibles d'une évaluation en termes de productivité ; si elles ne sont pas directement productrices, elles *conditionnent* la productivité du secteur marchand. Comme le coût de la fonction publique a déjà dépassé la limite économiquement et socialement tolérable, les fonctionnaires ne peuvent prétendre à un maintien (et plus encore à une amélioration) de leur pouvoir d'achat que s'ils acceptent de s'engager sur la voie d'une évaluation de leurs tâches et d'une rationalisation de celles-ci.

Certes, le profit immédiat ne saurait être le critère. *Certes, des expé*riences précédentes ont échoué. Justement : cet échec a mené à l'impasse bureaucratique actuelle. Comment en sortir, relancer la décentralisation embourbée, appliquer *les réformes de la fonction publique* décidées sur le papier ?

En s'engageant dans la grande négociation pour une décentralisation des responsabilités, une définition plus contractuelle et évolutive des tâches et des carrières. Alors, si elle accepte de se réformer, de se moderniser, l'administration se réintégrera dans la société. *Il* n'est que temps.

Si l'on veut un compromis pour que personne ne perde la face, que l'on augmente les traitements pour *que « ce gouvernement soit celui de la parole donnée »*. Et que l'on relève la contribution-solidarité autant que nécessaire.

Surtout : que l'on passe vite aux vrais problèmes pour que le gouvernement devienne enfin vraiment « celui de l'antibureaucratie ».

(*) Maître-assistant de sciences politiques.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS — Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 500 L. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 f. ; Yougoslavie, 162 nd.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe.

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	605 F	859 F	1080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1 240 F
II. — SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1 197 F	1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

LU

« L'AQUITAINE DE MAURIAC », de Michel Suffran

Souvenirs

C'EST *un livre-album*, reliquaire de souvenirs, que publie l'écrivain bordelais Michel Suffran, qui fut ami de Mauriac et écrivit sur lui. Sous le titre *l'Aquitaine de Mauriac* il montre comment et pourquoi le génie aquitain a trouvé dans le romancier une parfaite incarnation.

S'il est vrai que l'enfance donne la clé d'une vie, Mauriac a puisé dans le patrimoine aquitain *le suc qui a nourri son œuvre*. Au fil des photographies, des photocopies de lettres soutenues par un commentaire incisif, on suit la lente maturation de l'œuvre de l'écrivain. C'est un itinéraire à deux niveaux qu'il nous est donné de parcourir et qui nous mène par de secrets cheminements à des points de rencontre avec des personnages que les futurs romans nous rendront familiers. Nous découvrons chez *Mauriac* les traits *du génie* aquitain grâce à sa volonté d'une reconquête de l'esprit d'enfance dans sa pureté première.

THÉODORE QUONIAM.

★ Edisud, collection « Les chemins de l'œuvre », la Calade, Aix-en-Provence 1983, 144 pages. Broché *85 francs* ; relié 130 francs. Diffusion à Paris, Chiron-Diffusion, 40, rue de Seine, 75006.

Le Monde

étranger

LA SITUATION AU LIBAN APRÈS L'ANNULATION DE L'ACCORD AVEC ISRAEL

L'abrogation par le gouvernement libanais de l'accord du 17 mai 1983 avec Israël a été accueillie sans surprise et avec résignation lundi 5 mars à Washington. Le secrétaire d'Etat, M. Shultz, a reconnu dans une interview à *U.S. News and World Report* que les Etats-Unis n'avaient pas réussi dans leurs efforts pour restaurer la souveraineté du Liban et il n'a pas caché sa déception.

« *Le gouvernement américain,* a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. John Hughes, *estime que ceux qui ont abrogé l'accord doivent endosser la responsabilité de trouver une autre formule pouvant conduire au retrait des troupes israéliennes du Liban. Nous sommes disposés à contribuer à une telle formule à condition qu'elle soit compatible avec nos objectifs fondamentaux au Liban.* » Parallèlement, les Etats-Unis ont réduit l'importance de leur escadre navale croisant au large du Liban, la ramenant à une douzaine d'unités.

● A MOSCOU, l'agence Tass s'est félicitée de l'abrogation d'un accord « *léonin qui lésait les droits nationaux légitimes du Liban* » et constituait « *l'un des principaux obstacles sur la voie d'un règlement équitable de la crise libanaise* ».

● A DAMAS, le président Hafez El Assad a téléphoné au président Gemayel pour le féliciter. Il a assuré que l'abrogation de l'accord est « *une victoire des peuples de la Syrie et du Liban et de toute la nation arabe* » et que Damas « *restera aux côtés du Liban dans sa lutte pour son indépendance et sa souveraineté* ».

De son côté, le Front populaire de libération de la Palestine de M. Georges Habache se félicite d'une « *franche victoire des forces nationalistes libanaises* » et d'un « *échec substantiel de la politique américaine et israélienne* » au Liban.

● A TRIPOLI, le colonel Kadhafi a salué « *la victoire des forces patriotiques et progressistes libanaises* », y voyant le succès d'une alliance entre « *la Libye, la Syrie, l'Iran, le Mouvement national libanais et la révolution palestinienne pour éliminer l'accord israélo-libanais* ». Il a précisé que les troupes libyennes stationnées dans la Bekaa pouvaient « *rejoindre le peuple libanais dans sa lutte contre les Israéliens, se replier en Syrie ou regagner la Libye, une fois accomplie leur mission* ».

● AU CAIRE, M. Boutros-Ghali, ministre d'Etat aux affaires étrangères, a déclaré : « *Le gouvernement libanais est souverain, nous soutenons donc sa décision d'abroger l'accord du 17 mai.* »

● A BEYROUTH, le président Gemayel s'est longuement entretenu lundi soir avec l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Reginald Bartolomew. Les cent derniers soldats italiens encore stationnés dans la capitale libanaise ont regagné leur pays le même jour. – *(AFP, Reuter, AP.)*

Les clauses de l'accord

L'accord israélo-libanais du 17 mai 1983 comportait douze articles. Il *prévoyait pour l'essentiel :*

– La fin de l'état de guerre entre le Liban et Israël ;

– La création d'une zone de sécurité au sud du Liban ;

– La mise sur pied de commissions chargées de veiller aux mesures de sécurité prévues dans cette région ;

– Un calendrier de retrait des forces israéliennes ;

– L'établissement dans les deux capitales d'un bureau de coordination ;

– L'ouverture de négociations ultérieures pour aboutir à une pleine normalisation entre les deux pays.

Les deux cent quatre-vingt-treize jours d'un texte mort-né

L'accord libano-israélien signé le 17 mai 1983 à l'hôtel Lebanon Beach, à Khaldé (au sud de Beyrouth), par MM. Antoine Fattal pour le Liban, David Kimche pour Israël et Morris Draper pour les Etats-Unis, aura vécu deux cent quatre-vingt-treize jours sans être jamais appliqué.

1983

– 17 mai : signature de l'accord après trente-sept réunions plénières tenues depuis le 28 décembre 1982, respectivement à Khaldé et Kiryat-Schmoneh et Nathaniya (Israël). Un échange de lettres entre les Etats-Unis et Israël précise que l'armée israélienne restera au Liban tant que l'armée syrienne ne s'en sera pas retirée ;

– 4 septembre : l'armée israélienne se retire sur le fleuve Awali (à 40 kilomètres au sud de Beyrouth) ;

– 31 octobre au 4 novembre : conférence de réconciliation nationale libanaise à Genève. Le président Gemayel est chargé d'engager une discussion avec le président Reagan en vue d'une révision de l'accord ;

– 4 décembre : deux avions américains sont abattus par les batteries syriennes.

1984

– 25 janvier : échec des négociations entre les autorités libanaises et l'opposition pour l'établissement d'un « plan de sécurité » pour le Grand Beyrouth ;

– 3 février : trois ministres musulmans du gouvernement libanais annoncent leur démission après l'appel lancé par le chef du mouvement chiite Amal, M. Nabih Berri, qui demande également aux soldats de l'armée libanaise de « *ne pas obéir aux ordres de tirer sur la population civile* » ;

– 4 février : le premier ministre, M. Chafic Wazzan, présente sa démission et celle de son gouvernement, qui est acceptée par le président Gemayel ;

– 6 février : les miliciens Amal prennent le contrôle de Beyrouth-Ouest ;

– 14 février : le PSP s'empare de l'axe Ain-Ksour-Damour dans la montagne au sud-est de Beyrouth, et fait la jonction sur la route côtière avec les miliciens d'Amal ;

– 18 février : la Syrie rejette le plan en huit points établi par le Liban, les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite, pour résoudre la crise libanaise ;

– 22 février : nouvelles propositions syro-saoudiennes et annonce d'un cessez-le-feu mort-né ;

– 26 février : les « marines » quittent le Liban, après les Britanniques et les Italiens de la Force multinationale. Seuls les soldats français restent encore à Beyrouth ;

– 29 février-1er mars : le président Gemayel se rend pour la première fois à Damas depuis son élection le 21 septembre 1982 ;

– 29 février : veto soviétique à l'envoi d'une force des Nations unies à Beyrouth ;

– 5 mars : le conseil des ministres libanais décide d'annuler l'accord du 17 mai 1983.

Jérusalem pourrait négocier de nouveaux arrangements de sécurité dans le sud du Liban

De notre correspondant

Jérusalem. – Depuis des semaines que la dénonciation de l'accord du 17 mai était attendue, tout, semble-t-il, avait déjà été dit et redit ici. L'annonce officielle n'a causé à Jérusalem ni émotion particulière ni surprise.

Le communiqué du gouvernement israélien, rédigé depuis plusieurs semaines, se veut avant tout une vive condamnation de l'« *ingérance syrienne* » au Liban : « *Les Syriens ont contraint le gouvernement libanais à se soumettre à un diktat qui signifie un arrêt de mort pour son indépendance. Israël espère que le Liban parviendra à recouvrer sa souveraineté et à se dégager de la tutelle syrienne.* » Mais ce texte constitue aussi une déclaration d'intention du gouvernement de M. Shamir : « *Israël saura trouver les moyens propres à assurer sa sécurité puisque le Liban, à ce stade, n'est pas apte à honorer ses engagements internationaux et à empêcher la transformation du sud du Liban en nouvelle base d'opérations pour les terroristes.* »

Concrètement, cela signifie que le gouvernement israélien refuse catégoriquement l'offre libanaise d'engager des négociations sur « *un accord de rechange* » prévoyant de nouveaux arrangements de sécurité dans le sud du Liban. Pour le gouvernement israélien, seul l'accord du 17 mai est valable et « *peut encore être appliqué aujourd'hui* ».

Faut-il cependant prendre ce communiqué officiel au pied de la lettre ? Un des rares membres du cabinet à avoir accepté de faire des déclarations après l'abrogation de l'accord, le ministre du tourisme, M. Avraham Sharir, a clairement expliqué que « *dans l'immédiat il était impensable que le gouvernement fasse autre chose que dénoncer l'annulation d'un accord entre Israël et un Etat arabe, car le principal danger est que cette dénonciation fasse figure de précédent* ».

Toutefois, cela fait longtemps que l'on souligne à Jérusalem que l'abrogation signifie aussi qu'Israël, délié de ses engagements, retrouve sa liberté d'action pour parvenir à des arrangements de sécurité au sud du Liban. Dès le week-end dernier, le ministre de la défense, M. Moshe Arens, en visite à Washington, avait d'ailleurs envisagé, avec le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, des démarches diplomatiques conjointes face à la tournure prise par les événements au Liban. Et M. Arens avait prononcé cette petite phrase : « *Israël et les Etats-Unis disposent encore de suffisamment d'atouts pour exercer une influence sur l'avenir du Liban...* » Tous les commentateurs en avaient conclu que le gouvernement israélien, malgré ses dénégations actuelles, finirait tôt ou tard par accepter de participer à de nouveaux pourparlers menés par les Etats-Unis sur un accord dont le gouvernement libanais et peut-être aussi les Syriens seraient parties prenantes.

Un redéploiement de l'armée

Quelle devrait être la nature de cet accord ? Comme une rengaine, on répète à Jérusalem qu'il doit être en mesure « *d'assurer la paix de la Galilée* ». Depuis plusieurs semaines, le gouvernement de M. Shamir envisage à cet effet de procéder à un « *redéploiement* » de l'armée israélienne au Liban-Sud. L'abrogation de l'accord du 17 mai pourrait hâter le processus de repli de l'armée, actuellement sur l'Awali et l'occupation d'une ligne entre deux autres cours d'eau, le Zahrani et le Litani, ce qui laisserait sous le contrôle d'Israël un territoire d'une profondeur d'environ 25 kilomètres, avec une population de quelque quatre cent mille habitants, contre plus de huit cent mille actuellement.

Le risque de voir se transformer ce retrait « *provisoire* » en « *définitif* » est aujourd'hui le seul véritable point de divergence entre le gouvernement de M. Shamir et l'opposition sur le problème libanais. Le chef de file travailliste, M. Shimon Pérès, préconise en effet « *un repli immédiat sur la frontière internationale et l'application unilatérale par Israël des articles de l'accord du 17 mai concernant la sécurité de sa frontière nord, à savoir : le droit pour l'aviation d'effectuer des vols de reconnaissance au-dessus du Liban, le droit pour la marine de patrouiller le long de la côte libanaise, le maintien au Sud-Liban d'installation de pré-alerte de l'armée israélienne et le droit de poursuite en cas de retour des terroristes* ».

Adoptant une position similaire, le mouvement La paix maintenant a invité le gouvernement « *à renoncer à ses derniers rêves libanais et à annoncer un retrait immédiat compatible avec les impératifs de sécurité d'Israël* ».

(Intérim.)

Israël

Le corps d'une chrétienne déterré d'un cimetière juif

Jérusalem (AFP). – Le corps d'une chrétienne enterrée dans un cimetière juif a été déterré dans la nuit du jeudi 1er au vendredi 2 mars par des inconnus et jeté dans un cimetière musulman, dans un sac en plastique, ce qui provoque une vive émotion en Israël.

Des inconnus, « *vraisemblablement des extrémistes religieux* », selon les premiers résultats de l'enquête de la police israélienne, ont déterré le cadavre de Theresa Engelovitz du cimetière de Rishon-Letzion (sud de Tel-Aviv), pour le jeter 30 kilomètres plus loin, dans un coin désaffecté du cimetière musulman de Ramleh.

Le ministre de l'intérieur, M. Yossef Burg, a vivement condamné cet acte « *barbare* », ainsi que les grands rabbins d'Israël.

L'affaire de Teresa Engelovitz, morte un an plus tôt à l'âge de soixante-dix ans, avait fait l'objet d'une question urgente au Parlement israélien en novembre, le grand rabbinat d'Israël ayant ordonné l'exhumation du corps enterré « *par erreur* » dans le cimetière juif.

Theresa, chrétienne de Roumanie, avait épousé un juif roumain, Yossef Engelovitz, avec qui elle avait été déportée durant la seconde guerre mondiale. Arrivée avec son époux dans les années 50 en Israël, elle vécut depuis, selon sa fille, en suivant les préceptes de la religion juive.

● *Un communiqué du Djihad islamique* diffusé à Beyrouth a revendiqué la responsabilité des trois derniers attentats antifrançais perpétrés au Liban et appelé les Libanais « *à ne pas s'approcher des sièges des intérêts français à Beyrouth qui seront la cible de nos prochaines attaques* ».

● *Création d'une association euro-égyptienne.* – Une Association pour l'information économique entre l'Europe et l'Egypte a été constituée à Paris le lundi 5 mars. Elle renforcera les liens entre les journalistes économiques en Europe et en Egypte par l'organisation de rencontres, de colloques et de stages. Un comité de sept membres a été élu pour diriger l'association. Son président est M. Roger Mathews (*Financial Times*), son secrétaire général M. Ali el Sammane (directeur du bureau européen de la radio-télévision égyptienne) et son trésorier notre collaborateur Paul Balta.

★ Siège social à Fribourg et siège parisien à la *Tribune des nations*, 150, Champs-Elysées, 75008 Paris.

PROCHE-ORIENT

Liban

L'annulation de l'accord avec Israël consacre la prédominance syrienne à Beyrouth

(Suite de la première page.)

Trois de ses chefs, MM. Frangié, Karamé et Berri, ont clairement annoncé qu'ils étaient désormais prêts à *tous* les dialogues. M. Berri, dirigeant chiite, a mis en sourdine sa demande de démission du président Gemayel. Reste M. Walid Joumblatt, que Damas devrait ramener normalement à de meilleures dispositions.

Dans le camp chrétien, le Parti phalangiste approuve à contrecœur, le virage pro-syrien pris par le président Gemayel. Le bureau politique *du parti a donné des assurances dans* ce sens. L'ancien président Camille Chamoun va, croit-on, en faire autant, tout en assurant ses arrières par des « réserves ». Les Forces libanaises (milices chrétiennes), qui détiennent le pouvoir militaire et ont été « lâchées » par Israël avant de bénéficier à nouveau de sa faveur, proclament leur *« refus de principe »*. Cependant, conscients qu'une relance des hostilités serait *très mal accueillie* par la *population*, les chefs de cette milice affirment ne pas avoir l'intention de traduire leur « résistance » en actes contre le gouvernement de M. Gemayel.

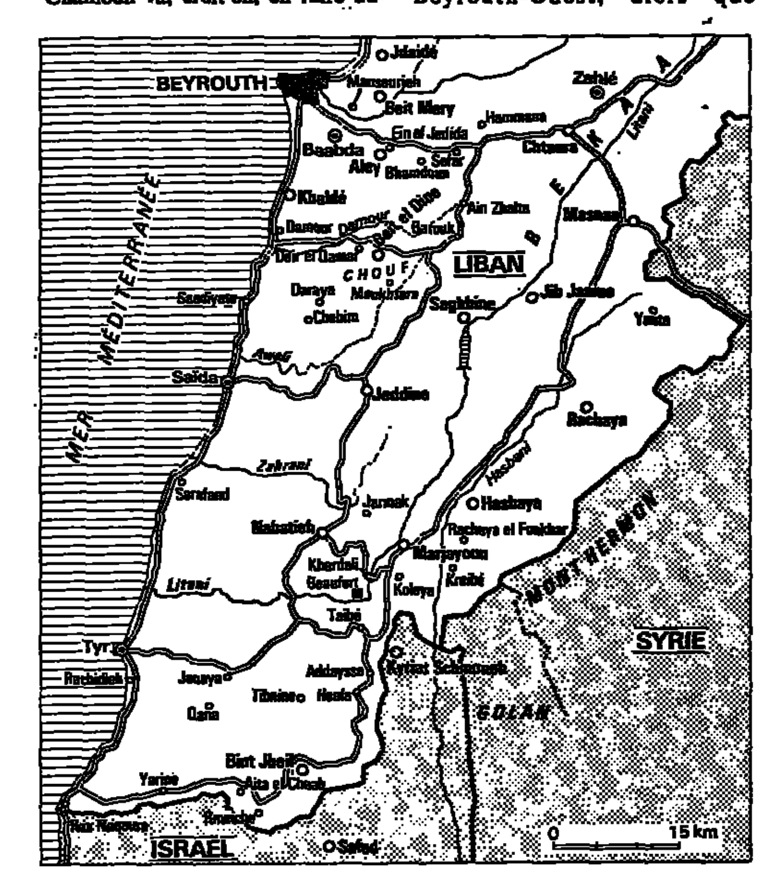
« Il s'est aligné »

Malgré le cessez-le-feu proclamé deux heures après la répudiation de l'accord israélo-libanais, les échanges de tirs se sont poursuivis dans la nuit de lundi à mardi par intermittence sur les différents fronts de Beyrouth et de la montagne. On s'attend néanmoins à une relative normalisation, au moins entre les deux secteurs de la capitale, ainsi qu'à la réouverture de l'aéroport et du port de Beyrouth. Il paraît, malgré tout, douteux que la « ligne verte » coupant la ville en deux puisse disparaître avant la constitution d'un gouvernement d'union nationale. La question sera sûrement à l'ordre du jour de la conférence interlibanaise qui devrait s'ouvrir en Suisse au début de la semaine prochaine.

La France profitera de l'accalmie qui s'ébauche et de la décrispation politique pour retirer son contingent au plus vite. M. Claude Cheysson a pu, en effet, constater *de visu* que, malgré l'active protection de la milice chiite et un regain de la popularité du contingent français, celui-ci n'est pas à l'abri d'attentats individuels. *Une grenade a été lancée* par-dessus l'enceinte de l'ambassade à Beyrouth-Ouest, alors que M. Cheysson s'y trouvait, et un soldat français a été tué lundi par les éclats d'une roquette tirée par un groupuscule de miliciens qu'un incident avait opposé aux soldats français, quarante-huit heures plus tôt.

La *date du 5 mars 1984 marque*, donc, une victoire syrienne majeure. Celle-ci signifie que le gouvernement de Beyrouth ne pourra plus désormais agir sur la scène arabe et internationale sans se référer à Damas. Si le président Gemayel a bien saisi le sens du compromis qu'il a conclu à Damas, il sera assuré de la protection de la Syrie. Une haute personnalité nous déclarait à ce propos : *« Il s'est aligné et a compris ce qu'un tel alignement signifie. Si les maronites se rendent compte eux aussi que, pour gouverner le Liban, ils doivent se plier à la volonté de la Syrie et se résigner à des concessions sur le plan intérieur, la trêve actuelle pourrait être durable et même constituer l'amorce d'une solution. »* Parrainage ou tutelle ? Les Libanais accueillent en tout cas avec soulagement le répit qui s'annonce.

LUCIEN GEORGE.



Soudan

Washington s'inquiéterait de la recrudescence de la guérilla dans le sud du pays

Le Pentagone a qualifié, le lundi 5 mars, de *« prématurées »* les informations de Khartoum selon lesquelles les Etats-Unis vont instaurer dans les prochains jours un pont aérien *pour livrer du matériel militaire* au Soudan. *« A l'heure actuelle, nous n'envisageons pas d'effectuer de telles livraisons »*, a déclaré un porte-parole du Pentagone.

Le général Omer Mohamed Tayeb, vice-président soudanais et chef de la sécurité d'Etat, avait annoncé, lundi, la mise en place d'un tel pont aérien dans les prochains jours, afin d'aider le Soudan *« à repousser les complots auxquels il fait face »*. Le général Tayeb a effectué récemment un séjour aux Etats-Unis, au cours duquel il a notamment rencontré le vice-président George Bush, le secrétaire d'Etat George Shultz, le secrétaire à la défense Caspar Weinberger, le directeur de la CIA William Casey, et M. Robert McFarlane, le conseiller du président Reagan.

Le gouvernement américain se propose d'accorder une aide de 271 millions de dollars au Soudan pour l'année fiscale 1985 (octobre 1984-septembre 1985), dont 120 millions au titre de l'aide économique et 69 millions pour l'assistance militaire.

Le général Vernon Walters, ambassadeur itinérant américain, est arrivé lundi soir à Khartoum, où il s'est entretenu ce mardi avec le maréchal Nemeiry, le chef de l'Etat. Les conversations ont porté essentiellement sur le danger que faisait peser la recrudescence de la guérilla dans le sud du Soudan. Evoquant ce problème, le général Omer Tayeb a déclaré que les respondables américaines avaient *« parfaitement compris l'importance des conspirations qui assaillent le Soudan »*.

Selon le général Tayeb, les Etats-Unis ont établi *« avec succès »* des contacts avec les *« rebelles »*, dont le résultat devrait être la reprise immédiate des activités au Soudan de la compagnie pétrolière américaine Chevron, qui les avait interrompues après avoir été victime de plusieurs attaques de la guérilla.

Le général Tayeb a estimé que les activités de l'Armée de libération du peuple soudanais (SPLA) visaient aussi le nord du pays, avec un commencement de collaboration dans cette région du Parti communiste (interdit) et de syndicalistes. Il a accusé l'Ethiopie d'*« actions ouvertement hostiles »* envers le Soudan en fournissant *« armes, entraînement et bases »* aux guérilleros.

A Addis-Abeba, on était toujours, lundi, sans nouvelles de l'Allemande de l'Ouest Ursula Morson et de son fils de dix-huit mois, dont les rebelles qui les avaient pris en otages avaient annoncé, vendredi, la libération. Quatre autres techniciens, français, anglais et kényan, avaient été enlevés au même moment. — *(AFP.)*

AMÉRIQUES

Canada

Important remaniement du gouvernement québécois

De notre correspondant

Montréal. — M. René Lévesque a procédé, lundi 5 mars, à un important remaniement de son gouvernement. Ce remaniement a été précédé par un coup d'éclat du vice-premier ministre et ministre des affaires intergouvernementales, M. Jacques-Yvan Morin. Sans attendre la publication de la liste du nouveau gouvernement, M. Morin a pris l'initiative peu commune d'annoncer lui-même sa décision d'abandonner la politique, à la fois comme ministre et comme député de la circonscription de Sauve.

Dans sa lettre de démission adressée à M. Lévesque et rendue publique sans autres commentaires, il fait allusion en des termes sibyllins à des « problèmes » dont il attendait la solution. Il souligne d'ailleurs qu'il avait déjà offert sa démission une *première fois*, le 11 mai 1983, mais qu'il avait décidé d'y surseoir.

M. Morin précise qu'il reste fidèle aux objectifs du gouvernement. Ce n'est donc pas sur la stratégie politique que portait le différend. En fait, bien que les intéressés se soient refusés à tout commentaire, le départ de M. Morin est venu confirmer la lutte d'influence l'opposant en sourdine au ministre du commerce extérieur, M. Bernard Landry. Le ministre des affaires intergouvernementales n'avait, semble-t-il, guère apprécié au dernier remaniement du 9 septembre de voir ses prérogatives rognées par la création d'un nouveau ministère ayant droit de regard sur les relations économiques du Québec avec l'étranger. Ses craintes étaient d'autant plus fondées que M. Landry a fait preuve au fil des mois d'un dynamisme peu commun.

Le conflit, à la longue, était inévitable. M. Lévesque a tranché, tout en essayant, de son propre aveu, de persuader M. Morin d'accepter un autre portefeuille. Pour le chef du gouvernement québécois, la défection d'un de ses compagnons de la première heure est une *« perte cruelle »*. M. Morin, un brillant juriste international, avait été élu député pour la première fois en 1973. Jusqu'en 1976, il avait été le chef des six députés du Parti québécois constituant l'opposition face au premier ministre libéral, M. Robert Bourassa. *Il avait été ensuite successivement* ministre de l'éducation et du développement culturel et scientifique avant de prendre en charge *les affaires intergouvernementales.*

M. Landry hérite d'une partie seulement des compétences de M. Morin, tout en gardant le commerce extérieur. Ministre des relations *internationales* — un titre qui ne manquera pas de faire grincer des dents à Ottawa, — il aura à traiter des dossiers diplomatiques. En revanche, les relations avec les autorités fédérales et les autres gouvernements provinciaux seront désormais du ressort de M. Pierre-Marc Johnson, ex-ministre des affaires sociales et l'un des aspirants les plus sérieux à la succession de M. Lévesque, qui se voit également confier la justice.

Il n'y a qu'un seul nouveau venu au gouvernement : le ministre du revenu, M. Robert Dean, un ancien syndicaliste âgé de cinquante-six ans ; *il est le premier anglophone* à siéger dans le gouvernement de M. Lévesque. M. Dean a notamment été conseiller du Syndicat des travailleurs unis de l'automobile avant d'être élu député du Parti québécois en avril 1981. Cette nomination constitue une tentative du gouvernement de se rallier les bonnes grâces de l'électorat anglophone.

M. Lévesque a, d'autre part, affecté à d'autres fonctions certains de ses ministres qui ne parvenaient pas à mettre un point final à des dossiers épineux. C'est le cas de M. Camille Laurin, *qui est déchargé du projet* de loi visant à restructurer le système scolaire et qui avait suscité l'hostilité des enseignants et d'une partie du clergé. M. Laurin passe aux affaires sociales. Son successeur est M. Yves Berube, ancien président du Conseil du Trésor, qui avait suivi une ligne dure dans les négociations avec les syndicats de la fonction publique au début de 1983. M. Alain Marcoux quitte le ministère du revenu, après avoir soulevé l'hostilité de l'industrie hôtelière en instituant un impôt obligatoire sur les pourboires. Il remplace aux affaires municipales M. Jacques Leonard, nommé aux transports.

(Intérim.)

LE NOUVEAU CABINET

Voici la liste des membres du nouveau gouvernement québécois :

Premier ministre et président du conseil exécutif : **M. René Lévesque**; ministre délégué à la réforme électorale, leader parlementaire du gouvernement : **M. Marc-André Bedard**; communications : **M. Jean-François Bertrand**; éducation : **M. Yves Berube**; industrie, commerce et tourisme : **M. Rodrigue Biron**; loisir, chasse et pêche : **M. Guy Chevrette**; président du conseil du Trésor et ministre délégué à l'administration : **M. Michel Clair**; revenu : **M. Robert Dean**; énergie et ressources : **Yves Duhaime**; travail : **M. Raynald Frechette**; agriculture, pêcheries et alimentation : **M. Jean Garon**; ministre délégué à l'aménagement : **M. François Gendron**; communautés culturelles et immigration : **M. Gerald Godin**; ministre de la justice et ministre délégué aux affaires intergouvernementales canadiennes : **M. Pierre-Marc Johnson**; relations internationales et commerce extérieur : **M. Bernard Landry**; vice-président du conseil exécutif, ministre des affaires sociales : **M. Camille Laurin**; ministre délégué aux relations avec les citoyens : **M. Denis Lazure**; ministre déléguée à la condition féminine et ministre de la fonction publique : **Mme Denise Leblanc-Bantey**; transports : **M. Jacques Leonard**; affaires municipales, travaux publics et approvisionnement : **M. Alain Marcoux**; main-d'œuvre et sécurité du revenu, et vice-présidente du conseil du Trésor : **Mme Pauline Marois**; environnement : **M. Adrien Ouellette**; science et technologie : **M. Gilbert Paquette**; finances : **M. Jacques Parizeau**; affaires culturelles : **M. Clément Richard**; habitation et protection du consommateur : **M. Guy Tardif.**

El Salvador

L'élection présidentielle

LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE DEMANDE QUE LA CANDIDATURE DE M. D'AUBUISSON SOIT REJETÉE

San-Salvador *(AFP)*. — Le Parti démocrate-chrétien salvadorien (PDC) a demandé, le lundi 5 mars, au conseil des élections de rejeter la candidature à l'élection présidentielle du 25 mars du dirigeant d'extrême droite Roberto d'Aubuisson en raison de son *« immoralité notoire »*, a-t-on appris de source officielle à San-Salvador.

M. d'Aubuisson, dirigeant de l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA), a été accusé par un ancien officier salvadorien cité par le *New York Times* d'être l'un des dirigeants des Escadrons de la mort. Un ancien ambassadeur américain au Salvador l'a, d'autre part, accusé d'être impliqué dans l'assassinat de l'archevêque de San-Salvador, Mgr Oscar Romero, en mars 1980.

S'appuyant sur plusieurs articles de la *Constitution*, le PDC affirme que la candidature de M. d'Aubuisson, le principal rival de M. Jose Napoleon Duarte aux élections, n'est pas légale.

● A WASHINGTON, le département d'Etat a annoncé, lundi 5 mars, que les Etats-Unis ont refusé un visa d'entrée à M. d'Aubuisson. Les autorités américaines ont invoqué des *« raisons techniques »* pour expliquer leur décision, mais le porte-parole du département d'Etat, M. John Hughes, a indiqué que, en raison de l'imminence des élections au Salvador, M. d'Aubuisson n'obtiendrait *pas de visa même s'il* représentait une demande en règle. M. Hughes a souligné que les autorités américaines préféraient qu'aucun des candidats à l'élection présidentielle ne vienne *faire campagne* aux Etats-Unis avant le scrutin du 25 mars. Le leader de l'extrême droite salvadorienne avait fait une demande de visa la semaine dernière en utilisant un passeport diplomatique dont il disposait lorqu'il était président de l'Assemblée constituante, poste qu'il n'occupe plus depuis la fin de l'an dernier. M. Hughes a indiqué que la *« validité »* de ce passeport était en question et que celui-ci avait été retourné à M. d'Aubuisson.

ASIE

Le Haut Commissariat des Nations unies fait état de nouvelles atrocités contre les réfugiés de la mer

De notre correspondante

Genève. — En *dépit* d'une certaine banalisation de l'atroce, la mesure habituelle semble avoir été dépassée par les dernières informations fournies par le Haut Commissariat des Nations *unies pour les réfugiés* (HCR), au cours d'une conférence de presse.

On y a en effet appris que, le 22 février, une embarcation ayant *soixante réfugiés vietnamiens à son* bord, qui avait pris la mer deux jours plus tôt, a été attaquée en haute mer par cinq navires de pirates. Bilan : deux femmes violées, tous les passagers malmenés et pillés. Le lendemain, pas moins de neuf bateaux de pirates ont attaqué de nouveau l'embarcation, en détresse. Vingt femmes et fillettes ont été enlevées, réparties à bord des bateaux et violées à plusieurs reprises. L'une d'elles est morte à la suite de *sévices répétés*, les *autres* passagers ont été brutalisés puis jetés à la mer. A coups de rame, les pirates les empêchaient de remonter dans leur barque.

Cinq Vietnamiens ont *réussi* à survivre, en dépit des coups, et ont pu atteindre les côtes thaïlandaises. Deux fillettes, l'une âgée de douze ans et l'autre de dix, ont subi le *même sort que les femmes, mais ont* pu s'enfuir en se jetant à l'eau. Accrochées à un bidon vide, elles ont pu, après plus de vingt-quatre heures d'errance en mer, être recueillies par des marins malais. Toujours selon le HCR, trente-cinq de ces réfugiés sont portés disparus, et l'on ignore tout de l'endroit où peuvent se trouver les femmes et les petites filles qui ont été enlevées, si elles sont encore en vie.

Grâce aux témoignages concordants des survivants, le HCR *connaît les noms d'un certain nombre* de victimes. Mais il n'est pas en mesure d'identifier les bateaux des pirates. Comme ces crimes ont été perpétrés dans des eaux internationales *et non dans* les eaux territoriales thaïlandaises, on se demande si la police de Bangkok recherchera les coupables ou leurs victimes.

Quant aux responsables du HCR, ils ne sont pas équipés pour *les sauvetages* en mer, et se bornent à tenter de sensibiliser l'opinion et à aider financièrement la marine thaïlandaise dans sa timide action de dissuasion *le long* de ses eaux *territoriales*.

Pour leur part, les capitaines des navires marchands, militaires ou autres, qui sont si nombreux dans les mers de Chine, même s'ils ne violent pas les réfugiés vietnamiens, violent allégrement, en tout cas, les lois de la mer, qui leur font obligation de porter secours à toute personne en détresse.

ISABELLE VICHNIAC.

Chine

● *Expulsion du correspondant du « Spiegel »*. — M. Tiziano Terzani, correspondant à Pékin depuis quatre ans de l'hebdomadaire ouest-allemand *Der Spiegel*, a dû quitter, le lundi 5 mars, la Chine *« contre sa volonté »*, *selon un représentant de* l'hebdomadaire à Hambourg. Il lui aurait été reproché d'avoir tenté de faire sortir illégalement de Chine des antiquités et d'avoir *« dénaturé un portrait de Mao avec un crucifix »*. L'hebdomadaire dénonce ces « prétextes » à une expulsion d'ordre politique. — *(Reuter, AFP.)*

EUROPE

Le pape et les Eglises de l'Est

Fermeté et réalisme

Faute de mieux, c'est un *« pèlerinage spirituel »* que le pape a fait le dimanche 4 mars en Lituanie, bastion du catholicisme en Union soviétique, et aussi pays particulièrement sensible au cœur des Polonais, en raison des liens très anciens qui unissent les deux nations (*le Monde* du 6 mars).

Il ne fait à peu près aucun doute que Jean-Paul II aurait souhaité pouvoir se rendre physiquement à Vilnius. Selon des sources ecclésiastiques citées par l'agence UPI à Varsovie, des négociations auraient même été engagées à ce propos avec les autorités soviétiques. A vrai dire, on a du mal à imaginer un tel voyage, dans une République soviétique non reconnue par le Vatican, où l'Eglise catholique n'est tolérée que parce qu'elle jouit d'un très fort soutien populaire – et où, accessoirement, 8 % des trois millions d'habitants sont Polonais (près de 17 % à Vilnius, la capitale).

La Saint-Casimir a d'ailleurs été l'objet d'importantes célébrations dimanche en Pologne, en particulier à Cracovie où Mgr Gulbinowicz, un évêque connu pour sa grande fermeté, a prononcé au nom de tout l'épiscopat de fortes paroles de soutien à tous ceux *« qui sont persécutés ou en prison »*. L'évêque a aussi évoqué *« le murmure des prières qu'on a fait taire, les cloches des églises qui ont cessé de sonner »*.

De fait, si les églises de Vilnius encore ouvertes au culte sont pleines à craquer, c'est que bien d'autres ont été fermées : c'est précisément l'ancienne église Saint-Casimir qui a été aménagée en un « musée de l'athéisme », sans parler des églises transformées en prison ou en entrepôts. Le pape lui-même, dans son homélie de Rome, a fait des allusions plus que transparentes à toutes les difficultés que connaissent en Lituanie soviétique aussi bien les fidèles que le clergé (*le Monde du 6 mars*).

Cela dit, sur le terrain, les responsables *« agréés »* par les autorités ont obtenu depuis quelques années certains résultats, mais dans les *conditions très particulières qui sont* celles d'un pays où le pouvoir emploie une savante panoplie d'armes pour combattre le phénomène religieux – très lié au sentiment national – ou du moins le maintenir dans des limites telles qu'il ne présente pas de danger politique : contrôle soigneux des admissions au séminaire, grande publicité donnée au « retournement » de certains prêtres, qui, parfois, renient leur foi en chaire, infiltration à divers niveaux par des éléments douteux et, pour les plus coriaces – prêtres ou laïcs, – lourdes peines de prison.

La médiation de Mgr Glemp

Cela dit, il est possible que le pape n'a pas tout à fait renoncé à l'espoir de rendre un jour visite aux catholiques d'URSS. Une autre occasion, le six centième anniversaire du baptême de la Lituanie, en 1987, se profile à l'horizon, ou même, en 1988, le millième anniversaire de l'introduction du christianisme en Russie.

Mais, dans l'immédiat, c'est le primat de Pologne, Mgr Glemp, qui semble devoir *servir d'intermédiaire* au pape dans ses rapports avec le Kremlin : Mgr Glemp vient de confirmer, lors de son séjour au Brésil, qu'il projetait de se rendre en URSS. Mais il s'agirait là d'une visite d'une tout autre nature, non seulement en raison de la personnalité très différente du visiteur, mais parce qu'elle se ferait sur l'invitation du patriarche orthodoxe Pimène – un homme qui n'a jamais ménagé son soutien aux autorités soviétiques.

Le rôle d'intermédiaires, qui semble dévolu à Mgr Glemp, peut aussi laisser penser que le souverain pontife n'a pas renoncé aux ressources de la diplomatie et des concessions *mutuelles pour améliorer la situation* de l'Eglise catholique dans l'ensemble du bloc soviétique. On peut aussi y voir le reflet des préoccupations œcuméniques de Jean-Paul II, qui souhaite tendre la main aux Eglises orthodoxes.

De là à expliquer l'attitude plus que conciliatrice adoptée en Pologne même par Mgr Glemp, sans désaveu apparent du pape, il n'y a qu'un pas : les sacrifices d'amour-propre demandés aux Polonais, dont un certain nombre s'inquiète de plus en plus du comportement de leur primat, seraient justifiés par des considérations d'ordre plus général.

Nulle part en tout cas l'Eglise ne peut se permettre d'ignorer totalement le pouvoir en place : les récentes conversations de Mgr Poggi, *représentant itinérant du pape en Europe de l'Est*, avec certains responsables de Prague, en ont apporté la preuve.

En Tchécoslovaquie, où la situation de l'Eglise est également très *difficile, Jean-Paul II avait infléchi la* position du Vatican dans le sens d'une plus grande fermeté, en interdisant expressément aux prêtres d'adhérer au mouvement Pacem in terris, noyauté par les autorités. Il semble que cette fermeté ait *été* payante, puisque le ministre tchécoslovaque des affaires étrangères a rendu visite au pape en décembre dernier.

Mais rien n'indique que les nombreux problèmes en suspens, *notamment* le refus des autorités de Prague d'agréer les évêques désignés par le Vatican, trouvent une solution rapide. Le communiqué publié par l'agence officielle CTK se contente d'indiquer, après les entretiens de Mgr Poggi à Prague, que *« les deux parties ont exprimé leurs positions sur les questions d'intérêt commun, qui seront le sujet des prochaines discussions »*.

Le pape n'oublie pas non plus les catholiques des pays avec lesquels le Vatican ne peut entretenir les moindres relations : il a récemment, depuis Bari, exprimé son soutien aux fidèles d'Albanie, dont la situation est particulièrement dramatique : il s'est attiré aussitôt une réplique cinglante de Tirana, où le quotidien du Parti l'a accusé de *« perfidie »* et l'a présenté comme *« manipulé par l'impérialisme américain »*.

JAN KRAUZE.

Turquie

La prison de Diyerbakir : aux extrêmes de l'odieux

En Turquie, onze prisonniers, dont sept Kurdes, sont morts à la prison de Diyerbakir, a-t-on appris le mardi 6 mars de source proche des familles citée par l'AFP. Ces détenus faisaient une grève de la faim depuis le mois de janvier pour protester contre les conditions de détention et les sévices qui leur sont infligés. Une vingtaine d'autres détenus, pour certains très affaiblis, poursuivraient le mouvement à Diyerbakir. A la prison militaire de Mamak à Ankara, *plusieurs centaines* de prisonniers ont commencé une grève de la faim le 22 février.

Le coup d'Etat militaire du 12 *septembre 1980 en Turquie* avait pour objectif déclaré de mettre fin à la violence des groupes armés d'extrême droite et d'extrême gauche, qui avait coûté la vie à plus de cinq mille personnes depuis 1978.

Liée à ce souci, mais moins nettement exprimée, figurait la volonté des forces armées de réprimer l'agitation grandissante des Kurdes qui, avec leur cinq millions de représentants (au minimum), constituent, et de très loin, la principale minorité ethnique du pays. La radicalisation politique des années 70 en Turquie n'avait, en effet, pas épargné l'est-sud-est du pays, *assise* du peuplement kurde. Dans la seconde moitié de la décennie, l'agitation d'extrême gauche y avait pris un tour clairement séparatiste.

L'explication de cette évolution est double. D'une part, une nouvelle génération arrivant à l'âge adulte s'était lancée à la recherche de ses racines, soigneusement occultées par la politique de « turquification » culturelle d'Ankara. Des intellectuels kurdes, en particulier, avaient entrepris un « retour aux sources », soit par l'étude sociologique directe, soit par la lecture et la méditation d'ouvrages étrangers sur le sujet. En second lieu, une liaison s'était aisément établie entre les tenants de l'extrême gauche turque et les nationalistes kurdes, également désireux d'en finir avec l'ordre des choses tenu en main par Ankara. Les deux forces se sont mutuellement prêté appui.

Aussi le mouvement séparatiste kurde, en ses diverses com*posantes, a-t-il été l'une des pre*mières cibles des forces armées au lendemain du coup d'Etat militaire de 1980. Les arrestations ont été nombreuses à Diyerbakir, principale ville kurdophone du *pays*, mais aussi à Ankara, à Istanbul, à Izmir, métropoles où avaient afflué depuis un quart de siècle de très nombreux Kurdes en quête d'une vie meilleure que sur leurs pauvres terres de l'Est.

Nombre de localités des provinces kurdophones – notamment celles situées à proximité des frontières de l'Iran, de l'Irak, de la Syrie, où vivent également des Kurdes – ont été perquisi*tionnées, parfois* avec *une grande* brutalité. La justice militaire, sur la base des informations du service de renseignement, le MIT, a entrepris de monter de gigantesques procès avec des milliers *d'accusés, suspects de « kurdisme »*, aux termes d'une « loi 105 » de 1960. Les inculpés étaient non *seulement* des membres des groupes armés, mais aussi des propagateurs de l'idée *nationale – au sens le plus* large, puisque, par exemple, la langue kurde elle-même est interdite depuis 1924.

De toutes les prisons turques que le coup d'Etat de 1980 acheva de remplir à craquer, celle de Diyerbakir devint l'une des plus tristement célèbres. Le régime carcéral, traditionnellement d'une grande dureté dans tout le pays, y atteignit, selon des témoignages concordants, des extrêmes dans l'odieux en raison de la présence, précisément, d'une immense majorité de détenus kurdes. Dans cet édifice ultramoderne construit à une dizaine de kilomètres de la ville, deux mille cinq cents inculpés et condamnés se voient soumis à des brimades destinées, de toute évidence, à briser en eux le ressort de la « kurdité ».

Une première grève de la faim de près d'un mois avait eu lieu en septembre. Le mouvement avait conduit à une légère amélioration des conditions d'existence des détenus. Mais ce répit avait été de courte durée. Les brimades avaient repris dès décembre, conduisant des détenus à la décision d'organiser, cette fois, une grève de la faim *« jusqu'à la mort »*, à l'« irlandaise ».

J.-P. C.

• *M. Genscher à Ankara.* – Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, en visite officielle à Ankara, s'entretient, le mardi 6 et mercredi 7 mars, avec les dirigeants turcs. Les mesures d'encouragement au retour des travailleurs immigrés adoptées par Bonn seront au centre de ces entretiens. Elles ont provoqué, l'année dernière, le retour dans leur pays de cent mille Turcs (sur les un million sept cent mille qui vivent en RFA), mais Ankara n'a, jusqu'à présent, rien prévu pour la réintégration de ces immigrés. – *(AFP.)*

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

• PÉKIN POUR LE « RETRAIT *TOTAL ET IMMÉDIAT* » DES TROUPES ÉTRANGÈRES. – Le président chinois, M. Li Xiannian, en visite officielle au Pakistan, a demandé, le lundi 5 mars, à Islamabad le *« retrait total et immédiat »* des troupes étrangères d'Afghanistan et du Cambodge et affirmé que les *« forces hégémoniques »* n'obtiendraient aucun résultat *« en occupant de force des pays indépendants »*. Au cours d'un banquet, il a fait état de *« la nécessité de trouver une solution politique »* au Cambodge et en Afghanistan, et a qualifié de condition *« préalable indispensable »* le retrait des *troupes étrangères de ces deux* pays. – *(AFP)*

• NOUVELLE OFFENSIVE SOVIETIQUE AU PANSHIR. – L'armée soviétique a lancé une nouvelle offensive dans la vallée du Panshir, a déclaré, le lundi 5 mars, un porte-parole du groupe Jamiat-I-Islami, citant une lettre du commandant de la résistance locale, M. Massoud. L'offensive aurait débuté par l'attaque du village de Nadjrab. – *(Reuter.)*

Bangladesh

• ENLÈVEMENT DE TROIS TECHNICIENS PÉTROLIERS ÉTRANGERS. – Des membres des tribus des monts de Chittagong ont enlevé, il y a environ six semaines, indique le *Guardian* du 6 mars, trois techniciens de la compagnie Shell participant à des recherches pétrolières dans cette région orientale du Bangladesh, proche de la Birmanie. Les guérilleros des Shanti bahini (forces de la paix), minorité bouddhiste combattant *la domination* des Bengalis musulmans, réclament une rançon de 200 000 livres sterling à la Shell. Selon le quotidien britannique, la compagnie serait prête à verser cette somme, *mais le gouvernement* de Dhaka s'y opposerait afin de ne pas renforcer la guérilla.

Chili

• LES CAMIONNEURS MENACENT DE *BLOQUER LES* ROUTES. – Les dirigeants des camionneurs chiliens ont déclaré, lundi 5 mars, qu'ils bloqueraient les routes le 26 mars si le gouvernement ne trouvait pas de solution à la crise qui affecte les transports routiers. Ils ont fixé au gouvernement un ultimatum expirant le 14 mars. Ils indiquent également qu'ils demandent la fin du régime militaire et le rétablissement de la *démocratie* au Chili. – *(AFP.)*

Espagne

• ÉLECTIONS RÉGIONALES EN CATALOGNE, LE 29 AVRIL. – Les électeurs catalans voteront, le 29 avril, pour renouveler leur Parlement régional désigné pour la première fois en 1980. Le parti Convergence et *Union de M. Pujol, actuel président* de la Généralité, avait alors obtenu 44 sièges contre 33 sièges à son principal rival, le Parti socialiste catalan. La campagne électorale devrait commencer le 7 avril. – *(AFP)*.

Gabon

• RÉDUCTIONS DE PEINE. – Le président Bongo a décidé de réduire de trois ans *les* peines d'emprisonnement d'une vingtaine d'opposants à l'occasion de la célébration, le 12 mars, du seizième anniversaire de la fondation du PDG (Parti démocrate *gabonais, parti unique*). Une quarantaine d'opposants avaient comparu en novembre 1982 devant la Cour de sûreté de l'Etat pour atteinte à la sécurité de l'Etat. Treize d'entre eux avaient été condamnés à vingt ans de travaux forcés, les autres peines s'échelonnant de dix-huit mois de prison avec sursis à douze ans de détention. Une première réduction de peine de cinq ans avait été prononcée en mars 1983. Cette mesure avait entraîné la libération de sept prisonniers. – *(AFP)*

Haute-Volta

• VERDICTS A OUAGADOUGOU. – Le capitaine Adema Ouedraogo, ancien porte-parole du gouvernement voltaïque sous la présidence du colonel Saye Zerbo (1980-1982), a été condamné, le dimanche 4 mars, à trois mois de prison avec sursis pour détournement de fonds publics, par le tribunal révolutionnaire d'Ouagadougou. Reconnu coupable d'évasion fiscale, il a également été condamné à une amende de 150 millions de francs CFA. Sur les neuf accusés, cinq ont été condamnés à des peines d'emprisonnement avec sursis allant de trois mois à un an, ainsi qu'à des peines d'amendes, et quatre ont été acquittés. – *(AFP, Reuter.)*

Namibie

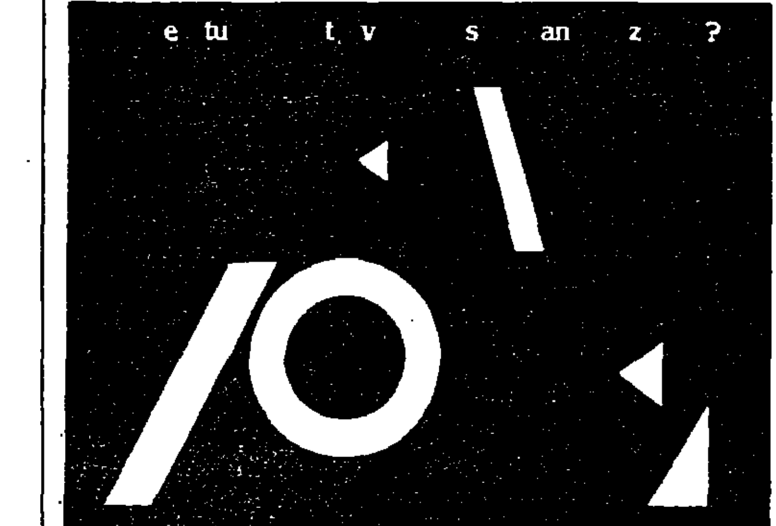
• ATTAQUE DE LA SWAPO. – Selon les autorités de Windhoek, les combattants de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) ont bombardé au mortier, dans la soirée du vendredi 2 mars, la localité d'Opuwa, dans le nord-ouest du territoire. Cinq obus se sont abattus sur l'agglomération, sans faire de victimes ni de dégâts importants. Le 23 février, selon les mêmes sources, la SWAPO avait déjà bombardé, sans résultat, une base militaire du Nord namibien. – *(Reuter.)*

République Sud-Africaine

• LA DÉTENTION DE M. MANDELA. – Les autorités sud-africaines auraient l'intention de proposer au fondateur du Congrès national africain (ANC), condamné à la prison à vie et détenu depuis vingt et un ans à Robben-Island, de le libérer s'il accepte de s'établir dans le « bantoustan indépendant » du Transkeï, dont le président, le chef Matanzima, est un de ses cousins.

Uruguay

• Me HUGO BATALLA MENACÉ DE MORT. – Spécialisé dans la défense des prisonniers politiques et l'un des chefs de file de la gauche uruguayenne, Me Hugo Batalla fait l'objet de menaces de mort, a-t-on appris à Montevideo le lundi 5 mars. La Commission uruguayenne des droits de l'homme a dénoncé ces menaces lancées contre une personnalité qui a assuré la défense *du général Seregni, emprisonné* depuis dix ans, et ancien candidat présidentiel pour le Front élargi (gauche) en 1971. – *(AFP.)*



AFRIQUE

Algérie

LA CONFÉRENCE NATIONALE SUR LE DÉVELOPPEMENT

Le président Chadli a tracé des « orientations » pour rendre l'économie plus efficace

Alger. – Trois commissions viennent de formuler des recommandations précises après une conférence nationale sur le développement, qui s'est tenue la semaine dernière, et qui réunissait, autour du président Chadli, des membres du gouvernement, les responsables du parti, des organisations de masse et des unions professionnelles, des cadres des entreprises nationales et des représentants de collectivités locales.

Le nouveau premier ministre, M. Brahimi, a indiqué que les conclusions de ces assises seraient examinées par le gouvernement afin de les inclure dans un programme d'action d'un an dont les grandes lignes avaient été adoptées le 22 février. Ce programme, en vingt-deux points, « *s'inscrit dans une perspective de rigueur et d'économie et vise à accroître l'efficacité et la productivité, à améliorer le cadre de vie et de travail des citoyens tout en garantissant une étroite coordination intersectorielle* ».

Trois thèmes ont dominé les « orientations » tracées par le président Chadli : assurer du travail à la jeunesse par la planification de la formation, mieux utiliser les ressources nationales, parvenir à l'autosuffisance alimentaire.

« *La planification ne doit pas se limiter aux investissements, mais s'étendre aussi à la formation* », a dit le chef de l'Etat répondant ainsi aux responsables inquiets de l'afflux désordonné des étudiants dans certaines disciplines telles que la médecine. Précisant les mesures à l'étude, le premier ministre a évoqué à la radio « *la nécessité de discipliner la formation grâce à l'établissement de conditions d'accès à l'université et aux instituts supérieurs* » et d'éviter la multiplication « *des médecins chômeurs, des avocats chômeurs, des économistes chômeurs* ».

De notre correspondant

Recentrer l'effort financier de l'Etat sur la formation professionnelle et la recherche scientifique, comme le préconise M. Brahimi, ne sera pas populaire sur tous les campus, mais témoigne d'un louable souci de réalisme.

S'agissant du rendement de l'appareil de production nationale, le président Chadli juge « *inacceptable qu'un certain nombre d'entreprises relevant des secteurs agricoles et industriels soient devenues une charge pour l'Etat* ». Il a dénoncé le gaspillage de devises par l'importation « *d'engins et de machines qui sont utilisés deux ou trois mois pour être ensuite abandonnés* » et a donné des instructions pour « *arrêter l'importation de ce type de matériel immobilisé par manque d'entretien* ».

Plus d'attention pour le « petit fellah »

Parlant de la réalisation de certains projets, M. Chadli a insisté « *sur la nécessité de privilégier des entreprises nationales, même si celles-ci appliquent des prix supérieurs de 30 % à ceux que proposent les entreprises étrangères* ».

« *Evoquer le secteur agricole,* a-t-il poursuivi, *m'amène à mettre l'accent sur la nécessité d'accorder davantage d'attention au petit fellah, qui contribue à la production nationale pour une part d'environ 60 %. Soutenir cette catégorie de travailleurs ne peut constituer un danger, ceux-ci étant les alliés de la révolution. Instruction a été donnée à la Banque de l'agriculture et de développement rural de simplifier les procédures d'octroi de concours aux paysans.* »

Cette politique d'aide à une catégorie de travailleurs, trop longtemps négligée, sera complétée, selon M. Brahimi, d'une part par « *la création de grands ensembles agricoles intéressant des régions entières en redressant la situation de certaines plaines qui ont connu des dégradations, par exemple la Mitidja* » ; d'autre part, par « *la mise en valeur de nouvelles terres, tant au niveau des hauts plateaux que dans le Sud et le Grand Sud* ».

Tout n'est pas nouveau dans ce discours, Il y a des années que l'on parle de la nécessité de réduire la dépendance alimentaire. Mais dans sa recherche de l'efficacité, l'Algérie s'est délivrée maintenant de certaines inhibitions. Ainsi, M. Merbah, ministre de l'agriculture, a-t-il signé récemment à Alger le premier accord de coopération agricole avec Washington. Sous la direction d'un responsable venu de la mission des Etats-Unis en Tunisie, quelques experts américains vont se pencher sur le vaste problème de l'agriculture algérienne. Si les deux parties sont satisfaites de cette première expérience, d'autres experts viendront en très grand nombre.

Un autre ministre important, M. Khellef, a noué le dialogue avec les Américains et est attendu prochainement aux Etats-Unis. Ministre du commerce, il est appelé à présider des commissions mixtes formées entre l'Algérie et ses principaux partenaires, de la France à l'URSS. Une telle commission n'existe pas actuellement pour les relations avec les Etats-Unis.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

M. MEHRI EST NOMMÉ AMBASSADEUR A PARIS

M. Abdelhamid Mehri a été nommé ambassadeur à Paris, en remplacement de M. Djamel Houhou, devenu ministre de la santé dans le dernier gouvernement formé par le président Chadli Bendjedid. La nouvelle n'a pas encore été rendue officielle, le gouvernement français devant donner son agrément.

[Né le 3 avril 1926 au Kroub, près de Constantine, M. Mehri est une personnalité importante du Mouvement nationaliste algérien. Il a milité, très jeune, au PPA (Parti populaire algérien) de Messali Hadj et a été membre de son comité central de 1951 à 1953. Homme de culture, il maîtrise parfaitement le français et a étudié l'arabe littéraire à l'université de la Zitouna à Tunis, assurant la liaison avec les nationalistes algériens de Tunisie. Il se sépare des « messalistes » à la veille de l'insurrection du 1er novembre 1954 et participe à la fondation du FLN, qu'il représentera en Syrie, au Liban et en Jordanie.

Responsable des affaires nord-africaines dans le premier GPRA (gouvernement provisoire de la République algérienne), constitué au Caire en 1958, il a été ministre des affaires sociales et culturelles dans ce gouvernement remanié en 1960. Secrétaire général du ministère des enseignements primaire et secondaire sous Boumediène, il se voit confier le ministère de l'information et de la culture par le président Chadli. Il avait abandonné son portefeuille en 1980 pour assumer les mêmes fonctions à la tête d'une commission du Parti FLN. Il est membre du comité central.]

Nigéria

LE CHEF DE L'ÉTAT AFFIRME QUE LE CALME EST RÉTABLI A YOLA

Le général Mohamed Buhari, chef de l'Etat nigérian, a affirmé, le lundi 5 mars, qu'une opération militaire, d'une durée de quarante-cinq heures, avait permis de venir à bout des dernières poches de résistance tenues par les fanatiques musulmans dans certains quartiers de la ville de Yola, qui, depuis le 27 février, est le théâtre d'émeutes sanglantes (*le Monde* du 6 mars).

Recevant une délégation de chefs musulmans, le général Buhari a déclaré qu'il ne restait plus qu'à compter les morts et à évaluer les dégâts. Alors que le dernier bilan officiel, en date du 29 février, fait état de cent trente-sept morts, la presse nigériane annonçait lundi que près d'un millier de personnes ont été tuées lors des affrontements.

Le chef de l'Etat nigérian a ajouté qu'il attendait un rapport du gouverneur militaire de l'Etat de Gongola, dont Yola est la capitale, pour décider des mesures à prendre. Selon l'agence nigériane de presse NAN, plusieurs centaines d'hommes, de femmes et d'enfants venus se réfugier dans les casernes de la police et de l'armée pendant les émeutes ont commencé, lundi, à regagner leurs domiciles. Les banques et les administrations ont rouvert leurs portes, et les liaisons aériennes avec la ville sont rétablies. – (*Reuter.*)

DIPLOMATIE

LA FIN DES ENTRETIENS EUROPÉENS DE M. MITTERRAND

Mme Thatcher n'a pas renoncé à ses exigences budgétaires

Londres. – Pour la dernière visite à l'étranger de sa longue « tournée » européenne, M. Mitterrand a observé – et fait observer par son entourage – une discrétion absolue, auprès de laquelle les quelques propos qu'il avait tenus lors des tête-à-tête précédents avec d'autres chefs de gouvernement de la CEE pourraient passer pour un déluge d'informations...

Sa rencontre avec Mme Thatcher, le lundi 5 mars, dans la résidence de campagne du premier ministre britannique, Chequers, dans l'Oxfordshire, était, il est vrai, particulièrement brève. Et le trajet, relativement long, lui, a travers une campagne anglaise, brumeuse comme une photo d'Hamilton, entre la base aérienne de Benson et le manoir où avait lieu l'entretien suivi d'un déjeuner, n'a pas même été mis à profit pour bavarder : si M. Mitterrand a quitté l'aéroport dans une superbe Rolls Royce, Mme Thatcher s'est rendue à Chequers dans une « simple » Jaguar.

On ne s'attendait pas, du côté français, que le chef du gouvernement de Londres, qui n'avait pas, jusqu'à présent, manifesté un goût particulier pour la conciliation, se ralliât brusquement, à deux semaines du conseil européen de Bruxelles, aux contre-propositions qui lui sont faites. D'autant plus qu'il reste à tenir, avant ce nouveau sommet communautaire, une importante réunion des ministres des affaires étrangères des Dix, la semaine prochaine, et que, de l'avis général, cette rencontre pourrait donner des indications, positives ou négatives, sur les chances réelles de dégager un compromis (au moins sur les questions agricoles) à Bruxelles les 19 et 20 mars. Elle sera d'ailleurs suivie d'une sorte de séminaire informel, en soirée, mardi.

Dans ces conditions, la rencontre des Chequers ne pouvait pas (ou pas encore ?) permettre de conclure. M. Roland Dumas, ministre des affaires européennes, a rencontré Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office, pour évoquer les sujets communautaires « hors contentieux ». Il va ensuite rencontrer M. Thorn, président de la Commission, puis se rendre à Bonn et peut-être revenir à Londres avant le conseil européen.

De notre envoyé spécial

Du côté britannique, le porte-parole du premier ministre s'est borné à déclarer que l'atmosphère des entretiens avait été « *très bonne des deux points de vue* ». Mme Thatcher a insisté auprès de M. Mitterrand sur le fait que la récente décision britannique en faveur du nouvel Airbus et du programme Esprit montrait son attachement à l'Europe. On insiste, d'une manière générale, à Londres, sur le fait que la controverse actuelle ne doit en aucune façon être présentée comme une polémique franco-britannique. Voilà au moins un point sur lequel la France et la Grande-Bretagne sont désormais parfaitement d'accord.

Des dossiers circonscrits

L'un des enseignements que M. Mitterrand tire de la série de contacts qu'il a eus, en tant que président en exercice du conseil européen, avec les partenaires de Paris, est que Londres joue désormais à un contre neuf. Certains « petits » pays de la Communauté, confrontés à leurs propres difficultés, comme l'Irlande ou le Danemark, ou encore ceux du Benelux, qui avaient pu sembler manquer de fermeté dans le rappel des exigences communautaires à la Grande-Bretagne, sont aussi pressés d'aboutir, et donc de voir Mme Thatcher accepter un compromis, que la France ou l'Italie.

Le sentiment de Paris, au terme de ces entretiens communautaires, est que ceux-ci ont, dans l'ensemble, permis de progresser. D'une manière générale, les dossiers sont maintenant circonscrits, les questions précises posées. Il ne s'agissait pas, pour M. Mitterrand, de nier la très grande et très complexe imbrication des problèmes, mais d'obtenir que ses interlocuteurs ne s'en servent pas éternellement pour justifier tous les blocages, ou du moins le perpétuel renvoi au sommet suivant de la recherche concertée d'une solution.

En outre, certaines avancées « techniques » ont pu être enregistrées. Cela semble être, en particulier, le cas dans l'affaire des montants compensatoires, où le chancelier Kohl aurait sensiblement progressé dans la voie des concessions. Une voie ouverte à Athènes par M. Genscher, au cours de son entretien avec M. Cheysson, mais aussitôt refermée, à l'époque, en séance plénière.

Enfin, M. Mitterrand s'est appliqué, y compris à Londres, à convaincre ses interlocuteurs que leur attachement à l'Europe politique – un attachement que Paris a cessé de mettre systématiquement en doute chez les Britanniques – devait les inciter à ne pas laisser celle-ci s'enliser dans les controverses budgétaires. Il reste – et ce n'est pas le face-à-face de Chequers, si cordial qu'il ait été, qui aura modifié ce point de vue – que le sommet de Bruxelles ne s'annonce pas comme une partie de plaisir.

BERNARD BRIGOULEIX.

Le pacte de Varsovie précise ses propositions de réduction des dépenses militaires

Un mémorandum du pacte de Varsovie, remis le lundi 5 mars par le ministère roumain des affaires étrangères aux ambassadeurs des pays de l'OTAN à Bucarest, précise et développe les propositions antérieurement formulées par les pays de l'Est pour « *un plafonnement et une réduction ultérieure des dépenses militaires des Etats membres du pacte de Varsovie et de l'alliance atlantique* ».

Ce texte, publié le mardi 6 mars par l'agence Tass, rappelle que le pacte de Varsovie, à sa conférence au sommet de Prague en janvier 1983, avait proposé d'ouvrir des négociations directes à ce sujet entre les deux systèmes d'alliance ; au cours d'une autre réunion tenue à Moscou le 28 juin, les mêmes pays avaient souhaité la conclusion d'un accord plafonnant les dépenses militaires à partir du 1er janvier 1984. La nouvelle démarche maintient les mêmes dispositons en y ajoutant les propositions suivantes :

– Tous les Etats membres des deux alliances décideraient au départ d'une « *petite réduction symbolique et exceptionnelle* » de leur budget militaire ; cette réduction, dont « *chaque Etat déterminerait lui-même la valeur* », serait maintenue pendant trois ans, ce qui équivaudrait à un gel des budgets pendant cette même période.

– Les Etats membres disposant d'armes nucléaires, c'est-à-dire l'URSS, les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne, consentiraient en plus une « *réduction exceptionnelle* » sur la base d'un « *montant global préalablement concerté* » et dont la répartition se ferait en fonction des PIB respectifs.

Par ailleurs, chaque Etat déciderait de nouvelles réductions de son budget militaire au fur et à mesure de la conclusion d'accords concrets de désarmement, et des plafonds seraient fixés par accord mutuel au-dessous des niveaux actuels de dépenses. Tous les Etats membres des deux alliances participeraient aux négociations, lesquelles seraient préparées par des consultations d'experts visant à en fixer les buts, la date, le lieu et le niveau.

Ces propositions semblent répondre à des initiatives de la Roumanie, qui s'est chargée de les diffuser et insistait depuis plusieurs années sur ce domaine des dépenses militaires (Bucarest demandait notamment en janvier dernier « *un gel des budgets militaires et ensuite leur réduction, dans une première étape, de 10 à 15 %* ».)

Les Occidentaux ont toujours été sceptiques vis-à-vis de telles propositions, le budget militaire soviétique notamment étant considéré comme sous-évalué et de toute manière incontrôlable. Le nouveau mémorandum du pacte de Varsovie reste discret sur la question du contrôle, se bornant à indiquer que les accords éventuels doivent être conclus « *de manière que tous les signataires aient la certitude de leur bonne exécution* ».

● *Les négociations entre l'Argentine et le Chili sur le Beagle se déroulent favorablement.* – On a confirmé ce mardi 6 mars de source officielle à Buenos-Aires et à Santiago que les négociations sur le canal du Beagle – une controverse qui avait mis l'Argentine et le Chili au bord de la guerre – se déroulent très favorablement. Le Vatican est intervenu en 1978 pour offrir ses bons offices et les négociations se poursuivent à Rome entre les deux délégations. – (*AFP.*)

Le Monde

politique

A « L'HEURE DE VÉRITÉ » D'ANTENNE 2

M. Giscard d'Estaing : répondre aux aspirations de deux Français sur trois

En réponse aux premières questions des téléspectateurs de « L'heure de vérité », dont il était, lundi soir 5 mars, l'invité sur Antenne 2, M. Valéry Giscard d'Estaing a tenu à préciser : *« Je ne suis pas venu parler du tout du passé. (...) Je voudrais que la France se prépare à son avenir. (...) Je dirais même, le présent, cela n'est pas tellement mon rôle. Je ne suis pas actuellement engagé dans la vie politique quotidienne. (...) Le rôle que je souhaite jouer, c'est au fond celui qu'exprime la publication de mon livre* 2 Français sur 3 (...), *c'est aider* [ces deux Français sur trois] *à obtenir ce qu'ils veulent obtenir. (...) Je serai candidat aux élections législatives dans le Puy-de-Dôme, à leur échéance normale. D'ici là, je me déterminerai en fonction de ce qui pourrait être utile. »*

Interrogé par Alain Duhamel sur la manifestation de Versailles en faveur de la liberté de l'enseignement, l'ancien président de la République, après avoir exprimé le souhait de ne pas débattre de *« politique politicienne »*, a manifesté son *« étonnement »* au sujet des dernières déclarations de M. Pierre Mauroy affirmant que la paix scolaire paraissait être à portée de la main *(lire page 10)*.

L'ancien chef de l'Etat a affirmé qu'il soutiendra la liste unique de l'opposition aux élections européennes puisque telle est la décision prise par les partis politiques. Il a remarqué cependant que d'autres solutions auraient été possibles, comme celle des *« deux listes associées avec un chapeau commun et des thèmes communs »*. Il a ajouté : *« Je pense qu'il ne faut pas donner aux électeurs et aux électrices de l'opposition le choix entre le fait de se disputer et le fait de ne pas pouvoir choisir. Il faut qu'ils puissent choisir dans l'union, qu'ils puissent exprimer une certaine préférence, de façon à couvrir un secteur plus large de l'opinion publique. Si l'opposition se referme sur elle-même, si elle traite ses problèmes internes, elle ne peut pas s'élargir (...). L'objectif de l'opposition organisée, c'est non seulement de rassembler ceux qui sont déjà pour elle, mais c'est encore plus de s'ouvrir à ceux qui peuvent y venir. »*

Avant de répondre à une question sur le *« phénomène Le Pen »*, M. Giscard d'Estaing a insisté à nouveau : *« Je souhaite qu'on parle de l'avenir. Toute cette myopie politique ne sert pas la cause de la France. »* Il a affirmé ensuite : *« Sous mon septennat, il n'y avait pas d'extrême droite. L'apparition de l'extrême droite dans la vie politique française est la conséquence de la manière dont certains problèmes ont été traités depuis 1981 (...). La montée de l'extrême droite rend service à l'actuel pouvoir (...). On s'en sert comme repoussoir pour caractériser l'opposition. »*

L'ancien président de la République accepterait de recevoir M. Le Pen. *« Il faut considérer,* a-t-il dit, *que les électeurs qui votent actuellement pour l'extrême droite sont des électeurs de l'opposition.* [Celle-ci] *doit tenir compte des problèmes ou de ce que veulent dire* [ces] *électeurs. »*

M. Giscard d'Estaing a expliqué sa mauvaise position dans les sondages en déclarant : *« Je ne cherche pas à faire ce qu'il faut pour* [y] *figurer (...) Je ne suis pas dans l'actualité. J'ai travaillé, j'ai écrit, j'ai réfléchi, ce n'est pas quelque chose qui fait monter les sondages, mais peut-être qu'après cela la réflexion, elle, fera monter les sondages. »* Il a précisé qu'il attache beaucoup plus d'importance *« à l'affection des Français et des Françaises »* et *« qu'il n'est pas à la recherche du pouvoir »*.

L'ancien chef de l'Etat a jugé que *« le gouvernement, à l'heure actuelle, entraîne la France dans une direction qui est une impasse ». « C'est,* dit-il, *une direction qui consiste à ressusciter de vieilles querelles ou à utiliser de vieilles recettes »* (...), avant d'ajouter : *« Moi, ma recherche est de dire ceci : si vous regardez les Françaises et les Français, si vous les écoutez, ils sont de plus en plus nombreux à vouloir la même chose* (...) *Puisqu'ils ont des aspirations communes* (...), *il faut que la politique leur apporte une réponse commune. Et, puisqu'ils sont deux ou trois à vouloir la même chose, l'objectif de la politique, c'est de leur apporter les choses que veulent deux Français sur trois. »* Il a considéré que cet objectif n'est pas *« électoral »*, mais correspond à un *« changement de méthode politique ». « Cela consiste,* a-t-il dit, *à faire une autre démarche* [qui ne part pas] *d'idéologies ou de positions initiales purement et simplement antagonistes. »*

M. Giscard d'Estaing a jugé que, comme *« nous sommes maintenant entrés dans une économie diversifiée plus souple, la social-démocratie n'apporte pas de réponse »*, et qu'il ne cherche plus que dans la direction du libéralisme.

La France « s'est retournée dans son lit »

Interrogé par Serge July *(Libération)* sur son échec de 1981, M. Giscard d'Estaing a affirmé qu'il n'avait pas eu le sentiment d'être personnellement rejeté, mais plutôt *« blessé »* par l'*« injustice »* de la sanction qui l'avait frappé alors qu'il avait *« essayé de faire ce qu'*[il croyait] *bon pour la France pendant une période qui était difficile. »* Il a comparé la France de 1981 à un malade : *« Elle ne se sentait pas à l'aise, elle était malheureuse, elle voulait sortir de la crise, elle ne savait pas comment en sortir, elle s'est retournée dans son lit et, à ce moment-là, on ne s'occupe pas de savoir qui on dérange ou qui on écrase. »*

M. Giscard d'Estaing a expliqué pourquoi il ne pouvait être absent de la scène politique : *« La présence contemporaine, c'est l'image, c'est l'audiovisuel... C'est très important d'écrire* [mais son livre ne] *sera lu au mieux* [que] *par 0,25 % des Français (...). Mon rôle est de servir certaines idées. Ces idées sont les idées de l'opposition. Je ne suis pas quelqu'un qui plane dans la stratosphère. »*

L'ancien président de la République a déclaré qu'il ne croyait pas aux 5 % d'inflation pour 1984 annoncés par M. Delors. Après avoir rappelé, en répondant aux questions d'Albert du Roy, ses thèses institutionnelles (réduction du mandat présidentiel à six ans, double exécutif, nouveau mode de scrutin pour les élections législatives), M. Giscard d'Estaing a avancé trois propositions pour l'Europe : élection du président du conseil européen au suffrage universel ; suppression des barrières douanières intérieures à la Communauté ; émission d'une monnaie européenne.

A propos du Liban, il a estimé que les forces françaises *« devaient partir plus tôt »*, car elle n'ont *« plus de mission, ni nationale ni internationale »*. Interrogé sur le chômage, M. Giscard d'Estaing a déclaré : *« Je voudrais que les Français aient dans l'idée que la France peut redémarrer. »* Cela suppose un *« redémarrage économique »* du pays. M. Giscard d'Estaing a évoqué à ce propos le bâtiment et les travaux publics, le desserrement des contraintes qui pèsent sur les petites entreprises, la formation professionnelle.

L'ancien président de la République a estimé ensuite que les Français s'intéressent à Yves Montand parce qu'il *« a changé d'avis »*, qu'il parle avec *« une évidente sincérité »* et qu'il s'exprime sur la politique, la vie du pays *« comme les gens souhaitent qu'on en parle ». « Les Françaises et les Français doivent investir plus dans la politique (...). Il faut consacrer à la vraie politique, c'est à dire à la vie commune, un peu de son temps, un peu de son affectivité, se sentir engagé dans ce qui arrivera, et son jugement, c'est-à-dire comparer ce qu'on dit et ce qu'on fait »*, a-t-il conclu.

Avoir été, être à nouveau

Parler du passé, M. Giscard d'Estaing n'y tient pas, s'il s'agit de trop disséquer les raisons personnelles d'un échec. Parler du présent, l'ancien président de la République juge que *« ce n'est pas tellement* [son] *rôle »*. Parler de l'avenir, voici son ambition. Ambition qu'il a traduite dans le livre qu'il vient de publier sous forme d'un projet pour *« le futur de la France »*. Ce livre, qui a le mérite de réunir, en quatorze chapitres, les éléments de la réflexion à voix haute à laquelle s'est livré, au cours de ces trois dernières années, M. Giscard d'Estaing, servira dorénavant de fil conducteur à ses interventions. Cela a été le cas, en partie, lors de son intervention télévisée lundi soir sur Antenne 2. En partie seulement. Car, en dépit du souhait qu'il a exprimé à deux reprises, l'ancien chef de l'Etat ne peut échapper au passé ni à l'actualité. Et ce pour plusieurs raisons.

M. Giscard d'Estaing a un *passé de président de la République* auquel il ne peut se soustraire. D'autant moins qu'au cours de son septennat il s'est efforcé de mettre en œuvre un projet qui ressemble fort à celui qu'il propose aujourd'hui. Les Français sont en droit de choisir *comme référence* sept années d'exercice du pouvoir afin de mieux juger de ses capacités pour l'avenir.

Ce passé, M. Giscard d'Estaing ne cherche pas, aussi systématiquement qu'il le prétend, à le gommer. Il l'appelle à son secours *lorsqu'il le sert*, en politique internationale notamment. Il l'utilise pour mieux mettre en valeur sa dimension d'homme d'Etat et se plaît depuis quelques jours à multiplier les confidences sur ses rencontres avec les « grands de ce monde ».

Pour le présent, l'ancien chef de l'Etat, qui a toujours marqué une préférence pour l'audiovisuel comme moyen de communication, sait bien qu'il ne peut pas, dans ces conditions, échapper aux commentaires de l'actualité immédiate. Il s'est efforcé, à Antenne 2, d'éviter les sollicitations de ses interlocuteurs en rejetant leurs questions au panier de la *« politique politicienne »*. Sa non-participation à la manifestation de Versailles ? *« Politique politicienne. »* Le phénomène Le Pen ? *« Politique politicienne »* et *« myopie politique »*. M. Giscard d'Estaing consent pourtant — il ne s'agit plus alors de *« politique politicienne »* — à envisager sa présence à une éventuelle manifestation en faveur de l'enseignement privé dans le Puy-de-Dôme. De la même manière, il recevrait M. Le Pen, à sa demande.

« Je ne suis pas dans l'actualité », affirme-t-il. Il est pourtant bien présent, depuis trois ans, dans les débats internes de l'opposition, participe au bureau *politique* de l'UDF et *continue* d'exprimer sa préférence pour deux « listes associées » de l'opposition — plutôt qu'une liste *unique* — aux élections européennes.

S'il veut servir ses idées pour l'avenir, M. Giscard d'Estaing n'en reconnaît *pas moins qu'il ne* peut pas *« planer dans la stratosphère »*. Il considère depuis longtemps que M. François Mitterrand n'a pas été élu essentiellement sur son programme. Dans le choix des électeurs, la part de l'image du candidat et du ton qu'il adopte est, à ses yeux, déterminante. Cette image-là se dessine jour après jour, au présent.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Le retrait des « deux Faure » : dans l'attente d'un rebondissement

Il était prévisible que le projet d'installer entre la majorité et l'opposition des passerelles destinées à être les fondations d'un mouvement de centre gauche se heurterait aux obstacles de la bipolarisation. Ni l'opposition ni le Parti socialiste ne veulent laisser ainsi grignoter les franges de leur électorat au bénéfice d'un pôle imprévisible pouvant servir, le cas échéant, d'appoint au camp adverse.

Ce n'est cependant pas ce motif qui est le plus déterminant dans les ratées que connaît l'initiative prise le 19 décembre par MM. Edgar Faure et Maurice Faure. Que ce soit à droite ou à gauche, les responsables politiques ne se sont pas acharnés à la faillite de l'opération : ils se sont contentés d'être sceptiques.

« L'obstacle du dilemme de politique intérieure majorité-opposition » n'est qu'un des motifs du renoncement des « deux Faure » à *« poursuivre actuellement »* leur projet de *constitution d'une liste* aux élections européennes. Les deux hommes se sont heurtés, aussi, *« à des querelles de chapelle »* et *« à des questions de personnes »*. Placés en première ligne, l'un et l'autre avaient déjà effectué un petit pas en arrière en faisant savoir qu'ils ne se *réserveraient que les cinquième* et sixième places sur la liste. Leur décision, prise sans en informer ceux qui les avaient rejoints, est un constat d'échec : *M. Georges Berthoin*, seule personnalité qu'en commun ils avaient invité à prendre la tête de la liste, ne fait pas l'unanimité. Ce dernier n'est pourtant pas décidé à renoncer. Comme il s'y était engagé, M. Berthoin poursuit ses consultations avant de rendre publique sa décision.

Il n'empêche que, pour M. Edgar Faure, *« le processus était mal engagé »* dès lors que des réticences *aussi fortes se manifestaient sur le* nom de M. Berthoin, à commencer chez les radicaux de gauche. Il faut dire aussi que l'ancien président du conseil s'est vu prêter les intentions les plus machiavéliques tout au long de la dernière période. Notamment celle de négocier sa place sur la liste de Mme Veil, ce qu'il conteste formellement : *« Je n'ai jamais rien demandé, si je l'avais demandée, je l'aurais eue. »*

Constatant que *« le ridicule nous montait aux chevilles »*, M. Maurice Faure espère que *« le jeu de tourniquet va cesser »* et que *« les plus jeunes prendront la relève »*.

Compromis mais pas abandonné, le projet continue d'avoir la faveur de M. Jean-Michel Baylet, président du MRG, qui s'est engagé à *« tout faire pour favoriser la constitution »* d'une liste.

M. Brice Lalonde voit dans la décision *« individuelle »* des « deux Faure » la démonstration qu'*« on ne peut pas compter sur les politiques »*. N'excluant pas un rebondissement *« possible »*, l'ancien candidat écologiste à la présidence de la République met en garde le MRG : *« Pas question qu'il impose sa loi. »*

Le retrait des « deux Faure » est-il susceptible de *« débloquer la situation »*, comme l'espère M. Thierry Jeantet, porte-parole du MRG ? Les radicaux de gauche se voient toujours offrir par le PS la solution de faire liste commune. M. Eric Hintermann (PS), président de l'Amicale sociale-démocrate, qui assistait samedi 3 mars au colloque européen organisé par le MRG, est là pour le rappeler : *« L'échec des deux Faure (...) montre que le PS doit couvrir tout l'espace entre le PCF et la droite pour garder sa vocation majoritaire. »*

A. Ch.

L'ÉLECTION MUNICIPALE D'ETAMPES

Les raisons d'un échec de l'opposition selon M. Jean Colin, sénateur de l'Essonne

M. Jean Colin, sénateur centriste de l'Essonne, qui regrette que l'opposition n'ait pas réussi à conquérir la mairie d'Etampes à l'occasion de l'élection municipale partielle du 4 mars, nous a adressé la texte suivant :

(...) Il est vrai que l'aveuglement de l'opposition fournit l'explication de son échec et, par excès de confiance, on a joué une partie de poker qui ne pouvait qu'être perdue.

J'entretiens d'excellentes relations avec la quasi-totalité des membres du RPR du département. J'entretiens par contre des relations détestables avec l'état-major imposé par Paris, dont l'outrecuidance le dispute à une sereine incompétence (...).

Trop c'est trop et à multiplier difficultés et erreurs, on finit par perdre. C'est bien ce qui s'est produit à Etampes.

Il ne faudrait pas pour autant y voir un retournement d'une tendance nationale qui continue à s'affirmer au fil des dimanches, jusqu'à emporter La Seyne-sur-Mer et Draguignan.

Mais à vouloir que tous ces succès ne soient que des succès RPR, ce mouvement prend des risques. Une meilleure compréhension et un peu de considération envers des alliés, dont l'on avait cherché à éliminer quelques éléments de la liste d'Etampes, auraient créé un meilleur climat.

A trop vouloir imposer son unique volonté, ici comme au conseil général, où la présidence RPR a entraîné un véritable noyautage, le RPR en fait trop et n'entraîne pas l'adhésion de ceux qui pourraient l'aider.

Tant d'abstentions à Etampes, ce n'est pas sans raison.

Etampes a été sacrifiée aux ambitions d'un jeune loup qui ne faisait pas le poids...

● *M. Mauroy au Danemark.* — Le premier ministre se rendra les 14 et 15 mars en voyage officiel au Danemark. M. Pierre Mauroy s'entretiendra avec son homologue danois et avec les ministres des finances et des affaires étrangères.

M. MITTERRAND A L'HOTEL DE VILLE DE PARIS POUR UNE EXPOSITION POMPIDOU

M. François Mitterrand inaugurera le jeudi 5 avril à l'Hôtel de Ville de Paris une exposition en hommage à Georges Pompidou, organisée sur l'initiative de M. Jacques Chirac, pour célébrer le dixième anniversaire de la mort de l'ancien président de la République survenue le 2 avril 1974.

Devant le Conseil de Paris, réuni lundi 5 mars, M. Chirac a présenté aussi les grandes lignes des cérémonies prévues le 25 août qui célébreront le quarantième anniversaire de la Libération de Paris. Une prise d'armes aura lieu sur la place de l'Hôtel-de-Ville suivie d'un spectacle audiovisuel.

LES VERTS ONT DÉSIGNÉ LEURS QUATRE « ÉLIGIBLES »

(De notre correspondant.)

Orléans. — Un mois après l'assemblée de Clichy, qui avait marqué la fusion des deux mouvements « verts », les écologistes ont réuni à Orléans, les 3 et 4 mars, le conseil national de la nouvelle formation, réunion consacrée à la préparation des élections européennes. Sur l'ensemble des candidats à ces élections élus soit par l'assemblée de Clichy (dix-sept), soit, depuis lors, par les organisations régionales (cinquante), un premier groupe de quatre personnes a été désigné en vue d'occuper les sièges que les écologistes obtiendraient à l'Assemblée européenne s'ils recueillaient plus de 5 % des voix.

Ce sont Mme Solange Fernex et M. Jean Brière (ex-Verts parti), MM. Didier Anger et Yves Cochet (ex-Verts confédération).

Deux autres groupes de huit personnes ont été désignés pour occuper les places suivantes. L'ordre de présentation, au sein de chacun de ces trois groupes, sera fixé lors de la prochaine réunion du conseil national, les 24 et 25 mars. Les soixante et un sièges seront, aussi, répartis lors de cette réunion.

Les Verts ont levé le voile sur le *programme* qu'ils ont l'intention de développer lors de ces élections. Quatre priorités : une Europe de l'environnement ; une Europe de l'*économie, où serait* repensé le partage des revenus et solidaire avec le tiers-monde ; une Europe indépendante des blocs et dénucléarisée. *Enfin*, les Verts entendent plaider pour *« les régions unies d'Europe »*, face *« à l'Europe des marchands et des technocrates ». « La prééminence des Etats-nations est un frein au développement des régions de l'Europe »*, estiment-ils.

R. G.

POLITIQUE

La France au péril des corporatismes

(Suite de la première page.)

» L'absence également d'une scène unique de négociations où pourraient se rencontrer les différents partenaires sociaux. De ce point de vue, Grenelle est à la fois un mythe et une exception. Ce qui est également frappant, dans le cas de la France, c'est la persistance dans l'organisation de certaines professions d'un corporatisme hérité de Vichy (*les médecins et les architectes*, par exemple), voire beaucoup plus ancien (les agriculteurs). C'est donc, pour être tout à fait précis, de corporatisme sectoriel qu'il faudrait parler.

– Pour prendre un autre exemple souvent invoqué, qu'en est-il de l'Autriche, où le premier ministre se trouvait récemment, au moment même où les deux pays étaient confrontés à la crise des transports routiers ?

– L'Autriche est un des modèles qui ont servi à la construction du néo-corporatisme. Par néo-corporatisme, on entend une médiation entre les intérêts antagonistes, mais puissamment organisés, et l'appareil d'État, qui se tiendrait dans une position d'arbitre plutôt que de pourvoyeur.

» Au fond, c'est la *stabilité* du système social-démocrate en Autriche qui a, peu à peu, conduit à la constitution de ce type de relations si particulier que l'on observe entre les syndicats, le patronat et l'État. Ce qui a compté le plus dans la constitution de ce néo-corporatisme, c'est, il ne faut pas l'oublier, la longue *période de croissance* qu'a connue l'Autriche, comme les autres pays européens, à partir des années 50. Si on voulait faire image, on dirait que le néo-corporatisme c'est tout simplement l'accord des partenaires pour se partager un gâteau dont on sait qu'il ne s'épuisera pas.

– Revenons-en à la France et à ses transporteurs routiers : quelles réflexions vous a inspiré l'observation de ces conflits récents ?

– D'abord, c'est un conflit auquel on ne s'attendait pas. Ensuite, *son ampleur et son aspect spectaculaire* en font l'un des événements politiques majeurs de ce début d'année. Les longues files de camions barrant les autoroutes sont des images que la télévision a filmées à *satiété*.

» Sur le conflit lui-même, les observateurs sont encore étonnés par sa complexité. On y trouve des patrons, des patrons qui roulent et des routiers qui ne sont pas patrons ; trois catégories d'acteurs sont apparues à l'*opinion publique comme* relativement soudées, alors que, au fond, leurs intérêts sont divergents. C'est le premier aspect.

» Le second, c'est à la fois l'incapacité et la surenchère syndicales. L'incapacité, on l'a bien vue lorsque les routiers de Maurienne se sont dotés d'un « représentant » des inorganisés ; incapacité aussi à discipliner les troupes. De manière plus générale, cette incapacité que l'on avait déjà vue dans l'affaire Talbot est le tendon d'Achille des syndicats.

» Surenchère : on a eu l'impression qu'à mesure que le gouvernement accédait aux demandes syndicales, les syndicats en proposaient d'autres, que l'on entendait, *parfois*, pour la première fois. Le gouvernement a certainement été désemparé, hésitant entre la négociation rapide et la fermeté.

» La négociation s'est engagée, elle continue. La rapidité avec laquelle des problèmes anciens et très divers ont été réglés est, à la fois, un *élément* d'apaisement *et de solution* du conflit ; c'est en même temps un exemple que d'autres professions vont être tentées de suivre puisque, apparemment, ça marche si bien...

Les paradoxes de l'agriculture

– Et les agriculteurs ? Par leur comportement, ils donnent souvent l'impression d'être les champions d'un corporatisme puissant, parfois au mépris de l'ordre public ou des contraintes économiques...

– Il est vrai que les agriculteurs font souvent la « une » de l'actualité économique et politique. A la fois parce qu'ils revendiquent, avec violence souvent, pour le maintien de leurs revenus auprès du gouvernement français et parce qu'ils mettent *en* cause la politique agricole commune. C'est-à-dire quelque chose qui, aux yeux des autres Français, apparaît comme lointain et abstrait.

» *Mais il existe une sorte de cor*poratisme de la profession agricole qui a eu des effets bénéfiques pour la modernisation de l'agriculture. D'abord, une unité syndicale (que M. Debatisse se plaît à rappeler), qui a permis à la profession de parler d'une seule voix face aux pouvoirs publics. Ensuite, une tradition de négociations avec la haute fonction publique, pour laquelle le terme de cogestion convient bien. C'est donc l'accord des agriculteurs eux-mêmes à accepter un certain changement, l'accord des hauts fonctionnaires à discuter d'égal à égal avec *le syndicat, qui a été à la base de la* réussite de la modernisation dans le monde rural.

» Cela ne met pas fin aux conflits. De même que les conflits ne mettent pas fin à ce système particulier de médiation. Mais, encore une fois, il faut revenir à la crise : la modernisation des campagne s'est faite à partir des années 50, dans une période de prospérité. Aujourd'hui, les paysans, comme les autres travailleurs, subissent la crise. Ils réagissent quelquefois en fonction de vieilles traditions. Souvent – c'est le cas de la mise en cause de la politique agricole commune, – on a l'impression qu'ils sont persuadés de leur propre impuissance.

– Quant aux fonctionnaires, n'incarnent-ils pas, dans une certaine mesure, par certains comportements, la présence des corporatismes dans les rouages mêmes de l'Etat ?

– Oui, dans les rouages mêmes de l'Etat. Au fond, ici, c'est l'Etat lui-même qui organise ses propres *corporatismes. Contrairement* à ce qui se passe avec d'autres professions, il n'y a pas un adversaire désigné. Les fonctionnaires eux-mêmes ont dû mal à séparer l'Etat qu'ils servent et l'Etat-patron. Jusqu'à présent, la politique conventionnelle a permis de régler, bon an mal an, la plupart des problèmes de revenus.

» Le corporatisme est souvent aussi ce qui permet de maintenir les privilèges. *On vient de voir les ensei*gnants de rang magistral, des professeurs du supérieur, déférer, par l'intermédiaire des députés, la loi de réforme de l'enseignement supérieur devant le Conseil constitutionnel, parce *qu'ils refusaient* d'être élus dans les conseils d'université par l'ensemble du personnel enseignant. Ils tiennent à conserver leur représentation propre et, bien entendu, tous les privilèges qui l'accompagnent.

» Sur le plan juridique, et compte tenu de la législation existante, le Conseil *constitutionnel, qui leur a* donné raison, ne pouvait certes pas prendre d'autre décision. Mais l'existence de cette législation elle-même est bien la meilleure preuve de la ténacité des corporatismes.

Le choc de la modernisation

– Au total, restructurer, moderniser industrie et agriculture, réformer certains circuits économiques, tout cela peut-il se faire sans heurter une pléiade de corporatismes ?

– Non. Et c'est là le problème : les corporatismes surgissent dès lors qu'il est question de moderniser ou de restructurer, et donc de mettre en cause des avantages acquis ou des privilèges. On peut donc penser que le défi auquel doit faire face ce gouvernement, *ou tout autre gouverne*ment qui voudrait entreprendre une telle tâche, excède ses capacités.

» Revenons un peu en arrière : les « trente glorieuses », c'est-à-dire la période de croissance économique que la France a connue à partir des années 50 ont été en même temps une période d'intense restructuration et de modernisation. Cela ne s'est pas fait sans drames ni sans conflits. *Mais cela s'est fait. Bien* sûr, il y avait la perspective de la *croissance économique*, perspective qui fait cruellement défaut aujourd'hui.

» Mais il y avait autre chose : on pourrait appeler ça le pilotage de la machine. Ce pilotage, c'est-à-dire cette mise en forme de projets et cette harmonisation des divers intérêts, a été essentiellement le fait de la haute *fonction* publique, de la technocratie. C'est au nom d'un projet *moderniste dynamique que cette* technocratie d'État a joué son rôle de mise en cohérence. Elle l'a fait de deux manières. D'une part, au sein des commissions de modernisation du Plan, quand la planification était une *« ardente obligation »*, elle a réussi à mettre en contact et à faire dialoguer les forces vives de la nation.

» D'autre part, cette technocratie d'Etat a conquis les appareils politiques. Elle a, à la fois, politisé l'administration *et fonctionnarisé* la politique, comme l'a dit le professeur Quermonné. Et c'est cette stratégie de l'ensemble, bien reçue par le corps social et les syndicats, qui a assuré le succès de la modernisation de l'appareil économique français.

» Ajoutons que les laissés-pour-compte de la croissance pouvaient, d'une certaine manière, se récupérer en faisant appel à l'Etat-*providence*. Et c'est un fait que le gaullisme a été une période de très forte croissance des dépenses sociales.

» Le paysage est bien différent aujourd'hui. L'Etat-providence est en crise. Et il s'agit, pour le gouvernement, de rogner *sur les* dépenses sociales. Ensuite, ce corporatisme sectorial à la *française* est lui-même facteur d'inflation. Chaque groupe professionnel veut obtenir autant que le voisin et, par le jeu de l'échelle de perroquet, le compromis auquel on aboutit est un compromis inflationniste.

» Enfin, il ne semble pas que la haute fonction publique joue actuellement le même rôle que dans les années 60. Le projet socialiste, dans sa *substance, c'est justement* de restaurer la prééminence du politique sur l'administratif. La régulation ne peut donc être assurée par la haute fonction publique.

Crise de la représentation

– On parle de plus en plus d'une crise de la représentation politique. L'existence des corporatismes peut-elle être rapprochée de ce phénomène ?

– On vient de voir que la substance du projet socialiste est de remettre la politique aux postes de commande. C'est tout le sens, par exemple, de la réforme de décentralisation engagée par le ministre Defferre. Au fond, le socialisme veut renouer avec une participation plus active des citoyens à la chose publique. Et il tente de le faire en rapprochant la décision des administrés. Donc, le socialisme, c'est, dans une tradition très IIIe République, le triomphe de *la représentation politi*que. On a pourtant l'impression que ce *triomphe* reste tout théorique. On n'a jamais autant parlé de la crise de la représentation politique. Ainsi, l'une des « tables rondes » du récent congrès de l'Association française des sciences politiques était consacrée aux « *modalités anciennes et nouvelles de la représentation* ».

» Cette crise a plusieurs aspects. Face au processus classique de l'élection, on trouve toujours des groupes *sociaux qui se réclament* d'une démocratie directe. Le développement de la vie associative, dont on a tant parlé ces dernières années, illustre assez bien cette volonté de non-médiation dans la prise de décision.

» Mais il y a un autre facteur, que l'on pourrait appeler le post-matérialisme, c'est-à-dire une vie sans représentation. Les mouvements « alternatifs » en Allemagne, les mouvements extra-parlementaires, comme celui des pacifistes, mettent en cause la culture politique des sociétés occidentales, qui est fondée sur le principe de représentation. Cette caractéristique « romantique » dans la vie sociale n'est peut-être pas nouvelle. Elle est peut-être simplement l'indice que *les* nouveaux problèmes, qui se posent dans les *domaines de la santé, des loisirs*, l'ensemble de ce l'on appelle la qualité de la vie, sont mal pris en compte par les partis politiques.

» *Ce qui menace le* système représentatif lui-même, c'est donc, à *mon* avis, plus l'incapacité des partis à traduire des aspirations nouvelles que le corporatisme.

» La situation française a ceci de *particulier que la représentation* fonctionnelle des intérêts professionnels à la fois concurrence la représentation politique et ne parvient pas à trouver un terrain d'entente institutionnellement défini avec elle. Si cette contradiction se poursuit, alors la crise de la représentation politique risque bien de déboucher sur une crise de *la* démocratie. »

Propos recueillis par
MICHEL KAJMAN.

UN COLLOQUE DU PS SUR « L'EXTRÊME DROITE ET SES CONNIVENCES »

« Maintenant, en France, on parle de génocide à propos de la Révolution de 1789 ! »

Après avoir donné l'impression d'être déconcertés par la poussée de l'extrême droite, traduite dans les réalités électorales par la progression du Front national, les socialistes commencent à réagir. Ils le font d'abord sur le terrain, en participant aux manifestations de la gauche et de l'extrême gauche que suscitent désormais, comme samedi soir à Compiègne, les visites de M. Jean-Marie Le Pen en province. Ils veulent aussi le faire dans leurs cercles de réflexion. En ce sens, le colloque sur « L'extrême droite et ses connivences », organisé samedi 3 et dimanche matin 4 mars, à Paris, par l'ISER *(Institut socialiste d'études et de recherches)* et le PS, marque, peut-être, le début d'une contre-offensive idéologique.

Les débats, animés par plusieurs dirigeants socialistes mais aussi par des universitaires, des chercheurs et des journalistes extérieurs au parti, ont largement débordé les thèmes initialement fixés (1). Au-delà des échanges analytiques et informatifs sur le fonds historique de l'extrême droite française, ses visages d'aujourd'hui, ses nouvelles filières, les sources communes aux extrémistes et aux autoritarismes modernes, plusieurs intervenants ont riposté sur le fond à l'argumentaire idéologique utilisée contre la gauche, non seulement par l'extrême droite, mais aussi par l'opposition parlementaire.

M. Zeev Sternhell, professeur à l'université de Princeton (Texas), a notamment contesté au Club de l'Horloge le droit d'utiliser ses travaux sur l'idéologie faciste en France au début du siècle pour essayer d'accrédier l'équation *« socialisme = fascisme »* sous prétexte que Jacques Doriot fut dirigeant du Parti communiste avant de fonder le Parti populaire français (PPF), que Marcel Déat fut longtemps considéré comme l'un des successeurs de Léon Blum avant de devenir national-socialiste ou que Mussolini était militant socialiste avant de fonder le Parti fasciste italien (2). En réponse à cette thèse, soutenue également par M. Le Pen, M. Sternhell a souligné que ces références historiques à des dissidences survenues dans le mouvement socialiste *« faussent délibérément l'histoire »* dans la mesure où historiquement la voie fasciste s'oppose autant au libéralisme qu'au socialisme. Il a également estimé qu'on assiste actuellement, en France, à un *« phénomène de réhabilitation »* des valeurs d'extrême droite, qui va jusqu'à *« réhabiliter les vaincus »* de la deuxième guerre mondiale et même ceux de la Révolution française de 1789 : *« Maintenant, en France, on parle de génocide à propos de la Révolution de 1789 ! On peut imprimer que Robert Brasillach a été condamné à mort pour ses idées politiques. On ne dit plus qu'il a été condamné après avoir été accusé d'avoir porté l'uniforme allemand sur le front de l'Est. A force de confondre délibérément socialiseme et fascisme, de mettre les collaborateurs et les résistants dans le même panier, on en arrive à de graves ambiguïtés. »*

M. Max Gallo a souligné, dans le même sens, l'existence d'une *« école révisionniste du catéchisme de la Révolution française »*.

A propos des « nouveaux économistes », qui fournissent des munitions à l'opposition en s'inspirant des ultra-libéraux « reaganiens », M. Roger Frydman, professeur d'économie, a noté que ces thèses à la mode n'avaient été, jusqu'à présent, appliquées que sous des régimes autoritaires, notamment au Chili et en Argentine, sans succès. Il en a conclu que la principale ambiguïté de ce néo-libéralisme tient au fait qu'*« il n'est pas exclu que des régimes forts soient nécessaires pour imposer la liberté des échanges »* qu'il préconise, et que l'apologie du marché libre faite par cette nouvelle école d'économie risque de n'engendrer, au bout du compte, qu'une *« légitimation de la coercition »*.

En conclusion des débats, dimanche après-midi, M. Lionel Jospin a ajouté que, au moment où l'opposition soutient que le socialisme économique se traduit nécessairement par l'oppression politique, *« il est important, en effet, de dire aujourd'hui que le libéralisme économique peut très bien s'accompagner de la dictature politique »*. *« La liberté est revendiquée par la droite quand elle s'identifie aux privilèges, et elle est jugée dangereuse quand elle signifie libération »*, a souligné le premier secrétaire du PS. M. Jospin a estimé qu'*« un des éléments fondamentaux de la connivence entre la droite et l'extrême droite tient dans la mort idéologique du gaullisme. C'est, à beaucoup d'égards, l'œuvre d'un homme comme Jacques Chirac, qui se caractérise par son profond opportunisme, plus, sans doute, que par des convictions affirmées »*, a-t-il précisé.

Plusieurs des quelque cinq cents auditeurs ayant regretté que le gouvernement et la majorité ne soient pas plus offensifs face à l'extrême droite, M. Jospin a affirmé que la gauche doit *« mener une bataille d'idées résolue »* sans verser toutefois dans les *« boursouflures »* et les *« amalgames »*. Pour sa part, le premier secrétaire du PS ne pense pas, par exemple, que *« le Front national, en tant que tel, puisse être caractérisé, du moins en ce moment, comme un mouvement fasciste. » « mais il faut montrer*, ajoute-t-il, *qu'il y a un risque réel de voir se développer en France une droite extrémiste. »* M. Jospin a dénoncé, au passage, la thèse de certains courants de l'opposition selon laquelle il serait préférable pour la droite de composer avec l'extrême droite, puisque certaines convergences existent, plutôt que de la marginaliser au risque de la voir se radicaliser. Pour M. Jospin, *« un furoncle est préférable à l'infection idéologique »*.

(1) *Ce colloque a été animé, successivement*, par MM. Jean Pronteau, président de l'ISER, membre du secrétariat du PS ; Zeev Sternhell, professeur ; Mme Marie-José Chombart de Lauwe, chargée de recherche au CNRS ; MM. Jean-Pierre Rioux, professeur ; Gérard Delfau, membre du secrétariat national du PS ; Pierre Taguieff, chargé de recherche ; Mme Véronique Broccard, journaliste à *Libération* ; MM. Alain Rollat et Edwy Plenel, journalistes au *Monde* ; Philippe Farine, membre du comité directeur du PS ; Michel de La Fournière, membre du secrétariat national du PS ; Jacques Tarnero, chercheur ; Mme Colette Ysmal, chargée de recherche ; Colette Audry, directrice de l'ISER ; MM. Roger Frydman, Dominique Colas, professeurs ; Pierre Dommergues, écrivain.

(2) Thème développé notamment lors d'un colloque du Club de l'Horloge en novembre 1983.

RECTIFICATIF. — Le PSU souhaite la présence, sur sa liste, pour les élections européennes, de *« militants du mouvement de paix indépendants du PCF »*, et non — comme nous l'avons imprimé par erreur dans nos éditions du 6 mars — du *« Mouvement de la paix »* (qui, lui, est lié au Parti communiste).

Le Conseil de Paris fixe à 9 % la hausse des impôts locaux

Les Parisiens paieront en 1984 des impôts locaux majorés de 9 %. Ainsi en ont décidé les élus au cours de la séance du Conseil de Paris du lundi 5 mars.

Cette hausse, a expliqué en substance M. Alain Juppé, adjoint au maire chargé des finances, résulte d'une double opération. D'abord, le Parlement a augmenté de 12 % les bases de calcul des taxes d'habitation et des taxes foncières, qui toutes deux frappent les ménages. En revanche, le taux de la taxe professionnelle, prélevée sur les entreprises, n'a pas changé.

Ces mesures auraient pu engendrer une forte augmentation des impôts locaux payés par les familles de la capitale. Or M. Jacques Chirac s'était engagé, à plusieurs reprises, à ne pas accroître la pression fiscale, pourtant modérée, qui pèse sur ses administrés. Pour compenser l'effet des décisions nationales, la Ville va donc jouer sur le seul paramètre dont elle soit maîtresse : le vote des impôts locaux. Elle a décidé de baisser uniformément de 2,7 % les taux de la taxe d'habitation, de la taxe foncière, mais aussi de la taxe professionnelle. Pour 1984, ces taux s'établiront donc respectivement à 10,04 %, 6,06 % et 11,13 %.

Leur application produira tout de même un excédent de 113 millions de francs sur les recettes qui avaient été précédemment escomptées. M. Juppé a indiqué que ce *bonus* serait affecté à des investissements (grosses réparations et travaux de voirie aux alentours du Palais omnisports de Bercy).

Le principe de cette plus-value et son affectation ont été critiqués par l'opposition municipale. « *Rendez donc aux Parisiens ces 113 millions*, a demandé M. Daniel Bennassaya, au nom du groupe socialiste. *Il vous suffit d'abaissser encore de 2 % le taux des taxes ; vous allégerez d'autant la pression fiscale.* » « *Si vous ne les rendez pas*, a ajouté de son côté Mme Christiane Schwartzbard, au nom du groupe communiste, *affectez-les au moins aux équipements de quartiers de l'Est parisien, qui en ont bien besoin.* »

« *Les socialistes, qui réclament sans cesse l'augmentation des dépenses de la Ville et son endettement*, a remarqué aussitôt M. Chirac, *sont devenus soudain, pour des raisons tactiques, les champions de la baisse de la pression fiscale. J'avoue que les bras m'en tombent.* » Quant à M. Juppé, il a expliqué que l'endettement d'aujourd'hui entraînerait *ipso facto* la hausse des impôts de demain. Mais, pour avoir mis en doute la compétence financière de M. Georges Sarre, président du groupe socialiste, il s'est attiré de la part de celui-ci une menace de « *poing sur la figure* », qui a déclenché un joli tumulte dans l'enceinte et ce commentaire ironique du maire : « *C'est très vilain ce que vous venez de dire, M. Sarre.* »

La majorité des conseillers (les socialistes et les communistes votant contre) ont ensuite adopté une délibération organisant l'attribution des logements réservés à la Ville. Théoriquement, depuis le vote de la loi créant les conseils d'arrondissement de Paris, les logements sont attribués moitié par M. Chirac, moitié par les vingt maires d'arrondissement. Or, a expliqué M. Jean Tiberi, premier adjoint au maire, ce système est très rigide ; il ne parmet pas de faire face aux urgences et à certains besoins particuliers ; surtout, il aboutit à priver les arrondissements où l'on construit fort peu de logements sociaux de toute attribution future. Il faut donc l'assouplir.

Au nom des socialistes, M. Alain Hubert a estimé que cette proposition tendait, en réalité, à réserver à l'Hôtel de Ville le maximum d'attributions et à priver les maires d'arrondissement de tout pouvoir en la matière.

« *Une fois de plus*, a-t-il lancé à M. Chirac, *vous interprétez la loi PLM de manière restrictive. Votre texte est centralisateur ; nous sommes absolument contre.* »

Enfin, le Conseil, en formation de Conseil général, a voté le budget de fonctionnement du département de Paris. Celui-ci se monte pour 1984 à *plus de 5 milliards de francs*. Conformément à la loi de décentralisation, Paris prend désormais à sa charge la quasi-totalité de l'action sanitaire et sociale ; en contrepartie, le département dispose de nouvelles ressources : le produit de la vignette auto (celle-ci augmentera de 6 % à Paris en 1984), et celui des droits de mutation.

« *Nous accueillons cette autonomie avec faveur*, a dit M. Chirac, *mais les moyens qui nous sont donnés ne sont pas en rapport avec nos nouvelles charges. Les droits de mutation, par exemple, sont d'un rapport très inégal selon les années. Ce sont donc les impôts locaux qui devront rétablir l'équilibre. Dans ces conditions, la décentralisation est une mise en scène, dont les collectivités locales risquent d'être les victimes.* »

M. Georges Sarre s'est insurgé contre cette interprétation : « *Le budget du département de Paris est la traduction des réformes les plus profondes de notre système administratif, et il est tout à fait faux de dire que Paris sera perdant dans l'opération ; les cherges qui lui sont transférées atteignent 510 millions et les recettes 818 millions de francs. Le département devra donc verser à l'Etat 308 millions de trop perçu. Devant l'ampleur du travail qui est en train de s'accomplir, vos coups de lance sont dérisoires.* »

MARC AMBROISE-RENDU.

M. Braibant quitte le cabinet de M. Fiterman

Le deuxième personnage du ministère des transports, M. Guy Braibant, abandonne ses fonctions de chargé de mission auprès de M. Charles Fiterman. Le *Journal officiel* du 6 mars précise que c'est « *sur sa demande* » qu'il a mis fin à ses fonctions.

M. Braibant va momentanément occuper la présidence de la délégation française au conseil des ministres des transports de la Communauté européenne, cette fonction étant, pour M. Fiterman, incompatible avec celle de président du conseil des ministres des transports de la Communauté qui est la sienne depuis le 1er janvier, et pour six mois. Après quoi, M. Braibant, conseiller d'Etat, pourrait réintégrer son corps d'origine.

Ce départ est inattendu. Présent depuis le premier jour au côté de M. Fiterman, M. Braibant était, en effet, considéré comme le principal conseiller du ministre et, dans une large mesure, l'inspirateur de sa politique. La préséance, qui plaçait son nom en tête de la liste des membres du cabinet, n'était pas le seul signe de son importance. M. Braibant était un rouage capital du ministère. Il y a deux ans, un député de l'opposition, M. François d'Aubert (UDF, Mayenne) en avait même fait l'homme « *qui coordonne l'action des ministres communistes* » au gouvernement. M. Fiterman avait opposé « *le démenti le plus formel* » à cette assertion.

Il y a quelque temps, des rumeurs avaient fait état de dissensions entre le ministre et son chargé de mission quant à leurs conceptions respectives de la politique des transports. La fonction confiée à M. Braibant pour les prochains mois inclinerait à penser qu'il n'en était rien. Il apparaît, d'autre part, que la présence de ce spécialiste réputé du droit administratif était devenu moins nécessaire au ministère des transports, maintenant que la plupart des textes découlant de la loi d'orientation ont été, sinon publiés, du moins élaborés.

En même temps que le départ de M. Braibant, le *Journal officiel* annonce la nomination, au cabinet de M. Fiterman, de M. Daniel Debatisse, en qualité de conseiller auprès du ministre chargé des affaires internationales et européennes.

[Né le 23 avril 1940 à Tours (Indre-et-Loire), M. Daniel Debatisse est diplômé d'études supérieures de sciences économiques. Il a été, de 1973 à 1977, administrateur principal au secrétariat général de l'Assemblée européenne. Membre du centre d'études et de recherches sur les entreprises multinationales au CNRS, il a participé à l'élaboration du 9e Plan au sein de la commission de stratégie internationale de la France, après avoir collaboré à la commission de réforme de la planification.]

Le Monde

société

Le Pays basque enterre ses morts

Didier Laffitte, le militant de l'organisation *basque française Iparretarrak* tué le 1er mars par la police à Bayonne, devait être enterré mardi 6 mars à Saint-Jean-de-Luz. Lundi avait eu lieu, à Hendaye, les obsèques de Jean-Pierre Leiba, assassiné à la suite d'une méprise le jeudi précédent, alors qu'il se trouvait *en compagnie de trois* séparatistes basques espagnols vivant en France.

Les menaces qui pèsent des deux côtés de la frontière *sur* ces séparatistes reposent la question de leur statut juridique. La France doit-elle les *considérer comme des réfugiés politiques* ? La réponse est généralement négative. Depuis le retour de la démocratie en Espagne, seuls huit d'entre eux *bénéficient encore de ce statut. Mais deux cents* demandes sont actuellement pendantes devant la commission de recours des réfugiés, qui, comme le *Conseil d'Etat*, devra *bientôt* se prononcer *sur* cette question, diplomatiquement délicate.

Hendaye à l'heure du contre-terrorisme

De notre correspondant

Bayonne. — Après l'assassinat de Jean-Pierre Leiba, le 1er *mars*, la tension reste vive à Hendaye. La mort de ce garçon, discret, un peu dépressif, fils de cheminot, s'ajoute à l'assassinat de cinq réfugiés basques depuis *quatre mois et l'enlèvement* de deux autres habitants de la ville frontière.

La position d'Hendaye sur la *rive* droite de la Bidassoa offre de multiples avantages aux tueurs à gages. D'abord, elle permet aux auteurs de ces crimes de passer immédiatement en territoire espagnol. *Quand l'alerte* est donnée, ils sont déjà à l'abri. Ensuite, l'important trafic de voya*geurs et de marchandises* — 50 % des échanges entre la péninsule et la CEE transitent par Hendaye — et le nombre élevé des travailleurs frontaliers (un millier environ) font que ces commandos *sont difficilement* repérables. Enfin, la composition de la population hendayaise, constituée de *fonctionnaires (douanes, police, che*minots) et de nombreux émigrés basques espagnols, permet d'y placer de nombreux informateurs plus ou moins efficaces.

C'est ainsi que fonctionne le GAL espagnol (Groupe anti-terroriste de libération). Dans les deux arrestations opérées à ce jour — Pedro Sanchez, un ancien légionnaire domicilié à Biarritz, interpellé le 4 décembre 1983 *par la police française, et* Daniel Fernandez, arrêté à Irun (Espagne) après l'assassinat de Jean-Pierre Leiba — on a affaire à des complices chargés de recueillir des informations *sur la vie des réfugiés* basques.

Fiasco

Ces renseignements seraient ensuite *transmis à des commandos*, peut-être même au GAL, en Espagne. Ainsi Sanchez était en possession de nombreux documents émanant de la police espagnole et du numéro de *téléphone d'un responsable de la bri*gade anti-terroriste de Bilbao. Il ne reste plus, alors, qu'à décider de la cible *et du jour pour agir et à envoyer* des tueurs qui sont d'authentiques professionnels, les six morts des quatre derniers mois le prouvent.

La tâche a été accomplie, le 1er mars, par Mariano Moraleda, ancien militaire ayant déjà eu affaire avec la justice espagnole. L'informateur du commando serait Daniel Fernandez, trente ans, vivant à Irun et passant tous les jours la frontière *depuis deux ans, pour venir* embaucher à la Coopérative de manutention où travaillait Jean-Pierre Leiba. *Une* entreprise créée par les transitaires d'Hendaye pour le transbordement *des camions ou des trains, et qui* emploie quatre-vingt-dix tâcherons dont une quinzaine de réfugiés politique basques.

Selon ses collègues, Fernandez serait un militant d'extrême droite. Ces derniers mois, il s'intéressait de près à ses collègues réfugiés et avait essayé d'obtenir de la direction l'adresse de leur domicile. Il lui suffisait de consulter la liste affichée à la *porte des vestiaires pour connaître* leur heure d'embauche pour le lendemain. Ce qu'il aurait fait, selon des *témoins*, la veille de l'attentat.

Autre fait troublant : un des employés de la coopérative, demeurant de l'autre côté de la frontière, affirme avoir été convoqué, il y a deux mois, au commissariat d'Irun où on lui aurait proposé de l'argent en échange d'informations.

Reste la question de l'appartenance ou non des quatre détenus au GAL : ils l'auraient revendiquée lors de leur arrestation, mais le vice-président du gouvernement espagnol, M. Alfonso Guerra, pense qu'il *s'agit d'une vantardise, les prévenus*, selon lui, n'en ayant pas l'étoffe. Un correspondant anonyme, s'adressant à plusieurs organes de presse espagnols, aurait nié leur affiliation à cette organisation *mystérieuse*. Mais en Pays basque, on estime que ce reniement est dû au fiasco de l'opé*ration. Le tueur aurait confondu Leiba* avec un des trois réfugiés basques qui l'accompagnaient et le com*mando a été arrêté par la* police espagnole.

PHILIPPE ETCHEVERRY.

Controverse sur le statut de réfugié politique

Les Basques espagnols ont-ils droit *en* France au statut de réfugié politique ? En principe non. Après le retour à la démocratie en Espagne, l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) avait entrepris de retirer ce statut à la plupart des Espagnols qui en bénéficiaient. L'OFPRA se conformait ainsi à une consigne gouvernementale rendue publique par un communiqué du Quai d'Orsay, le 30 janvier 1979.

Victimes de ce changement d'attitude, cinq Basques espagnols ont entrepris de contester la décision de l'OFPRA devant l'organisme compétent dans ces cas là, la commission de recours des réfugiés. Il s'agit de MM. Ochoantesana Babiola, Martinez de Marigorta Fernandes, Mugica Garmendia, Murua Echabe et de Mlle Alberdi Zubierrementeria.

Le 15 avril 1982, la commission de recours rejetait leur demande. Mais les cinq intéressés viennent d'obtenir du Conseil d'Etat l'annulation de cette décision, nous indique notre correspondant auprès de cette assemblée. Le conseil d'Etat, qui est *juge de cassation en la matière*, ne s'est cependant pas prononcé sur la question de fond, qui est celle du *droit des intéressés à conserver* la qualité de réfugié. Il a seulement estimé que la commission de recours *n'avait pas répondu de manière* suffisante à l'argumentation des requérants.

Ces derniers soutenaient, en effet, que les *circonstances à la suite* desquelles la qualité de réfugié leur avait été reconnue il y a quelques *années n'avaient pas changé*. Ils affirmaient, d'autre part, qu'ils pouvaient encore craindre avec raison, *compte tenu notamment de la situa*tion politique au Pays basque espagnol et de l'attitude de la police *espagnole à leur égard, de subir* à nouveau des persécutions du fait de leurs opinions politiques, en cas de *retour dans leur pays d'origine*. Or, la commission de recours n'a pas pris parti sur ces deux points. Elle *sera conduite à le faire prochaine*ment : le conseil d'Etat a, en effet, renvoyé les cinq affaires devant la *commission des réfugiés, qui devra* les examiner à nouveau.

UN SYNDICAT MINORITAIRE APPELLE LES DOUANIERS ITALIENS DU TUNNEL DU MONT-BLANC A UNE GRÈVE DES HEURES SUPPLÉMENTAIRES

De nouvelles difficultés sont à prévoir, à partir du mardi 6 mars, pour le franchissement de la frontière *franco-italienne au tunnel du* Mont-Blanc. Mécontent du projet de loi accélérant les formalités de passage, un des syndicats de douaniers italiens, le DIRSTAT, appelle, en effet, ses adhérents à une grève des heures supplémentaires du 6 au 9 mars, puis à une grève totale le 10 mars. *Il* reproche au gouvernement italien le non-respect de ses engagements, approuvés lors du *conseil des ministres du 15 février*, à propos des hausses de salaires et des conditions de travail.

Le DIRSTAT est un syndicat minoritaire parmi les agents des douanes transalpins. La principale organisation professionnelle, la SALFI, a annoncé qu'elle ne s'associerait pas au mouvement. Des perturbations sont toutefois à craindre dans la circulation transfrontières.

ERRATUM. — Une ligne omise nous a fait commettre une erreur involontaire dans l'article consacré au *trentième anniversaire* de l'appel de l'abbé Pierre (*le Monde* du 1er mars). Il a été imprimé : « *L'abbé Pierre Grouès...* » Il fallait lire : « *L'abbé Pierre, de son vrai nom Henri Grouès...* » Rappelons que le fondateur d'Emmaüs a choisi ce surnom parmi la dizaine de pseudonymes qu'il a dû utiliser pendant la Résistance.

D'un sport à l'autre

● *CYCLISME : Eddy Planckaert remporte le « Het Volk ».* — Le Belge Eddy Planckaert a gagné au sprint le « Het Volk », classique cycliste belge ouvrant la saison internationale, disputée le 3 mars, sur 226 kilomètres entre Gand et Saint-Amandsberg (banlieue de Gand). Il a devancé ses *compatriotes* Jean-Luc Vandenbroucke, Ludo Peeters et Walter Planckaert. Le Français Bernard Hinault a abandonné au 132e kilomètre.

● *FOOTBALL : Coupe d'Afrique des nations.* — Les deux matches du groupe B de la phase finale de la quatorzième Coupe d'Afrique des nations qui ont été disputés le 5 mars, à Bouaké (Côte-d'Ivoire) ont donné les résultats suivants : l'Algérie b. Malawi 3 à 0, (buts de Bouiche, 29e mn, Belloumi, 36e mn, et Fergani, 39e mn) ; le Nigeria b. le Ghana 2 à 1, (buts de Nwosu, 13e mn et Ehilebu, 32e mn, pour le Nigéria ; de Nti, 20e mn pour le Ghana).

● *SKI ALPIN : Zurbriggen vainqueur à Aspen.* — Le slalom géant comptant pour la Coupe du monde qui a été disputée le 5 mars à Aspen (Colorado) a été gagné par le Suisse *Pirmin Zurbriggen avec 88* centièmes d'avance au terme des deux manches sur le Luxembourgeois Marc Girardelli et 93 centièmes sur l'Américain Phil Mahre. Le Suédois Ingemar Stenmark est tombé dans la première manche. Aucun des quatre Français engagés n'a terminé.

L'AVENIR DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

LES NÉGOCIATIONS PROGRESSENT

Au lendemain de la manifestation organisée, le 4 mars, à Versailles, par le Comité national de l'enseignement catholique, il se confirme qu'un déblocage est intervenu entre le gouvernement et les négociateurs de l'école privée. Après les déclarations conciliantes du cardinal Lustiger, la semaine dernière, on en verra pour preuve les propos tenus par le premier ministre pour lequel « *la paix scolaire n'est pas un rêve* ».

M. Alain Savary, lui-même, a *déclaré*, le lundi 5 mars, à TF1, que les négociations sur l'enseignement privé avaient progressé. Il a notamment *précisé que, sur sa proposition* d'établissement d'intérêt public (EIP), il y avait « une chance raisonnable d'accord ». M. Savary a ajouté qu'il rendrait compte de ces discussions au gouvernement la semaine prochaine et que celui-ci arrêterait alors sa position. Le premier ministre a, de son côté, annoncé que le sujet pourrait figurer à l'ordre du jour du conseil des ministres du 14 mars.

De son côté, M. André Laignel, député socialiste de l'Indre et président de la commission parlementaire sur la laïcité, a affirmé que « *toute concession nouvelle du gouvernement s'appellerait une reddition* ». Pour lui, « *les tenants de la laïcité ont déjà donné. On ne peut demander à sens unique aux laïques de reculer sur leurs convictions fondamentales, lesquelles n'ont jamais remis en cause cette liberté essentielle qu'est la liberté de l'enseignement* ».

M. Mauroy : *il y a récupération du mouvement par la droite bonapartiste*

M. Pierre Mauroy, qui était, lundi soir 5 mars, l'invité de l'émission « Face au public » de France-Inter, a réaffirmé que le gouvernement recherche un compromis avec les responsables de l'enseignement privé sur les quatre points en discussion (*le Monde* des 3 et 6 mars). Le premier ministre a notamment souligné qu'il n'est « *pas question d'intervenir dans le contenu pédagogique des écoles privées* » et que pour régler la question du personnel enseignant du secteur privé, il suffirait d'appliquer aux maîtres auxiliaires des établissements sous contrats d'association la loi Le Pors sur les agents contractuels de la fonction publique, qui prévoit une titularisation après trois ans renouvelables une fois. Il a précisé que le gouvernement va essayer de « *régler* » l'ensemble du « *problème* » (...) *dans les dix jours qui viennent.* »

M. Mauroy a également répliqué aux commentaires de l'opposition sur les projets du gouvernement : « *Quand j'entends M. Chirac qualifier l'école publique et laïque d'école socialo-communiste, je suis ému qu'on puisse porter des jugements aussi lapidaires. Présenter comme cela le problème de l'école, c'est manifestement vouloir lui donner une connotation partisane. Il y a récupération du mouvement par la droite bonapartiste (...). On exige la liberté ! Mais le problème de la liberté de l'enseignement ne se pose pas ! Il n'y a pas d'école derrière les barreaux ! (...) Je crois en conscience qu'il existe un point d'équilibre. Ce point, il faut essayer de le chercher ensemble. Si cela n'apparaît pas possible, je crois que le gouvernement devra alors prendre ses responsabilités, le plus près possible des uns et des autres.* »

Interrogé sur l'éventualité de la mise en place d' « *un grand service public, unifié et laïque de l'éducation nationale* » (la quatre-vingt-dixième des cent dix propositions de M. Mitterrand en 1981), M. Mauroy a répondu qu'il s'agit là d'« *une perspective dans laquelle il faut s'inscrire* » et que, pour le moment, « *nous sommes à une étape* ». « *Si déjà il y avait un pas en avant des uns vers les autres, ce serait considérable*, a-t-il souligné. *Il appartiendrait à d'autres générations de faire d'autres pas si elles le désirent.* »

M. CHIRAC DOUTE QU'UN ACCORD INTERVIENNE

M. Chirac doute qu'un accord puisse intervenir entre le gouvernement et les responsables de l'école privée. Il l'a dit, lundi 5 mars, aux membres de l'Association des journalistes régionaux en poste à Paris. Le président du RPR a notamment déclaré : « *Si un accord intervient, ce sera pour nous sous bénéfice d'inventaire. Si l'essentiel est sauvegardé, nous pourrions nous y associer, mais si l'essentiel est mis en cause, même si la hiérarchie catholique a donné son accord, nous serions contre (...). Le groupe RPR de l'Assemblée nationale votera en fonction de son jugement sur cet accord et non pas sur le fait qu'il y a eu accord entre Mgr Lustiger et les pouvoirs publics.* »

M. Chirac a expliqué que l'opposition défend l'enseignement privé « *parce qu'elle considère qu'il s'agit d'une liberté* ». « *Elle n'a pas le monopole de cette défense*, a-t-il dit, *mais c'est quand même elle qui vote les crédits pour les écoles libres, dans les municipalités, les collectivités locales et au Parlement.* »

Selon le président du RPR, la manifestation de Versailles a servi à faire passer « *un message politique qui n'est pas le message politique de l'opposition, mais celui d'une majorité de gens qui ont voulu dire au gouvernement : « Attention, ras-le-bol, foutez-nous la paix sur nos libertés !* »

M. GISCARD D'ESTAING : un débat complètement artificiel

Invité de « L'heure de vérité » d'Antenne 2, lundi soir 5 mars, M. Valéry Giscard d'Estaing a estimé que « *le débat actuel sur les rapports entre l'enseignement public et l'enseignement privé est complètement artificiel, complètement inutile et entièrement suscité par le pouvoir* ».

« *A l'heure actuelle, le véritable effort auquel le gouvernement devrait se consacrer, c'est l'amélioration du service public de l'éducation*, a dit l'ancien chef de l'Etat. *C'est cela que les parents lui demandent. Pourquoi déployer tant d'énergie à s'occuper de quelque chose qui marche à peu près* [l'enseignement privé] *et pourquoi ne pas s'occuper davantage de quelque chose qui devrait être amélioré : le service public de l'enseignement ?* »

A LA RENTRÉE 1984

Des expériences d'assouplissement de la carte scolaire seront tentées dans cinq académies

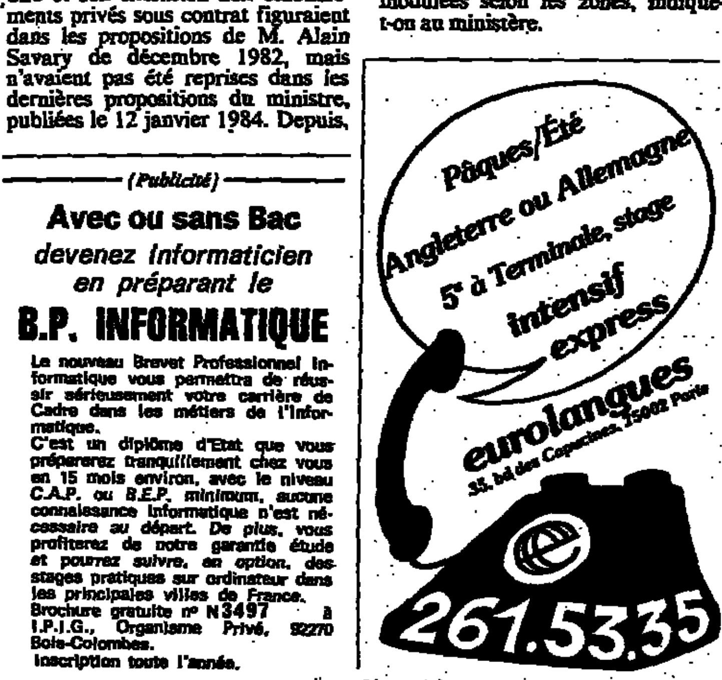
La carte scolaire pourrait être assouplie dès la rentrée prochaine. Cette mesure, actuellement préparée au ministère de l'éducation nationale, concerne plusieurs zones expérimentales, dans cinq académies : Rennes (villes de Rennes et de Saint-Malo), Lille (villes de Lille et de Hazebrouck), Lyon, Dijon et Limoges. L'assouplissement projeté s'appliquerait aux écoles élémentaires et à l'entrée en classe de sixième des collèges.

La carte scolaire, en vigueur uniquement dans l'enseignement public, oblige les parents à inscrire leur enfant dans un établissement déterminé par leur lieu de résidence. Elle fixe, d'autre part, les conditions d'ouverture et de fermeture des classes *ou* des *sections en fonction* de la population à scolariser.

La mesure d'assouplissement de la carte scolaire pour le secteur public et son extension aux établissements privés sous contrat figuraient dans les propositions de M. Alain Savary de décembre 1982, mais n'avaient pas été reprises dans les dernières propositions du ministre, publiées le 12 janvier 1984. Depuis, M. Savary semble avoir abandonné ce projet de « *rénovation, assouplissement et généralisation* » de la carte scolaire. Il indiquait dans une tribune publiée à la veille de la manifestation de l'enseignement catholique, à Lille (*le Monde* du 28 février 1984) qu'« *il n'est plus question de supprimer ou de réduire la liberté de choix des parents à l'égard d'un établissement privé. Ce serait pour le moins paradoxal au moment où j'ai demandé qu'elle soit introduite à titre expérimental dans le service public* ».

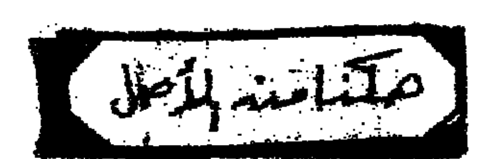
Les partenaires de M. Savary, laïques et catholiques, étaient pourtant favorables à cette évolution, liée à la décentralisation de la gestion du système scolaire. Les mesures envisagées *pour la rentrée 1984 sont* étudiées en concertation avec les recteurs concernés et pourraient être modulées selon les zones, indique-t-on au ministère.









FAITS DIVERS

L'illusion perdue

Béchir Zeghouda est un de ces beurs vedettes de la deuxième génération immigrée seuls capables, désormais, de contenir la dérive des plus jeunes. Rares sont ceux qui, nés comme lui il y a quelque vingt ans dans les bidonvilles de la région parisienne, sont inscrits, aujourd'hui, en troisième année de licence de sciences économiques. Cette réussite scolaire et universitaire lui donne autorité et prestige dans les cités de transit de Nanterre, Pont-de-Bezons ou Gutenberg, où il est l'un des rares interlocuteurs reconnus des pouvoirs publics.

Cet été encore, il organisait un camp de vacances pour une quinzaine de jeunes chez les militaires du Jura et du Var, et les cadres de l'armée saluaient alors son sens des responsabilités, et son absence de démagogie (*le Monde* du 29 juillet 1983). *Il n'hésitait pas, en effet,* à renvoyer chez lui un stagiaire indiscipliné et ses « coups de gueule », dans ce groupe difficile, valaient bien ceux dont on crédite ordinairement les adjudants. Il se voulait responsable au point de reprocher au gouvernement d'avoir régularisé la situation des immigrés clandestins.

Une seule inquiétude pourtant, cet été, chez Béchir : quel avenir, après les vacances, pour ces jeunes maghrébins guettés, disait-il, du coin des HLM par les vendeurs de drogue ? Quels stages d'insertion pour ces jeunes délinquants potentiels ? Béchir animateur bénévole un peu comme les pasteurs noirs des années 60 aux Etats-Unis ont pu être des leaders spontanés.

Pour n'avoir eu affaire avec la police qu'une fois après un chapardage d'écolier sans lendemain judiciaire, il n'écoutait que d'une oreille distraite les plaintes des plus jeunes contre les forces de l'ordre. A la brutalité des uns, répondait sans doute la provocation des autres... Mais lui, Béchir, si sérieux, ne pouvait être qu'à l'abri des bavures. Du moins jusqu'au samedi 25 février, au petit matin, où il emprunte ce maudit sens unique dans le quartier de l'Opéra au volant de la Renault de ses parents : arrêté par les policiers du neuvième arrondissement, il aurait été victime, quatre heures durant, de sévices et d'injures racistes. On lui aurait uriné au visage. *« Une bricole »*, déclare-t-on au commissariat où, par la suite, il a porté plainte.

Banalisation

L'événement l'a transformé. Il a perdu toute illusion. *« Ils m'ont montré,* dit-il, *que je n'étais rien du tout. »* Et lui qui désirait tant entraîner les jeunes *« sur une autre voie »*, qui trouvait, pour d'autres, des occasions de croire à une intégration possible, ne songe désormais qu'à se sauver lui-même. *« Je n'ai rien à faire ici, m'ont-ils dit en invoquant Le Pen. »* Parole de policier contre parole de jeune une fois encore ? Une bavure de plus sans lendemain ? Certainement pas pour M. *François Lefort, chargé* au secrétariat d'Etat à la famille, à la population et aux travailleurs immigrés d'une mission sur les cités de transit, qui sera le premier témoin, au procès intenté par Béchir : *« S'il n'y avait pas de sanction,* dit ce dernier, *ce serait que la violence et l'humiliation se sont banalisées. »*

NICOLAS BEAU.

EN BREF

Nouvelle opération de police dans l'« îlot Chalon »

Une nouvelle opération anti-drogue a été menée, dans l'après-midi du lundi 5 mars, dans le quartier dit l'« îlot Chalon », à Paris (12e). Le 14 février dernier, lors d'une intervention de grande envergure — environ six cents policiers y avaient pris part, — près de 1 kilo d'héroïne, du hachisch et de la cocaïne avaient été saisis, et quelque six cents personnes interpellées pour contrôle d'identité (*le Monde* du *16 février*).

Lundi 5 mars, une centaine de policiers de la brigade des stupéfiants et du proxénétisme (BSP), des renseignements généraux et de la PJ, accompagnés de CRS, agissant sur commissions rogatoires délivrée par M. Gilles Boulouque, juge d'instruction à Bobigny (Seine-Saint-Denis), ont participé à l'opération. Une centaine de grammes d'héroïne ont été découverts et une centaine de personnes contrôlées, parmi lesquelles dix-huit étrangers se trouvant en situation administrative irrégulière.

Quatre arrestations après l'enlèvement d'un industriel catalan

Les policiers de Toulouse, opérant en collaboration avec la police espagnole, ont interpellé quatre personnes soupçonnées d'avoir participé au rapt, le 26 février, d'un industriel catalan, M. Raimundo Guttierrez-Garcia, âgé de quarante-quatre ans. Ce dernier avait été enlevé à Barcelone et retrouvé dans les rues de Castelsarrasin (Tarn-et-Garonne), peu avant l'arrestation, lundi 5 mars, de deux personnes, dont l'identité n'a pas été révélée, qui s'apprêtaient à remettre une rançon dans le centre de Toulouse.

Deux autres individus considérés comme des complices — un Espagnol et un Français — ont été interpellés dans la soirée du même jour. M. Guttierrez-Garcia avait été retenu en otage pendant plus de dix jours dans une mansarde de Montauban (Tarn-et-Garonne). Les malfaiteurs avaient demandé à la famille une rançon de 50 millions de pesetas (3 millions de francs).

La mort de quatre clandestins

Un travailleur turc, M. Osaman Coci, trente-sept ans, sa femme et deux de leurs cinq enfants — un garçon de huit ans et une fille de douze ans ont été découverts à 200 mètres de la sortie, côté France, du tunnel ferroviaire du Fréjus, dans l'après-midi du dimanche 4 mars. Tous avaient été déchiquetés par un train.

Selon la police de l'air et des frontières (PAF), il s'agit d'immigrés qui cherchaient à entrer clandestinement en France. Mme Coci avait déjà tenté, le 2 mars, d'entrer en France, accompagnée de ses cinq enfants, par le tunnel routier du Mont-Blanc, mais elle avait été refoulée vers l'Italie (*nos dernières éditions du 6 mars*). Son époux avait obtenu sa carte de séjour en 1973. Maçon, il avait travaillé à Strasbourg, où il était domicilié.

● *M. Gatel en visite en Suisse.* — Le secrétaire d'Etat français à la défense, M. Jean Gatel, est arrivé dimanche 4 mars en Suisse pour une visite de cinq jours pendant laquelle les autorités lui présenteront le système national de milice. M. Gatel, qui est particulièrement chargé, au ministère de la défense, du problème des réserves, doit avoir plusieurs entretiens avec les responsables du département militaire fédéral ainsi qu'avec l'état-major. — *(AFP.)*

Deux militants de Greenpeace condamnés

Une peine de six jours de prisons avec sursis et 6 000 francs d'amende a été prononcée le 29 février par le tribunal des affaires maritimes de Rouen à l'encontre de M. Willem Beekman, un architecte néerlandais, capitaine du navire de Greenpeace *Sirius*. En juin, le bateau avait refusé de quitter les eaux territoriales françaises alors qu'il participait, au large du Havre, à une opération de Greenpeace contre le déversement des « boues jaunes » (phosphogypse) en baie de Seine.

Le capitaine d'un autre navire de Greenpeace, le *Rainbow-Warrior*, de M. John Castle, a été condamné à 5 000 francs d'amende pour avoir désobéi au préfet maritime lors d'une manifestation de militants antinucléaires qui tentaient d'empêcher l'accostage à Cherbourg d'un cargo japonais chargé de déchets radioactifs.

● *M. Jacques Amsellem retourne en prison.* — Condamné en appel à Paris pour abus de biens sociaux à quatre ans d'emprisonnement, dont deux avec sursis, M. Jacques Amsellem, animateur de la société Sogar, a été incarcéré de nouveau, il y a quelques jours, par décision du parquet général. Il avait été libéré pour subir une opération chirurgicale (*le Monde* du 29 mai 1982). La justice lui reproche d'avoir détourné près de 9 millions de francs, des sommes prélevées sur les magasins à l'enseigne Prisunic et Printania qu'il dirigeait. M. Amsellem n'a toujours pas payé les deux *millions de francs* d'amende auxquels il avait été également condamné.

Non-lieu pour l'enlèvement de M. Jean-Edern Hallier : le parquet fait appel

Le parquet de Paris a fait appel, le 6 mars, de l'ordonnance de non-lieu, signée le 2 mars par M. Claude Grellier, juge d'instruction à Paris, et clôturant l'information ouverte contre X pour arrestation illégale et séquestration de personne le 29 avril 1982, à la suite de l'enlèvement de M. Jean-Edern Hallier, réalisé le 26 avril précédent. Enlevé, selon ses dires, à minuit, rue d'Assas, par des inconnus se réclamant des *« Brigades révolutionnaires françaises »*, l'écrivain avait resurgi dans la nuit du 3 au 4 mai suivant, à la porte des Ternes.

Le magistrat constatait simplement que *« si les investigations entreprises n'ont pas infirmé la réalité de l'enlèvement, elles n'ont pas permis d'en identifier les auteurs »*.

Compte tenu de l'appel du parquet, il appartient, désormais, à la chambre d'accusation de se prononcer.

● *M. Franceschi aux Etats-Unis.* — M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat à la sécurité publique, est aux Etats-Unis depuis le lundi 5 mars. Au cours de son voyage, qui doit le conduire à New-York et à Washington, M. Franceschi doit rencontrer les responsables de la police américaine, avec qui il aura des entretiens sur les problèmes de sécurité communs aux Etats-Unis et à la France. M. Franceschi évoquera notamment les mesures de sécurité pour les athlètes français qui participeront aux Jeux olympiques à Los Angeles. Le secrétaire d'Etat doit regagner Paris jeudi 8 mars.



CHRONOLOGIE

Février 1984 dans le monde

La chronologie mensuelle établie par Philippe Boucher et Edouard Masurel *paraît* chaque mois dans *le Monde* daté du mercredi, *entre* le 6 et le 12. Les chiffres figurant entre parenthèses indiquent la datation du numéro du *Monde* où est rapporté l'événement cité.

ÉTRANGER

1. — ETATS-UNIS : Le président Reagan présente le projet de budget pour l'année fiscale 1985. L'importance du déficit prévu (180 milliards de dollars) est vivement critiquée par les démocrates, les milieux financiers et M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale. Cette polémique accroît la baisse du dollar et de la Bourse de New-York (du 2 au 13, 19-20, 21 et 26-27).

1. - R.F.A. : Le chancelier Kohl maintient M. Manfred Wörner à *son poste de ministre de la défense* mais réintègre dans le service actif le général Günther Kiessling qui *avait été limogé sous l'accusation* d'homosexualité. (1, 2 et 3.)

6-7 - C.E.E. : M. François Mitterrand, en visite officielle aux Pays-Bas, prononce un « grand discours européen » à La Haye. Président en exercice de la Communauté, le chef de l'Etat français rencontre en février ses neuf partenaires, pour préparer le conseil européen des 19 et 20 mars : il se rend en R.F.A., le 2, au Luxembourg, le 8, en Grèce, le 10, en Belgique, le 15, au Danemark, le 17, *en* Italie, le 20, *en Irlande*, le 21 et en Grande-Bretagne, le 5 mars ; il accueille à nouveau le chancelier *Kohl, le 24, à Paris (du 2 au 27).*

***8-19* - YOUGOSLAVIE :** Les XIV[e] Jeux olympiques d'hiver ont lieu à Sarajevo. La R.D.A. remporte vingt-quatre médailles, dont neuf d'or et l'U.R.S.S., vingt-cinq dont six d'or (du 5 au 21).

13 - PANAMA : M. Jorge Illueca, vice-président, remplace à *la présidence de la République* M. Ricardo de la Espriella qui a démissionné pour « raisons personnelles ». *(15, 16 et 28.)*

14 - INDE : De violents affrontements reprennent au Pendjab et en Haryana entre sikhs et hindous. En deux semaines, ils font plus de soixante-dix morts. (15, 16 et 28.)

***14* - ITALIE :** *Le gouvernement* prend par décrets-lois des mesures de lutte contre l'inflation après une cassure provoquée par les communistes dans le front syndical uni depuis 1972. (4, 16 et 24.)

15 - IRAN-IRAK : L'armée iranienne lance, en plusieurs étapes, une vaste offensive *sur* un *front* de 300 kilomètres. Jusqu'à la fin du mois des combats extrêmement *violents et meurtriers ont lieu* en territoire irakien. Après quelques succès iraniens, des communiqués de victoire contradictoires sont publiés par les belligérants (à partir du 14).

16 - AFRIQUE AUSTRALE : L'Angola et l'Afrique du Sud signent à Lusaka un accord *sur* le « désengagement » des troupes sud-africaines du Sud Angolais. D'autre part, le Mozambique et l'Afrique du Sud s'engagent, à Maputo, le 20, à conclure prochainement un « pacte de sécurité mutuelle ». (8, 11, 15 et du 17 au 27.)

18. — ITALIE-VATICAN : Signature du nouveau concordat, qui remplacera, après ratification par le Parlement, les accords du Latran du 11 février 1929. Il prévoit que le catholicisme n'est plus *« la seule religion de l'Etat italien »*. (21 et 23.)

21. — NICARAGUA : La junte sandiniste annonce que les élections auront lieu le 4 novembre 1984 pour désigner un président, un vice-président et les quatre-vingt-dix membres d'une Assemblée constituante. (15, 22, 23 et 24.)

21-23. — ARGENTINE : Les trois membres de la junte militaire au pouvoir durant la guerre des Malouines sont incarcérés. (23, 24 et 25.)

22-24. — FRANCE-AUTRICHE : Visite officielle de M. Pierre Mauroy en Autriche. (24 et 25.)

24. — RDA-RFA : La nièce du premier ministre est-allemand, M. Willi Stoph, se réfugie avec sa famille à l'ambassade de RFA à Prague et demande à émigrer à l'Ouest. (A partir du 28.)

25. — IRAN : Dix membres de la « branche militaire » du Toudeh, le parti communiste iranien, sont exécutés. Selon Amnesty International, plus de cinq mille exécutions « officielles » ont eu lieu depuis le début de la révolution islamique, le 11 *février* 1979. (11 et 28.)

26. — ESPAGNE : Aux élections régionales du Pays basque, les nationalistes modérés l'emportent, mais les partisans de l'ETA-militaire maintiennent leurs positions, malgré l'assassinat, le 23, du sénateur socialiste Enrique Casas. (23 et du 25 au 28.)

26. — JORDANIE : La venue de M. Yasser Arafat à Amman, où il est reçu par le roi Hussein, permet la reprise du dialogue jordano-palestinien, *interrompu depuis* le 10 avril 1973. (28/II et 3/III.)

27. — NIGÉRIA : *Début* de violents affrontements entre forces de police et intégristes musulmans qui font plusieurs centaines de morts à Yola, capitale de l'Etat du Gongola, dans le nord-est du pays (à partir du 29).

27-29. — FRANCE-IRAK : Visite à Paris de M. Taha Yassine Ramadan, « numéro deux » irakien. Un accord-cadre sur le refinancement des dettes irakiennes arrivant à échéance en 1984 est signé. (28 et 29/II, 1/III.)

28. — CAMEROUN : *M.* Ahmadou Ahidjo, ancien président du Cameroun accusé de « complot contre la sécurité de l'Etat », est condamné à mort par contumace par le tribunal militaire de Yaoundé. Deux officiers de son entourage sont aussi condamnés à mort (à partir du 25).

La mort de Iouri Andropov

Le 9, Iouri Andropov, numéro un soviétique qui avait remplacé Leonid Brejnev en novembre 1982, mais n'était plus apparu en public depuis le 18 août 1983, meurt des suites d'une maladie des reins.

Le 13, Constantin Tchernenko, ancien *protégé* de Brejnev et rival d'Andropov en 1982, est élu à soixante-douze ans secrétaire *général* par le comité central du PCUS.

Le 14, les obsèques de Iouri Andropov ont lieu à Moscou. Les *dirigeants occidentaux* présents (M. Bush, vice-président des Etats-Unis, M[me] *Thatcher, MM. Mauroy,* Kohl, Trudeau, etc.), reçus par M. Tchernenko en présence de M. Gromyko, se montrent légèrement optimistes sur l'amélioration des relations Est-Ouest (du 11 au 28).





Dessin de Plantu (9 février).

LE CONFLIT LIBANAIS

A partir du 2, de violents affrontements opposent l'armée libanaise aux milices chiites à la limite de la banlieue sud de Beyrouth qui est très durement bombardée, le 3, par l'armée.

Le 5, le président Amine Gemayel accepte la démission du gouvernement de M. Chafic Wazzan, annonce son intention de former un « gouvernement d'union nationale » et invite à la reprise de la conférence du *dialogue national* à partir du 27 février à Genève. MM. Walid Joumblatt, chef de la *communauté druze*, et Nabih Berri, qui dirige le mouvement chiite Amal, répliquent en demandant la *démission* du chef de l'Etat.

Le 6, les miliciens chiites d'Amal aidés par les combattants druzes, *pénètrent à Beyrouth*-Ouest dont ils se rendent maîtres après deux jours de très violents combats. *De* nombreux soldats pactisent avec les miliciens. Seize mois après la réunification, la capitale libanaise est à nouveau coupée *en deux*.

Le 7, le *président* Reagan annonce le repli des « marines » américains de la force multinationale sur les navires croisant au large de Beyrouth. L'opération sera achevée le 25. Entre-temps, le contingent britannique quitte Beyrouth le 8 et l'italien, le 20. Seuls restent les 1270 soldats français, tandis que Paris engage des démarches au Conseil de sécurité pour remplacer la force multinationale par des « casques bleus » des Nations unies.

Le 14, les miliciens druzes lancent une brusque et vigoureuse offensive *dans la* montagne au sud-est de Beyrouth ainsi que le long de la côte dans la région de Damour. L'armée libanaise subit à nouveau un grave revers et ne réussit à se maintenir qu'à Souk-el-Gharb.

Le 16, le président Gemayel accepte un *plan saoudien comportant* l'abrogation de l'accord israélo-libanais du 17 mai 1983. Mais l'opposition *libanaise et la Syrie* rejettent ce plan.

Le 29, M. Gemayel se rend à Damas où il est accueilli avec éclat par le président Assad.

Le 29 également, au Conseil de *sécurité, l'URSS met son veto* à la proposition française d'envoi de « casques bleus » de l'ONU à Beyrouth (à partir du 2).

Un choix d'enquêtes et reportages

FRANCE : **Crise porcine, crise bretonne (2 et 3).**

PAYS-BAS : A l'épreuve de l'austérité (5-6).

FRANCE : **Vrais et faux réfugiés politiques (11).**

IRAN : Le cinquième anniversaire d'une « révolution qui *dévore ses enfants* » (11).

URSS : L'URSS après Andropov (14).

NIGERIA : Le Nigéria aux arrêts de rigueur (16, 17 et 18).

FRANCE : Saint-Pierre-et-Miquelon, îles oubliées (22 et 23).

LIBAN : Sept *suggestions* pour un pays éclaté (26-27).

ROUMANIE : Des trous dans le mythe (28 et 29/II, *1/III*).

FRANCE : La réforme de **l'indemnisation du chômage (28).**

FRANCE

2. — Trois députés de l'opposition, MM. Toubon (RPR), d'Aubert et Madelin (UDF), font l'objet d'une « censure simple » pour avoir, à l'Assemblée nationale, le 1[er], tenu des propos jugés *« injurieux »* et *« scandaleux »* sur le passé de M. Mitterrand pendant la guerre. M. Chirac estime, le 6, dans une lettre ouverte au chef de l'Etat, que les sanctions prises *« constituent un véritable abus »*. *(Du 3 au 11, 15 et 16.)*

3. — Le Palais omnisports de Bercy est inauguré avec les Six Jours cyclistes de Paris, épreuve interrompue depuis la *démolition* du Vel'd'hiv en 1959. (Du 4 au 10.)

7. — *Le général iranien Ghulam* Ali Oveissy, ancien chef d'état-major des armées du shah, et son frère Hossein sont assassinés à Paris. L'attentat est revendiqué par le djihad islamique, proche de Téhéran. (*9* et *10.*)

8. — Khalifa Ahmed Abdul Aziz Al Moubarak, ambassadeur des Emirats arabes unis en France, est tué à *Paris. L'assassinat est* revendiqué par les Brigades révolutionnaires arabes, qui se *confondraient* avec l'*organisation* d'Abou Nidal. (9 et 10.)

11. — Alors qu'il se confirme que, d'ici à 1987, le quart des régiments de l'armée de terre sera totalement ou partiellement professionnalisé, M. Georges Marchais s'inquiète du *« risque d'un glissement accentué vers une armée de métier »*. (14, 17 et 18.)

12. — M. François Mitterrand, invité de « Sept sur sept » sur TF 1, insiste *« pour que la majorité, vraiment au coude à coude, affronte les problèmes de la France »*. (14.)

12. — *L'Union* du peuple corse (UPC), mouvement autonomiste de M. Edmond Simeoni, annonce que ses cinq élus ne siégeront plus à l'Assemblée de Corse. (14, 17 et 18.)

13. — Le projet de loi sur la presse est adopté en première lecture par l'Assemblée nationale réunie en session extraordinaire depuis le 24 janvier. Jamais, sous la V[e] République, un texte n'avait nécessité autant d'heures de discussion en séance publique, le débat ayant commencé du 14 au 17 décembre. (Du 1[er] au 15, 21 et 24.)

13. — M. Jean-Marie Le Pen, *président* du *Front* national, est, pour la première fois, l'invité vedette d'une grande émission de *télévision*, « L'heure de vérité » sur Antenne 2. (Du 12 au 20.)

17. — M. Marchais déclare, après avoir été reçu par M. Mitterrand : *« J'ai invité le président à donner un coup de pouce aux secteurs en difficulté. »* (19-20.)

21. — Les déclarations au *Monde* de M. Pierre Desgraupes, PDG d'Antenne 2, se plaignant des contraintes qui pèsent sur les chaînes publiques de télévision et envisageant les avantages de la privatisation, suscitent de vives réactions des défenseurs du service public. (22 et du 24 au 28/II, 3/III.)

21. — La cour d'appel de Versailles *prononce* une relaxe générale dans l'affaire dite des « grâces médicales ». Le parquet se pourvoit, le 27, en cassation, la *relaxe* demeurant définitive. (23 et 29.)

22. — « Vive la crise », émission de *vulgarisation* économique, sur Antenne 2, animée par Yves Montand, bénéficie d'un taux d'écoute exceptionnel. (18, du 22 au 25 et 29.)

25. — L'assassinat au Pays basque français d'un réfugié espagnol, après ceux de deux autres membres présumés de l'ETA, le 8, est revendiqué par le Groupe antiterroriste de libération (GAL), en représailles contre les crimes commis au Pays basque espagnol par l'ETA-militaire. (10, 11, 28 et 29.)

25. — Mort de Roger Couderc, *journaliste sportif.* (26-27 et 28/II, 1/III.)

26. — La gauche perd les élections municipales partielles de Draguignan et de La Seyne, organisées après l'annulation par le Conseil d'Etat du scrutin de mars 1983. M. Edouard Soldani, maire sortant (PS) de Draguignan, a été blessé, le 21, d'un coup de fusil de chasse. (16, 21 et à partir du 23.)

27. — Dans le débat sur l'enseignement privé, M. Lionel Jospin demande au gouvernement de faire preuve *« d'un esprit de souplesse avec suffisamment de sens politique sur ce qu'on peut faire ou ne pas faire »*, alors que les défenseurs de l'école catholique ont rassemblé 220 000 personnes, le 18, à Rennes et près de 300 000, le 25, à Lille. (7, 14, 18, 19-20, 21, 25 et à partir du 28.)

28. — Pierre Mauroy, dans un article publié par *le Monde*, intitulé « Moderniser la France », plaide pour des *« syndicats forts et responsables »* et refuse le *« dilemme artificiel »* qui opposerait, au sein de la gauche, les tenants de l'*« archaïsme »* aux partisans de la *« modernité »*. (29/II, 1 et 2/III.)

29. — M. Valéry Giscard d'Estaing publie *Deux Français sur trois*, livre dans lequel il propose sa *« contribution »* pour une France *« libérale et réconciliée »*. (1 et 2/III.)

ÉCONOMIE

8. — *MUTATIONS INDUSTRIELLES* : Le conseil des ministres adopte un plan de modernisation industrielle qui *est soumis aux* partenaires sociaux avant que les décisions ne soient arrêtées en mars. Selon M. Mauroy, l'*« objectif est de concilier l'impératif économique et l'impératif social »*. Les principales innovations prévues par ce plan sont : le congé de conversion permettant à des salariés *touchés* par des réductions d'emploi dans la sidérurgie, les chantiers navals et les charbonnages d'acquérir pendant deux ans une formation ; la délimitation de quatorze pôles de conversion dans les *régions particulièrement* touchées, où la création d'emplois sera favorisée grâce à des avantages fiscaux et financiers aux entreprises. (1[er], 2, 3, du 7 au 10 et 18.)

8. — **AFFAIRES** : M. Claude Mandil est nommé président de l'Institut de développement industriel. (8 et 9.)

9. — **ASSURANCE-CHOMAGE** : *Les discussions entre* les pouvoirs publics et les partenaires sociaux sur le système de solidarité, *second volet du nouveau* régime d'indemnisation du chômage à la charge de l'Etat, aboutissent à un *« relevé de conclusion »*, signé par tous les partenaires sociaux. La nouvelle convention de l'UNEDIC entrera en vigueur le 1[er] avril. (2, 10, 14, 17, 19-20, 26-27 et 28.)

13. — **SOCIAL** : Citroën annonce un plan de mises en préretraite pour *« résorber rapidement »* un *« important sureffectif »*. 3 500 des 43 000 salariés sont concernés. (2, 4, 14 et 15.)

22. — **SOCIAL** : Renault annonce *que 7 250 emplois* sur 160 000 devront être supprimés en 1984, sans qu'il y ait aucun licenciement. (*17*, 23, 24 *et* 26-27.)

23. — **EMPRUNT** : Le montant du premier emprunt d'Etat de l'année *est porté de* 12 milliards à 18 milliards de francs, en raison de son succès. (19-20, 25 et 26-27.)

La démonstration des routiers

A partir du 16, les transporteurs routiers, mécontents de subir les effets des grèves des douaniers français et des douaniers italiens au tunnel du Mont-Blanc, bloquent le trafic routier et autoroutier des Alpes du Nord au moment où les vacanciers se rendent dans les stations de sports d'hiver. Tandis que le mouvement s'étend à toute la France, M. Charles Fiterman accepte, le 19, d'ouvrir le surlendemain des discussions avec les représentants des transporteurs. A l'issue des négociations, les syndicats jugent insuffisantes *les* neuf propositions du ministre des transports et réclament la reprise des négociations dès le 22 alors que la suite en avait été fixée au 1[er] mars. Devant la fermeté du gouvernement et après des propos apaisants tenus par M. Jacques Delors, premier ministre par intérim, les barrages routiers sont levés le 24 (du 17 au 28).

CULTURE

2. — *Création en* France de « Terre étrangère », d'Arthur Schnitzler, mis en scène par Jean-Luc Bondy au Théâtre des Amandiers, à Nanterre (29-30/I et 10/II).

5. — Mort de Manès Sperber, romancier et philosophe (7).

7. — *Inauguration, au Petit Palais*, de l'exposition consacrée à William Bouguereau, peintre académique du XIX[e] siècle (17).

8. — Mort de Philippe Ariès, historien (10 et 11).

10. — Antoine Vitez met en scène « la Mouette », d'Anton Tchekhov, et « le Héron », de Vassili Axionov, au Théâtre national de Chaillot (14, 19-20 et 21).

11. — *Mort* de George Wakhevitch, décorateur de théâtre et de cinéma (14).

12. — Mort de Julio Cortazar, écrivain argentin naturalisé français en *1981* (14).

13. — M. François Mitterrand donne son « accord définitif au projet du *Grand* Louvre, présenté par l'architecte Ieoh Ming Pei » (3, 11, 12-13 et 15).

14. — M. Jack Lang, inaugurant l'exposition du Musée des arts décoratifs sur l'histoire du bureau, *annonce* le *résultat* du Concours international pour la création de nouveaux meubles de bureau (17 et 19-20).

15. — André Miquel est nommé administrateur général de la Bibliothèque nationale pour succéder à Alain Gourdon (16 et 17).

15. — Inauguration de l'exposition de sculptures de Camille Claudel (1864-1943) au musée *Rodin (1-III)*.

18. — L'Opéra de Paris présente la « Jérusalem », l'adaptation française des *« Lombards » écrite* par Verdi lui-même (21).

21. — Mort de Mikhaïl Cholokhov, *écrivain soviétique*, prix Nobel de littérature 1965 (22 et 23).

22. — Sortie de « Un amour de Swann », de Volker Schlöndorff, première adaptation de Proust au cinéma (23).

23. — Soixante-trois peintures de Pierre Bonnard sont exposées au Centre Georges-Pompidou (23).

29. — « Love Streams », film américain de *John* Cassavetes, obtient l'Ours d'or du Festival de Berlin (21 et 28/II, 1 et 2/III).

SCIENCES ET FUTURS

3. — *Une* femme stérile met au monde un enfant après la transplantation d'un embryon fécondé chez une autre femme, à Long-Beach (Californie). (5-6.)

3-11. — Challenger effectue la dixième mission d'une navette spatiale américaine. Deux astronautes réussissent les premiers vols libres dans l'espace grâce à un « fauteuil » propulsif, mais les lancements de deux satellites de télécommunications sont des échecs. (*Du* 4 au 13 et 26-27.)

7. — M. François Mitterrand déclare à La Haye qu' *« une Communauté européenne de l'espace serait la réponse la mieux adaptée aux réalités militaires de demain »* et affirme que l'Europe doit être *« capable de lancer dans l'espace une station habitée »*. (9 et 24.)

8. — Trois cosmonautes soviétiques, dont un médecin, quittent la Terre à bord du vaisseau spatial Soyouz-T 10 pour gagner la station orbitale Saliout-7. (10, 11, 22 et 24.)

22. — Mort de David, l'*« enfant-bulle »*, après l'échec d'une greffe de moelle osseuse. Né sans défense immunologique, il vivait *depuis* douze ans dans une bulle de plastique à l'*hôpital* de Houston (Texas). (11 et 24.)

24. — Une équipe américaine annonce qu'elle est parvenue à cloner deux hormones étroitement impliquées dans les phénomènes de reproduction. (28.)

28. — Les *ministres* de l'industrie de la CEE approuvent le programme « Esprit » de recherche et de *développement* dans le domaine des techniques de l'*information*. (29/II et 1/III.)

DEVENIR LE PREMIER EXPORTATEUR FRANÇAIS D'INFORMATIQUE PERSONNELLE.

"NOUS Y CROYONS !"

Hewlett-Packard a toujours exporté la majorité de ses produits fabriqués en France. Il est aujourd'hui, avec 856 MF, le 3e exportateur français d'informatique.
Dès à présent, le nouveau HP 150, avec son écran tactile révolutionnaire, est construit à Grenoble et 80 % de la production sera exportée dans tous les pays d'Europe.
C'est une victoire pour HP France, qui exporte ainsi du matériel mais aussi son savoir-faire, puisque c'est à Grenoble que sont faites les adaptations des logiciels pour toute l'Europe.
En fabriquant le HP 150 à Grenoble, Hewlett-Packard donnera à la France une place de leader sur le marché européen, dans un domaine à l'avenir prometteur : l'informatique personnelle.
Exporter avec la France, nous y croyons !


Kléber Beauvillain, Président du Directoire.

HP, UN PARTENAIRE DE LA VIE ÉCONOMIQUE FRANÇAISE.



Le Monde

culture

EXPOSITIONS

Bonnard au Centre Pompidou

(Suite de la première page.)

Pourtant, même si l'intimisme des toiles nabis ne laisse guère prévoir l'extraordinaire épanouissement de l'œuvre future, c'est bien à travers le Japon et Gauguin que Bonnard, son humour naturel et son goût de la blague aidant, est parvenu à se libérer très tôt des contraintes de la perspective, à concevoir l'œuvre moins comme un inventaire descriptif qu'en termes de synthèse lumineuse et de patchwork décoratif.

Il appartient bien en cela à une génération, celle de Vuillard, de Maurice Denis, de tout le tournant du siècle, qui préférait à la *« soumission devant la nature »* la *« soumission devant le tableau »*, et le *« modèle qu'on a dans la tête »* à celui *« qu'on a sous les yeux »*. De ce parti pris décoratif, on verra de bons exemples, relevés souvent d'accents d'une charmante cocasserie, dans *la Famille au jardin, la Sieste* ou dans cette *Symphonie pastorale* datée sans doute un peu abusivement de 1920. Ce qui est d'ailleurs sans importance, l'œuvre n'ayant guère évolué et la chronologique de Bonnard étant parfaitement désespérée et confusionnelle comme on pourra le voir en lisant un catalogue qui aurait eu intérêt à économiser sur les préfaces et à être un peu plus musclé dans les notices.

Le parti pris décoratif. Oui. Seulement, c'est bien joli, la décoration. C'est très joli et même trop joli. Mais jamais un décorateur ne fut un peintre ; on ne peut pas passer sa vie derrière un paravent même, et surtout, en compagnie de Pénélope ; la nature est là qui nous invite et nous aime. *« Poète, prends ton luth et me donne un baiser. »*

Un baiser de ta bouche ? Mais parfaitement mon petit, et c'est le baiser qui va réveiller la ténébreuse, l'éhontée, la toute nue et plus que nue de *la Sieste* de Melbourne. Ce qui a sauvé Bonnard du schématisme, de la fausse monnaie décorative, c'est sa gourmandise et sa sensualité.

Pour la gourmandise, nous renvoyons à la merveilleuse *Table servie* de la Tate Gallery, aux rouges somptueux, au festin succulent et frugal des natures mortes, avec leurs fruits qui semblent déjà fondre dans la bouche et, bien rangés dans leurs compotiers et leurs petits paniers, promettent, comme disait Cézanne, d'emparadiser l'âme et les sens. Quant à la sensualité elle-même, nous diviserons notre développement en deux parties : la femme et le paysage.

Commençons par la femme. Il n'y en a qu'une, la sienne, une super-Pénélope, Marthe, une jeune modiste qu'il a rencontrée en 1893 et à laquelle il demeura imperturbablement fidèle jusqu'à mourir bien vite après elle et à peu près de la même maladie. Il ne l'a pas vue vieillir, et elle fut son unique modèle, ce qui était d'autant plus nécessaire qu'elle était très jalouse et d'autant plus pratique que, un peu bizarre et maniaque de l'hygiène, elle semble avoir passé sa vie dans sa salle de bains. Thadée Natanson remarque à ce propos que les nus de Bonnard, où l'on passe du tub de Manet et Degas aux blanches baignoires à pieds de l'ère paléo-design, sont un remarquable document sur les progrès de l'hydrothérapie dans les classes moyennes, en France, après la première guerre mondiale.

L'amour, on le sait, est affaire de position, la peinture aussi, et l'on verra dans l'appartement des bains de notre exposition avec quel art Bonnard a su varier les poses de son modèle, le saisir dans les attitudes les plus naturelles ou les plus imprévues, parfois les plus délicieusement sophistiquées. On a l'impression qu'il se cachait, le vieux malin, dans l'embrasure de la porte, et l'on pense au Japon, à Méry Laurent, à Mallarmé, aux toilettes fin de siècle comme aux corps blancs des amoureuses d'Apollinaire et aux belles baigneuses du Midi de Colette. Ici, c'est une petite dame qui se love au fond de la baignoire, là une géante rousse qui en franchit le bord avec la farouche énergie d'une athlète bulgare se préparant à lancer le javelot. Celle-ci s'étrille avec un gant de crin, celle-là rêve, musarde, la paresseuse, la plus que lente, cependant que le soleil transforme en buisson ardent l'éboulis des serviettes, du peignoir, de quelque affriolante combinaison.

Le patchwork décoratif des toiles nabis est devenu symphonie lumineuse, analyse incroyablement fouillée et quasiment épuisante de la lumière dans le moindre de ses caprices et de ses reflets, fuyante proie qui court sur les murs, les corps, le carrelage, l'eau, les étoffes, et que nul instant ne parvient à saisir. *« La peinture,* disait notre ami, *c'est la transcription des aventures du nerf optique. »*

Le nerf optique n'est jamais si heureusement mis à contribution que dans ce qui nous paraît être le sommet de l'art de Bonnard et qui est l'art du paysage. Comparez ceux que nous avons déjà cités à l'*Eté* de la Fondation Maeght, à ce fantastique ruissellement, à cette exaltation optique, à cette pâmoison d'arbres, de frondaisons, de lointains herbus, de branches plus lourdes et gorgées de suc que le sein de Cybèle. Ces paysages devant lesquels on pense parfois aux plus belles pages du *De natura rerum*, regardez-les tous : *Le Cannet à la vue des toits, Le Cannet sous la neige, la Côte d'Azur* de la collection Phillips et, de cette même collection, *La Terrasse de Vernon.*

Et regardez, regardez surtout, et avec grande mélancolie, l'autre *Terrasse*, celle qui est aujourd'hui à Düsseldorf et qui est le Bonnard parfait, le Bonnard absolu. Cette *Terrasse* appartenait à Louis Carré et nous nous rappelons fort bien l'avoir vue dans sa maison de Bazoches. Comment a-t-on pu laisser sortir un tel tableau ? Comment a-t-on pu ne pas l'acheter alors qu'il a été si longtemps sur le marché et qu'en dehors de *la Baignoire* au Petit-Palais et du *Radiateur* de Grenoble il n'y a pas un seul grand Bonnard de la maturité dans nos collections publiques ? O musées, ténèbres, occasions si souvent manquées ! Tout cela ne pouvait finir que par le concile d'Arcachon et le vote unanime et fatal en faveur de la pyramide.

La pyramide a au moins le mérite d'être une forme simple, efficace (sauf dans la cour du Louvre) et notre Orphée, qui avait fait son profit de Cézanne et du cubisme, savait fort bien qu'il n'y a pas de grande peinture sans un minimum de recours à la géométrie. Il parlait souvent de *« cette couleur qui vous affole »* jusqu'à vous faire perdre le sens de l'intégrité plastique, et une œuvre qui se limiterait au compte rendu des sensations lumineuses, des *« aventures du nerf optique »*, perdrait en effet toute éloquence, tout pouvoir de persuasion, à la limite s'évanouirait dans le non-dit.

D'où le motif de la fenêtre et de la porte-fenêtre qui, avec ses rectangles et ses plans bien définis, discipline la composition, en constitue le châssis, les pilotis, comme disait Stendhal lorsqu'il songeait à un roman qu'il allait ensuite dicter à bride abattue. Ces pilotis, ce garde-fou qui, par contraste, fait paraître l'effusion plus joyeuse encore, plantureuse et symphonique, l'exposition montre bien qu'il est une des constantes de l'œuvre de Bonnard, presque la clef de son système, depuis *la Salle à manger*, de Minneapolis, peinte en 1913, jusqu'à *l'Atelier au mimosa* qu'il commença sans doute en 1939 et acheva en 1946, un an avant sa mort.

Un autre aspect du *« cézannisme »* de Bonnard (et de son flirt avec le cubisme) est la manière dont il montre presque toujours les objets sous des angles différents et en multipliant de façon paradoxale la divergence des points de vue. Regardons encore une fois la délectable *Table servie* de la Tate Gallery. Et regardons aussi cette *Nappe à carreaux* qui dit tout le parti de gloire et de métamorphose qu'un grand artiste peut tirer du plus insignifiant des motifs. Les tables sont remontées à la verticale, agrandies aux dimensions de la toile et les ustensiles qui y sont posés sont moins souvent vus en perspective que d'en haut, dans l'intégrité de leur volume. Comme si l'on voulait donner à chaque forme sa chance et célébrer sa plénitude, compotier ou mimosa, rond de serviette ou somptueux cheminement du fleuve dans les branches fleuries de l'été.

L'art de Bonnard est celui de l'éloge, du goût des choses de la terre, des plus modestes surtout, telles que les jours et les heures les font apparaître dans leur fugitive perfection. *« Pour moi,* disait Montaigne, *j'aime la vie et la cultive telle qu'il a plu à Dieu nous l'octroyer. J'accepte de bon cœur, et reconnaissant, ce que nature a fait pour moi. On fait tort à ce grand et tout puissant donneur de refuser son don. Tout bon, il a fait tout bon. »* Remplacez Dieu par Lucrèce et Mallarmé et vous avez Bonnard.

ANDRÉ FERMIGIER.



INSTITUT

M. Jean Foyer est élu à l'Académie des sciences morales et politiques

L'Académie des sciences morales et politiques a procédé lundi au remplacement de M. Marcel Waline, décédé, dans la section de législation, droit public et jurisprudence. Elle a élu, au premier tour de scrutin, M. Jean Foyer, par vingt-quatre voix contre seize à M. Pierre Raynaud, et un bulletin blanc. Il y avait quarante et un votants.

Député (RPR) du Maine-et-Loire, ancien garde des sceaux, professeur agrégé de procédure civile à l'université de Paris-II, M. Jean Foyer est âgé de soixante-deux ans. Il fut notamment commissaire du gouvernement auprès du Comité consultatif constitutionnel en 1958. La même année il fut élu aux législatives comme suppléant de M. Victor Chatenay, député (UNR) du Maine-et-Loire, et entra à l'Assemblée nationale en 1959, après la nominatioin de ce dernier au Conseil constitutionnel. Depuis il fut constamment réélu. Dès 1960, il fut secrétaire d'Etat chargé des relations avec la Communauté, puis ministre de la coopération en 1961-1962. De 1962 à 1967, il fut ministre de la justice (premier, deuxième et troisième gouvernement Pompidou). Président de la commision des lois au Palais-Bourbon de 1968 à 1972, il revint au gouvernement comme ministre de la santé (premier gouvernement Messmer) avant de présider à nouveau la commission des lois de l'Assemblée nationale, de 1973 à juin 1981.

M. Jean Foyer, qui préside le Conseil supérieur de la propriété industrielle depuis 1976, est président d'honneur de l'Association des juristes pour le respect de la vie.

M. Jean Foyer avait déjà été candidat au fauteuil de M. Marcel Rousselet en février 1983. Election « blanche », après cinq tours de scrutin.

[Rappelons qu'une polémique avait opposé M. Jean Foyer et M. André Rousselet, fils de Marcel Rousselet, en 1983. M. André Rousselet avait invité M. Jean Foyer à retirer sa candidature, accusant l'ancien ministre de la justice d'avoir sanctionné en 1962, à la suite d'un incident survenu à l'occasion du procès du général Salan, Marcel Rousselet, alors premier président de la Cour d'appel de Paris, mis à la retraite la même année. M. Jean Foyer avait démenti dans nos colonnes ce lien établi entre ces deux événements de 1962.]

DEUX DISPARITIONS

Tito Gobbi le baryton de Verdi

Le baryton italien Tito Gobbi est mort à Rome le 5 mars. Il était âgé de soixante-huit ans. Il a marqué certains rôles « verdiens » du sceau de sa personnalité.

[Né le 24 octobre 1915 à Bassano-del-Grappa, près de Venise, Tito Gobbi, qui suit à Rome l'enseignement du ténor Giulio Crimi, remporte en 1936 un concours international de chant à Vienne, avant de faire ses débuts, en 1937, à Rome, où il s'attire un succès immédiat en interprétant *la Traviata.*

Très rapidement, il se spécialise dans le répertoire verdien. En 1950, son interprétation du rôle de Falstaff lui vaut une réputation dans le monde entier.

Il se produit régulièrement aux Etats-Unis, au Covent Garden de Londres et à Paris. En 1965, il entame une carrière de metteur en scène en montant *le Barbier de Séville* à Chicago et, plus tard, un *Falstaff* en Italie et à Paris.

Tito Gobbi, qui exultait en chantant Rigoletto, avait inscrit plus de quatre-vingt-dix-neuf rôles à son répertoire et enregistré de nombreux disques. Il avait aussi tourné dans près d'une trentaine de films consacrés principalement à l'opéra.]

■ **ÉLECTION A L'ACADÉMIE CHARLES-CROS.** – Le compositeur Michel Philippot a été élu président de l'Académie Charles-Cros en remplacement du compositeur Daniel-Lesur, nommé président d'honneur. Michel Philippot avait déjà été président de l'Académie de 1974 à 1977.

William Powell, un prince de la comédie américaine

L'acteur américain William Powell est mort le 5 mars à Palm-Springs en Californie. Il était âgé de quatre-vingt-onze ans.

[William Powell fut, dans les années 30 avec Cary Grant, un des interprètes les plus brillants de la comédie américaine. Mais, à l'opposé de Cary Grant, il ne réussit pas vraiment à poursuivre sa carrière après guerre. Il ne rencontra jamais son Alfred Hitchcock. Venu du théâtre, il débute au cinéma dès 1920. Il joue souvent les rôles de traîtres.

Il trouve la gloire au parlant avec *The Thin Man (l'Introuvable)*, 1933, comédie policière humoristique librement adaptée de Dashiell Hammett, et où il a pour partenaire Myrna Loy. *My Man Godfrey* en 1936, avec celle qui sera un moment sa femme, Carole Lombard, impose William Powell comme dandy loufoque, imperturbable. Toujours en 1936, il incarne Flo Ziegfeld, le magicien de la comédie musicale à Broadway, dans la superproduction MGM de Robert Leonard *The Great Ziegfeld.*

Il ne tourne après guerre que deux rôles importants : celui d'un père de famille traditionnel dans *Life with Father* (1947), aux côtés d'Irene Dunne, puis le commandant de navire de *Mister Roberts* (1955), co-réalisé par John Ford et Mervyn Le Roy. – L. M.]

CINÉMA

« LA PLANÈTE DES FEMMES »

A chacune sa vérité

La Planète des femmes, c'est une série de douze films de quarante-cinq minutes environ, produits pour la première chaîne de télévision allemande ARD et diffusés en France par les soins du groupe Iskra à l'occasion de la Journée internationale de la femme le 8 mars prochain. Six de ces films sont immédiatement projetés sur les écrans français, six autres devraient suivre.

Le glissement du titre original allemand de la série, *Frauen der Welt (Femmes du monde)*, vers *la Planète des femmes* indique assez bien l'esprit dans lequel travaillent ces deux journalistes-cinéastes, la Française Marie-Claude Deffarge et le Luxembourgeois Gordian Troeller : un mélange d'observation et d'interprétation. D'un côté, on essaie de montrer les faits dans leur nudité ; de l'autre, un commentaire très présent, très incisif, complète par une espèce de cours magistral l'évidence des images. Il arrive à l'occasion que la réalité sur l'écran ne corresponde pas exactement à ce qu'affirme, en français du moins, la voix de Marie-Claude Deffarge. A Sumatra, par exemple, un grand cinéma projette visiblement, à en juger par d'immenses affiches, des films à grand spectacle indiens ou indonésiens, le commentaire parle de « shérifs » et de « cowboys », ailleurs des Indiens d'Amazonie, coupés de leur milieu naturel, sont censés avoir perdu le sourire, juste au moment où une jeune femme sourit discrètement sur l'écran.

Gordian Troeller explique bien qu'il n'est pas cinéaste de formation, qu'il vient de la photographie, pourtant son tournage est presque constamment heureux, capte sans la moindre fausse note, sans voyeurisme, la vie et les êtres, et d'abord des femmes du monde entier pour la série qui nous occupe ! Tour à tour le Togo, Sumatra et Java, l'Iran, l'Erythrée, l'Amazonie et les Etats-Unis de Reagan sont passés au peigne fin de la caméra. Deffarge et Troeller disent avec insistance ne vouloir faire que du journalisme, du reportage filmé. Nous ajouterions : de l'excellente télévision, qui sait adopter un point de vue tout en laissant le plus souvent les images parler.

LOUIS MARCORELLES.

★ **Un débat est prévu avec Marie-Claude Deffarge et Gordian Troeller après la dernière séance du 9 mars au cinéma le Marais.**

DANSE

« COMMEDIA DELL'ARTE », à l'Opéra-Comique

Les risques du métier

On ne saurait reprocher à l'Opéra de Paris de trop produire, mais plutôt de confondre rapidité et précipitation. Depuis l'arrivée de Noureev à la direction de la danse, les créations se succèdent à un rythme accéléré, et l'on peut voir les danseurs se précipiter d'un studio à l'autre au gré d'un tableau de répétitions dément. Douze ballets ont été mis en chantier depuis le début de l'année, certains appris en catastrophe comme le *France dance* de Forsythe, d'autres ajournés faute de temps pour les préparer (*Rudi van Dantzig*). Le spectacle *Commedia dell'arte*, monté à l'Opéra-Comique, se ressent de cette préparation hâtive. C'est d'autant plus regrettable que les ballets programmés conviennent fort bien à la salle Favart.

Arlequin magicien par amour s'inspire des anciens spectacles de foire mettant en scène les personnages de la comédie italienne. Ivo Cramer en a reconstitué l'intrigue et les danses d'après des documents du dix-huitième siècle (*le Monde* du 25 février). Arlequin, Pantalon, Polichinelle, évoluent, masqués, autour de la piquante Colombine dans des décors d'époque. Mais les machinistes, pas plus que les danseurs, ne semblent avoir assimilé l'art du changement à vue qui requiert une vitesse et une précision assez proches du rythme d'un film de Charlot ou de Buster Keaton. L'exécution des gavottes, gigues et tarentelles manque de rigueur. Même Claude de Vulpian, gracieuse au possible, danse par-dessus la jambe, si l'on peut dire.

On attendait du *Carnaval* de Fokine un parfum Belle Epoque après avoir lu tant de relations éblouies de la première à Paris en 1910 avec Nijinski en Arlequin, Nijinska en papillon, tellement rêvé sur les dessins de Valentine Hugo magnifiant les costumes de Bakst, que l'on est déçu par une danse un peu conventionnelle et indécise. Patrice Bart est un Arlequin vif et bondissant, Monique Loudières une Colombine à croquer, dans sa robe blanche brodée de cerises. Jacques Manont, Pierrot déliquescent à la larme de soie, est le seul à donner de la magie à ce bal qui flotte un peu mais pas plus peut-être qu'à la création.

Avec *le Bourgeois gentilhomme*, composé en 1932 pour les Ballets russes de Monte-Carlo, on retrouve une verdeur et une cocasserie dignes de la commedia dell'arte. En quatre brèves séquences et un divertissement final, Balanchine a concentré toute l'action de la pièce sur le rôle à déguisements de Cléonte. Patrick Dupond le joue avec sa fougue et sa gouaille habituelles, mais Noureev avait donné au personnage une finesse dans la rouerie plus intéressante. Ce ballet est le temps fort de la soirée grâce à la composition de Georges Piletta, qui prend pour interpréter Monsieur Jourdain des risques de cascadeur.

MARCELLE MICHEL.

★ Opéra-Comique, les 7, 8, 9, 13, 15 mars, à 19 h 30.





SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

J'ARRIVE - Escalier d'or (523-15-10), 20 h 30.
PLUS LA PEINE DE FRIMER - Splendid Saint-Martin (208-21-93), 22 h.
FAUT-IL CHOISIR, FAUT-IL RÊVER ? - Gémier (727-81-15), 20 h 30.
LE RETOUR - Athénée (742-67-27), 19 h.
PASSAGÈRES - Athénée (742-67-27), 18 h 30.
EN ATTENDANT GODOT - Ménilmontant (255-26-47), 20 h 30.
TCHOUJA - La Bruyère (874-76-99), 21 h.
LA DEDICACE - Saint-Denis, TGP (243-00-59) 20 h 30.
COMMENT DEVENIR UNE MERE JUIVE - Œuvre (874-42-52), 20 h 30.
GUST - Petit TEP (364-94-94), 20 h 30.
L'ACCOMPAGNEMENT - Grand Hall Montorgueil (296-04-06), 20 h 30.
LA LEÇON DE MUSIQUE - Jardin d'hiver (262-59-49), 21 h.
MONSIEUR VITRAC - Créteil, Maison des arts (899-94-50), 20 h 30.

Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-50), 19 h 30 : Jérusalem.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20); 20 h 30 : Est-il bon, est-il méchant ?
CHAILLOT (727-81-15), Grand Théâtre, 20 h 30 : le Héron.
ODÉON (Théâtre de l'Europe) (325-70-32), 20 h 30 : Die Hermannsschlacht.
TEP (364-80-80), 20 h 30 : la Double Inconstance.
THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77), 20 h 30 : Tartuffe ; à 18 h 30 : W. Fernandez.
CARRE SILVIA-MONFORT (531-28-34), 21 h : les Perses.

Les autres salles

A.-DÉJAZET (887-97-34), 20 h 30 : Tchouk Tchouk Nougah.
ANTOINE (208-77-71), 18 h 30 : Hamlet ; 20 h 45 : Nos premiers adieux.
ASTELLE-THÉATRE (238-35-53), 20 h 30 : les Bonnes.
BASTILLE (357-42-14), 21 h : People who live in hotels get eyes of killers.
BOUFFES DU NORD (239-34-50), 20 h 30 : Rufus.
BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 21 h : les Trois Jeanne.
CALYPSO (272-25-95), 20 h 45 : Lâche-moi les claquettes.
CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), Galerie, 20 h 30 : les Amours tragiques de Pyrame et Thisbe ; Ressource, 20 h 30 : l'Homme job.
COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), 20 h 45 : Chacun sa vérité.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22); 20 h 30 : la Manie de la villégiature.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 19 h : Un mensonge. De la prison au théâtre ; 21 h : les Marchands de gloire.
DÉCHARGEURS (236-00-02), 19 h : les Eaux et Forêts ; 20 h 30 : Gertrud, morte cet après-midi ; 22 h 30 : le Dernier Film.
ÉDOUARD-VII (742-57-49), 20 h 30 : Désiré.
ESPACE MARAIS (584-09-31), 22 h 30 : Un milieu sous la mère.
ESSAION (278-46-42), I : 20 h 30 : les Chaises ; II : 20 h 30 : Chant dans la nuit.
GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), 20 h 45 : Grand-Père.
GALERIE 55 (326-63-51), 20 h 30 : Who's afraid of Virginia Woolf ?

Mardi 6 mars

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : les Cerises rouges.
LUCERNAIRE (544-57-34), I. 18 h 30 : Noces de cire ; 20 h 30 : Stratégie pour deux jambons. – II. 20 h 15 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : le Frigo. – Petite salle, 18 h 30 : Pique et pique et follet drame.
LYS MONTPARNASSE (327-88-61), 20 h 30 : La biche de poche ; 22 h : Enfantines.
MADELEINE (265-07-09), 20 h 30 : Rhinocéros.
MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : Le roi se meurt.
MARIGNY, Grande salle (256-04-41), 20 h 30 : Autant en emporte le vent. – Salle Gabriel (225-20-74), 21 h : le Don d'Adèle.
MATHURINS (265-90-00), 21 h : la Femme assise.
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînera au lit.
MICHODIÈRE (742-95-22), 20 h 30 : Banco.
MOGADOR (285-45-30), 20 h 30 : Cyrano de Bergerac.
MONTPARNASSE (320-89-90), 21 h : Tchintchin. – Petite salle, 20 h 30 : le Journal d'un homme de trop.
NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : l'Entourloupe.
PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : la Fille sur la banquette arrière.
PARC DE LA VILLETTE, sous chapiteau (240-27-28), 20 h 30 : Patience... Patience dans l'azur.
POCHE (548-92-97), 20 h 30 : le Pharaon.
PORTE-SAINT-MARTIN (607-37-53), 21 h : K.2.
POTINIÈRE (261-44-16), 20 h 45 : Assassino-Assassino.
QUAI DE LA GARE (585-88-88), 20 h 30 : Echec à la reine.
RENAISSANCE (208-18-50), 20 h 30 : Vincent et Margot.
SAINT-GEORGES (878-63-47), 21 h : Théâtre de Bouvard.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10), 21 h : Agnès.
TAI TH. D'ESSAI (278-10-79), I. 20 h 30 : l'Ecume des jours. – II. 20 h 30 : Huis clos.
TEMPLIERS (278-91-15), 20 h 30 : A la rencontre de Marcel Proust.
THÉATRE A.-BOURVIL (373-47-84), 21 h 15 : Y'en marr... ez vous ; 22 h 15 : les Reconvertis.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
THÉATRE DE DIX-HEURES (606-07-48), 21 h : Fils de butte ou les seigneurs de Montmartre.
THÉATRE MARIE-STUART (508-17-80), 18 h 30 : le Roman de renard.
THÉATRE DE PARIS, Petite salle (280-09-30), 20 h 30 : Rayon femmes fortes.
THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80), 20 h 30 : Les affaires sont les affaires ; Petite salle 20 h 30 : Enfance.
THÉATRE 7 (262-80-81), 21 h : la Visite.
THÉATRE DU TEMPS (355-10-88), 21 h : Médée.
THÉATRE DE LA VILLA (542-80-72), 21 h : Tailleur pour dames.
TOURTOUR (887-82-48), 20 h 30 : les Elles et les Eux.
TROIS SUR QUATRE (327-09-16), 20 h 15 : Acteur... est acteur... est acteur ; 22 h : A/Bu.
VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 30 : l'Etiquette.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 45 : Le bon voit rouge ; 22 h : le Président.
BEAUBOURGEOIS (272-08-51), 19 h 30 : *Odd numbers sur un air de jazz.*
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I : 20 h 15 : Areuh=MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres ; II : 20 h 15 : les Caïds ; 21 h 30 : Last Lunch, Dernier Service.
CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 20 h : Chant d'épandage.
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I : 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : *Mangeuses d'hommes* ; 22 h 30 : Orties de secours ; II : 20 h 15 : Dieu m'tripote ; 21 h 30 + sam. 0 h 15 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Fais voir ton cupidon.
L'ÉCUME (542-71-16), 22 h : Autour d'un piano.
LE PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Je veux être pingouin ; 22 h 15 : Attention belles-mères méchantes.
POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : les Surgelés ; 21 h 30 : le Ticket ; 22 h 30 : Moi, je craque, mes parents raquent.
PROLOGUE (575-33-15), 20 h 30 : Automobilocratie, Petite suite pour femme solo.
RESTO-SHOW (508-00-81), 20 h 30 : Soirée « privée ».
SENTIER DES HALLES (236-37-27), 20 h 15 : B. Dimey ; 21 h 30 : la Folle Nuit érotique de Roméo et Juliette.
SPLENDID ST-MARTIN (208-21-93), 21 h : M. Boujenah.
LE TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 : Phèdre ; 21 h 30 : Apocalypse Na ; 22 h 30 : le Céleri jaune.
VIEILLE GRILLE (707-60-93), 20 h 30 : P. Miserez ; 22 h 30 : les Soliloques du pauvre; Dim. 17 h : R. Gasser.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : On perd les pétales.
DEUX-ANES (606-10-26), 21 h : l'Impôt et les Os.

La danse

PALAIS DES CONGRÈS (758-13-03), 20 h 30 : Ballet du XXe siècle M. Béjart (Messe pour le temps futur).
THÉATRE DE PARIS (280-09-30), 20 h 30 : Carmen, Ballet A. Gadès.
THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-47-77), 20 h : Ecole de danse de l'Opéra de Paris.

Marionnettes

MAISON DES CULTURES DU MONDE (544-72-30), 20 h 30 : Théâtre et marionnettes sur eau du Vietnam.

Le music-hall

BOBINO (322-74-84), 20 h 45 : P. Perret.
BOUFFES DU NORD (239-34-50), 20 h 30 : Rufus.
CASINO DE PARIS (874-26-22), 20 h 30 : Charles Dumont.
CENTRE MANDAPA (589-01-60) : Karunakaran.
ESPACE CARDIN (266-17-81), 20 h 30 : J. Villeret.
TH. DU FORUM (297-53-47), 21 h : E. Wiener.
FONTAINE (874-82-34), 20 h 30 : P. Desproges.
OLYMPIA (742-25-49), 20 h 30, C. Lara.
PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 20 h 30 : Holiday on Ice.
PALAIS DES GLACES (607-49-93), 20 h 30 : Jim van der Woude.
PÉNICHE-OPÉRA (245-18-20), 21 h : les Garçons « Boris super Vian ».
RANELAGH (288-64-44), 20 h 30 : From Harlem to Broadway.

Les concerts

Gaveau, 20 h 30 : Xe anniversaire de la mort de D. Milhaud : Solistes de l'Ensemble orchestral de Paris (Milhaud, Liszt, Beethoven, Beethoven).
Eglise Saint-Roch, 20 h 30 : Ensemble vocal C. Loré. Orchestre français d'Oratorio. Dir. : D. Boumre (Caplet, Poulenc).
Sorbonne, 20 h 30 : Orchestre et chœurs Paris-Sorbonne, Dir. : J. Grimbert (Haydn : la Création).
Salle Cortot, 20 h 30 : Creart (Ravel, Brahms, Kodaly).

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : Gérard Badini.
CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24) : P. Blain.
CITHEA (357-99-26), 20 h : Lucy Sur
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h : Kenny Clarke.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : F. Bourec, Fr. Faure, Ph. Lacarrière, E. Dervieu.
SAVOY (277-86-88), 21 h : E. Barret, A. Hervé, M. Benita.
SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30 : Joël Lacroix.
SUNSET (261-46-60), 23 h : Fr. Lokwood, A. Hatot, G. Guérin, T. Rabeson.

En région parisienne

ANTONY, Théâtre F.-Gémier (666-02-74), 21 h : *Liberté à Brême.*
BAGNEUX, Théâtre V.-Hugo (663-10-54), 20 h 30 : Plan d'évasion.
CERGY-PONTOISE, Centre A.-Malraux (030-33-33), 21 h : Cie de danse Ch. Georghin.
FONTAINEBLEAU, Forum (422-33-62), 21 h : J. Duvelle Orchestra.
NANTERRE, Th. des Amandiers (721-18-81), 20 h : Terre étrangère.
SAINT-DENIS, Th. G.-Philipe (243-00-59), 22 h 30 : Michel Hermon.
SARTROUVILLE, Théâtre (914-23-77), 21 h : la Perle de la Canebière.
SUCY-EN-BRIE, salle des fêtes (590-25-12), 20 h 45 : Orchestre de chambre J.-F. Paillard (Lully, Couperin, Haydn, Debussy, Rameau).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

15 h, Un sourire dans la tempête, de R. Chanas ; 19 h, Cinéma japonais : Rien à regretter de ma jeunesse, de A. Kurosawa ; 21 h 30, le Crime de Cuenca, de P. Miro.

BEAUBOURG (278-35-57)
Relâche.

Les exclusivités

ALSINO Y EL CONDOR (Nicaragua, v.o.) : Denfert 14e (321-41-01).
A MORT L'ARBITRE (Fr.) : Forum 1er (297-53-74) ; Rex 2e (236-83-93) ; Impérial 2e (742-72-52) ; UGC Opéra 2e (261-50-32) ; Quintette 5e (633-79-38) ; UGC Danton 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (329-15-71) ; George V 8e (562-41-46) ; Marignan 8e (359-92-82) ; Nation 12e (343-04-67) ; Fauvette 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé 14e (320-12-06) ; Mistral 14e (539-52-43) ; UGC Convention 15e (828-20-64) ; Images 18e (522-47-94) ; Secrétan 19e (241-77-99)

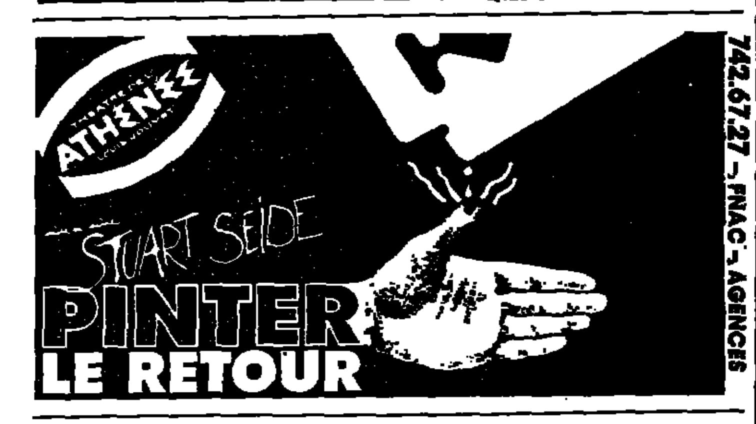
LES FILMS NOUVEAUX

LA CASSURE (*), film français de Ramon Munoz : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).
L'ETINCELLE, film français de Michel Lang : Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; *UGC Convention, 15e (828-20-64)* ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
LA FEMME FLAMBÉE (**), film allemand de Robert van Ackeren, v.o. : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Olympic, 14e (545-35-38) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
MESRINE, film français d'André Génoves : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, *13 (580-18-03)* ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS, film britannique de Péter Greenaway, v.o. : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; 14 Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
PLANÈTE DES FEMMES, film français de Gordian Troeller et Claude Deffarge : Le Marais, 4e (278-47-86).
REBELOTE, film français de Jacques Richard, version concert : Espace Gaîté, 14e (327-95-94) ; Ranelagh, 16e (288-64-44) ; Version « film sonore » : Logos, 5e (354-42-34) ; Studio de l'Etoile, 17e (380-42-05).
LE SERPENT NOIR (**), film américain de Russ Meyer, v.f. : Hollywood *Boulevard*, 9e (770-10-41).

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

INSTITUT NÉERLANDAIS 121, r. de Lille 705-85-99 Jeudi 8 mars à 12 h 30 et 18 h 30 (p.e. Valmalète.)	SJEF DOUWES Clarinette HENK GUITTART Violon Alto TAN CRONE Piano MOZART, BRUCH DEBUSSY, CHAUSSON
SALLE GAVEAU Vendredi 9 mars 20 h 30 (p.e. Kiesgen.)	ORCHESTRE DU CONSERVATOIRE DE PARIS Dir. R. DELCROIX D. de WILLENCOURT violoncelle M. KANEDA piano E. Conquer violon SCHUMANN - ST-SAËNS - MOZART
SALLE GAVEAU Samedi 10 mars à 17 heures (p.e. Werner.)	AMIS MUSIQUE DE CHAMBRE PROGR. MUS. FRANCE CULTURE QUATUOR GLINKA HAYDN, BRAHMS CHOSTAKOVITCH
SALLE PLEYEL Samedi 10 mars 20 h 30 (p.e. Cart-Dandelot.)	GALA de l'Association nationale des officiers de réserve de l'Armée de l'Air MUSIQUE DE L'AIR Dir. : Commandant FASCE Œuvres de Bach - Doppler - Gotkovsky Chabrier - Massenet - Liszt
ÉGLISE DES BILLETTES Dimanche 11 mars 17 heures (p.e. Kiesgen.)	LAURENT MARTIN Piano Beethoven - Chopin Liszt - Monpou
THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Dimanche 11 mars à 17 h 45 (p.e. Valmalète.)	CONCERTS PASDELOUP FESTIVAL MOZART Dir. : GÉRARD DEVOS Sol. : MICHÈLE BOEGNER
SALLE PLEYEL Dimanche 11 mars à 17 h 45 (p.e. Valmalète.)	CONCERTS LAMOUREUX FESTIVAL GERSHWIN Dir. : ANDREW MELTZER Sol. : ANNIE d'ARCO
SALLE GAVEAU Mercredi 14 mars 20 h 30 (p.e. Valmalète.)	BACH Trois suites pour VIOLONCELLE Maurice GENDRON
SALLE GAVEAU Dimanche 18 mars 20 h 30 (p.e. Kiesgen.)	CONSERVATOIRE NATIONAL SUP. de MUSIQUE de PARIS reçoit L'ORCHESTRE RÉGIONAL INTERCONSERVATOIRE RHONE-ALPES Dir. J.-S. BEREAU Gilles BURGOS Flûtiste Ballif - Mozart - Bizet
SALLE GAVEAU Vendredi 23 mars à 20 h 30 (Rainer/OAL)	*Récital de piano* Peter SERKIN BEETHOVEN Sonates op. 90, 101, 106









SPECTACLES

LES ANGES DU MAL (A., v.f.) : (**) : Arcades 2e (233-54-58).

A NOS AMOURS (Fr.) : Contrescarpe 5e (325-78-37) ; Olympic Balzac 8e (561-10-60) ; Parnassiens 14e (329-83-11).

L'ASCENSEUR (Holl., v.o.) (*) : Forum Orient 12e (233-42-26) ; Rotonde 6e (633-08-22) ; Paramount Odéon 6e (325-59-82) ; George V 8e (562-41-46) ; Paramount City 8e (562-45-76) ; Ermitage 8e (359-15-71) – V.f. : Rex 2e (236-83-93) ; Paramount Opéra 9e (742-56-31) ; UGC Gare de Lyon 12e (343.01.59) ; UGC Gobelins 13e (336-23-44) ; Paramount Galaxie 13e (580-18-03) ; Parmount Montparnasse 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles 15e (579-33-00) ; Pathé Wepler 18e (522-46-01) ; Paramount Montmartre 18e (606-34-25).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

LE BAL (Fr.-It.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11.

LA BALLADE DE NARAYAMA (Jap., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

LE BON PLAISIR (Fr.) : UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

BRAINSTORM (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46) ; V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

CANICULE (Fr.) (*) : Gaîté Rochechouart 9e (878-81-77).

CARMEN (Esp., v.o.) : Cinoche, 6e (633-10-82).

LES CAVALIERS DE L'ORAGE (Franco-Yougoslave) : Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gambetta 20e (636-10-96).

LES COMPÈRES (Fr.) : Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; George V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88).

CONCILE D'AMOUR (All., v.o.) (**) : Movies, 1er (260-43-99).

CHRISTINE (A., v.o.) : George V 8e (562-41-46) – V.f. : Arcades 2e (233-54-58) ; Montparnasse Pathé 14e (320-12-06).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bots.-A., v.f.) : Impérial Pathé, 2e (742-72-52).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Cinoches, 6e (633-10-82).

DON CAMILLO (It., vf) : Rex, 2e (236-83-93) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; UGC Boulevards, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie 13e (580-18-03) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Tourelles 20e (364-51-98).

L'EDUCATION DE RITA (Angl., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Epée de Bois 5e (337-57-47) ; UGC Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79)

EMMANUELLE 4 (**) : Forum, 1er (297-53-74) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George V, 8e (562-41-46) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Images, 18e (522-47-94) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

ERENDIRA (Franco-Mex., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).

L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).

ET VOGUE LE NAVIRE (It., v.o.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).

FLASHDANCE (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).

FRERES DE SANG (A., v.o.) (*) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15) (H. sp.).

LE GARDE DU CORPS (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Montparnasse 6e (544-14-27) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Publicis Matignon 8e (359-31-97) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins 13e (336-23-44) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94).

GORKI PARK (Britannique – v.o.) : Gaumont-Halles 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon 6e (325-59-83 ; Parnassiens 14e (320-30-19) ; – V.f. : Paramount Marivaux 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille 12e (343-79-17) ; Paramount Gobelins 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles 15e (579-33-00) ; Passy 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre 18e (606-34-25).

GWENDOLINE (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

JACQUES MESRINE (Fr.) (**) : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).

JAMAIS PLUS JAMAIS (A. v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71).

LE JOLI CŒUR (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LE JOUR D'APRES (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; (v.f.) : Bretagne, 6e (222-57-97).

KRULL (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02).

LOUISIANE (Fr.) : Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (570-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (548-24-24).

LE LÉZARD NOIR (Jap., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

LE MARGINAL (Fr.) : Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

MEGAVIXENS (A., v.o.) (**) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15.

MEIN VATER (All., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25).

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

LES MOTS POUR LE DIRE (Fr.), Marbeuf, 8e (225-18-45).

NUAGES FLOTTANTS (Jap., v.o.) : Olympic, 14e (545-36-38).

LES PARENTS NE SONT PAS SIMPLES CETTE ANNÉE (Fr.) : Le Paris, 8e (359-53-99) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83).

LA QUATRIÈME DIMENSION (A., v.o.) : Olympic Balzac, 8e (561-10-60). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27).

LE RETOUR DE L'ÉTALON NOIR (A), V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

LE RETOUR DU JEDI (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

LE ROI DES SINGES (Ch. v.f.) : Marais, 4e (278-47-86).

LE ROULEAU COMPRESSEUR ET LE VIOLON (Sov.), v.o. : Cosmos, 6e (544-28-80).

RUE BARBARE (Fr.) (*) : Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

RUE CASES-NÈGRES (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14 Juillet Bastille, 12e (357-90-81) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

RUSTY JAMES (A., v.o.) : Forum, 1er (297-52-74) ; Studio des Ursulines, 5e (354-39-19) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LE SECRET DES SÉLÉNITES (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Grand Pavois, 15e (554-48-85).

SOB (A., v.o.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Biarritz, 6e (723-69-23) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44).

LE SPECTRE DE LA DANSE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

STAR 80 (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; St-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Nation, 12e (343-04-67).

STAR WAR LA SAGA (A., v.o.) : la Guerre des étoiles ; L'empire contre-attaque ; le Retour du Jedi : Escurial, 13e (707-28-04).

TCHAO PANTIN (Fr.) : Forum 1er (297-53-74) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

TOOTSIE (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LA TRACE (Fr.) : UGC Marbeuf (225-18-45) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LA TRAGÉDIE DE CARMEN (Fr.) versions Delavault ; Gal ; Saurova : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

TRAHISONS CONJUGALES (Angl., v.o.) : UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23).

TRICHEURS (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LES TROIS COURONNES DU MATELOT (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) (H. sp.) : Denfert, 14e (321-41-01).

UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; St-Germain Studio, 3e (633-63-20) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-48) ; PLM St-Jacques, 14e (589-68-42) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; St-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Grand-Pavois, 15e (554-46-85).

UN FAUTEUIL POUR DEUX (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Miramar, 14e (320-89-52).

LA VILLE BRULÉE (Esp., v.o.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).

VIVEMENT DIMANCHE (Fr.) : Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Calypso, 17e (380-30-11).

LA VILLE DES PIRATES (Franco-Portugais, v.f.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).

WARGAMES (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).

ZELIG (A.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

COMMUNICATION

Le personnel de « Libération » aux urnes

Les salariés du quotidien sont invités à réélire leurs cogérants Serge July et Antoine Griset

Le quotidien *Libération* croule sous le bonheur. Il détonne dans la presse parisienne. 1983 : il voit ses chiffres de vente augmenter de 35 % par rapport à 1982. Janvier 1984 : la vente dépasse les 100000 exemplaires. Février : la vente oscille entre 105000 et 106 000 exemplaires.

On imagine une rédaction sereine, charmée par ses mentors Serge July, directeur de la publication, et Antoine Griset, cogérant. Erreur ! Les trois sociétés de personnel appelées à reconduire, lundi 5 mars, Serge July et Antoine Griset ont traîné les pieds. Sur 135 inscrits chez les journalistes, 89 ont voté : 51 pour Serge July, 39 pour Antoine Griset, 36 blancs et 2 nuls. Les salariés de l'administration (30 inscrits, 20 votants) ont donné 16 voix à July, 13 à Griset et voté quatre fois blanc. Le troisième collège, celui des fabricants, a boudé l'élection. Le quorum des voix nécessaire n'a pas été atteint (72 inscrits, 20 votants).

Votes de pure forme, dira-t-on. A coup sûr ! Le « ticket » July-Griset était le seul à se présenter. July a été réélu. Un deuxième tour à la majorité relative assurera l'élection d'Antoine Griset. Les différentes parties prenantes de la Société nouvelle de presse et de communication (SNPC), éditrice de *Libération*, devront alors confirmer ce choix.

Il n'empêche. Les votes ont eu valeur de « *premier tour de mécontentement* ». Alors que les responsables de *Libération* souhaitent la création d'un comité de direction, « *développer l'autorité des chefs de service* », « *déconcentrer les tâches directionnelles* », bref, « *adapter la structure à la croissance sans stratifier* », la rédaction a voulu marquer sa réticence. Comme elle a, il y a une semaine, largement réprouvé le fait que la direction du journal associe le « label *Libération* » – dans une brochure hors série – à l'émission d'Antenne 2 intitulée « Vive la crise ! » présentée par Yves Montand. Bien des journalistes, en fait, se plaignent de ce que le contenu du journal ne soit plus guère discuté.

Structure financière

Ce trouble est-il profond ? C'est probable. Cela au moment même où ce quotidien « libéral-libertaire » se moque des difficultés et de la morosité ambiante. Depuis 1981, son essor a été accompagné par la mise en place d'une nouvelle structure juridique et financière. Une SARL au capital nominal de 16 500 francs – la SNPC – chapeaute en effet les sociétés civiles des personnels de *Libération* et une société anonyme, Communication et participation. Les sociétés civiles, qui totalisent 90 % des parts de la SNPC, représentent les journalistes (48 %), les fabricants (24 %), le personnel administratif et commercial (18 %) et une « assemblée de sages » (10 %) encore en gestation, issue des trois premiers collèges.

Communication et participation SA, pour sa part, fonctionne comme un petit holding en quête de capitaux. Constitué au cours du printemps 1983, il rassemble une vingtaine d'actionnaires, agissant à titre personnel, dont Mmes Françoise Giroud, ancien ministre, journaliste, Hélène Brémond, ancienne propriétaire du *Progrès de Lyon*, Evelyne Prouvost, PDG du groupe *Marie-Claire*, et MM. Michel Albert, PDG des *Assurances générales de France*, ancien commissaire général au Plan, Jean et Antoine Riboud, respectivement PDG de Schlumberger Limited et PDG de BSN Gervais-Danone, Gilbert Trigano, PDG du Club Méditerranée, Claude Alphandéry, PDG de la Société française de contrôle et de gestion immobilière, Pierre Barret, président d'Europe 1 ; Jean-Pierre Beauvalia, PDG d'Aaton ; Marin Karmitz, cinéaste ; Rotcage, importateur-exportateur, et Jean-Jacques Faust, ancien administrateur de *l'Express* et administrateur de Saint-Gobain Promotion.

Ces différents actionnaires ont souscrit à une augmentation de capital de cinq millions de francs et ont versé « *en compte courant, destiné à la SNPC, une somme de cinq millions* », bloqués et rémunérés au taux de 7 %.

Parallèlement, une soixantaine de « petits porteurs » se sont groupés au sein d'une *société civile*, Libre Presse. Toujours à titre personnel, ces actionnaires se sont principalement réunis autour de M. José Bidegain, directeur général adjoint à la Compagnie de Saint-Gobain, et de sa femme, Martine, de M. Alain Minc, directeur financier de la Compagnie de Saint-Gobain, PDG d'Air Industrie, et de M. Yves Sabouret, directeur général de la société Hachette. La société civile Libre Presse a souscrit, pour une somme d'environ 500000 F, auprès de Communication et participation SA.

Ces efforts financiers ont permis de relancer le quotidien. En 1981, après une cessation de parution de plusieurs mois, il avait pu faire face à ses échéances « *grâce à un prêt participatif (CEPME) de 10 millions de francs* ». Un an plus tard, la direction contractait un emprunt d'un montant de 3 millions auprès de cinq banques nationalisées. Antoine Griset estime aujourd'hui que *Libération* devrait parvenir à un équilibre réel de ses comptes lorsqu'il sera vendu quotidiennement à 120000 exemplaires.

LAURENT GREILSAMER.

● *Journal de quartier à Paris.* – Le Centre de formation des journalistes réalise, entre le 6 et le 15 mars, avec les quarante-huit étudiants de seconde année, un « quotidien de quartier » traitant de l'actualité des quatorzième et quinzième arrondissements de Paris. Cet exercice, « en vraie grandeur », est organisé avec le concours des professeurs du Centre de la rue du Louvre, Marie-Odile Fargier, Christian Sauvage et Bernard Ollivier. Ce journal de quartier, vendu 3 F et diffusé par le réseau des NMPP, a été tiré dès le premier numéro à 8 000 exemplaires.

★ *Quotidien quatorze quinze*, 18, rue de Châtillon, 75014 Paris, tél. : *539-98-96 et 539-82-44.*

A France-Musique

DES ÉQUIPES TOURNANTES DE PRODUCTEURS

France-Musique propose depuis le 5 mars une semaine quasi exclusivement consacrée à la diffusion de disques compacts tout nouveaux, tout beaux. Transition, « parenthèse-cadeau » avant l'inauguration le lundi 12 mars d'une grille de programmes modifiée. Rien de spectaculaire, les émissions dans leur principe ne bougent guère. Ce qui change en revanche, c'est le fonctionnement de la chaîne.

Depuis que Radio-France existe, et même avant du temps de l'ORTF, on a déjà assisté à des bouleversements d'organigrammes mais jamais encore, à la *mise en place d'équipes* tournantes de producteurs. C'est chose faite. On ne renie pas, mais on modifie le système des « producteurs coordonnateurs délégués » mis en place il y a un peu plus d'un an dans un souci de partage des tâches. Les « pro-co-dés » – *ainsi les a-t-on surnommés* – se répartissaient jour après jour les tranches horaires de manière horizontale, spécialisée. Ils opéreront désormais verticalement, en rotation sur des périodes de neuf semaines.

Expliquons : on constitue trois équipes de deux « pro-co-dés », on confie à chacune la responsabilité d'un petit atelier de cinq à six producteurs, et on leur demande d'assurer durant trois semaines l'intégralité ou presque de l'antenne. Les six semaines hors micro sont consacrées à la préparation et à la production des émissions. Et on recommence.

Il fallait y penser. M. René Koering, directeur de France-Musique, désormais assité d'un adjoint en la personne de Gilles Cantagrel (ancien pro-co-dé), se retrouve ainsi à la tête de « staffs » intermittents et de taille plus réduite. Où l'on fait la preuve, avant l'annonce du budget de 1985, que les choses peuvent « tourner » avec des effectifs moins importants.

Les trois attelages se composent comme suit : 1) Jean-Pierre Derrien et Marcel Marnat ; 2) Dominique Jameux et Philippe Morin ; 3) Martine Kaufman et Jacques Merlet.

On met à part les cas d'Olivier Bernager, qui garde la responsabilité des magazines neuf semaines sur neuf et de Jacques Dupont, qui devient « pro-co-dé » pour les émissions régulières de musique traditionnelle dont la durée hebdomadaire augmente d'une heure. Enfin Monique Veaute (ex-responsable de « Fréquence-Nuit » – créneau supprimé – est chargée de l'ensemble des opérations extérieures.

En attendant que se soient écoulées neuf semaines pour savoir si les équipes successives imprimeront un ton différent à la chaîne, signalons que le magazine matinal animé par Piotr Kaminski rallonge d'une heure. Le temps du déjeuner (12 heures à 13 h 30) sera occupé par un concert. Le jazz fait l'objet non plus de deux créneaux d'une demi-heure mais l'un long rendez-vous entre 19 heures et 20 heures.

La nouvelle émission publique de Jean-Michel Damian (« Désaccord parfait ») ayant pris un bon départ depuis le 18 février, on annonce un rendez-vous avec Jacques Bourgeois chaque samedi de 11 heures à 14 heures (intégrales d'opéras) et l'on promet des dimanches après midi tout entiers voués aux disques compacts et concerts enregistrés en numérique.

M. L. B.

COMMUNICATION

EN ATTENDANT LES RÉSEAUX CABLÉS

M. Jacques Dondoux (direction générale des télécommunications) plaide pour une meilleure utilisation des ondes hertziennes

On peut multiplier les chaînes hertziennes locales en France et lancer de nouveaux programmes de télévision sans attendre le développement nécessairement lent des réseaux câblés. C'est, en substance, ce que vient de déclarer M. Jacques Dondoux, directeur général de la direction générale des télécommunications dans un entretien au quotidien *Libération*. Il cite en exemple l'expérience de préfiguration qui vient de se dérouler depuis quatre semaines à Gennevilliers.

M. Dondoux, qui plaide pour une utilisation plus rationnelle des différentes technologies, accuse Télédiffusion de France de ne pas dire la vérité sur le plan de fréquence et de gaspiller les ressources hertziennes. Il s'en prend aussi au satellite de télévision directe, TDF 1, jugé trop coûteux et moins performant qu'un satellite de télécommunications. Les déclarations de M. Dondoux sont destinées à éclairer le gouvernement, qui hésite, aujourd'hui, à lancer le plan de câblage (*le Monde* du 2 mars), et répondent à M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, qui refusait d'envisager de nouvelles autorisations d'émettre par voie hertzienne.

« *Que l'on fasse une pause sur le plan politique, oui, mais que l'on laisse les techniciens travailler à des solutions technologiquement plus économiques,* déclare M. Dondoux. *Avec les satellites à terre* (1), *le câblage fonctionnerait comme moyen de transport complémentaire, principalement sur les grosses villes, et serait amorti par d'autres services de télécommunications. D'où le choix que nous avons fait des fibres optiques* ».

A la mission « TV câble » présidée par M. Bernard Schreiner, on se déclare également favorable à l'installation de systèmes hertziens qui pourrait dynamiser l'industrie de programmes en attendant le câblage de la France.

Gennevilliers invente sa télévision

« Elargis ton cadre ! On n'est pas à FR 3. » Dans son petit car-régie, Raoul Sangla jubile : il reprend enfin pour la cité des Agnettes son « Journal d'en France » diffusé en 1981, puis abandonné par Antenne 2. Et là, il peut faire sans contraintes sa « télévision du citoyen ». Le cadreur élargit donc le champ pour bien montrer que le journal est fait collectivement par une quinzaine d'habitants de la cité, rédacteurs improvisés qui préparent depuis une semaine l'émission. Dans la grande salle de la maison des jeunes, transformée en studio, on parle ce jour-là de la mort de Roger Couderc et du rugby à Gennevilliers, on discute de la situation au Liban à partir des souvenirs d'une jeune femme invitée, il y a quelques années, par la famille Gemayel, et deux adolescentes commentent gravement les dernières propositions de crédit de la Sofinco.

Pendant ce temps, Raoul Sangla envoie son équipe mobile filmer le journal de l'extérieur, à travers la façade vitrée, pour montrer aux téléspectateurs que cela se passe là, au milieu d'eux. Justement, de son balcon, un habitant interpelle le car-régie : il est routier et n'est pas d'accord avec l'analyse du conflit donné sur le plateau. Raoul Sangla dépêche son équipe et le camionneur intervient en direct sur l'antenne.

Télévision locale, participative, réappropriée, Télécité-Première se veut la préfiguration d'une chaîne câblée. La municipalité communiste de Gennevilliers a obtenu une dérogation du secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication pour, une fois n'est pas coutume, expérimenter les programmes avant d'avoir le réseau. Les émissions transmises sur une bande de fréquence spéciale sont reçues par des paraboles raccordées aux antennes collectives de certains immeubles (1). Deux mille six cents foyers ont reçu ainsi, depuis quatre week ends, un quatrième canal qui se fabrique sous leurs yeux et avec eux.

Derrière Raoul Sangla, d'autres se sont lancés dans la production : le service audiovisuel municipal, le centre dramatique national, la station locale privée, Radio G et même l'Institut national de la consommation. Tout n'est pas de qualité égale, mais, s'ils sont moins spectaculaires que ceux de Sangla, certains produits témoignent d'un travail en profondeur. C'est le cas du reportage d'un réalisateur indépendant, Jean-François Dars, sur les mutations technologiques, vues non pas par Yves Montand, mais par le lycée d'enseignement professionnel et les entreprises locales.

Pour les responsables de Télécité-Première, il s'agit de prouver que la production locale n'est pas synonyme d'amateurisme ou d'utopie communautaire. Le 24 février, dans un débat télévisé, le maire, M. Marcel Lanternier, a rappelé les principes de sa politique de câblage : *« La télévision par câble ne doit pas être discriminatoire. Elle doit apporter à tous un service public rénové, et c'est pour cela que tous les foyers de Gennevilliers seront raccordés. »* Des principes proches de ceux définis par le conseil général de Seine-Saint-Denis : Télécité-Première serait-elle la vitrine du Parti communiste en matière de communication ?

Pas vraiment. Place du Colonel-Fabien, on regarde l'expérience avec intérêt mais prudence. Surpris par les bouleversements rapides de l'audiovisuel, le parti n'a pas encore de religion précise en matière de câble. Pour le moment, ce sont surtout les institutions qui volent au secours de la télévision de Gennevilliers. Le CNRS audiovisuel, le Centre national de documentation pédagogique, la mission « TV câble » ont accordé leur soutien financier à l'opération. M. Jacques Dondoux, directeur général de la direction générale des télécommunications (DGT), a saisi l'occasion pour demander une meilleure utilisation des ondes hertziennes et provoquer un débat technico-politique

Les quatre week-ends de Télécité-Première ont coûté 1 million de francs et n'ont attiré que trois annonceurs publicitaires. La mairie voudrait intéresser au projet les nombreuses entreprises locales et notamment Thomson, qui produit à Gennevilliers des régies de télévision.

Mais Télécité-Première n'est pas du goût de tout le monde. L'opposition municipale se déchaîne contre le projet et la lettre locale du RPR dénonce la gabegie *« pour ce que les marxistes nomment sans fausse pudeur films pédagogiques et que chacun traduira comme propagande des idéaux-virus communistes »*.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(1) Ce système utilise la bande 12 GHz et les antennes paraboliques de la télévision par satellite. D'après M. Dondoux, un tel système, « satellite terre », placé sur la tour Montparnasse, pourrait distribuer une dizaine de chaînes sur la région parisienne.

Cartes sur table !

Qui trompe qui ? Par ses propos à Libération, *le responsable de la DGT, connu pour son franc-parler, donne l'impression que le débat sur l'avenir de l'audiovisuel a été jusqu'à présent biaisé. On le savait, mais en voilà une confirmation spectaculaire : une multitude d'options technologiques sont à notre portée, dès maintenant, pour accroître le nombre des chaînes, voire pour instaurer un autre type de communication par l'image. Point n'est nécessaire de passer obligatoirement par un nouveau système de satellites (TDF 1), point n'est indispensable d'attendre le câble.*

Même si ces grands projets nationaux ou européens conservent une raison d'être, ils n'excluent pas la possibilité de créer un réseau d'une multitude de chaînes locales, comme on s'est bien gardé de le faire savoir à l'opinion. La démonstration est ainsi encore une fois faite des fausses pistes ou des malentendus, auxquels aboutit le charisme des quelques technocrates qui savent et veulent décider pour tous, comme le silence des quelques politiques mis dans la confidence mais n'osant pas provoquer de débats publics.

Pourquoi le « gisement hertzien », comme dit M. Jacques Dondoux, n'est-il en effet pas mieux connu ? Vieux réflexe, sans doute, du service public (de TDF en particulier), qui a pris l'habitude en trente ans de télévision de se sentir chez lui sur ce terrain-là.

Il reste que l'exploitation de ce « gisement », tout comme l'orientation à donner aux satellites futurs ou existants déjà (tels ECS 1 ou bientôt Télécom 1), de même que le partage des pouvoirs et responsabilités à propos des réseaux câblés à construire, exige une réponse politique nouvelle. Car l'abondance audiovisuelle potentielle que nous offre à présent la technologie pose une question nouvelle : à qui revient-il de décider ? Le développement de chaînes, par dizaines éventuellement, dans chaque grande ville et chaque département en France, doit-il en effet s'organiser et se décider à Paris ?

Déjà les difficultés que rencontre le plan câble indiquent que les collectivités locales entendent manifester un « droit de choisir » nouveau. La technologie va vite, beaucoup plus vite que les hommes politiques. Il leur appartient sans doute maintenant de jouer « cartes sur table » et de fixer de nouvelles règles du jeu, qui fassent la part entre ce qui doit nécessairement se décider à l'échelon national et ce qui, à l'échelle locale, relève désormais tout simplement de la liberté.

ERIC ROHDE.

A « Télécâble 84 »

M. ROBERT LION INVITÉ DU « MONDE »

Le Monde participe à l'animation de « Télécâble 84 » à Evry (Essonne), « deuxième convention nationale des villes câblées et des télévisions locales » (*le Monde* du 21 février) (1). A cette occasion, notre journal organise avec le Syndicat communautaire d'aménagement d'Evry-Ville nouvelle un dîner-débat (jeudi 22 mars, à 20 heures), dont l'invité d'honneur est M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Le thème de cette rencontre avec les représentants des collectivités locales est : *« Le câble est-il rentable ? Les enjeux de la programmation des réseaux »*. Elle sera placée sous la présidence de M. Guy Briantais, président du SCA d'Evry-Ville nouvelle, en présence notamment de M. Jean-Marie Dupont, directeur adjoint du *Monde*, de M. Bernard Schreiner, député des Yvelines et président de la mission interministérielle « TV câble », et de M. Jacques Guyard, député de l'Essonne et maire d'Evry.

Les participants à « Télécâble 84 » intéressés par ce dîner-débat doivent envoyer leur inscription à Martine Lagrange, Epevry, avenue de la Préfecture, 91011 Evry CEDEX. Tél. : (6) 077-82-00. Prix : 150 F. Nombre de places limitées.

(1) *Le Monde* publiera dans son édition du 21 mars (datée 22 mars) un supplément consacré à cette manifestation.

Mardi 6 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Théâtre : Virginia.
D'Edna O'Brien, d'après le texte de Virginia Woolf, adap. G. Dumur, réal. G. Katz, participation du ministère de la culture. Avec C. Sellers, P. Tabard et H. Aric.
Est-ce pour amener le télespectateur à lire et connaître Virginia Woolf ? C'est en tout cas un savant montage du Journal de cette grande romancière avec la voix blanche, sensible, de Catherine Sellers.

22 h 40 Les mardis de l'information : Inceste, les amours interdites.
Magazine de la rédaction de TF 1.
A cause du sujet, le président-directeur général de TF 1, Hervé Bourges, a décidé de reculer l'horaire de ce magazine habituellement diffusé à 20 h 35. Un reportage de Claude Couderc, Mireille Dumas et Jean Ruelle sur l'inceste, sujet tabou. L'inceste se pratique-t-il plus aujourd'hui qu'hier ? Trois cents incestes par an aboutissent en justice. Uniquement des témoignages de personnes qui l'ont subi.

23 h 35 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 40 Les dossiers de l'écran : Les Espions dans la ville.
Film américain de George Kaczender (1980), avec R. Mitchum, L. Majors.
Un nouveau directeur prend la tête d'une agence de publicité à Montréal. L'un des employés découvre qu'un gang de politiciens s'en sert pour de dangereux truquages. Une idée ingénieuse sur le pouvoir des médias. Le réalisateur s'est contenté des poncifs de films policiers ou d'espionnage. Mitchum a l'air de s'ennuyer ferme.

22 h Débat : Le pouvoir de l'image, ou le pouvoir par l'image.
Avec MM. P. Salinger, directeur de la chaîne ABC en Europe, J.-N. Kapferer, professeur à HEC, et G. Lelord, chef du service psychiatrique du CHR de Tours ; D. Wolton et R. Cayrol, sociologues ; J.-L. Missika, économiste, C. Marti, conseil en communication.

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 La dernière séance.
Emission d'E. Mitchell et G. Jourd'hui. Présentée par Jacques Dutronc. Actualités Gaumont, 20 h 35 dessin animé : Going ! Going ! Gosh ; à 22 h 40 Dessin animé : Les trois petits chiens, réclames de l'époque. Attraction : les enfants à problèmes.

20 h 55 Cinéma : la Croisée des destins.
Film américain de George Cukor (1956) avec A. Gardner, S. Granger.
En 1947, des troubles et des actes de terrorisme éclatent lors de l'indépendance de l'Inde. Une jeune femme de sang mêlé, qui a servi dans l'armée britannique, se trouve partagée, égarée entre ses deux races.
Un grand film romanesque avec scènes de foule et de violences, mais qui tient compte de véritables problèmes historiques. Ava Gardner, dans un rôle très complexe, y est superbe.

23 h Journal.

23 h 20 Cinéma : l'île au complot.
Film américain de Robert Z. Leonard (1950), avec A. Gardner, R. Taylor, C. Laughton (N).
Au cours d'une enquête sur un trafic de surplus militaire dans une île des Antilles, un agent fédéral américain tombe amoureux de la femme du chef de la bande. La personnalité et le talent des acteurs font le principal intérêt de ce film, bien conventionnel.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 Film : Ames perdues, de Dino Risi.
18 h 55 Gil et Julie.
19 h Informations.
19 h 35 Feuilleton : Le 16 à Kerbriant.
19 h 50 Dessin animé : Gédéon.

FRANCE-CULTURE

20 h Dialogues : « L'individu sans appartenance devant l'engagement social ? », avec G. Mendel et M. Field.
21 h 15 Libre-parcours variétés, par E. Griliquez, en direct de la salle des fêtes de Sevran.
22 h 30 Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

Semaine du compact

20 h 30 Concert (donné au Théâtre des Champs-Elysées, le 24 janvier 1984) : *Der Schatzgräber*, interlude de l'acte III ; *Vom ewigen Leben*, de F. Schrecker ; *Baal-Gesänge*, de Cerha, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. F. Cerha, sol. R. Falcon, soprano, T. Adam, basse.
22 h 30 Nuits : œuvres de Mozart, Bach, Fauré, Bernstein ; à 23 h 10, *Jazz-club* : en direct du New Morning.

Mercredi 7 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

13 h 30 Vitamine.
Un patchwork de petits sujets qui vont du sport aux dessins animés et jeux vidéos.
16 h Jouer le jeu de la santé.
16 h 10 Temps X : Le prisonnier.
17 h 10 Un métier pour demain : après la classe de 5e.
17 h 20 Infos jeunes.
17 h 40 Spécial dessins animés.
17 h 55 Feuilleton : La folie des bêtes.
18 h 15 Le village dans les nuages.
18 h 30 Jack spot.
18 h 55 7 h moins 5.
19 h Loterie nationale.
19 h 5 Météo première.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Les petits drôles.
20 h Journal.
20 h 30 Tirage du loto.
20 h 35 Feuilleton : Dallas.
Cliff s'oppose à la politique pétrolière de J.R. Pam décide d'aider Ellie dans son combat contre les dernières volontés de Jock. Infernal.
21 h 25 Saga.
Magazine d'actualité scientifique de Michel Tréguer.
Au sommaire : Un accident nucléaire (cinq ans après, à Three Mile Island aux États-Unis) ; Le petit journal de l'infatigable Paul Caro (autour du vol des criquets et des dents de ramapithèques) ; Les protons meurent aussi (on les croyait éternels) ; Des atomes et des Indiens (le Nouveau-Mexique, temple de l'atome nucléaire).
23 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

13 h 35 Feuilleton : L'instit.
13 h 50 Les carnets de l'aventure.
Ski espace, de D. Lafond.
14 h 25 Dessins animés.
15 h Récré A 2.
Latulu et Lireli ; les petits malheurs de Corbier, les petites canailles, les Schtroumpfs, etc.
17 h 30 Micro Kid.
Nouvelle émission de jeux, où les enfants sont confrontés aux micro-ordinateurs.
18 h Platine 45.
Avec M. Jonasz, Feldman, Queen, What un.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 35 Téléfilm : Aéroport, Court-circuit.
Réal. J.C. Labrecque, avec P. Rollain, M. Miller, A. Letourneau...
Un premier ministre québécois, en voyage dans la baie James, est rappelé d'urgence à Montréal, une grave crise syndicale menace de tourner à l'anarchie.
21 h 50 Cinéma, cinémas.
Magazine de A. Andreu, M. Boujut et C. Ventura.
Sterling Hayden : Hollywood, le « maccarthysme » vu par l'acteur de « Quand la ville dort » ; Elisha Cook Jr : une silhouette du « Faucon maltais » ; Fanny Ardant : la coqueluche de François Truffaut, d'Alain Resnais.
22 h 45 Histoires courtes.
Extraits de films présentés au Festival de Chamrousse.
23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 33 La minute nécessaire de M. Cyclopède.
20 h 35 Cadence 3.
Émission de variétés de G. Lux.
Avec Sophie Darel, Karen Cheryl, Pierre Bachelet. Attention, la guyluxerie devient plus luxeuse encore et se dévergonde. Le ringard à la portée de tous.
22 h Journal.
22 h 20 Musique : Carmina Burana.
De Carl Orff, spectacle enregistré le 8 octobre 1983, à la Maison de la culture de La Rochelle, interprété par le Ballet-Théâtre du « Silence » et le collectif régional d'activité musicale de Poitou-Charentes, chorégraphie B. Lefevre ; direction musicale J.Y. Gaudin, réal. Michel Toutain.
L'exubérance railleuse des chansons à boire alterne avec les mélodies poétiques à la gloire du printemps. Au choix, dansez ou rêvez sur une œuvre païenne épousant les grands élans de la vie.
23 h 25 Avec le temps : Cynthia.
Émission de Ménie Grégoire.
23 h 30 Prélude à la nuit.
« Don Juan » de Strauss, par l'Orchestre symphonique du Bayerischer Rundfunk, direction Sir G. Solti.

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 40 Huckleberry Finn et Tom Sawyer.
18 h 5 Braise de Carnaval (à Bar-le-Duc).
18 h 20 Mon ami Guignol.
18 h 30 Vie régionale.
18 h 55 Gil et Julie.
19 h Informations.
19 h 15 Informations régionales.
19 h 35 Feuilleton : Le 16 à Kerbriant.
19 h 50 Dessin animé : Gédéon.

FRANCE-CULTURE

12 h 45 Panorama.
14 h Sons.
14 h 5 Un livre, des voix : « la Montagne sainte », de Jean Blot.
14 h 47 L'école des parents et des éducateurs : qu'est-ce qu'une ludothèque ?
15 h 2 Les après-midi de France-Culture : Têtes chercheuses à Grenoble ; 15 h 35, Cosmologies ; 16 h 10, Sciences hebdo ; 16 h 20, Sciences à l'infinitif ; 17 h, Émission spéciale : résister à Orwell.
18 h 30 Feuilleton : La chanson des Nibelunger.
19 h 25 Jazz à l'ancienne.
19 h 30 Perspectives scientifiques : Linguistiques fantastiques (la langue musicale universelle de Jean-François Sudre).
20 h Musiques : La Belle Œuvre : La Ve symphonie de G. Malher.
22 h 30 Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

Semaine du compact

12 h 35 Musique de chambre : œuvres de Schubert, Mozart, R. Strauss.
14 h 30 Après-midi : œuvres de Saint-Saëns, Moussorgski, Mozart, Ravel, Beethoven ; à 18 h, musique traditionnelle des Indiens du Pérou.
19 h 5 Jazz : J. Sheldon, D. Menza, K. Drew, B. Holiday, O. Peterson.
20 h Concert (saison lyrique en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : « la Légende de la ville invisible de Kitège » de Rimski-Korsakov, par le Nouvel Orchestre philharmonique et les chœurs de Radio-France, direction : Z. Pesko, avec S. Kopcak, C. Zaharia, H. Heichele, F. Tenzi.
23 h Nuits : Musique de chambre, Mozart et Schubert.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 7 MARS

– *Mme Yvette Roudy*, ministre chargé des droits de la femme, est invitée à l'émission « Plaidoyer » sur RMC à 8 heures.

INFORMATIONS « SERVICES »

VIE ASSOCIATIVE

Culture et prison

La dot – 2 millions de francs – tombe dans la corbeille de mariage. Merci, Monsieur le ministre de la culture. Puis viennent un local, un numéro de téléphone et, surtout, une permanente. M. le garde des sceaux est vraiment généreux.

C'est l'époque où M. Gérard Soulier, un jeune professeur de droit de l'université d'Amiens, réalise ce qu'il appelle *« une enquête artisanale d'universitaire motivé »*; en fait, c'est un rapport de cinquante-six pages sur *« le développement des activités culturelles en milieu carcéral »*. Réalisé à partir de visites d'établissements, de rencontres avec des directeurs de l'administration pénitentiaire, des surveillants, des détenus, il dresse un état de la situation carcérale en France remis en juin 1982 aux deux ministres intéressés avant de proposer un projet culturel.

L'association Culture et prison est à pied d'œuvre. Il lui reste à préciser ses modes d'intervention. Créée en septembre 1982 pour gérer la subvention du ministère de la culture et définir ce que pourrait et devrait être la culture en prison, elle eut comme président M. Pierre Marcilhacy, jusqu'à sa désignation comme membre du Conseil constitutionnel, puis M. Soulier.

Celui-ci, comme d'autres, ne croit pas à la prison. Il reproche à M. Alain Peyrefitte, ancien garde des sceaux, d'avoir associé sécurité et prison et d'avoir répandu cette idée dans l'opinion. *« C'est monstrueux,* dit-il, *comme si la justice pouvait régler le problème de la délinquance qui est un problème socio-économique. »* Selon lui, la prison ne favorise pas la réinsertion; elle l'aggrave.

M. Soulier a vu ce qui est caché par les hauts murs, il sait ce que la prison inspire de crainte et de suspicion : *« Les détenus sont coupables : qu'ils paient ou se taisent. Ils n'avaient qu'à ne pas voler »* Et l'on reste entre gens « bien », la conscience claire.

Un détenu, poursuit Gérard Soulier, est déresponsabilisé, désocialisé, destructuré, dépersonnalisé. Humaniser la prison en y faisant entrer un peu d'air de l'extérieur, est-ce, dès lors, dangereux ?

L'association donne quelques exemples de cette bise qui est loin d'être une tornade dans *Passerelles,* sa revue éditée par l'imprimerie administrative du centre de détention de Melun : les détenus ont subtilisé plusieurs centaines de numéros, preuve de leur avidité à boire aux sources extérieures.

Dans une cellule où l'on peut faire cinq pas dans la meilleure hypothèse, le corps est un objet inutile. A Loos, près de Lille, un prisonnier-auteur a écrit une pièce qui est montée et présentée actuellement. Un autre détenu, qui doit sortir, sera embauché comme acteur.

A Caen, on est en train de mettre en place un atelier d'industrie graphique avec une imprimerie financée par la direction régionale des affaires culturelles ; une imprimerie intégrée : l'association fournit des micro-ordinateurs avec des programmes qui donnent accès à une photocomposeuse extérieure. On dispense aux détenus un plan de formation avec l'aide de professionnels et un matériel d'animation. Les cours débouchent sur les arts graphiques : maquette, montage. Les détenus ont rédigé un projet très complet de revue. Thème du premier numéro : le rêve. A un certain moment, ils ne veulent plus parler de la prison et ils veulent montrer qu'ils existent en tant qu'individus. Cinquante-deux pour cent des détenus sont d'un niveau inférieur au certificat d'études primaires, certains sont analphabètes. Une attention particulière est portée aux bibliothèques. On voudrait passer du stade des listes à consulter – peu signifiantes pour les détenus – à un contact direct avec le livre par le biais de bibliobus ou de chariots roulants.

Les milieux sociaux les plus défavorisés se retrouvent en prison. Un ancien détenu qui a animé un cercle de musique classique au centre de détention de Melun raconte l'impact formidable du concert de Yehudi Menuhin au centre d'Ecrouves. *« Un gars d'une cinquantaine d'années ne connaissait pas le nom de Mozart ; je lui ai passé des cassettes et il ne voulait plus me les rendre. » Il me disait : « Cela me fait pleurer, cela me fait rêver. »* Un sondage lui apprend que *« trois gars sur quatre n'avaient jamais entendu de musique classique »*.

Et la radio des détenus à Fleury-Mérogis ? Culture et prison ne veut pas monopoliser l'action culturelle. Elle offre de mettre son capital, ses connaissances, ses relations privilégiées avec l'administration centrale au service des associations qui veulent faire quelque chose pour les détenus et présentent un projet de développement culturel.

« Que signifie la culture pour un individu sans droits ? », interroge M. Soulier : *« L'idée de culture sous surveillance heurte l'idée de culture. »* Le développement des activités culturelles doit changer les structures de la prison, il constitue *« un facteur d'ouverture et d'échange pouvant utilement contribuer à une évolution de la prison, de l'idée de peine privative de liberté à l'idée de peine limitative de liberté. Il est temps de faire entrer davantage de culture dans la prison pour transformer l'image de la prison dans notre culture. »*

DANIELLE TRAMARD.

★ Culture et prison, 4, rue de Mondovi, 75001 Paris. Tél. : 296-50-96.

● *M. Gérard Soulier* sera l'invité d'Espace 1901 sur Radio Cité 96 (92,80 FM), mardi 6 mars, à 19 h 30.

L'ENSEIGNEMENT EN PRISON : ON RECHERCHE DES ÉTUDIANTS BÉNÉVOLES

On recherche des étudiants bénévoles pour aider les détenus. Le GENEPI (Groupement étudiant national d'enseignement aux personnes incarcérées) se préoccupe depuis plusieurs années de la situation dans les prisons. Fort de quatre cent soixante adhérents, il est présent dans trente-sept établissements. Mais il souhaite recruter de nouveaux membres pour étendre ses activités. Il voudrait notamment s'implanter aux Baumettes à Marseille, à Metz, à Rennes, à Privas et à Montargis.

La vocation initiale du GENEPI, qui est subventionné par quatre ministères, était l'enseignement en prison. Il insiste aujourd'hui sur cette activité, comme moyen de rompre l'isolement des détenus. Il s'efforce aussi de faire connaître la prison à l'extérieur et de sensibiliser l'opinion aux difficultés de réinsertion des condamnés.

★ GENEPI, 247, rue Saint-Honoré, 75038 Paris CEDEX 01. Tél. : (1) 261-80-22, poste 42-23.

CULTURES

CYCLES DE FORMATION. – Aux associations, écoles, éducateurs, etc., en contact avec des immigrés et leurs familles, le CLAP (Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion) propose des week-ends de formation sur l'interculturel et la vie de quartier – avec la participation du Conseil des associations immigrées en France – et sur l'interculturel et l'école (les 7-8 avril et 5-6 mai). Ces mêmes formations existent en cycle court (une journée) ou long (une semaine).

★ CLAP, secteur LCO, 1, avenue de Choisy, 75013 Paris. Tél. : 585-67-21.

DÉCENTRALISATION

UNE JOURNÉE D'INFORMATION. – Le Comité local des maisons de quartier et des centres sociaux de Saint-Chamond (Loire) organise, jeudi 15 mars à la maison de quartier de Saint-Julien, une journée d'information sur le thème « Associations et décentralisation » animée par Georges Gontcharoff.

★ Comité local des maisons de quartier et des centres sociaux de Saint-Chamond, B.P. 122, 42403 Saint-Chamond. CEDEX. Tél. : (77) 31-87-98.

RENCONTRE AVEC...

...MICHEL ETCHEVERRY. – « Vingt ans au Théâtre-Français » est le thème de la rencontre-débat avec Michel Etcheverry qui aura lieu le 8 mars à 20 h 30 à l'Agora-Sèvres, 25, rue de Sèvres, à Paris-6e. Participation aux frais : 30 F.

MÉTÉOROLOGIE

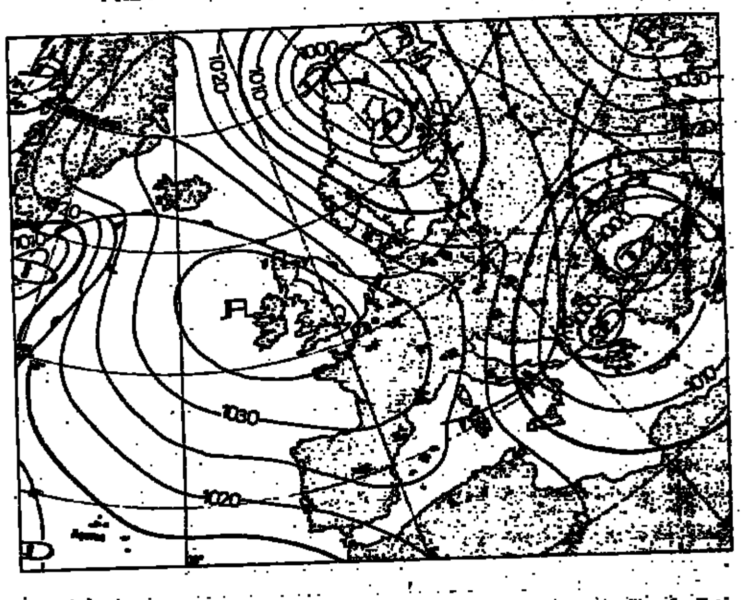
SITUATION LE 6.3.1984 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 07.03.84 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 7 MARS 0 HEURE (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le mardi 6 mars à 0 heure et le mercredi 7 mars à 24 heures.

La proximité des hautes pressions maintient le plus souvent du beau temps sur la France, les zones nuageuses descendant de la mer du Nord passent rapidement sans donner de précipitations.

Mercredi matin encore un temps froid et souvent brumeux sur toutes les régions de l'intérieur. Des bancs de brouillard denses et lents à se dissiper dans les vallées et les zones humides. Seuls le bassin méditerranéen, la basse vallée du Rhône et le sud des Alpes seront épargnés.

Il fera au lever du jour – 2 à – 4 degrés sur la plus grande partie du pays 1 à 3 degrés en bord de Méditerranée et 3 à 5 degrés sur la Bretagne.

Au cours de la journée, établissement du beau temps avec seulement quelques brefs passages nuageux pouvant par moments s'accrocher sur les versants nord des massifs. De belles éclaircies et du ciel bleu en toutes régions.

Il fera 5 à 7 degrés sur le Centre est, 7 à 9 degrés dans le Nord, 10 à 12 degrés en Bretagne, 11 à 13 degrés en Aquitaine et 15 à 16 degrés sur le Midi méditerranéen.

Sens d'évolution pour la fin de semaine.

La France restera sous les influences conjuguées d'un anticyclone centré sur les îles Britanniques et d'une zone dépressionnaire sur l'Europe de l'Est. Malgré le passage d'ondes peu actives, ce sont les masses d'air froid continental qui resteront prédominantes.

Temps prévu de vendredi à dimanche.

Une zone nuageuse traversera la France vendredi dans la journée suivant une trajectoire approximativement nord-sud. Elle pourra être accompagnée sur les région du nord de la Seine de quelques averses de neige. Plus au sud elle donnera surtout des passages nuageux, alternant avec des éclaircies.

Les températures, toutes négatives le matin, s'élèveront vendredi de 3 à 5 degrés dans le nord et l'est, 6 à 9 degrés ailleurs.

Samedi et dimanche, retour à un temps généralement brumeux et froid le matin puis belles éclaircies dans la journée. Les températures minimales seront en baisse et il y aura des gelées fortes. Les températures maximales resteront stationnaires.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 5 mars ; le second le minimum de la nuit du 5 au 6 mars) : Ajaccio, 15 et 1 degrés ; Biarritz, 9 et 0 ; Bordeaux, 13 et – 2 ; Bourges, 10 et 0 ; Brest, 11 et 4 ; Caen, 12 et 8 ; Cherbourg, 9 et 6 ; Clermont-Ferrand, 8 et – 6 ; Dijon, 8 et 0 ; Grenoble-St-Martin-d'Hères, 7 et – 4 ; Grenoble-Saint-Geoirs, 4 et – 6 ; Lille, 6 et 4 ; Lyon, 8 et – 3 ; Marseille-Marignane, 13 et – 1 ; Nancy, 7 et – 2 ; Nantes, 11 et 6 ; Nice-Côte d'Azur, 15 et 6 ; Paris-Montsouris, 6 et 2 ; Paris-Orly, 6 et 1 ; Pau, 12 et – 2 ; Perpignan, 16 et 8 ; Rennes, 12 et 7 ; Strasbourg, 6 et – 1 ; Tours, 7 et 0 ; Toulouse, 11 et – 3 ; Pointe-à-Pitre, 28 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 14 et 3 degrés ; Amsterdam, 6 et 6 ; Athènes, 17 et 6 ; Berlin, 4 et 1 ; Bonn, 6 et 3 ; Bruxelles, 8 et 3 ; Le Caire, 24 et 10 ; îles Canaries, 26 et 16 ; Copenhague, 9 et 1 ; Dakar, 23 et 18 ; Djerba, 15 et 11 ; Genève, 5 et 1 ; Jérusalem, 19 et 5 ; Lisbonne, 17 et 7 ; Londres, 11 et 7 ; Luxembourg, 4 et 0 ; Madrid, 13 et – 4 ; Moscou, 0 et – 2 ; Nairobi, 28 et 13 ; New-York, 2 et 1 ; Palma-de-Majorque, 14 et – 2 ; Rome, 14 et 5 ; Stockholm, 6 et – 4 ; Tozeur, 18 et 6 ; Tunis, 12 et 5.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des lundi 5 et mardi 6 mars 1984 :

DES ARRÊTÉS

● Portant création à la préfecture de police d'un traitement automatisé relatif aux irrecevabilités des demandes de carte nationale d'identité ou de passeport.

● Relatifs à la création et portant nomination au comité d'évaluation de prospective du programme de recherche et de développement technologique Transports terrestres.

● Portant création de nouveaux services au sein de l'École nationale supérieure de bibliothécaires.

PARIS EN VISITES

JEUDI 8 MARS

« Le prince en terre d'Islam », 14 h 30, 13, avenue du Président-Wilson (Arts Conférences).

« Autour du Palais Royal », 15 heures, 1, rue de Richelieu (B. Czarny).

« Montmartre », 14 h 30, métro Abbesses (Les Flâneries).

« Le Palais de Justice », 15 heures, grille du palais, boulevard du Palais (Paris et son histoire).

« De l'ancienne Comédie aux Cordeliers », 14 h 30, métro Mabillon (Paris pittoresque et insolite).

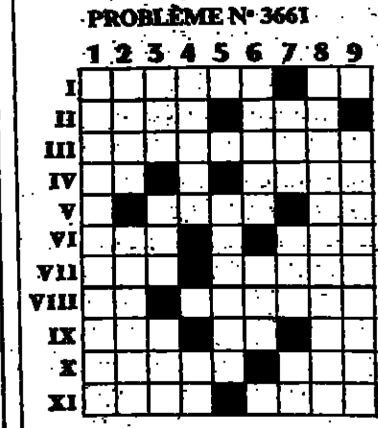
« L'Ile Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du Passé).

« Hôtel de Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou (Mme Romann).

« Le Marais », 14 h 30, 2, rue de Sévigné (Le Vieux Paris).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3661



HORIZONTALEMENT

I. Un moyen dont peuvent disposer ceux qui ont décidé de partir. Personnel. – II. Accorda un agrément. Lectrice. – III. Bête ou analphabète. – IV. Personnel. Haut de rose. – V. Défaut de relief ou générateur de reliefs. Forme d'avoir. – VI. Prit une licence. Opéra. – VII. Résultat d'un défaut de compétence ou résultat de compétition. Ville de Lombardie. – VIII. Négation. La devise de l'oncle Sam. – IX. Invitation venant du chœur. Note. Duplicateur. – X. Vint au secours d'un croulant. Son sur la peau. – XI. Ville de Catalogne. Evoque une lune ou un produit de rayon.

VERTICALEMENT

1. Vend de l'ombre pour se faire une place au soleil. – 2. Reçoit dans son lit la belle et ondulante Yvette. Maladie de la goutte. – 3. Joyau de la nature sous forme de rivière. On préfère le voir ailleurs que le sentir quelque part. Une bonne conduite est de nature à l'élever convenablement. – 4. Gris ou noir. Son roi sensibilisa l'inspiration de deux Edouard. – 5. Chat, chèvre ou lapin. – 6. Défaut absolu. Hommage à la belle Véronique. – 7. La Côte d'Emeraude pour la Côte-d'Or. Sert toujours à coudre, mais a servi aussi à en découdre. Interjection. – 8. Plus enclin à vous arranger qu'à s'arranger avec vous. – 9. Article placé bien en vue.

Solution du problème n° 3660

Horizontalement

I. Grévistes. – II. Régulière. – III. Api ; ED ; dé. – IV. Banquiers. – V. Are. – VI. Ta ; os. – VII. Atomiseur. – VIII. Iéna ; écru. – IX. Ru ; Râ. – X. Erg ; idées. – XI. Sonnette.

Verticalement

1. Grabataire. – 2. Réparateurs. – 3. Egine ; on ; go. – 4. Vu ; Umar. – 5. Iléus ; Ain. – 6. Sidi ; osé ; de. – 7. Té ; secret. – 8. Erdre ; UR ; et. – 9. Sées ; Prusse.

GUY BROUTY.

	La ligne*	La ligne T.T.C
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La La mm/col.*	La mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

JEAN-PIERRE MARTICHOUX & ASSOCIES

Conseillers de Direction

Nous avons pour vocation d'aider les entreprises à résoudre leurs problèmes de gestion et de développement. Nos interventions se situent au niveau des Directions Générales, le plus souvent des grandes sociétés ; elles se caractérisent par des relations confiantes et de longue durée avec nos clients, elles exigent une forte implication personnelle de nos consultants dans les recommandations et leur mise en oeuvre.

Nous recherchons

Consultants de haut niveau

Vous avez une formation supérieure (Grande Ecole et si possible M.B.A.) et une expérience professionnelle réussie de quelques années d'entreprise, vous êtes intéressé par la réflexion et l'action et vous souhaitez vous exprimer pleinement en participant à l'expansion d'une équipe jeune, active et performante.

Nous vous offrons une ouverture à des problèmes variés et passionnants, des responsabilités complètes et une carrière motivante.

Les dossiers de candidature seront traités confidentiellement par :

JEAN-PIERRE MARTICHOUX & ASSOCIES
15, rue des Saints Pères. 75006PARIS

WORLD VISION

est un organisme Chrétien qui collecte des fonds destinés à soutenir des opérations de secours et de développement dans le Tiers-Monde.

Il recherche dans le cadre de son expansion un

DIRECTEUR (TRICE) DE PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT

Rendant compte au Directeur Général, il sera chargé de :

- l'élaboration des prpgrammes permettant aux gens d'exprimer leur volonté de communiquer à travers les activités mondiales de « World Vison ».
- la gestion financière et administrative d'un bureau à Paris
- l'entretien des relations avec des agences Chrétiennes et laïques

Nombreux déplacements tant en France qu'à l'étranger sont à prévoir.

Ce poste conviendra à un Chrétien évangélique

- possédant quelques années d'expérience de gestion
- faisant preuve des connaissances approfondies de l'organisation de l'église ainsi que des problèmes sociaux et économiques
- ayant la maîtrise de l'anglais

Rémunération intéressante.

Merci d'adresser lettre et c.v. – à préciser **confidentiel** sur l'enveloppe – à Brian Reavill, **World Vision of Europe**, 146 Queen Victoria Street, Londres EC4.

Soyez bien !

*Soyez bien, tout simplement comme les **femmes et les hommes** passionnés par l'informatique et qui intègrent Digital, le deuxième groupe informatique mondial.*
Ils sont bien parce qu'ils trouvent chez Digital une communication facile, le goût du dialogue, le sens de l'efficacité et une prise en compte de leurs aspirations...
Ils sont bien parce qu'ils travaillent dans un environnement professionnel ouvert, avec des gammes de produits performants (plus de 11 % du C.A. est consacré à la Recherche et au Développement) et parce qu'ils prennent part à des projets d'entreprise particulièrement dynamiques.

Intégrez notre direction financière...

Diplômé MBA, HEC, ESSEC,... vous avez 10 ans d'expérience.
*Vous avez acquis de solides compétences financières dans un environnement international et possédez la capacité de diriger une équipe de 20 personnes. Nous vous proposons le poste **TRESORIER** où vous aurez en charge les aspects classiques de la fonction : crédits et recouvrements, gestion des fonds et relations bancaires. Responsable de la gestion des besoins financiers de la filiale, vous définirez les plans de financement nécessaires à notre expansion.*
Votre profil de généraliste et vos talents d'animateur doivent vous permettre une évolution rapide.

Soyez bien : prenez contact avec la Direction Financière et Administration sous Réf. M 86 - DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - 2 rue Gaston Crémieux BP 136 - 91004 Evry Cedex.

Curriculum

N° 1 de l'informatique interactive

digital



emplois internationaux

(et departements d'Outre Mer)

SEALINE DESIGN ENGINEER

*In our project and engineering department, we have a vacancy for an experienced **underwater offshore pipeline engineer.***
The successful candidate will be responsible for the sealine part of offshore construction projects, prepared in the department. This will involve :
- *analyzing calls for tender and selecting the most suitable construction procedure for the sealines,*
- *making necessary design calculations for the sealine under operational and installation conditions,*
- *selecting and specifying the necessary construction equipment and tools,*
- *specifying requirements for the supply of equipment and services by subcontractors,*
- *writing the technical part of an offer,*
- *after the award of the contract, giving the necessary engineering back-up to the operations department for its execution.*

The successful candidate shall have a degree in engineering and must have several years of practical experience in design and execution of sealine projects.
Experience in pulling jobs from the shore is essential.

*The position is in our **Monaco engineering office.***
Travel to visit clients, subcontractors or working sites will be required.

Assistance with the cost of relocating to Monaco will be given.

*Please write with full details, enclosing photograph and quoting the appropriate reference, before : 03 / 28, under réf. LM 73 : to **PIERRE LICHAU S.A.**, 3, avenue de la Corse - 13007 MARSEILLE, who will forward.*

The European Computer Industry Research Centre
A new established international research centre
located in Munich
opens a job opportunity for a :

network engineer

to develop the Ethernet connection of a timeshared 32 - bit Computer.
2 years' experience in this field is required.

Please send complete resume with salary requirements to 429 M :
LEVI TOURNAY 31, Bd Bonne Nouvelle
75083 Paris Cedex 02 qui transmettra

Mercredi 28 Mars 1984 9 h 00 Hôtel Hilton 18, av. de Suffren 75007 Paris

Directeurs Généraux, Directeurs du Personnel :

UNE JOURNEE POUR DIALOGUER, REFLECHIR ENSEMBLE.



Les rapports entre les Directeurs Généraux et les Directeurs de Personnel, leurs attentes réciproques, leurs relations dans le travail aujourd'hui et demain.

Une enquête réalisée avec le concours technique de l'IFOP sur base de données INSEE, auprès d'un échantillon représentatif de Directeurs Généraux et de Directeurs de Personnel de sociétés employant 500 personnes et plus. Une trentaine de questions leur ont été soumises, celles que vous vous posez régulièrement.

2 Directeurs Généraux : MM. Claude BEBEAR (GROUPE DROUOT), Maurice de KERVENOAEL (EUROPEENNE DE BRASSERIE), 2 Directeurs Généraux Adjoints : MM. Pierre GARDES (MUTUELLES UNIES), José BIDEGAIN (SAINT-GOBAIN) et 3 Directeurs de Personnel : Mme Martine FAURE (STEIN HEURTEY), MM. André PALLUEL (SUBSTANTIA), Pierre POINTU (ACCOR) commenteront les résultats de cette enquête unique en son genre. Cette table ronde sera animée par Raymond POULAIN - Président de l'AFCOREM.

A partir des résultats de l'enquête présentée par M. Christophe RIBOUD - P.D.G. de l'IFOP - et Françoise ROBINET - Directrice à l'IFOP -, ce sera pour vous l'occasion d'échanger vos idées, de confronter vos expériences, de comparer vos points de vue avec vos collègues et les participants de la table ronde.

Cette journée a été préparée par :
- l'Association des Anciens Elèves de Centrale - Groupement Relations Humaines,
- l'Association des Anciens Elèves de Sciences Po - Groupe Relations Humaines,
- l'Association Française de Conseil en Recrutement (AFCOREM),
- l'Association Nationale des Dirigeants et Cadres de la Fonction Personnel (ANDCP),
- Personnel Association.

MEDIA 84

EXTRAITS DU QUESTIONNAIRE IFOP

En moyenne combien d'heures par mois un Directeur Général doit-il travailler avec son Directeur de Personnel ?

Quelles sont les raisons qui peuvent conduire un Directeur Général à licencier son Directeur du Personnel ou ce dernier à quitter son entreprise ?

Quel est le profil idéal du Directeur du Personnel vu par le Directeur Général ?

A votre avis, quelles seraient les raisons qui peuvent conduire un Directeur du Personnel à quitter son entreprise ?

Si un Directeur Général devait choisir son successeur parmi ses directeurs, quel serait son meilleur choix ?

Les Directeurs Généraux auraient-ils aimé être Directeur du Personnel ?

NOM : ....
Société : ....
Adresse : ....
Je souhaite participer à la journée de réflexion du 28 mars. Je joins un chèque de 1 300 F pour frais de participation (1 000 F pour les membres des associations organisatrices)

Inscriptions et renseignements à Mme BRASSEUR, 6, rue Jean-Goujon - 75008 PARIS - T. : 256.41.95 et 256.39.34.

SOCIÉTÉ, recherche son

CHEF DE MISSION RÉSIDENT

Pour gestion d'un port au Moyen-Orient.
Afin de diriger l'équipe d'experts chargés de l'assistance technique et administrative à la gestion d'un port de commerce.
Grand Brevet Marine Marchande ou Ingénieur Grande Ecole ou équivalent.
10 ans minimum d'expérience portuaire et/ou maritime.
– Anglais courant indispensable.

Ecrire avec CV en anglais et réf. sous nº T 044.534 M
Régis Presse – 85 bis, rue Réaumur – 75002 PARIS.

SOCIÉTÉ AMÉRICAINE
Consultants en Industrie Pétrolière
RECRUTE pour l'Afrique de l'Ouest :

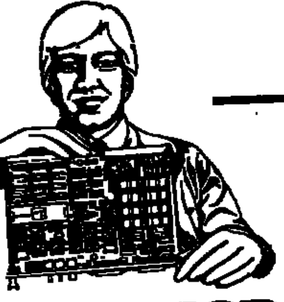
géologues
géophysiciens
ingénieurs réservoir production
SPÉCIALISTES

en vérification des comptes, bases des données, contrôle budgétaire, centres de documentation, commercialisation de brut.
Les candidats, de haut niveau, devront avoir 7 à 10 ans d'expérience et une bonne connaissance pratique du français et de l'anglais.
Excel. salaire et très bonnes condit. de trav. Contrat de longue durée.
Env. CV dét. et prétent. s/nº 2.910 *le Monde* Pub.
Service Annonces Classées
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



THOMSON-CSF

La division SEMICONDUCTEURS DISCRETS recherche pour sa filiale en TOURAINE

RESPONSABLE DU SERVICE

- ORDONNANCEMENT
- ADMINISTRATION DES COMMANDES
- EXPÉDITIONS

(environ 25 personnes dont 3 Cadres)

C'est un MANAGER dynamique et efficace, de formation Grande Ecole, ayant l'expérience de fonctions identiques avec utilisation de moyens informatiques modernes, (anglais indispensable - poste à pourvoir d'urgence).

Pour un candidat de haut niveau, une évolution est possible à moyen terme vers des fonctions élargies et plus importantes.

Envoyez CV et photo à SSC - Service du Personnel - rue Marie et Pierre CURIE - 37100 TOURS.



HAVAS CONTACT

Importante industrie en expansion Produits Modernes pour le bâtiment à Strasbourg recherche

JEUNE CADRE EXPORT

ESCE - ESC + formation export, ou similaire

- Disposant d'une expérience de l'exportation de 3 à 5 ans, parlant bien l'anglais et l'espagnol.
- Mission :
  - Développement et gestion de nouveaux marchés d'exportation.
  - Missions ponctuelles dans le monde entier.
- Voiture de fonction type R9.
- Larges possibilités d'avenir liées à la volonté exportatrice de la DG.

Adr. CV dét. ss réf. 1058-01 à

SELETEC Conseil
67009 STRASBOURG CEDEX

ITT Data Systems France
leader de l'informatique des réseaux
recherche

4 inspecteurs maintenance

Niveau F.P.A.-B.T.-B.T.S. Electronicien

basés LYON - MULHOUSE - ROUEN
ou volontaires déplacements
FRANCE ENTIÈRE

4 ingénieurs commerciaux

Expérience 2 à 4 ans
vente ordinateurs ou terminaux

basés PARIS et LILLE

Ecrire avec C.V. et photo à ITT Data Systems France SA
Département
du Personnel
Tour Maine
Montparnasse
(Boîte 148)
33, av. du Maine
75755 Paris
Cedex 15





AID
Assisted Intelligence Design
PARIS SAN FRANCISCO TOKYO

Bureau d'études MICRO-ÉLECTRONIQUE
(HARD & SOFT)
Budget : US$ 3 millions assuré pour 1984

Recherche pour diriger l'entreprise située au centre de Paris (RER - CHATELET)

le DIRECTEUR

ADMINISTRATIF, FINANCIER, COMMERCIAL

- parfaitement bilingue Anglais/Français
- expérience probante de la gestion d'une PME
- capable de diriger une équipe très jeune et dynamique dont la passion du travail occulte la vie personnelle et familiale.

250000 F/AN + fort intéressement aux résultats.

Lettre manuscrite en ANGLAIS et CV en Français à :
MICRO-ARCHI, 79, rue du Temple 75003 PARIS

LORIENT

AGRO-ALIMENTAIRE
DIRECTEUR GÉNÉRAL

260.000 F +

60 personnes
30 millions de C.A.

recherche patron sachant créer climat social, obtenir productivité et qualité, connaissant les réseaux grandes surfaces et grossistes pour entreprise en croissance rapide, ayant bonne image de marque.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 92 à Annie Thomann, Curriculum, 26, rue du 4-Septembre, 75002 Paris, qui garantit discrétion et réponse.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

296-15-01

ROHM AND HAAS FRANCE S.A.

Notre usine (+ de 600 personnes), située au nord de l'Alsace, fait partie d'un groupe américain d'implantation mondiale spécialisé dans la fabrication de produits chimiques.
La promotion récente d'un de nos cadres nous amène à recruter un

INGENIEUR CHIMISTE

qui aura la responsabilité d'une unité de PRODUCTION.

Ce poste convient à un candidat d'environ 30 ans, ingénieur ou docteur-ingénieur, disposant d'une expérience de 3 à 5 ans de production; il requiert un véritable profil de MANAGER : esprit d'initiatives et grandes facultés d'adaptation indispensables.

La pratique courante de l'anglais est souhaitée.

Ecrire à notre conseil sous réf. R52 en mentionnant vos prétentions; discrétion totale assurée.

info RESSOURCES HUMAINES
Rue de la Forêt
67550 VENDENHEIM
Tél. : (88) 69.45.33



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

WORTHINGTON FRANCE

Filiale du premier groupe mondial pour les Compresseurs - Pompes - Turbines
Recherche pour son département travaux extérieurs



AM, Marine ou équivalent

En relation étroite avec notre engineering et au contact direct du client sur site, il aura pour mission le contrôle complet de la conformité des installations aux spécifications contractuelles, à leur adaptation éventuelle et assurera leur mise en route dans un souci constant de rentabilité et d'efficacité.
Bilingue anglais, très mobile France et surtout étranger, il allie la compétence technique à de solides qualités de contact et de jugement.

Merci d'adresser votre CV, photo, lettre manuscrite et prétentions sous la réf. 1409 à M. Fonlladosa 7, rue de Logelbach 75017 Paris.

Leader international de l'informatique graphique, nous recherchons

Field support engineer

Nous vous formerons à nos produits (machines à dessiner, imprimantes électrostatiques, systèmes graphiques). Ils sont à la mesure de votre technicité d'électronicien ou d'électromécanicien et de votre expérience de la maintenance en péri-informatique.

En relation constante avec les ingénieurs qui conçoivent l'infographie du futur (centres de recherche en France et en Californie), vous apporterez un support technique de haut niveau à nos équipes de maintenance aux quatre coins du globe.

Ecrivez au Service du Personnel - Zone industrielle des Petites Haies, 1 rue Jean Lemoine - 94015 Créteil



SOURCES

Miser sur la qualité...

A la base du développement des principales techniques avancées : les semi-conducteurs. Leader mondial dans ce domaine, nous avons le souci de garantir leur qualité, d'améliorer leurs performances et d'anticiper les besoins de nos clients, constructeurs informatiques, automobile, aéronautique ou télécommunications...

nos ingénieurs des ventes

ont un rôle complet, de l'analyse des besoins à la conclusion de l'affaire, en passant par la proposition d'une solution adaptée qu'ils soumettent aux directions techniques de leurs clients. S'ils agissent en liaison avec nos services Marketing, Finances et Fabrications, ils disposent cependant d'une grande autonomie. Diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieurs, vous êtes débutant ou vous avez une première expérience commerciale et la volonté de réussir. Pour en prendre le chemin, choisissez une entreprise qui mise sur l'innovation et la qualité. Celle de ses produits et de ses collaborateurs. Postes basés à PARIS, LYON et TOULOUSE.

Monique NERVET vous prie de lui adresser votre candidature avec photo et rémunération souhaitée sous référence SC/0384/1M à :
TEXAS INSTRUMENTS FRANCE
8/10, avenue Morane Saulnier
78140 VELIZY-VILLACOUBLAY



Organisation et Publicité

Cabinet de Conseils juridiques en plein essor, Région Nord, recherche pour renforcer son équipe : FISCALISTE EXPERIMENTÉ. Envoyer photo, c.v. Ecrire ss nº 7597 « le Monde » Pub. service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris qui transmettra.

COPGO HUNTING
recherche

INGÉNIEUR LOGGING

Formation

ÉLECTRONIQUE

Quelques années d'expérience pour maintenance, opération et formation du personnel.
Déplacements occasionnels.
Basé à Vitrolles. Ecrire 14 B, Z.A. Bastide Blanche, 13127 VITROLLES.

STÉ D'ÉTUDES 150 PERSONNES
recherche pour Département Agro-Alimentaire à Paris

ADJOINT AU DIRECTEUR D'AGENCE

Chargé d'assistance études, de direction de chantiers et de contacts généraux.
- Formation Agro-Alimentaire souhaitée.
- Age environ 32 ans.

Adr. C.V. sous le nº 44855 m RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

I.U.T. DE ROUEN
recrute

JEUNE INGÉNIEUR

Dégagé O.M.
Spécialité mécanique métallurgie.

Ad. c.v. à I.U.T.
B.P.47, 76130 MONT-SAINT-AIGNAN
ou prendre rendez-vous au (35) 70-72-94 (Poste 439).

Club de Prévention recherche UN (e) EDUCATEUR (trice) CHEF. Le candidat (e) devra répondre aux conditions de la Convention collective de mars 1966, diplômé + 5 ans. Il devra avoir une expérience professionnelle en prévention spécialisée ou en milieu ouvert. Application de la Convention collective de 1966. Envoyer candidature et c.v. à l'A.P.R.E., 26, rue Jacquart à Elbeuf.

Une importante société de biens d'équipement recherche un

RESPONSABLE ACHATS PIÈCES DÉTACHÉES

Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur (ENS, INSA, ETACA...).
Il sera chargé de jouer un rôle actif dans l'informatisation de l'activité pièces détachées.

Réelles possibilités d'évolution.

Poste à pourvoir dans l'EST DE LA FRANCE.

Écr. avec c.v. manuscrit et prét. à nº 30.587 COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris, qui tr.

Bull Systèmes Angers
recherche un

RESPONSABLE DE PERSONNEL

Jeune chef du personnel ou cadre spécialiste de la fonction personnel (3 à 4 ans d'expérience réussie) vous souhaitez intégrer un établissement industriel important à très forte dominante de cadres et technicien(ne)s (3500 P.) utilisant des technologies et des techniques avancées dans les domaines de l'électronique, de l'informatique et de la gestion. Nous vous proposons de rejoindre une équipe dynamique : rapportant à la direction du personnel, vous prendrez en charge, en liaison constante avec la hiérarchie, la gestion des ressources humaines d'une ou plusieurs directions de l'établissement : 600 à 1000 personnes, ingénieurs, technicien(ne)s, employé(e)s, ouvrier(re)s. A terme de larges possibilités de carrière vous sont offertes au sein du Groupe Bull (+ 25000 P.) si vous avez de grandes qualités d'écoute et du caractère, rencontrons-nous.

Cii Honeywell Bull
Service Recrutement
331, avenue Patton
49005 ANGERS CEDEX

Bull

LEVI TOURNAY



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IBM IBM IBM IBM IBM

IBM FRANCE

DIRECTION DES SERVICES COMPTABLES A ORLÉANS

Recherche

DES CADRES
GRANDES ÉCOLES COMMERCIALES
MAITRISE DE GESTION

Notre mission est d'établir chaque mois une synthèse et une analyse rapide des résultats financiers de l'ensemble des activités d'IBM France, tout en assurant un contrôle efficace.

Les candidats doivent être attirés par l'utilisation de moyens informatiques évolués, et avoir de bonnes connaissances en anglais.

Une expérience dans un cabinet d'audit ou d'expert comptable serait appréciée.

Merci d'adresser votre candidature et curriculum vitae à notre Département Recrutement-Orientation-Conseils, 2 rue de Marengo, 75001 Paris, en mentionnant la référence DSC.

MABEI

IBM IBM IBM IBM IBM

Chef de Service Informatique

Diplômé d'études supérieures, vous possédez au moins 5 ans d'expérience en tant que Chef de Projets sur des applications de gestion. Vous avez ainsi acquis de solides connaissances en organisation et en matériel moyen système et mini-ordinateurs et avez eu un rôle d'animation et d'encadrement d'équipes.

Prendre la direction d'un service informatique correspond maintenant à vos objectifs professionnels.

La Société des Eaux Minérales d'Evian, – marques Evian, Badoit, Fruité, Eva, – 1,2 Md de F de CA, 1400 personnes, 2 usines – vous offre cette opportunité.

Cette société est dotée d'un Bull DPS 7/65 et d'une douzaine de mini-ordinateurs décentralisés. Vingt personnes assurent les Études et l'Exploitation.

A la tête de cet ensemble, vous élaborerez et recommanderez le plan informatique et bureautique adapté aux besoins et aux objectifs de la société. Vous en assurerez la mise en œuvre avec votre équipe qu'il vous faudra encadrer, animer et coordonner. Enfin, vous vous tiendrez informé de l'évolution des matériels pour proposer et mettre en place les meilleurs systèmes d'information.

Ce poste se situe à Evian, en Haute-Savoie, ville particulièrement agréable sur le plan des conditions de vie.



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. M3M en précisant rémunération actuelle à : BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75381 Paris Cedex 08.

HAVAS CONTACT

MATRA

Le Centre du Parc d'Affaires du VAUDREUIL (à 25 km de ROUEN, 1 heure de Paris) situé en bordure de la forêt et domine la Vallée de la Seine (256 personnes) organise son activité autour du service après-ventes et des services étude et intégration.

Pour le service contrôle, on crée un poste (H/F) :

Ingénieur Electronicien

Il aura la responsabilité de la coordination technique des actions de contrôle – technologique, fonctionnel et d'intégration – pour des matériels électroniques et électromécaniques.

Il est secondé par une équipe de techniciens dont il coordonne et organise l'activité.

Ingénieur diplômé, il apporte des compétences en électronique et informatique acquises par une expérience industrielle d'environ 2 ans.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 1126 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres - 3 avenue du Centre – Centre de MONTIGNY – 78182 Saint Quentin Yvelines Cedex

ENTREPRISE DE 800 PERSONNES

Filiale française d'un groupe international de distribution recherche pour son Siège Social situé à Provins en Seine et Marne

RESPONSABLE SYSTEMES

Pour animer et diriger son équipe informatique de 3 personnes. Nous voyons à ce poste une personne d'une trentaine d'années, dynamique, apte à l'encadrement et ayant une parfaite connaissance de la langue anglaise.

Envoyer CV manuscrit détaillé, photo et prétentions à Nº 89615 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

Société située en Haute-Marne
filiale d'un Groupe Industriel International
et spécialisée dans la transformation des métaux

recherche

son

RESPONSABLE TECHNICO-COMMERCIAL

qui sera en charge des négociations et du suivi de la clientèle existante ainsi que de la recherche et du développement des nouveaux marchés.

profil Ingénieur de 35 ans environ, bilingue français-anglais (+ connaissance de l'allemand), expérience réussie dans la vente de produits industriels

le

RESPONSABLE

de son Unité de Laminage à froid de tôle acier,

profil Ingénieur (ou formation équivalente) âgé de 30 ans minimum.

Expérience confirmée dans le laminage

un

INGÉNIEUR DE PRODUCTION

pour son importante Division de Forge à Froid et de Parachèvement.

profil Ingénieur (métallurgiste de préférence), âgé de 30 ans environ. Expérience de quelques années dans la conduite des hommes en milieu industriel.

Si une de ces offres vous intéresse, envoyez votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions) à UNIVERSAL COMMUNICATION, sous la réf. LM 491, 122, chaussée de la Hulpe 1050 Bruxelles, Belgique.

Réponse et discrétion assurées.

CREDIT AGRICOLE MUTUEL du Jura

recherche pour son service organisation et informatique à Lons-le-Saunier

ORGANISATEUR

de formation supérieure, débutant ou quelques années d'expérience.

En liaison étroite avec les services utilisateurs et les chefs de projet informatique, vous participerez à la conception de nouveaux systèmes d'application, vous concevrez et mettrez en œuvre les procédures nécessaires (circuits administratifs, description des tâches).

Vous assisterez les services utilisateurs au démarrage et suivrez l'évolution des applications.

Adresser c.v. et prétentions au CRCAM du Jura Départements Relations Sociales - BP 456 39006 LONS-LE-SAUNIER.



IMPORTANT
GROUPE FINANCIER PRIVE

Assurances - Retraite - Placements Financiers

recherche

COMMERCIAL

HF

pour sa délégation de BRETAGNE (RENNES)

Vous êtes un homme de la vente ayant une expérience du «terrain».

Vous êtes un animateur capable d'encadrer une équipe de vendeurs.

Vous avez une formation supérieure.

Venez vous joindre à nous, vous y trouverez une ambiance dynamique.

La rémunération est motivante.

Une formation approfondie vous sera dispensée.

Voiture de service.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo, prétentions sous Nº 8738 à PARFRANCE ANNONCES 4, rue Robert Estienne - 75008 PARIS - qui transmettra

Discrétion assurée.

PEINTURES astral

recherchent pour laboratoire recherche et développement (Oise)

CHIMISTE

DIPLOMÉ DUT OU BTS

- Débutant ou quelques années d'expérience
- Bonne connaissance de l'anglais appréciée

Adresser lettre, C.V. et photo à :

ASTRAL
M. JARRY
16, rue des Déportés - 60160 MONTATAIRE

bleu

L'informatique, c'est l'image de technologies de pointe, mais avant tout la marque d'hommes et de femmes de valeur.

CONSEIL EN RECRUTEMENT

- De personnels de tous niveaux, de toutes qualifications en France et à l'étranger en relation étroite et suivie avec les services demandeurs.
- Avec la maîtrise de l'ensemble des opérations de recrutement, de la définition du poste à la rédaction du contrat d'embauche.
- Au sein d'une équipe jeune et professionnelle qui souhaite vous intégrer au plus tôt.
- Dans une branche de l'industrie informatique française, les périphériques d'ordinateurs, qui connaît une croissance de 30 % l'an.

Cette occasion de démarrer une carrière dans un créneau d'avenir nous vous l'offrons si vous avez su développer vos qualités de base :

- *Par une formation supérieure en sciences humaines,* une grande école de gestion ou d'ingénieur avec la pratique impérative de l'anglais.
- Par suffisamment de tonus, de maturité et une première expérience si possible pour vous adapter rapidement dans un établissement de 2500 personnes aux secteurs d'activités techniques *variées et fortement évolutives.*

Envoyer curriculum vitae à
R. Eglin
Cii Honeywell Bull
6, avenue des Usines
90001 BELFORT CEDEX
Tél.(84) 22.82.00 p. 4789



LEVI TOURNAY

JEUNES DIPLOMES HEC, ESSEC, ESC,

bocaviande

SI VOUS ETES AMBITIEUX, INNOVATEURS ET MOBILES, VENEZ NOUS REJOINDRE.

Nous sommes un groupe agro-alimentaire d'importance nationale (C.A. 4 milliards, 2 300 personnes).
Après un an de formation et de découverte du Groupe à travers ses filiales, nous vous proposerons une affectation définitive et des responsabilités importantes en fonction de votre potentiel et de vos aspirations.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 341 à

Isabelle D. LAVAUD Psycho-Sociologue
IDL CONSEIL
JUMELLES 27220 ST ANDRE DE L'EURE

IDL

JEUNE CHEF DU SERVICE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

ESC, IECS *option Finances-Comptabilité* ou équivalent, + 5 à 10 ans expérience gestion administrative et financière

Une industrie, env. 350 pers. à Strasbourg recherche ce jeune cadre relevant directement du D.G.

- Mission :
  - Supervision de la comptabilité (générale, analytique, bilan), du service achat et magasin.
  - Relations avec banques, grandes administrations et collectivités locales.
  - Montages d'importants financements d'investissements.
  - Dossiers fiscaux.

Poste de large responsabilité.

Adr. CV dét. ss réf. 1069 à

seletec Conseil 67009 STRASBOURG CEDEX



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Jeune Cadre de Personnel à fort potentiel

Poste à créer en ville universitaire Normandie

Notre Groupe du secteur tertiaire (effectif : 2200 personnes) conduit depuis de nombreuses années une politique sociale imaginative et rigoureuse. Notre forte croissance, notre volonté de continuer *à apporter des solutions novatrices au plan des relations sociales nous conduisent à créer le poste.* Responsable Etudes Sociales.

Rattaché au Chef du Service Central du Personnel, et en liaison avec les responsables opérationnels, vous réaliserez les études nécessaires à l'application de la politique de personnel, analyserez les évolutions de la législation sociale. Simultanément, vous suivrez des groupes d'expression et les opérations d'amélioration des conditions de travail.

Ce poste évolutif intéresse un diplômé E.S.C., Droit, ... alliant la rigueur et l'efficacité aux qualités de contact. Il a acquis 3 à 4 ans d'expérience diversifiée de la fonction personnel, en entreprise de préférence industrielle.

Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'écrire sous référence 6209 M à François CORNEVIN qui garantit la confidentialité.



EQUIPES ET ENTREPRISES
11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 293.18.72

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE PAU

recrute

- **un Professeur permanent de contrôle de gestion**
- **un Professeur permanent de droit des affaires**

Profil exigé pour ces 2 postes :

- Doctorat 3e cycle ou niveau équivalent.
- Compétence pédagogique confirmée.
- Expérience en entreprise appréciée.

Prise de fonction *: 1er Octobre 1984*

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo récente sous référence 73047 M à :
BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel – 94307 VINCENNES CEDEX

C.P.I.O.

Caoutchoucs et Plastiques

Nantes

Grâce à notre notoriété technologique, nous sommes devenus un partenaire majeur dans le monde de l'automobile.

Filiale RENAULT, nous étudions, concevons et fabriquons des produits techniques en caoutchouc et en matières *thermoplastiques* injectées destinés essentiellement à l'industrie automobile.

Pour faire face à notre développement (2100 personnes - 3 usines - 630 *millions de C.A), nous renforçons notre potentiel et recherchons* un

ingénieur technico-commercial

chargé du MARKETING PRODUITS :

auprès des constructeurs automobiles pour les pièces d'étanchéité et d'habillement de carrosserie extérieure *et de la COMMERCIALISATION par l'intermédiaire* des Directions d'Achats.

Vous êtes diplômé d'une école d'ingénieur, à dominante mécanique, *et vous avez une solide expérience dans la vente de biens industriels,* une compétence en carrosserie et/ou étanchéité sera appréciée.

La rémunération proposée sera fonction des compétences acquises.

Merci d'adresser confidentiellement votre C.V sous référence 579/M à Albert AUPETIT

COFAP

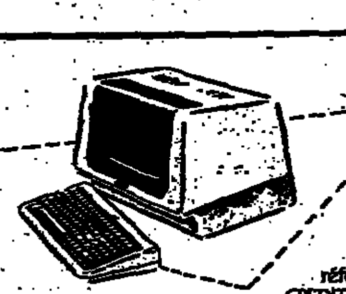
CENTRE DE PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL
3, bd René Levasseur 72000 LE MANS



LE MANS - ANGERS - LIMOGES

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS





Vendre HYPER 32

LE MEGA MINI REDONDANT

Nous sommes une entreprise française à taille humaine (1000 personnes) bénéficiant de l'envergure et de la solidité d'un grand groupe préparé à la compétition internationale. Réputé comme le partenaire de grands projets français, nos références parlent d'elles-mêmes : Education Nationale, BNP, CREDIT LYONNAIS, SNCF, EDF, GDF etc... La qualité de notre maintenance renforce notre renommée.

INGENIEURS D'AFFAIRES 260.000 F +

GRANDS COMPTES

NOUS

Nos grands comptes représentent 80 % du CA commercial.
Nous vous proposons une gamme de produits performants réputés *pour leur fiabilité technique : HYPER 32 à tolérance de pannes, la* gamme TRIAD à architecture extrêmement modulaire etc...
Les postes à pouvoir concernent les grands comptes importants du marché français :
- *grandes administrations, - agro-alimentaire, aéronautique...,*
- les grandes banques et assurances.

Le support technique *avant ventes performant dont vous disposerez* vous permettra de valoriser vos talents de négociateur et de véritable commercial auprès de grands décisionnaires.

VOUS

30 ans +, de formation supérieure (ingénieur ou équivalent), vous avez plusieurs années d'expérience en INFORMATIQUE DE GESTION *orientée Temps réel, ainsi que de bonnes connaissances en operating* system et sur les réseaux de transmission de données.

Vous voulez vous positionner sur le nouveau marché des méga-mini à haute disponibilité. Vous voulez intégrer une équipe performante où chacun gère de façon autonome une clientèle acquise ou potentielle.

Vous voulez entrer chez un constructeur très connu dont les structures permettent encore de valoriser votre expérience.

Vous souhaitez être parmi les premiers ?
Envoyer votre CV + photo + prétentions à ***MERCURI URVAL*** 21 rue Eugène Flachat, 75017 Paris.

Société Nouvelle LogAbax

WITCO CHEMICAL S.A.

Société française, filiale d'un groupe international
recherche pour assister le CHEF du DÉPARTEMENT TENSIO-ACTIFS

– **un CADRE COMMERCIAL** formation E.S.C. ou équivalent, expérience internationale souhaitée ;
– **un INGÉNIEUR CHIMISTE** pour assurer assistance et marketing technique, expérience tensio-actifs dans industrie du pétrole souhaitée.

Pour ces deux postes Anglais indispensable.
Localisation - région ROUEN.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé avec prétentions à :
Service du personnel
WITCO CHEMICAL S.A. – 76320 SAINT-PIERRE-LES ELBEUF

Informaticiens confirmés SG2 vous offre l'équilibre

Avoir su garder dans une entreprise de 4 000 personnes, présente dans plus de 20 pays, des structures souples, à taille humaine. Favoriser l'épanouissement intellectuel des diplômés d'études scientifiques par des libertés d'initiatives, des projets ambitieux, au sein d'équipes motivées et jeunes. Permettre grâce à un esprit collégial, la prise en charge de responsabilités valorisantes et d'offrir aux plus *performants* une évolution rapide.

Après une expérience de 2/3 ans sur gros systèmes de gestion (IBM ou BULL), se propulser au sommet informatique par une formation permanente et développer ses compétences dans des domaines aussi variés que : bureautique, messagerie, XAO, base de données multi-média, *monétique, génie logiciel,* architecture de réseaux, systèmes experts, *intelligence artificielle...*

Avec SG2, choisissez l'équilibre.
Avec *nos ingénieurs, soyez aujourd'hui les généralistes* du futur informatique au service de nos clients.

Adressez CV, lettre, prétentions sous référence YR 11 M à

GROUPE SG2
Direction Recrutement.
12 - 14 avenue Vion-Whitcomb, 75016 Paris.

SOURCES

Pour faire face au développement de ses opérations
REALISATIONS INDUSTRIELLES CLES en MAINS, SEITHA,
membre d'un grand groupe international. 280 personnes, CA supérieur à
300 millions dont 65% à l'export, crée plusieurs postes :

Ingénieurs d'affaires

confirmés ou semi-confirmés

Ils superviseront et coordonneront le travail d'une équipe pluridisciplinaire afin de traiter des affaires complètes : choix des solutions techniques et conception, chiffrage et élaboration des offres, négociation financière et technique, suivi du montage jusqu'à la réception par le client.

Ces postes s'adressent de préférence à des INGENIEURS - CENTRALE, ESTP, ENSAIS ou formation de GENERALISTE - maîtrisant l'anglais et ayant acquis une *expérience significative, même courte, en entreprise générale* ou en engineering et souhaitant s'intégrer à une équipe jeune au sein d'une société performante qui connaît une progression remarquable. Postes basés au Siège, à LYON, mais déplacements fréquents.

Ecrire au CABINET GATIER, 32 rue Barrême 69006 LYON, sous réf. 056 M.

média-system

Cabinet Gatier

INGENIEUR (Ponts, ESTP, AM, INSA...) ET HAPPY FEW ?

Votre *formation et une première expérience* de recherche de contacts, négociations et signatures de marchés en BTP et ingénierie vous ont familiarisé avec les interlocuteurs potentiels en Région Parisienne, en matière de Bâtiments ou de Génie Civil.

Homme actif et **d'ambition,** vous êtes décidé à confirmer votre audience sur ce marché, donc à l'élargir et à voir reconnue l'**ampleur** de votre action.

Groupe International, nous nous caractérisons par l'esprit d'entreprise et d'équipe qui anime nos collaborateurs, et les moyens techniques d'une politique d'audace et d'avant-garde que nous mettons à *leur* disposition, dans le cadre d'une gestion rigoureuse, affinée et impliquante.

Le C.A. réalisé en Région Parisienne dépasse le 1/2 Md de Frs. Notre organisation commerciale est solide : l'équipe est formée de professionnels compétents et motivés.

Votre **champ d'action** sera fonction de votre **expérience.**
Notre volonté est de vous voir :
ANIMER, DEVELOPPER, COORDONNER, PORTER APPUI A LA CONCLUSION, et de vous préparer, par votre réussite, à la prise de **responsabilités élargies.**
Avez-vous cette dimension ?

IBS

En toute confidentialité, adressez lettre manuscrite et C.V. sous réf. 9101 à :
INTERNATIONAL BUSINESS STRATEGY
25, Bd de l'Amiral Bruix 75116 PARIS – Tél. : (1) 502.12.20

ENERTEC

Leader européen de la Mesure et de la Régulation,
filiale industrielle du Groupe **SCHLUMBERGER,** recherche
pour sa **DIVISION ELECTRICITE-DISTRIBUTION** située à **POITIERS**

Chef de service productique

Ingénieur électronicien

expérimenté

ayant de solides qualités de contact, du goût pour la mobilité et une bonne connaissance de l'Anglais.
Chargé d'assurer la fourniture permanente des moyens d'accroître la productivité et l'efficacité de l'outil de production, il contrôle : l'automatisation des fabrications, les méthodes, la gestion des matériels. Il encadre 15 personnes dont 1 ingénieur et 2 assimilés cadres.

Ce poste ouvre de larges perspectives d'évolution au sein d'un Groupe international de tout premier plan.

Merci d'adresser votre CV accompagné d'une lettre manuscrite et d'une *photo, sous la référence S 371,* à Pierre COTON, ENERTEC, BP 365, 86009 Poitiers Cedex.

ENERTEC
Schlumberger

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Nous sommes une société de 600 personnes, notre mission est de **PILOTER**, auprès de grands industriels sous-traitants, **DES PROJETS D'ÉQUIPEMENTS ET DE SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES** d'armement de haut niveau.

Souhaitant renforcer notre bureau qualité-méthodes, nous recherchons un :

INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE *HF*
DÉBUTANT
OPTION ÉLECTRONIQUE

Il s'intégrera dans une petite équipe chargée d'aider les responsables de programme à gérer la qualité, les coûts et les délais des projets.

Sa mission s'exercera principalement **au profit d'une commission chargée d'établir les normes de qualité et d'essais à effectuer en environnement** (conditions climatiques, types de terrain, chocs, etc.) pour que les systèmes d'armes étudiés satisfassent les besoins des utilisateurs.

Le candidat sera notamment chargé de constituer des dossiers dont il présentera une synthèse à la commission ; il aura recueilli préalablement l'ensemble des informations nécessaires auprès des divers interlocuteurs concernés par le problème abordé.

Ce poste est attractif en raison de la variété des sujets abordés et des contacts nombreux. Il est nécessaire de posséder une bonne aptitude à l'analyse et à la synthèse ainsi que des facilités de rédaction et un bon esprit d'initiative.

Si cette offre vous intéresse, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. 84.06 M à EUREQUIP *à qui nous avons confié la recherche et qui vous garantit la plus grande discrétion.*

MEMBRE DE SYNTEC

HAVAS CONTACT



EUREQUIP
Département Conseil en Recrutement
15, avenue d'Eylau – 75116 PARIS
Tél. 553.84.73



Détection – Commande de puissance – Traitement – Dialogue

TELEMECANIQUE est leader européen de l'automatisation et de la distribution (C.A. 1983 : 4,4 milliards) en ELECTROTECHNIQUE, ELECTRONIQUE, PNEUMATIQUE.

• Ingénieur

La Direction Recherche et Développement située à Nanterre recrute un ingénieur électronicien diplômé d'une Grande Ecole ou titulaire d'un Doctorat de 3e cycle de l'Université.

Il aura pour fonction la recherche et le pré-développement *de produits à dominante électronique courants forts, pour* la mise en œuvre électrique et thermique des semi-conducteurs de puissance.

Ce poste nécessite une expérience similaire de 3 à 5 ans. (Réf. 1F/8307)

• Technicien

Un niveau BTS ou DUT de préférence avec expérience en électronique de puissance pour conduire des essais thermiques et électriques sur des semi-conducteurs de puissance et mener des études et des pré-développements de dispositifs mettant en œuvre des semi-conducteurs.

Connaissances dans la conduite des essais par calculateurs et de l'étude des schémas seraient appréciées. (Réf. 1F/8402)

* * *

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à TEMEMECANIQUE - Direction du Personnel - 33 bis, avenue du Maréchal-Joffre - 92002 NANTERRE CEDEX.

MEDIA PA



Télémécanique

emplois régionaux

Chef des ventes
alimentation animale

Notre métier depuis plus de 20 ans : l'ALIMENTATION ANIMALE.

Division filiale d'un important groupe multinational, nous devons notre notoriété à la performance des hommes et à la qualité reconnue de nos produits.

Nous recherchons au départ de notre unité de production localisée en Pays de Loire un CHEF DES VENTES en prise directe avec notre Directeur de Division.

Autonome dans son organisation et ses actions, il assurera le développement de nos parts de marché auprès d'une clientèle d'éleveurs et d'industriels de l'agro-alimentaire.

Il est appuyé par une force de vente technico-commerciale bien rodée au terrain qu'il est chargé d'animer.

Ce poste s'adresse à un professionnel rompu aux contacts et à la négociation, excellent animateur et fortement imprégné du secteur Agriculture/Elevage.

Adresser lettre + photo + C.V. sous réf. CVA/2709 à **A.C.P. ENTREPRISES** - 12, rue Dupleix - 29200 BREST - Tél. : (98) 46.20.78.

entreprises

MEDIA PA

INGENIEUR GENERALISTE



DEBUTANT

*Filiale en expansion constante de la Société Européenne de Propulsion, **S2M** leader mondial du palier magnétique pour l'industrie, notamment spatiale, recherche un ingénieur débutant ou possédant une courte expérience, de formation INSA, ISIN, ESIM ou équivalent.*
Dans un premier temps, cet ingénieur participera à l'étude et à la mise au point de divers matériels et évoluera ensuite vers un poste d'ingénieur d'affaires.
De ce fait, l'anglais courant est indispensable et l'allemand apprécié.
Poste basé à VERNON (Eure) 80 km Ouest de Paris avec déplacements fréquents à l'étranger.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 339 à

IDL

***Isabelle D. LAVAUD** Psycho-Sociologue*
IDL CONSEIL
JUMELLES 27220 ST ANDRE DE L'EURE

4, rue Massenet 75116 Paris



Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Jeune Directeur commercial France et export
référence TD 362 AM

PANODIA - PMI spécialisée dans la fabrication d'articles pour la photographie (classement, présentation, archivage, portfolios...) et réputée pour ses créations porteuses de tendances (petite maroquinerie, papeterie, accessoires de mode...) recherche son **Directeur Commercial.**

Rattaché au PDG, il assumera la totalité de la fonction :
- définition de la politique Produits/Marché,
- détermination des objectifs de vente,
- organisation et animation de la force de vente (VRP + Agents Étrangers),
- négociation des contrats importants,
- gestion des commandes.

Ce poste sera confié à un candidat (de préférence diplômé), doté de qualités éprouvées d'animation et de négociation. Il devra posséder une expérience confirmée de la commercialisation dans un domaine similaire (photo, papeterie, cadeaux).
Gestionnaire rigoureux, il sera désireux de participer au développement d'une Entreprise connue pour sa créativité et son dynamisme.
Anglais courant nécessaire.

Lieu de travail : région Centre Sologne.
Rémunération : 220 000 F +

Responsable informatique
référence DY 358 AM

Participer au démarrage d'un établissement industriel.
UN DES GRANDS MONDIAUX DE L'ÉLECTRONIQUE recherche un **Responsable** qui créera le Service Informatique d'un établissement industriel en cours de démarrage.

Rattaché au Directeur Financier de l'établissement, il développera l'ensemble *des systèmes d'information et dirigera le service qu'il constituera.*
Ce poste conviendrait à un jeune diplômé grande école (ou MIAGE) désireux de valoriser une première expérience en milieu industriel de 3 à 5 ans comme Chef de Projets ou Responsable d'Études (expérience Management Informatic System appréciée) et d'accéder à ses premières responsabilités de Chef de Service.
Les bonnes aptitudes à la communication, le dynamisme, les capacités de synthèse seront prédominantes.

Poste : ville sud-est.
Ordre de grandeur de rémunération : 200 000 F +

Ingénieur qualité fort potentiel
référence SC 361 AM

UNE SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE FRANÇAISE RENOMMÉE réalisant des biens d'équipement pour les industries nucléaires, pétrolières, alimentaires et exportant plus de 50% de son CA, recherche un **Ingénieur Qualité.**

Au sein du Service Qualité de sa principale usine (900 personnes), il sera chargé de développer la qualité par :
- des audits sur le terrain à l'aide "d'outils" de mesure appropriés,
- l'élaboration et la préconisation des actes de progrès,
- l'animation des cercles d'amélioration de la qualité.

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé ayant 2 à 4 ans d'expérience industrielle en fabrication, méthodes ou B.E. lui ayant donné une première approche des problèmes de qualité, de coût et/ou d'analyse de la valeur.
Les qualités d'analyse, l'esprit innovateur et constructif, la capacité d'intervenir à tous niveaux hiérarchiques seront déterminants.
Poste : ville 100 km est Paris.

Cadre financier
référence RB 360 AM

UNE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE RENOMMÉE, filiale d'un grand groupe international, recherche un **Cadre Financier** capable d'assumer des responsabilités polyvalentes :
- participation à l'élaboration des contrats à l'exportation, suivi financier de ceux-ci, liaison COFACE,
- gestion de la trésorerie,
- supervision de la comptabilité clients et fournisseurs.

Poste formateur et évolutif, qui conviendrait à un candidat :
- ESC ou équivalent, disposant de 3 à 5 ans d'expérience dans une banque ou *une entreprise, lui ayant donné, en particulier, de bonnes connaissances* dans les problèmes de financement à l'exportation,
- témoignant de bonnes qualités d'organisation, d'animation et d'esprit d'équipe.

Connaissance de l'anglais nécessaire.
Poste : banlieue est Paris.

Membre de Syntec

Ingénieurs débutants pour accession rapide à postes opérationnels
référence MC 144 CM

UN GROUPE FRANÇAIS LEADER (12 000 personnes), constitué par plusieurs centres de profits gérés de manière autonome et décentralisés et mettant en œuvre des techniques diversifiées, offre de réelles possibilités de carrière à des **Ingénieurs débutants.**

Ils seront solidement formés dans une des unités en assumant des responsabilités concrètes dans les différents services, puis ils évolueront soit dans la même unité, soit dans le groupe.
Ces postes conviendraient à des ingénieurs AM, IDN, Mines ou écoles équivalentes, ayant très bonnes capacités de contact et qualités d'animateur et d'organisateur.

Premiers postes à Lille.

etap — 4, rue Massenet 75116 Paris

MEDIA PA

SGN - Ingénierie - 1200 personnes, filiale du Groupe CEA/COGEMA,
spécialisée dans les techniques de pointe (nucléaire, Techniques Nouvelles)
intervenant en France et à l'étranger
souhaite faire participer à son développement

ESSEC, ESCP, ESCAE...

ayant acquis une première expérience de l'entreprise, de préférence, dans les domaines commerciaux ou de gestion.

En fonction de leurs goûts et de leurs compétences, il leur sera proposé de s'intégrer dans
- Le Département PLAN - FINANCES - GESTION : contrôle de gestion, études de simulation du développement de l'entreprise.
- Le Département *APROVISIONNEMENT - MARCHE DE TRAVAUX* : négociation de contrats importants concernant l'approvisionnement en matériel et la passation de marchés de travaux dans le cadre de réalisations industrielles de grande envergure.

Leurs compétences de management et leur sens commercial complèteront efficacement les compétences scientifiques et techniques des ingénieurs en place.

Adresser CV, photo et prétentions à



Direction du Personnel
1 rue des Hérons - Montigny-le-Bretonneux
78184 Saint-Quentin-en-Yvelines

SOURCES

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

EVOLUER Nous sommes une société française *membre d'un groupe international solide (3 000 personnes).* Nous progressons vite dans un marché dynamique : l'informatique des utilisateurs. *Participant à notre croissance,* vous assurez donc votre développement personnel.

VIVRE Nous sommes une société à taille humaine qui privilégie la *communication.* Nos clients sont des partenaires et tissent avec nous des liens étroits de confiance mutuelle. Autonome sans être isolé, vous participez à la vie de votre équipe.

CREER Nos collaborateurs sont des professionnels compétents et nos moyens informatiques des outils performants. Nous concevons et réalisons des solutions novatrices à des problèmes variés (finance, marketing, personnel,...). Utilisant pleinement vos connaissances, vous créez dans une société qui innove.

Jeune diplômé Grande Ecole Scientifique ou Gestion

Si l'informatique et ses applications vous attirent, rejoignez-nous comme
INGENIEUR CONSULTANT
vous prendrez progressivement la responsabilité d'une clientèle de grandes *entreprises auprès desquelles vous exercerez un métier de conseil,* d'assistance et de mise en place d'applications. *Réf. 202M*

cegi tymshare

Si vous avez de solides connaissances en informatique et une réelle expérience de la programmation, *rejoignez-nous comme*
INGENIEUR LOGICIEL
vous participerez à des projets variés dont vous prendrez progressivement la responsabilité complète, de la conception à la mise en place. *Réf. 203M*

Ces postes peuvent aussi convenir à des débutants ayant un fort potentiel.
Nous vous formerons aux nouvelles techniques de l'informatique : langages de 4ème génération, micro-ordinateurs, télécommunications, applications réparties.
Envoyez à l'attention de Madame Katherine KALOCSAI, Directeur des Opérations France, un bref C.V. en mentionnant le poste qui vous intéresse.
CEGI-TYMSHARE, 106, Bureaux de la Colline, 92213, SAINT-CLOUD — Tél. 602 70 12

Nouveau groupe concept avancé restaur. distrib. Plan expansion important recherche responsable unité 30-35 ans cap. d'impliquer, total. *Avenir* très intéressant. Qual. exigées : sér. Disponible, très motivé. Sens gestion et personnel. C.V. journal.
Ecrire sous le nº 7.601
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

SERVICE
ET DÉVELOPPEMENT
INFORMATIQUES
recherche pour
LOGICIELS DE BASE OU D'APPLICATIONS

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES

Ecrire ou téléphoner au :
78-80, avenue Galliéni
Tour Galliéni 1
93174 BAGNOLET CEDEX
360-13-54/55/56.

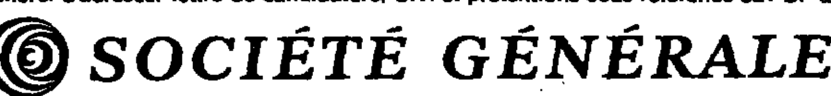
PARIS DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

RESPONSABLES DE PROJETS

Dans le cadre de la refonte des traitements d'administration et de gestion du Personnel, *ils seront chargés, au sein du Service Informatique de notre DIRECTION DES* RESSOURCES HUMAINES, de la mise en œuvre de projets sur mini-ordinateurs et *gros systèmes.*

De formation supérieure, les candidats souhaités devront posséder au moins 2 ans *d'expérience.*
Une connaissance de la fonction Personnel, ainsi que la maîtrise d'une méthode d'ana*lyse de données seraient appréciées.*

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. et prétentions sous référence 321 DP à :



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Service du Recrutement - 7, rue Caumartin, 75009 PARIS

bleu

---

production informatique

Une Banque Régionale (2700 personnes - 160 agences) dont la *Direction Générale et le Centre Informatique sont implantés dans* une grande ville universitaire recherche :

un Adjoint au Responsable de la Production Informatique (H/F)

Plus particulièrement chargé de la rationalisation de l'Exploitation, il sera amené à participer, en liaison avec les études, à la définition et au développement des méthodes de gestion et de contrôle des Systèmes Informatiques et des réseaux associés (400 terminaux).

Agé d'une trentaine d'années et diplômé *d'une école d'ingénieurs,* le candidat possède déjà une bonne expérience des grands *systèmes BULL.*

Adresser lettre manuscrite, CV., photo et prétentions sous la réf. L084/M à H. Bouet, Sema-Sélection : Centre Metra 16/18, *rue Barbès 92126 MONTROUGE.*

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris - Lille - Lyon Marseille - Toulouse

Premier constructeur français d'instruments opto-électroniques de haut de gamme (optique, vision de nuit, périscopes, mesures, analyse d'images...) spécialiste de l'hydraulique (servo-valves, pompes, systèmes d'asservissement).
1370 personnes dont 135 ingénieurs, réparties en 5 établissements à Paris et en Province,
nous recherchons pour développer nos ACTIVITES MILITAIRES

INGENIEUR D'AFFAIRES EXPORTATION

La formation commerciale (HEC - ESSEC ou ESC...) et une expérience des produits de haute technologie doivent lui permettre de maîtriser les différents aspects de la négociation à haut niveau de contrats à l'exportation (Ministères et organismes officiels).
Bénéficiant d'une large autonomie, il sera responsable de la réalisation des objectifs export qui s'inscrivent dans la politique commerciale de notre division armement en s'appuyant sur un réseau d'agents à animer et sur la logistique technique et industrielle de la société.
La sortie récente de plusieurs matériels très compétitifs est un atout supplémentaire à valoriser.
Agé d'environ 35 ans, il possède une bonne pratique de l'anglais et de l'allemand ou *l'espagnol.*
Le poste comporte des déplacements fréquents dans le monde entier, mais de courte durée.

sopelem

Adresser CV manuscrit, photo et prétentions à Direction du Personnel
102, rue Chaptal 92306 LEVALLOIS PERRET.

Importante Société d'Assurances

recrute pour PARIS,
pour son département immobilier en développement :

1 responsable travaux

Un technicien du bâtiment (formation BTS) avec plusieurs années d'expérience BT (ou cabinet d'architecte), âgé de 35 à 40 ans environ.
Le candidat retenu sera chargé de contrôler les pièces des marchés et d'assurer le suivi de l'exécution des chantiers des immeubles de placement de la Société.

1 responsable travaux immeubles d'exploitation

Agé de 35 ans environ, titulaire d'un BT Bâtiment et avec une expérience minimum de 10 ans dans un cabinet d'architecte en tant que projeteur dessinateur, le *candidat retenu sera chargé de la conception de l'aménagement des services et* bureaux de la Société. Il devra assurer également le suivi des travaux.

1 gestionnaire d'immeubles commerciaux

De formation comptable (DECS) complétée par de solides bases juridiques et des connaissances en *informatique de gestion, le candidat retenu devra pouvoir* justifier d'une expérience de plusieurs années au sein d'un cabinet immobilier. Il sera chargé de la gestion complète (*administrative, comptable et juridique*) d'un patrimoine d'immeubles commerciaux en forte croissance.

1 gestionnaire d'immeubles

Titulaire d'un Bac G.2 et d'un DEUG de Droit ou ICH et avec une expérience de 5 ans dans un cabinet immobilier, le candidat retenu sera responsable de la gestion *d'une partie du patrimoine immobilier de la Société.*

1 responsable administratif et comptable

De formation comptable (DECS), avec des connaissances en *informatique,* le candidat retenu devra pouvoir justifier d'une expérience de 5 ans *minimum* dans des fonctions de type contrôle de gestion assurées dans une société *immobilière* ou une entreprise de Bâtiment et Travaux Publics. Il sera chargé du suivi des budgets et des tableaux de bord de l'ensemble du département immobilier de la Société.

Ces postes et particulièrement les 3 premiers, impliquent de nombreux déplacements de courte durée en province.

Adresser curriculum-vitae et prétentions à :
la Garantie Mutuelle des Fonctionnaires
Service : Personnel - Siège - Embauches
76, rue de Prony 75857 PARIS CEDEX 17

L'un des principaux groupes industriels français

recherche

25 INGÉNIEURS

débutants ou 2-3 ans d'expérience.

Généralistes - Chimistes - Mécaniciens - Automaticiens - Informaticiens.

INGENIEURS DE PRODUCTION
Après une formation de 2 ans environ, ils se verront confier des responsabilités importantes d'encadrement en production en France ou à l'étranger.

INGENIEURS DE BUREAU D'ETUDES
Ils auront à concevoir, réaliser et mettre au point des machines d'essais ou de fabrication dans des domaines de mécanique, d'automatique ou de conduite de process.

INGENIEURS DE RECHERCHE
Au sein d'équipes pluridisciplinaires, ils seront chargés de concevoir des produits complexes, de haut niveau technologique et passeront rapidement des idées aux réalisations.

INGENIEURS INFORMATICIENS
Ils se verront confier une responsabilité globale sur des projets en informatique de gestion, en recherche opérationnelle ou en informatique scientifique. Ils utiliseront les logiciels les *plus récents sur une gamme* étendue de matériel.

Envoyez curriculum vitae et photo à INTERMEDIA nº 531 - 59 rue La Fayette - 75009 PARIS, qui transmettra. Discrétion assurée.

13-83549-0F



Filiale du Groupe T.R.T.

occupant une position internationale de premier plan pour l'Etude et la Réalisation de RADARS AEROPORTES, Systèmes de RECONNAISSANCE AERIENNE et Systèmes de REGULATION DE TRAFIC,

recherche pour ses départements "ETUDES" (systèmes de nouvelle génération, études avancées)

INGENIEURS I, II, III A et III B

(ESE, ENST, ENSERG, ESO, ENSI, ISEP, ISEN etc...)

Expérimentés dans un ou plusieurs des domaines suivants :
• Emission / Réception (hyperfréquences) • Traitement du signal (signaux cohérents, filtrage, identification, reconnaissance de forme...) • Visualisation • Informatique : *mise en œuvre microprocesseurs 16 bits.*

Possibilité d'évolution au sein du Groupe.

Envoyer lettre manuscrite + curriculum vitae + photo au Secrétaire Général Société OMERA-SEGID
49, rue Ferdinand Berthoud à ARGENTEUIL 95101. Discrétion assurée.



Le siège DE BUREAU fête son 20e anniversaire. Nous sommes 300, la qualité de nos produits et notre dynamisme *marketing nous ont placé* parmi les premiers fabricants français.
Aujourd'hui, nous recherchons notre

CONTROLEUR DE GESTION
220-250 000

VOTRE MISSION : Sous l'*autorité du Directeur Général,* prendre en charge l'élaboration des PLANS DE FINANCEMENT, la négociation avec les organismes bancaires, la gestion de la trésorerie, mettre en place les procédures de suivi. Pour réussir, vous avez une formation école supérieure de gestion ou équivalent (DECS...), une expérience similaire en PME-PMI (au moins 6 ans) et la pratique de l'encadrement.

NOS ATOUTS : Au sein d'une entreprise à taille humaine en pleine expansion, la possibilité de vous épanouir dans un poste *évolutif* qui pourra déboucher à terme sur une Direction financière si vous en avez le potentiel.

Intéressés, adressez vos C.V., photo et rémunération actuelle sous référence 46 428 Z MERCURI URVAL - 21, rue Eugène-Flachat - 75017 PARIS.

MEDIA PA

Mercuri Urval

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

PARIS - GRENOBLE

Notre cabinet assure le Secrétariat Général de l'Association

A.T.H.

groupement national et international de professionnels libéraux de l'AUDIT et du CONSEIL.

Depuis près de quinze ans, nous développons une triple activité :

RECHERCHE, FORMATION et CONTROLE de QUALITE

dans les domaines d'activités de professions de commissaires aux comptes et d'experts comptables.

Nous recherchons deux collaborateurs - futurs associés - pour compléter notre équipe :

AUDIT - MANAGER

Cet expert comptable diplômé (ou équivalent) aura plusieurs années d'expérience en qualité de directeur de missions (manager) acquises dans un cabinet d'audit externe ou dans un service d'audit interne.
Il participera notamment à d'importants travaux sur la mise en application des principes comptables résultant des nouvelles dispositions réglementaires (loi comptable, consolidation, entreprises en difficulté.)
Sa connaissance de la langue anglaise sera un atout supplémentaire pour l'utilisation d'une volumineuse documentation dans cette langue.

EXPERT COMPTABLE CONSEIL

Cet expert comptable diplômé aura plusieurs années d'expérience des interventions auprès d'entreprises de taille moyenne et petite, acquises de préférence dans un cabinet. Il sera responsable de l'animation de l'activité "expertise comptable-conseil". Il complètera et actualisera la méthodologie existante, animera des actions de formation et participera à la mise en place d'outils bureautiques et micro-informatiques auprès de cabinets et entreprises.

Ces deux confrères participeront, dans leur spécialité respective, à un programme de production et d'utilisation de

BANQUES DE DONNEES

Ils contribueront également à diverses activités de publication (ouvrages et périodiques).

Nous examinerons les candidatures des confrères intéressés de façon très confidentielle et sommes prêts à leur fournir très rapidement des informations complémentaires sur les postes proposés.

Veuillez écrire ou téléphoner à A. ROZIER
BP 137 - 38240 MEYLAN CEDEX - Tél. (76) 41.02.16

Le développement de
NOTRE BANQUE
nous conduit à recruter des

EXPLOITANTS CLASSE VII & VIII

Ils devront disposer d'une solide expérience de DIRECTION D'UNITE DANS LE SECTEUR COMMERCIAL BANCAIRE.

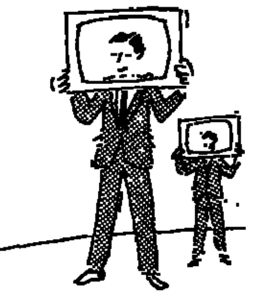
Nous leur confierons des postes de Directeurs de nos plus importantes implantations à Paris et en Province.

Ils auront à terme des perspectives de carrière très ouvertes.

Adresser CV manuscrit à notre consultant
Monsieur DANNENBERGER
135, avenue de Wagram
75017 Paris - 755.81.24
Discrétion assurée.

COMMUNIQUE DE LA DIVISION BUREAUTIQUE ET INFORMATIQUE DE RANK XEROX

« Boom des systèmes bureautiques et informatiques profitez-en les premiers. »



De bonnes raisons de devenir candidat à notre avenir bureautique.

1984 : diversification réussie. En 3 ans d'existence, la Division Bureautique et Informatique s'est taillé une place de choix sur le marché au niveau de l'organisation, de la gestion de l'information et de l'impression électronique.

Technologiquement sûr, commercialement fort.

En marge de l'activité des copieurs, la DSBI est en passe de devenir, elle aussi, leader sur son créneau. Il est vrai qu'elle bénéficie d'un savoir-faire reconnu, tant au plan commercial qu'au plan technologique où des investissements importants assurent une cadence inégalée d'innovation technologique.

Imprimante à laser :

des références dans la plupart des secteurs.
Haute précision, rapidité d'impression, option de traitement graphique, fonctionnement en mode autonome ou connecté... Avec les Xerox 9700 et 8700 complétées par la gamme plus légère des 2700, Rank Xerox s'est imposé dans les grandes entreprises et administrations.

Matériel bureautique :

le taux de placement le plus élevé du marché.
Rank Xerox commercialise une gamme de périphériques informatiques. De la solution ponctuelle à la notion de réseau, le matériel est conçu pour apporter une réponse souple adaptée au besoin de l'entreprise. Politique qui porte ses fruits puisque Rank Xerox connaît le taux de placement le plus élevé du marché.

Le défi d'une petite équipe... dotée de grands moyens.

160 personnes (commerciaux, support) et une mentalité de pionnier pour faire progresser une activité récente chez Rank Xerox et *jeune sur le marché. Il y a des moments fastes* pour rejoindre une entreprise. 1984 est de ceux-là si vous voulez vivre une phase-clé de l'avènement de la bureautique en France.

Les «plus-carrière» d'un groupe puissant.

Il n'y a rien qui soit improvisé dans la réussite du groupe ou de ses collaborateurs.
Une politique de formation reconnue sur le marché, une technique commerciale qui a fait école, des structures de fonctionnement souples et la reconnaissance de la valeur individuelle font de Rank Xerox une entreprise motivante pour ses salaires et les possibilités d'évolution qu'elle offre.

Une politique de recrutements soutenue pour maintenir une croissance forte.

INGENIEURS COMMERCIAUX réf. DLM 55

Vous parlez anglais et vous avez deux ans d'expérience dans le secteur de la vente des petits systèmes de gestion. Après une formation initiale, vous serez chargé de prospecter, gérer et accroître le parc existant. **Un tempérament de fonceur** stimulé par la vente de produits nouveaux et techniquement intéressants vous permettra d'évoluer dans une ambiance dynamique et anti-routinière.

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX réf. DLM 56

Imprimante à laser.
Une formation d'ingénieur (électronique, informatique, télécommunications) et 2 ans d'expérience dans un environnement informatique. Anglais nécessaire.
Vous serez l'interlocuteur technique, responsable de A à Z de l'étude, de la mise en route des applications et de la maintenance des systèmes. Autonome, vous «en voulez».
La perspective de fournir **une réelle prestation d'ingénieur** sur un matériel de pointe est un atout de plus pour évoluer dans un groupe leader.

Réseaux.
DUT d'informatique, expérience des télécommunications, connaissance IBM et gros systèmes. *Vous assurerez les* démonstrations des produits, étudierez la faisabilité des propositions, démarrerez les applications, et assurerez le suivi du compte. Capable d'écoute et de dialogue, vous êtes **l'interlocuteur technique**, relais **indispensable** du commercial.

Merci d'écrire à Michel TAPPERT, en précisant la référence du poste choisi, au Service Recrutement, Rank Xerox, *93607 Aulnay-sous-Bois Cédex.*

RANK XEROX

média-system

SOLAR TURBINES S.A.

Important groupe américain de haute technologie recherche pour sa filiale française de Ris-Orangis (91) (39 personnes - C.A. 20 millions dollards), son

CONTROLEUR FINANCIER

- Il devra assurer l'animation du service comptable (4 personnes)
- Il aura la responsabilité du reporting mensuel et du contrôle budgétaire
- Il devra assurer la gestion financière (relations bancaires, financement et trésorerie) et participer au développement de plans à court et à moyen terme
- Le poste conviendrait à un candidat de 30 ans minimum ayant déjà une expérience similaire dans une société industrielle américaine et une connaissance approfondie des transactions à l'exportation
- Rémunération en fonction de l'expérience.

Envoyer CV à SOLAR TURBINES S.A. - Mme CHERIF -
Boite Postale Nº 11
91130 RIS-ORANGIS

GENERAL AUTOMATION FRANCE S.A.
filiale d'un grand constructeur
recherche pour PARIS

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

pour sa nouvelle gamme de produits ZEBRA.

Votre expérience et vos succès dans la vente de systèmes multiclaviers nous intéressent.

Adresser C.W. et prétentions
40, rue Jean-Jaurès
93176 BAGNOLET Cedex
Tél. : 362-11-20.





COGEMA GROUPE CEA

Société leader mondial dans le domaine du cycle du combustible nucléaire (9.000 personnes) recherche pour la DIRECTION FINANCIERE au siège de VELIZY

RESPONSABLE GESTION TRESORERIE FRANC

Il(elle) sera chargé(e) au sein de la trésorerie (situations mensuelles et prévisions à 3 mois), de la gestion administrative et comptable des dépôts à terme de l'analyse et du diagnostic de trésorerie, des applications informatiques sur micro-ordinateurs, des relations courantes avec banques, établissements, service comptabilité.
Ce poste conviendrait à un cadre diplômé d'études supérieures, option Finances-Comptabilité, ayant une première expérience de 5 à 6 ans dans un poste similaire.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 9840 M à Elisabeth FRIEDEL CETAGEP - 30, avenue Amiral Lemonnier - 78160 MARLY-LE-ROI.

COMPAGNIE GENERALE DES MATIERES NUCLEAIRES

Organisation et Publicité

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT
Etablissement Public
à caractère industriel et commercial
recherche

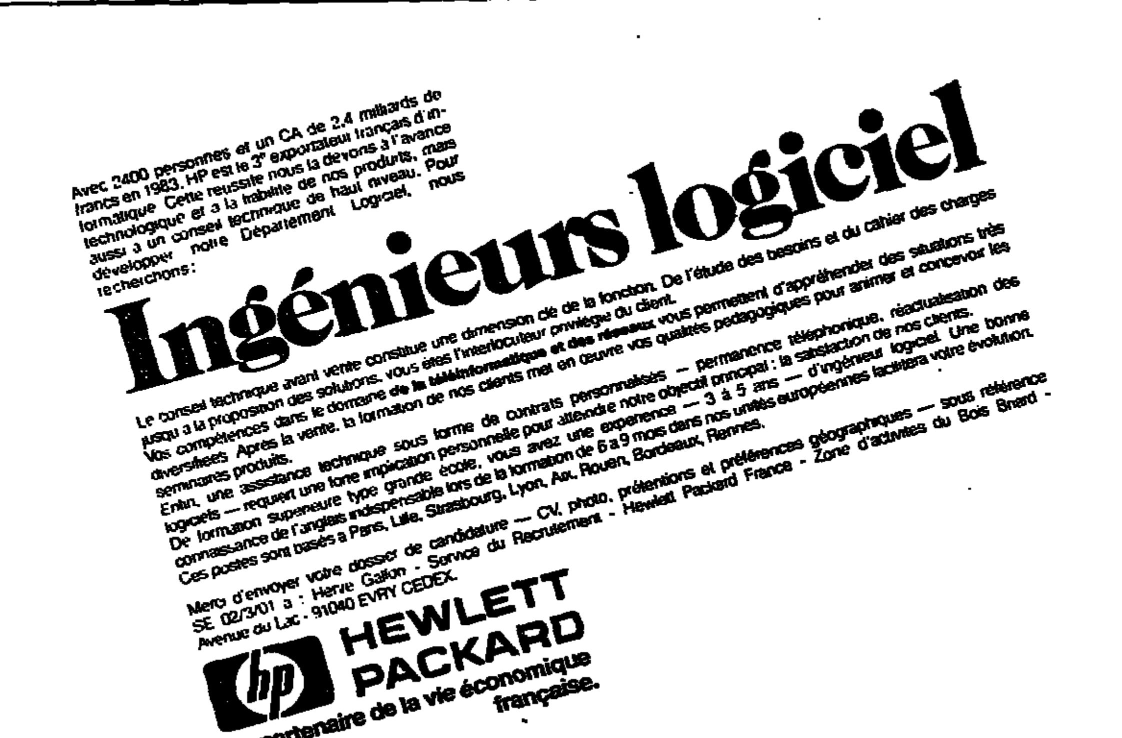
UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE CONFIRMÉ

(X, PONTS ET CHAUSSÉES, MINES, CENTRALE...) pour effectuer des recherches et des études dans le domaine de la **THERMIQUE DU BATIMENT** avec comme thème principal l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les systèmes du chauffage.

Envoyer curriculum vitae, prétentions à :
STATION DE RECHERCHE DE MARNE-LA-VALLÉE

Service Conception thermique des Bâtiments et des Équipements
84, avenue Jean-Jaurès, CHAMPS-SUR-MARNE,
77421 Marne-la-Vallée, Cedex 2.

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS



média-system

DU PONT

DU PONT DE NEMOURS (France) S.A.
recherche
Pour son département *POLYMÈRES*

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

dont la mission est *d'assurer et de promouvoir* la vente de polymères de haute technicité.

Le candidat, âgé de 25 ans minimum, doit justifier d'une formation d'ingénieur mécanicien, électricien ou chimiste et parler couramment anglais.

Une première expérience dans *le domaine des matières plastiques* ou dans la vente de produits techniques serait un atout.

Le candidat retenu recevra une formation complémentaire à Genève ou Luxembourg avant de prendre la responsabilité d'un territoire de vente ou d'une ligne de produits.

Les entretiens sont prévus les 27, 28 ou 29 mars.

Veuillez adresser C.V. et prétentions au Service du Personnel
DU PONT DE NEMOURS (France) S.A.,
9, rue de Vienne, 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT

Importante Entreprise du SECTEUR HOTELIER
recherche pour Paris

FUTUR ADJOINT DU DIRECTEUR DU PERSONNEL HF

Responsable de la gestion administrative et du recrutement du personnel, vous participerez immédiatement à diverses opérations destinées à vous familiariser avec l'ensemble de la fonction.

Ce poste évolutif requiert une solide expérience de la fonction acquise sur le terrain, dans le tertiaire de préférence.

Formation supérieure et connaissance de l'anglais nécessaires.

Envoyez lettre manuscrite, CV, photo et prét. sous réf. 39854 à DEB'S 140, rue de Courcelles 75017 PARIS qui transmettra

ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

EPS développe et réalise des systèmes de mesures géophysiques de haute technologie pour la recherche pétrolière. Pour renforcer nos Services Financiers nous recherchons un

Responsable Contrôle des coûts

HEC ou équivalent

Nous recherchons un jeune diplômé (28-30 ans environ). Il sera, sous la responsabilité directe du Contrôleur de Gestion, responsable des sections Prix de Revient et Contrôle d'Inventaire. Il assurera pour ces services la mise en place de nouveaux systèmes informatiques.

Une expérience de 4 ans dont 2 au moins dans le domaine de la production est essentielle. *De bonnes connaissances informatiques sont évidemment nécessaires, tout comme la pratique courante de l'anglais.*

La réussite dans ce poste ouvre des perspectives d'évolution de carrière rapide au sein du Groupe Schlumberger, en France et à l'étranger. Rémunération motivante.

Votre dossier de candidature accompagné d'un CV détaillé est à adresser à Etudes et Productions Schlumberger 26, rue de la Cavée - 92140 CLAMART.

Schlumberger

BANQUE INTERNATIONALE
Paris 8è
recherche

Gradé classe IV
pour
Crédit documentaire

Une ancienneté de 3 à 5 ans des crédits documentaires et des crédits par acceptation est nécessaire, ainsi qu'une pratique de leur consortialisation.
Le caractère international de la Banque implique une bonne connaissance de l'anglais.
Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions
sous référence 9823 à

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.



INGENIEUR COMMERCIAL automatisme bancaire

Domaines d'activités :
- Nucléaire
- Espace
- Systèmes automatisés
- Visualisation

Vous avez complété vos études dans une Grande Ecole d'ingénieurs ou de Commerce par une expérience des relations commerciales dans une entreprise électronique de pointe. Cette expérience vous a mis en relation avec les milieux bancaires français et internationaux.

La Sodern vous propose la responsabilité d'actions commerciales en France et à l'étranger, relatives à l'automatisation du traitement des chèques bancaires.

Pour un premier contact, adressez-vous au *Service du Personnel* - SODERN - 1, avenue Descartes - 94450 LIMEIL BREVANNES.

Etre le responsable qualité de notre ligne de produits

La qualité de nos produits est l'une de nos priorités. Dans cette perspective, notre compagnie spécialisée en Bureautique et Informatique distribuée recherche un

Ingénieur

qui aura pour mission :
- la coordination de tous les aspects «qualité» de la ligne de produits.
- l'analyse et le suivi du comportement des matériels sur site.
- *la coordination des actions correctives.*

Cette offre s'adresse à des candidats ayant une expérience dans le domaine des études ou contrôle industriel de terminaux. Une connaissance de l'après-vente est appréciée, l'anglais souhaité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (CV, photo, prétentions) sous réf. 53/5 à Michèle Corbineau - BULL TRANSAC - BP 92 - 91301 MASSY



Transac

GenRad

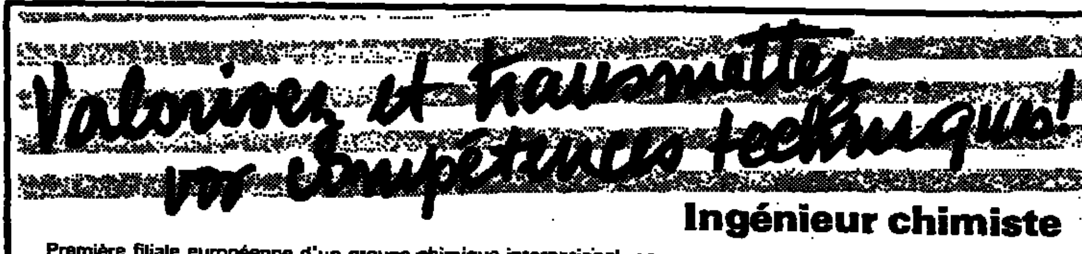
GENRAD, le leader mondial de l'industrie du test automatique développe constamment de nouvelles technologies afin de satisfaire les besoins présents et futurs dans l'industrie électronique. Forts de nos succès et compte tenu des perspectives du marché, nous recherchons de nouveaux

INGENIEURS COMMERCIAUX

Pour vendre nos équipements de test où les techniques évoluent très vite, il faut être très au fait de la technologie, entre autre parce que vos interlocuteurs, eux aussi ingénieurs, attendent des conseils avisés. C'est du reste chez les fabricants de matériel électronique et mécanique de la région parisienne que vous intervenez. A 30 ans environ, vous avez déjà *une première expérience réussie dans le domaine de la vente et devenez* ainsi le commercial dynamique qui s'est fixé comme objectif de s'intégrer dans une société qui évolue très vite sur des marchés faisant appel à des technologies de pointe. Des connaissances de base en anglais sont nécessaires pour ces postes particulièrement bien rémunérés.

Adressez CV, photo et *prétentions sous réf. 855 M à notre* Conseil ALPHA CDI 181, avenue Charles de Gaulle — 92200 NEUILLY SUR SEINE.





Ingénieur chimiste

Première filiale européenne d'un groupe chimique international, *nous sommes*, entre autre, des spécialistes de l'hygiène dans les domaines des textiles, des surfaces et de la restauration.

Nous fabriquons des produits et des matériels que nous commercialisons auprès des industries de service (blanchisseries, *teintureries...) et des grandes collectivités* (hôpitaux, établissements de soins...).

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur chimiste pouvant justifier d'une première expérience d'assistance technique auprès d'une force de vente et parlant allemand.

Vous êtes compétent et dynamique, vous avez la volonté de valoriser votre acquis au sein de notre équipe marketing où vous participerez à l'évolution des produits.

A partir de Paris, vous intervenez en appui technique auprès de nos vendeurs. Simultanément, vous consolidez et développez leurs connaissances techniques. Cette double mission s'exerce sur l'ensemble du territoire.

Une voiture vous est fournie.

Henkel

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la référence M/6 à HENKEL FRANCE - *Direction des Relations Humaines - B.P. 111* 94258 GENTILLY.

MEDIA PA

Systèmes automatiques de contrôle

RESPONSABLE ETUDES DEVELOPPEMENT

Cette Société, filiale d'un des premiers groupes industriels français largement diversifié, est devenue rapidement un des leaders mondiaux dans sa spécialité : les systèmes automatiques de contrôle. Ce succès, dû en particulier aux qualités techniques du matériel, lui permet de fournir 1/3 du marché mondial. L'exportation représente 90% du C.A.

Elle recherche le collaborateur qui lui permettra de poursuivre son développement, en particulier vers de nouveaux marchés.

Animateur d'une équipe de 25 Ingénieurs et Techniciens de toutes disciplines, il prend en charge l'étude, la réalisation et la mise au point de machines nouvelles et de sous-ensembles composant ces machines. Il gère un budget qui représente 10% du C.A. de l'Entreprise.

Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur de plus de 32 ans, diplômé d'une grande école. Il possède une expérience significative de la réalisation de matériel ayant une technologie complexe.

Au-delà de ses connaissances techniques, l'homme que nous recherchons est en mesure de prouver ses capacités d'animateur et de gestionnaire.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 9202 V, à :

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris.

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

RIBER DIVISION D'INSTRUMENTS S.A.

L'un des leaders sur le marché mondial de l'Instrumentation scientifique, recherche pour faire face à son développement

UN CHEF DES VENTES FRANCE

Formation scientifique souhaitée.

NOUS OFFRONS : Forte autonomie, salaire motivant et évolutif, carrière dynamique dans une société en plein développement.

Adresser c.v., photo (retournée) et lettre manuscrite à :

claude fitoussi conseil
74, boulevard de Reuilly - 75012 PARIS

qui examinera votre candidature. Confidentialité assurée.

Ingénieur

Grande Ecole (AM, INSA)

Notre société (eff. 800 - 600 MF CA - 25 agences en France) filiale d'un grand Groupe pétrolier Français, est spécialisée dans la gestion de l'énergie et la valorisation énergétique des déchets.

Nous avons reçu pour mission de diffuser un procédé, mis au point par les Services de recherche du Groupe, de fabrication de combustible à partir d'ordures ménagères.

C'est pour développer ce créneau d'avenir que nous recherchons un Chef de Département.

Le poste basé à Paris, s'adresse à un Ingénieur Grande Ecole âgé de 30/35 ans. Disposant d'une solide expérience de l'ingénierie, ce dernier aura exercé pendant au moins 5 ans des responsabilités de chef de département ou de projet chez un ensemblier industriel.

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, le candidat retenu aura la responsabilité du développement de cette activité nouvelle (études techniques négociations commerciales, réalisation des installations...).

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet sous référence 4623 M à DESSEIN - 69 rue de Provence - 75009 PARIS, qui transmettra.

Chef de Département

DESSEIN

Un ingénieur commercial IBM à l'heure du premier bilan

C'est en janvier 1981 que Pascal BIED entre à IBM comme ingénieur commercial, après avoir fait HEC à Jouy-en-Josas. Agé de 26 ans, originaire de Dunkerque, il est, à l'agence de Lille, chargé de plusieurs clients, des constructeurs automobiles notamment.

En quoi consiste le métier d'ingénieur commercial chez IBM ?

Je dirais que c'est essentiellement vendre aux entreprises des solutions à leurs problèmes... Pour cela, il faut identifier les besoins auprès du Service Informatique et des utilisateurs, puis définir les priorités, justifier les projets et élaborer un plan informatique : nos interlocuteurs sont alors les directions générales et fonctionnelles. La mise en place, la conception du système et la formation des utilisateurs constituent les étapes suivantes.

Il s'agit de décisions qui engagent le devenir d'une entreprise...

Effectivement ; à l'heure actuelle, l'informatique est une composante essentielle dans la stratégie d'une entreprise. Et c'est une vraie responsabilité que de lui proposer, parmi notre panoplie de solutions, la meilleure pour elle. Mais dans ce domaine, j'ai la chance de pouvoir, lorsque j'en ai besoin, faire appel aux nombreux spécialistes de la Compagnie, en France ou à l'étranger.

Avez-vous été préparé à ces responsabilités ?

Pendant la première année, j'ai alterné formation théorique au Centre d'Education et pratique en agence. C'est une année dense mais la proportion de succès en fin de parcours est très élevée.

Comment étiez-vous entré chez IBM ?

C'est un choix que j'ai mûri peu à peu. En 3ème année d'HEC, j'avais opté pour la gestion de personnel. Mais sans expérience, on ne vous confie pas aussitôt des responsabilités importantes dans ce domaine. J'ai pensé que le commercial serait un bon tremplin pour bien connaître les entreprises et me permettre d'évoluer ensuite de façon intéressante. Je me suis mis en rapport avec différentes entreprises : IBM bien sûr, mais aussi des sociétés de la Hi-Fi ou du Sport, secteurs qui m'attiraient également.

Vous avez donc eu le choix. Alors pourquoi IBM ?

Parce que l'informatique est un domaine multiple, très évolutif. De la micro-informatique à la CFAO, elle va profondément modifier les façons de travailler, de produire et de créer. Et c'est passionnant de participer à cette mutation... J'ai aussi choisi l'entreprise qui me donnait le plus d'ouvertures pour l'avenir : il est possible, à IBM, d'avoir des responsabilités successives très variées.

Si vous dressiez le bilan de ces trois premières années de vie professionnelle...

Je dirais que j'ai découvert un métier : au moment de mon choix, le commercial était, dans mon esprit, une étape transitoire. Je n'imaginais pas qu'il serait aussi riche et stimulant. Ceci étant, je reste partant pour d'autres responsabilités dans la Compagnie ; ce n'est pas contradictoire. J'apprécie aussi d'avoir, à 26 ans, des responsabilités importantes et de l'autonomie pour les assumer. C'est rare de pouvoir ainsi s'épanouir professionnellement dès son premier poste... et de sentir que les répercussions sur la vie personnelle sont aussi très positives.

Des projets ?

Me perfectionner et progresser dans mon travail... Autant que j'ai amélioré mon classement au tennis, cette année !



Vous êtes ou serez bientôt diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieur ou de Commerce ou bien vous avez déjà une première expérience. Comme Pascal BIED, vous souhaitez devenir Ingénieur Commercial...

Nous vous demanderons de bonnes connaissances en anglais et d'accepter le principe de la mobilité géographique.

IBM France - Département Recrutement - Orientation - Conseils
Référence ICM6/3
2, rue de Marengo 75001 PARIS

Nous traiterons votre dossier avec la plus grande discrétion et rembourserons les frais de déplacements des candidats reçus à Paris ou dans une Direction Régionale.

IBM

Organisation et Publicité

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE PARIS 2°

recherche

ORGANISATEUR HF CLASSE V-VI

Il sera chargé d'études portant sur les procédures et les circuits internes, les postes de travail et leur environnement matériel, en vue de concevoir et proposer des solutions explicites et fiables.

Ce poste évolutif intéresse un diplômé de l'enseignement supérieur (ingénieur, écoles de commerce ou universités), alliant la rigueur et l'efficacité aux qualités de contact.

Ayant acquis de solides connaissances bancaires, il peut justifier d'une expérience analogue réussie au sein d'une banque.
Des connaissances informatique et bureautiques seront appréciées.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s / réf. 11446 à PIERRE LICHAU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

BANQUE INTERNATIONALE

Siège social à Paris

recherche

pour sa Division Internationale

LE RESPONSABLE

(niveau cadre)
de son Service Gestion et Montage des Euro-Crédits

Le candidat recherché devra avoir :

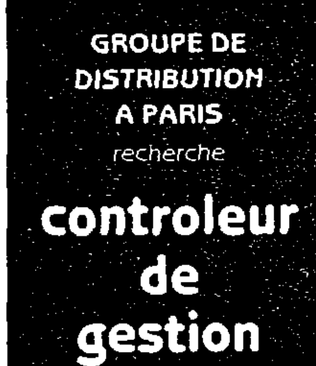
– Une bonne connaissance générale des opérations de banque et plusieurs années d'expérience de gestion d'euro-crédits acquise de préférence dans une banque à vocation essentiellement internationale.

– Une excellente connaissance des procédures et réglementations bancaires.

– Des qualités d'autorité naturelle pour superviser une équipe de gestionnaires.

– Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Adresser C.V. détaillé sous pli confidentiel sous n° 7.587 *le Monde* Publicité, SERVICE ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.



Cette fonction s'adresse à un candidat de formation supérieure, ayant une première expérience de 2 à 3 ans dans un Cabinet d'Audit, attiré par l'aspect opérationnel de la gestion.

Il assistera le Directeur du Contrôle de Gestion du Groupe dans sa mission de consolidations et d'analyses des données budgétaires des filiales. Il participera aux travaux effectués dans le cadre de prévisions à court et moyen terme.

Envoyer CV, photo et prétentions ss réf. 89616 à CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui trans.

Etablissement public à caractère industriel et commercial (sous tutelle du ministère de l'industrie) recherche

- pour son service Brevets

Jeune ingénieur Réf. 5025 A

de formation supérieure, physique, électronique + quelques années d'expérience en propriété industrielle, de préférence CEIPI

- pour son service juridique

Jeune cadre juridique Réf. 5025 B

de formation supérieure + 2 ou 3 années d'expérience en Droit des Affaires (rédaction de contrats dont contrats de prêts et de licences).

Ces deux postes sont à pourvoir à PARIS.

Envoyez lettre manuscrite, CV + photo avec prétentions en précisant la *référence du poste choisi à rscg carrières* - 48 rue St Ferdinand - 75017 PARIS.

Important Groupe Industriel La Défense recherche pour l'une de ses filiales

Jeune Cadre

pour service des ventes France.
Formation : ESSEC, Sup. de Co., ESCAE ou équivalent.
1re expérience professionnelle indispensable.
Langues souhaitées : Allemand et Anglais.
Connaissances du secteur Agro-alimentaire seraient appréciées.
Déplacements fréquents mais courts.

Adressez C.V., photo et prétentions sous réf. 84021 à

Cabinet Avenir Services

92, rue Saint-Lazare Paris-9e.

---

intel

Société multinationale américaine, 22 000 collaborateurs répartis dans le monde, *leader des technologies de pointe sur le marché des micro-processeurs et de la micro-informatique*, cherche pour les opérations de Paris et Madrid

INGENIEURS D'APPLICATION

Support technique vente

PARIS **MADRID**

Electronicien/informaticien, il assurera la promotion et la démonstration de nos nouveaux produits, répondra aux questions techniques des clients et les aidera à réaliser leurs applications.
Il aura 2 années d'expérience sur micro-processeurs et mémoires, parlera couramment l'anglais.

Une formation initiale est assurée. De larges perspectives d'évolution sont offertes en France et à l'étranger. Intéressement et voiture de fonction.

Merci d'envoyer lettre de candidature, CV et photo à Intel, Direction du Personnel, 5 Place de la Balance, Silic 223, 94528 Rungis Cédex (sous référence 53).

média-system

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

LE CLUB FRANÇAIS DU LIVRE

crée une filiale spécialisée dans

l'ÉDITION d'OUVRAGES PROFESSIONNELS

et recherche

JEUNE

éditeur HF

Responsable du programme d'Edition, il définit en liaison avec la Direction Générale les objectifs de son département et propose des projets d'ouvrages qui seront réalisés avec l'aide de Conseillers extérieurs. Il chiffre et teste ces projets auprès de la clientèle potentielle. Une fois le lancement décidé, il coordonne toutes les opérations d'édition : relations avec les auteurs, délais, contrats, corrections... Il participe aux opérations de Fabrication avec le Responsable de Fabrication, puis à la commercialisation des ouvrages en vente par correspondance avec l'Agence de Publicité et le Directeur Commercial.

Ce poste très complet d'ÉDITEUR exige une excellente formation générale – IEP, DROIT, ÉCOLE de COMMERCE... et une première expérience soit dans le domaine du journalisme professionnel, soit dans l'Edition (d'ouvrages techniques, par exemple). Il peut permettre d'accéder à des responsabilités plus importantes au sein de cette filiale.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 2814 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

directeur administratif & financier

AFRIQUE NOIRE

Le leader mondial sur le marché de l'équipement de bureaux recherche le DIRECTEUR ADMINISTRATIF et FINANCIER de sa division Afrique regroupant trois filiales - Côte-d'Ivoire - Cameroun - Sénégal (230 personnes).

Il sera chargé de la comptabilité, du suivi des problèmes fiscaux, financiers, administratifs et de la gestion du personnel d'une des filiales. En outre, il supervisera dans les mêmes tâches les deux autres filiales dont l'informatisation est prévue. Il assurera le Contrôle de Gestion des trois unités (élaboration des budgets, tableaux de bord, analyses des écarts) et sera responsable du reporting pour l'ensemble du secteur Afrique vis-à-vis de la maison mère.

Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 30 ans minimum, ayant acquis une bonne expérience de la Gestion Comptable et Administrative, de préférence en Afrique.

Le groupe offre de nombreuses opportunités de carrières. STATUT EXPATRIÉ.

Les dossiers de candidature sous réf. 2813 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

Filiale Médicale de

Béghin Say

spécialisée dans les produits d'hygiène et de soins diffusés dans les Pharmacies et les Collectivités Médicales.

Dans le cadre de son développement National et International, offre le poste de :

chef de produit

Vous êtes de formation médicale ou scientifique et possédez une première expérience de la fonction Marketing, principalement orientée vers le développement de produits nouveaux.

Vous êtes créatif et rigoureux. Vous parlez l'anglais couramment.

Votre mission est axée sur les points suivants :

- Etudes de Marché.
- Mise au point de produits en relation avec les Services Recherche des Unités de Production.
- Tests de produits.
- Plans de lancement.
- Suivi de l'évolution des produits.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo *(retournée)* sous réf. PW 77/LM à :
BEGHIN-SAY B.P.A. 54, avenue Hoche
75008 PARIS

emp

Le Groupe MECANORMA numéro 2 mondial dans la *fabrication et la diffusion* de produits destinés aux professionnels des industries graphiques *(380 personnes - C.A. 200 MF dont 50% à l'export, 5 filiales à l'étranger).*

recherche
pour son siège au *PERRAY-EN-YVELINES*
(200 personnes dont 45 cadres)

SON CHEF DU PERSONNEL

Il aura en charge :
La gestion administrative du personnel, le recrutement, la formation et les négociations avec les instances représentatives ainsi que la responsabilité des services généraux (Parc auto, immeubles, etc...)

Ce poste sera confié à un cadre de 35 ans minimum, de formation supérieure, ayant acquis une solide expérience de la fonction, actif et réalisateur.

Prière d'envoyer C.V. détaillé et photo à :
MÉCANORMA
78610 LE PERRAY-EN-YVELINES

bleu

responsable logistique

(MATERIALS MANAGER) — BANLIEUE SUD

Filiale Française (180 pers) d'un Groupe Américain de notoriété, nous produisons et commercialisons des produits destinés au monde chirurgical. Nous sommes en pleine expansion et exportons plus de 80% de notre production.

Rattaché à notre Directeur Général, vous avez pour mission d'assurer, en fonction des prévisions de vente France et Export :
- le contrôle des stocks (matières premières et produits finis)
- les plans d'approvisionnements (matières premières et produits finis importés)
- les programmes de production, leur lancement et le suivi des délais.

Vous avez l'expérience de la fonction et *vous êtes rodé à l'utilisation de l'informatique* (IBM 34 et MAPICS si possible).

Vous maîtrisez aussi la **LANGUE ANGLAISE.**
Ce poste doit évoluer en fonction de votre réussite.

Merci d'adresser CV et prétentions sous réf. PM 40. à notre conseil qui traitera votre dossier *confidentiellement.*

COGEPLAN
COGEPLAN - Tour de Lyon
185, rue de Bercy - 75012 PARIS

OSBOR — Organisation et Publicité



PIERRE & VACANCES *notre expansion dans l'immobilier et le tourisme favorise le développement de nos systèmes informatiques.*

nous recherchons :

un analyste réf. 001

- Grandes Ecoles, Universités, niveau maîtrise en informatique.
- Connaissance approfondie en COBOL.
- 4 années d'expérience sur développement projets application de gestion.

opérateurs-pupitreurs

(PARIS - PROVINCE) réf. 002
- Connaissances IBM 36 - IBM 34, notions COBOL.
- Horaire de travail 16 heures à 24 heures.

Envoyer C.V., prétentions avec référence choisie à : P.V.T. - Service Administration Gestion
54, avenue Marceau - 75008 PARIS

emp

Important groupe de Travaux Publics, quartier La Défense, recherche pour sa Direction Comptable et Fiscale du Holding

Cadre comptable fiscaliste

DECS

pour participer à l'élaboration des consolidations du groupe au sein d'une équipe performante, agissant sur périmètre mondial 10 à 15 ans d'expérience nécessaire dont 5 de préférence dans les TP. Anglais apprécié.

Auditeur interne comptable

Diplômé d'une Grande Ecole de gestion (HEC, Sup de Co...)

La préférence sera donnée à un candidat muni du DECS complet. 5 à 10 ans d'expérience minimum acquise dans un cabinet spécialisé ou une entreprise industrielle. Anglais indispensable.

Avantages sociaux. Restaurant d'entreprise.

Ecrire avec référence et prétentions en présicant sur l'enveloppe la réf. 284025 à Régie Presse. 85, bis rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

IMPORTANTE STÉ DE COURTAGE DE BANQUE

recherche pour renforcer ses effectifs d'Exploitation et d'Informatique

COURTIERS ET CAMBISTES
confirmés et bilingues anglais

DEUX JEUNES GENS
sans qualification particulière, parlant parfaitement l'anglais. Profil évolutif de carrière. Salaire intéressant.

UN OPÉRATEUR DE SAISIE INFORMATIQUE
même débutant - anglais apprécié

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à REGIE-PRESSE, sous nº T 044.604 M
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

VILLE DE SEVRES (HAUTS-DE-SEINE)
recrute par voie de mutation

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

- DEA de droit public.
- DESS de droit et gestion des collectivités locales.

(Salaire net de départ 7 600 F).

Adr. c.v., candidat., photo à M. LE MAIRE
Hôtel de ville,
54, Grde-Rue, 92310 SEVRES.

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE PARIS Xè *(30 personnes), recherche pour missions d'assistance* et de révision

ASSISTANT HF

Très confirmé(e) (N. 3 et N. 4 - convent. collect.), ayant 2 à 5 ans d'expérience cabinet.
Diplômé(e) HEC - ESSEC ou équivalent.

Déplacements province à prévoir. Libre le 15/4

Env. lettre manuscrite avec prétent., C.V. et photo à N. 3771 - PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 PARIS. Réponse assurée.

CONSTRUCTEUR APPAREILLAGES ET ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES BASSE TENSION ET ÉLECTRONIQUE INDUSTRIELLE
Filiale d'un leader européen situé dans la BANLIEUE EST de PARIS
recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

CONFIRMÉ
pour étoffer sa force de vente.

- Formation supérieure
- Salaire motivant

Bonnes connaissances en automatisme et en distribution indispensables.

Envoyer CV et photo à nº 89.471 Contesse Publicité – 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
Direction de l'Administration Pénitentiaire

recherche

CHEF DE SERVICE COMMERCIAL

MISSIONS :
PROMOTION DU TRAVAIL PÉNITENTIAIRE
ORGANISATION DE LA PROSPECTION *COMMERCIALE pour :*

- l'implantation d'entreprises privées comme CONCESSIONNAIRES DE MAIN-D'ŒUVRE PÉNALE au sein des établissements pénitentiaires (150 établissements actuellement, près de 7.000 postes de travail)
- la recherche de CONTRATS DE SOUS-TRAITANCE pour la Régie Industrielle des établissements pénitentiaires (environ 2.000 postes de travail)

PROFIL :
30-40 ans.
Formation : diplôme d'une grande école de commerce (H.E.C. - E.S.S.E.C. - E.C.G.P...).
Expérience professionnelle multisecteurs.
Disponibilité, capacités de négociation, sens des relations publiques.

RÉMUNÉRATIONS :
140.000 F A 190.000 F (BRUT)
CONTRAT 3 ANS RENOUVELABLE.

CANDIDATURES A ADRESSER :
MINISTÈRE DE LA JUSTICE - D.A.G.E. - Bureau I. 1
13, place Vendôme, 75042 PARIS CEDEX 01.

ISIS à un corps, donnez-lui une «âme» ...
Pour concevoir et réaliser la logique de la machine ISIS, système scientifique de hautes performances, notre Direction Recherche et Technologie Avancée recrute :

UN MATHEMATICIEN

Il participera à l'étude et à la réalisation des bibliothèques mathématiques du système.
Formation souhaitée : diplôme d'une Grande Ecole d'Ingénieur ou Doctorat. Réf. 424 M

UN LOGICIEN

Il sera chargé de la définition et du développement des fonctions logiques du système.
Ce poste s'adresse à un Ingénieur Diplômé d'une Grande Ecole.
Une première expérience en circuits logiques et technologies rapides serait appréciée. Réf. 426 M

Lieu de travail : Banlieue Ouest de Paris.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence du poste souhaité à

Véronique Bourlet
Cii Honeywell Bull
PC 0G021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20

Bull

GROUPE SYSECA

SOCIETE DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE

(720 personnes, C.A. 220 M.F.) partenaire d'un groupe industriel de taille internationale,

recherche

INGENIEURS COMMERCIAUX

Formation Grandes Ecoles d'Ingénieurs ou de Commerce pour la vente des services et des produits de notre unité

GRANDS SYSTEMES TEMPS REEL

Justifiant d'une expérience technique ou commerciale d'environ 4 ans, leur aptitude à la prospection et à la négociation de haut niveau dans les administrations et les grandes entreprises leur permettra de participer à la croissance du Groupe tant en France qu'à l'Etranger.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 2048 à
GROUPE SYSECA - Service du Personnel
315, Bureaux de la Colline
92213 SAINT CLOUD Cedex

Publicités Réunies

INGENIEURS ELECTRONICIENS/ ELECTROMECANICIENS

en FRANCE et en EXTREME ORIENT

CGA ALCATEL, 800 personnes, 450 MF de CA dont 50 % à l'export propose, à trois jeunes ingénieurs décidés à changer d'horizons, de rejoindre des équipes dynamiques et performantes à Hong Kong, PUSAN ou tout simplement en France.

De formation ENSI ou équivalent, les candidats que nous désirons intégrer, seront des cadres responsables, curieux de techniques et de relations nouvelles. Ils pourront justifier d'une expérience de quelques années dans la conduite de chantiers à l'étranger et si possible dans la maintenance.

Nous leur confierons des tâches variées allant de la conduite de travaux d'installations à la coordination des sous-traitants en passant par le contrôle des recettes et de la maintenance.

Outre des qualités techniques, ces postes exigent une bonne adaptabilité, le sens du contact et de réelles aptitudes au commandement.

Les séjours prévus à l'étranger sont de durée variable.

La maîtrise de l'anglais est bien évidemment indispensable.

Si vous pensez être l'homme de la situation, écrivez sans plus tarder avec CV et rémunération actuelle à P. MARIE JOSEPH - CGA ALCATEL
Direction du Personnel BP 57 - Le Plessis Pâté
91220 BRETIGNY S/ORGE.





OFFRES D'EMPLOIS

GENIE
L O G I C I E L

*Vous êtes **ingénieur**, ajoutez le génie logiciel à vos compétences dans les domaines de la téléphonie ou des réseaux en entrant dans la société qui a créé le 1er outil de CAO de logiciel français; SOFTPEN.*
Un minimum de 3 ans d'expérience et la connaissance des microprocesseurs INTEL (8085, 8086, 8089), MOTOROLA (6809, 6800) ou AMD 2900 sont nécessaires pour développer les projets qui vous seront confiés.
Adressez votre candidature avec C.V. sous réf. M 66, à :
I.P.I. 26, rue du Renard, 75004 Paris

Nous sommes une Société Internationale basée à Paris. Nous mettons à la disposition de nos clients, par téléphone, une information triée et traitée par 150 spécialistes.
Notre Département Politico Culturel recherche :
pour une durée de 6 mois minimum : *homme ou femme chargé de répondre* aux questions les plus variées dans le domaine littéraire et artistique. De formation littéraire, vous avez le goût de la communication et du travail en équipe.

une documentaliste

de formation littéraire, vous vous intéressez à l'actualité et en particulier à la vie politique nationale et internationale.
Au sein de la cellule documentaire vous serez plus particulièrement chargée des dossiers "biographie" et "relations internationales".
Envoyez votre candidature détaillée ainsi que vos prétentions à SVP.
Mme Eva Lipuscek
54, rue de Monceau,
75008 PARIS.
SVP

INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE
situé à RUEIL MALMAISON (92)
recherche
JEUNE INGENIEUR
DIPLOME GRANDE ECOLE

- DOMAINE DE COMPETENCES : raffinage, moteurs à combustion interne, applications des produits du pétrole, économie pétrolière.
- FONCTIONS DE DEBUT DE CARRIERE : participation à la rédaction d'ouvrages sur les carburants.

Evolution de carrière possible vers la recherche technique dans les domaines énumérés ci-dessus.
Les candidats, qui feront partie d'une équipe de recherche technique, devront avoir le goût et démontrer leurs aptitudes à la recherche d'information, à la synthèse et à la rédaction technique.
Ecrire sous réf. 89314 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui trans.

Nous sommes une société internationale basée à Paris.
Nous mettons à la disposition de nos clients, par téléphone, une information triée et traitée par 150 spécialistes.
L'équipe d'experts du Département FISCAL se renforce de

1 cadre fiscaliste

pour conseiller ses interlocuteurs :
Chefs d'entreprises, responsables juridiques, Directeurs financiers, Cabinets fiduciaires...
Outre votre formation comptable, vous êtes spécialisé en matière de BIC et, de surcroît, vous êtes un homme de conseil.
Adressez votre candidature détaillée, ainsi que vos prétentions à SVP
Mme E. LIPUSCEK
54, rue Monceau 75384
Paris Cedex 08




INGENIEUR
Carrière Bancaire

Diplômé depuis moins de 5 ans d'une Ecole d'Ingénieur vous avez complété votre formation par des études à caractère économique et financier *(type IAE)*, puis orienté votre carrière vers le secteur bancaire.
L'un des principaux groupes privés dispose d'un poste dans le Département Financement de Projets ; les zones géographiques d'intervention exigent une parfaite maîtrise de l'anglais ainsi qu'une grande disponibilité pour de fréquents voyages.
Adresser C.V. sous réf. 2836/MS à :
Monsieur DUMONT
40, rue Olivier de Serres - 75015 PARIS

ETS PUBLIC, SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE
recherche
ADJOINT AU RESPONSABLE DE LA POLITIQUE FINANCIÈRE
diplômé d'une grande École de Gestion (HEC, ESSEC, ESCP...) ou d'une grande École d'Ingénieurs.
- Connaissances juridiques souhaitées.
- Expérience indispensable d'au moins 5 années dans le domaine de la gestion.

Adresser c.v., photo, prétentions :
C.S.T.B., 4, avenue du Recteur-Poincaré,
75016 PARIS.

INGENIEUR POSITION II

Pour ingénierie de contrôle automatique par analyse d'images.
Expérience d'applications industrielles et de micro-informatique "temps réel" demandée.
Lieu de travail : proche banlieue Ouest.
Ecrire avec CV à N° 89643 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 *qui transmettra*

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Expérience minimum 5 ans, courant fort en électronique et commutation.
Connaissances de micro-processeurs et automatisme.
Anglais souhaitable. Formation Ingénieur.
250 000 F +
Ecrire sous réf. 299 à SWEERTS, 9, rue du Delta 75009 PARIS, qui transmettra.

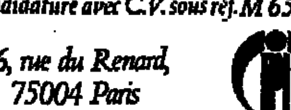
GROUPE BANCAIRE PARIS 8e
recherche
jeune ingénieur

- motivé par les questions financières et économiques,
- destiné à s'intégrer à une petite équipe, il sera chargé du montage de financements immobiliers pour une clientèle de PME et PMI.

Adresser CV, photo et prét. à no 30557 COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris, qui transmettra.

GENIE
L O G I C I E L

*Vous êtes **ingénieur Réseaux**, ajoutez le génie logiciel à vos compétences en entrant dans la société qui a créé le 1er outil de CAO de logiciel français (SOFTPEN).*
Nous vous formerons à nos méthodes de spécification et de conception structurée par objets/types abstraits pour le réalisation de vos projets dans le domaine des réseaux (X25, HDLC,...).
Adressez votre candidature avec C.V. sous réf. M 65, à :





INGÉNIEURS INFORMATICIENS
diplômés ISEP, ISEN, ENSIMAG ou SIMILAIRE

spécifités techniques en :
- Aéronautique
- simulation de vol

DÉBUTANTS ACCEPTÉS
FORMATION ASSURÉE

Envoyer CV à CRIT SA
69, rue de Rome
75008 PARIS. T. 522-46-40.

INSTITUT NATIONAL RECHERCHE AGRONOMIQUE
Département Génétique et Amélioration des Plantes recrute

4 INGÉNIEURS

Les candidats devront avoir une bonne formation Agronomique et en Amélioration des Plantes. Des connaissances en informatique et en pathologie végétale seront appréciées.
PosteS en province.

Candidatures à adresser avant le 20 mars à : INRA – Département de Génétique et Amélioration des Plantes, 17, avenue de Tourville – 75007 PARIS. *Tél. (1) 551-57-71.*
Joindre à votre candidature : lettre manuscrite de motivation, curriculum vitae + photo.

Cherche attachée presse pour important éditeur rive gauche. Expérience - culture - littéraire, adaptation intellectuelle, finesse d'esprit indispensables.
CV + PHOTO.
Ecr. s/nº 7.598 *le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

LOCASOFT SA
recherche
INGÉNIEUR COMMERCIAL (H-F)
Même débutant

Pour location et vente systèmes micro-informatique.
Adresser CV avec photo
66, bd Malesherbes
75008 PARIS.

S.S.C.I.
EN FORTE EXPANSION
recherche
INGÉNIEUR COMMERCIAL

Connaissances informatique et 1re exp. souhaitées.
Rémunération motivante.
Ecr. en joignant CV, photo et prét. à RÉGIE PRESSE sous nº T 044 642 M
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

KELLER FRANCE
recrute
ANALYSTES PROGRAMMEURS

Diplômés d'enseignement supérieur (DUT ou MIAGE)
1 à 3 ans d'expérience sur IBM et/ou CII/HB
Maîtrise parfaite du Cobol, PL1, CICS. Expérience grands systèmes.
Postes stables et évolutifs.
Adresser CV et prét. à KELLER FRANCE, 102, Champs-Elysées – 75008 PARIS.

Groupe chimique français opérant au niveau international, recherche

CHEF DE MARCHE
EUROPE

- Formation : grande école ENSIA ou chimie ;
- 5 à 10 ans d'expérience industrielle ;

Il sera responsable du développement du marché des produits chimiques spéciaux s'adressant :
- aux industries alimentaires ;
- à l'agriculture au niveau européen puis mondial.
- langues allemande et anglaise.

Env. c.v. et prét ss réf. 1960 à *P. LICHAU S.A. B.P. 220,* 75063 Paris, cedex 02, qui transmettra.

Nous sommes une Société Française de première importance

Nous recherchons

quelques

PERSONNES DE CARACTÈRE

capables, après un stage de *formation, d'atteindre au bout* de quelques mois un revenu mensuel de 6 000 à 8 000 F

Nous leur offrons :
- une formation complète
- une activité prenante
- un plan de carrière précis

Si vous pensez pouvoir faire « PEAU NEUVE »

Ecrire avec CV et photo à nº 3 777 Publicités Réunies 112, bd Voltaire, 75011 Paris.
La préférence sera donnée à candidats ayant fait :
- SOIT de bonnes études
- SOIT la preuve de leur personnalité.

MICROTEL SARL
Sté micro-informatique
recrute
UN INGÉNIEUR D'ÉTUDES

expérimenté en logiciel de base sur système temps réel à base de micro-processeurs et mini-ordinateurs.
Evolution rapide vers poste de chef de projet.
Env. C.V. + prét. à Mme BERLIN MICROTEL SARL – B.P. 90 91943 LES ULIS.

Caisse Nationale d'Assurance Maladie des travailleurs non salariés *recrute pour son service* INSPECTION

CADRES H.F.

Titulaires maîtrise droit ou Sciences économiques. Connaissances comptables souhaitées.
Déplacements en province à prévoir. Rémunération annuelle brute : 99.000 F.
Adresser lettre manuscrite, c.v. et photo ss réf. 8.125 à *L.T.P.*, 31, bd Bonne-Nouvelle. 75083 Paris, cedex 02 qui transmettra.

La vente vous intéresse
UNIVERSALIS
recherche
COLLABORATRICES
- 26 ans minimum
Pour diffusion vente.
Tél. : 538-98-54.

ERIN
recherche pour réalisation de logiciel :
- Informatique industrielle.
- Logiciel de base (mini-mic.).

DES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES
Option : Informatique, automatique, électronique.
Débutants à 3 ans d'expérience.

DES DUT INFORMATIQUE
1 à 3 ans d'expérience.
Connaissance des matériels MITRA-SOLAR et langages LTR, FORTRAN, ASSEMBLEURS appréciée.

Les candidats retenus seront convoqués dans les 15 jours.

Ecrire avec C.V. s/réf. 6.355 à Axial Publicité, 27, rue Taitbout, PARIS-9e, qui transm.

Vous êtes dynamique, à la recherche d'une situation stable *et évolutive. Une importante Société* Suisse vous propose de devenir

CHARGÉ DE MISSION
A PARIS ET EN RÉGION PARISIENNE

La rémunération est motivante et la formation assurée par ses soins
Adresser votre C.V. à son Service « ORGANISATION » 41, rue de Châteaudun 75009 PARIS.

cours et leçons

QUARTIER MONTPARNASSE particulier rech. jne étudiante pour aider jeune garçon classe seconde en mathématiques. Cours le soir. Tél. hres bur. 887-98-28 (poste 416 - 414).

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16) B. P. 402.09 PARIS.

Les possibilités d'emplois à l'ÉTRANGER sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM *B. P. 291.09 PARIS.*

Sté de Négoce International recherche
ARTICLES POUR EXPORTATION
Ecrire sous le nº T 044.633 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

travail à domicile

TRADUCT./TRAITEM. DE TEXTE Secrét. bil. angl./franç. se charge de vos rapports, thèses... s/IBM - PC ainsi que de vos traductions. Téléphone : 014-38-60.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Part. vend Fiat 127, 3 portes, 1980, 49.000 km, 1re main, radio K 7. Prix Argus à débattre. Téléphone : 337-43-53.

Urgt vds cause mutation Autobianchi A 112 LX, avril 83, s/garantie, 5 CV, 5 vit., 31.500 km. Ttes options, gris métal., caross. et état général impec. 35.000 F à débattre. Tél. (bur.) 552-40-36, (domicile) 901-53-50.

de 8 à 11 C.V.

BMW SÉRIE 3-5-7
83 et 84 peu roulé garantie
Auto Paris XV, 533-69-95
63, r. Desnouettes, Paris 15e.

divers

A112
Club Card
jusqu' au 24 Mars
PRIX SPECIAL
sur les 4 modèles
PARIS 14e
(1) 539.57.33

formation professionnelle

Dirigeants, Ingénieurs, Cadres,
ayant une expérience professionnelle de plusieurs années en entreprises.
L'A.P.R.O.D.I. organise la FORMATION de :
- CONSEILLERS d'ENTREPRISES
- CADRES de GESTION pour PMI
- REPRENEURS d'ENTREPRISES

OBJECTIFS :
- établir un diagnostic général de PMI ;
- mettre en place et contrôler des outils de gestion adaptés aux PMI ;
- évaluer les points faibles et forts d'une PMI en vue du diagnostic ou de sa reprise.

DEBOUCHES :
- conseiller généraliste en PMI, indépendant ou salarié ;
- cadre ou dirigeant de PMI.

DUREE ET DATES DE LA SESSION :
- du 14 mai au 25 novembre 1984, soit 24 semaines dont 12 en entreprise :
- congés du 30 juillet au 26 août 1984.

Indemnité de formation de l'A.S.S.E.D.I.C.
Rémunération de l'Etat.
Réunion d'information sur convocation le 22 mars à Paris.
Envoyer CV sous référence 736 M à
APRODI 87-89 avenue Kléber 75784 Paris Cedex 16

LEVI TOURNAY

Formation professionnelle au :
CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE
ANALYSTES PROGRAMMEURS
PRÉPARATION AU BTS
A partir du 4 avril 1984
206-24-63/241-83-83.

capitaux propositions commerciales

STÉ ÉTUDES ET GESTION
recherche
1 PARTENAIRE ASSOCIÉ
Esprit commercial, disposant petit capital. Analyste financier ayant opéré dans cabinet de conseil souhaité.
Pour R.V. : (1) 526-59-13.

MANAGER chef entreprise, ing. *A.M., dipl. ISA* av. capit. ch. association (3) 698-07-94.

DEMANDES D'EMPLOIS

LA CRISE ?
UN FORMIDABLE STIMULANT !

Moment privilégié où se forgent les caractères, où s'affirment les meilleurs...

Cadre supérieur, gestionnaire de formation, généraliste de tempérament. Goût des performances appuyé sur background conséquent. Je suis peut-être votre homme pour gérer, développer, rentabiliser votre entreprise.

ÉCRIVEZ-MOI, NOUS EN PARLERONS.
RÉGIE-PRESSE, Nº T 044.602 M
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Couple plus de 30 ans, cherche responsabilité de magasin 10 s. exp. cciale., secteur Sud-Est. Ecrire sous le nº T 44 615 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.H. 23 ans, Ecole des Cadres recherche premier emploi Téléphone : 439-00-58.

Ingénieur électronicien diplômé ENSI, 31 ans, responsable technique d'un projet de robotique, rech. poste équivalent. *Société* Rég. Parisienne.
Ecrire sous le nº T 044 639 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CADRE COMPTABLE
H., 30 ans, DEA Sc. Eco., DECS, expertise en cours, en *poste dans gde entreprise électronique*, ch. emploi cabinet clientèle industrielle de préf.
Ecrire sous le nº T 12.563 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Homme 34 a., études sup. de gestion, 7 années d'exp. PME. Dynamique, fort potentiel, rech. poste respons. effective. Tél. ap. 19 h. : 626-60-69.

Tt travaux DACTYLO REECRITURE par diplômé d'étude sup. T. 887-71-88.

MAROC
- *Homme 40 ans, Droit et Sc.* Po.
- Exp. Marketing, Publicité, Export, Gestion et Direction.
- Exp. Dir. P.M.E. + 100 personnes en transport et services Hôtellerie.
- Angl., esp., all., ital., ch. pte direction, détachement avec préfér. Marrakech.

Ecr. s/nº 6.595 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Fme 32 ans, études supérieures, bil. anglais, 14 ans act. prof. Formation marketing, management, APCEI, rech. poste en rapport. Tél. 547-77-30 avant 9 h 30, après 18 h 30.

TECHNICIEN
30 ans, divorcé, bon juriste dans sa branche. Expert judiciaire en automobiles près la cour d'appel région sud de la France, spécialisé dans :
- RESPONSABILITÉ CIVILE ET PÉNALE DES ACCIDENTS DE LA CIRCULATION
- FRAUDES ET TROMPERIES
- ESCROQUERIES ET TENTATIVES
- RÉGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE.

Angl. courant, étudierait toute proposition de collaboration sélanale à temps partiel (toute région, tout pays)
Ecrire sous le nº T 12.572 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J. F., 40 ans, cherche tous travaux de rédaction, rewriting, mise en forme de textes, corrections, excellente maîtrise de la langue française (réf.). Préférence pour textes poétiques et édition enfantine. Domicile ou temps partiel possibles. Nicole TRELLU, 27, rue Vavin, 75006 Paris.

SECRÉTAIRE-ASSISTANTE DIRECTION
PARFAITEMENT BILINGUE ANGLAIS
- Sténo française, anglaise.
- Traitement texte VYDEC, WANG.
- Connaissant italien, espagnol, allemand. 15 ans d'expérience.

Recherche
POSTE RESPONSABILITÉS, PARIS et BANLIEUE EST, RER.
Ecrire à MEKAR, Nº 2888, 112, bd Haussmann, 75008 PARIS qui transmettra.

H. 51 a., autodidacte, volonté créative, esprit critique et de décision.
Rech. situation en relation activité et milieu artistiques.
Ecr. s/nº 2.938 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

- *Je gère un parc de 500 machines et leur entretien.*
- J'ai un contact clientèle-fournisseur permanent.
- Je dirige une équipe de huit personnes.
- J'ai vingt-cinq ans et peut-être disponible rapidement.

Toute entreprise désirant exploiter mes aptitudes et mon expérience, quel que soit le champ de leur application, pourrait me contacter au 885-74-48 après 19 h.

REPRÉSENTANT AUX USA
Ing. 33 a. Gde école propose de rep. Compagnie française aux USA, spécialités pétrole, mécanique. Tél. M. Buol, London, (1) 6294849.

J'ai 54 a. je ss cadre autod. ; j'aime former, anim., coord., particip. au trav. d'une équipe. J'ai moral et santé, souv. des idées, parfois de l'humour. Organis. simple et effic., gestionn. rigour., bon commercial, dep. 25 ans j'aide à redres., à dévelop. des PME. Pourq. pas la vôtre, avec vous ? M. FRECHIN, 146, rue Ordener, 75018 Paris. Tél. (1) 223-73-91.

Ancien
Directeur de banque
Rech. études ou missions
Problèmes financiers
ou
de crédit
Temps partiel ou complet
Rémunér. salaire ou honoraires
Ecr. s/nº 2965 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN
37 a., 10 a. expérience en ingénierie et entreprise.
Recherche poste outre-mer.
Ecr. s/nº 2971 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

LE CARNET DU Monde

Naissances

– Luce ABELES et Marc BORMAND ont la joie d'annoncer la naissance de

Judith,

le 23 février.

30, rue du Château-d'Eau,
75010 Paris.

– Solange et Patrick ARTUR ont la joie d'annoncer la naissance de

Estelle,
petite sœur de Cyril,

le 26 février 1984.

L'Amandier,
26230 Chamaret.

– *M. et Mme Laurent DASSAULT* sont heureux de faire part de la naissance de leur second fils,

Adrien,

le 2 février 1984,

à Neuilly-sur-Seine.

– La famille GUERGOUR a la joie d'annoncer la naissance à leur fils Noureddine de

Mohamed Nacim,

le 26 *février* 1984.

Nous souhaitons longue vie au bébé et un prompt rétablissement à sa maman.

– Elsa, Damienne, et Jean Rickal, ont la joie d'annoncer la naissance de

Kevin, Matthias,

le 1er mars 1984, à Mâcon.

– Les docteurs Jean-Michel et Nathalie STROUMZA-ESCOFFIER et Jonathan ont la joie d'annoncer la naissance de

Nathaniel,
le 28 février 1984.

20, rue Murillo,
75008 Paris.

Décès

– Mme Hélène Araud,
M. Gérard Araud,
M. et Mme Didier Araud
et leurs enfants,
Les familles Bernadac et Grange,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de leur époux, père, grand-père et parent,

M. Roger ARAUD,

survenu le 28 *février* dans sa cinquante-huitième année.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Larcat (Ariège).

6, square Abbé-Faria,
13005 Marseille.
Ambassade de France en Israël.
8, place Jean-Jaurès,
13001 Marseille.

– Nous apprenons le décès, le 3 mars, de

M. Léonce CLÉREMBEAUX,
ancien député.

Ses obsèques auront lieu le jeudi 8 mars, à 10 heures, en l'église du Sacré-Cœur, rue Nationale à Lille.

[*Né le 15 février 1909 à Villers-Ecalles (Seine-Maritime).* M. Léonce Clérembeaux était devenu, en 1946, secrétaire général de la mairie de Roubaix ; en 1967, il prit les mêmes fonctions à la ville de Lille puis à la communauté urbaine, tout nouvellement créée, l'année suivante. Après avoir pris sa retraite en 1971, il est élu au conseil municipal de Roubaix où il siégera jusqu'en 1983. *Premier vice-président de la communauté urbaine de Lille, il sera député* (PS) de la huitième circonscription du Nord de 1973 à 1978, et conseiller général de Roubaix-Ouest de 1976 à 1982. M. Clérembeaux était *officier de la Légion d'honneur.*]

– Me Jean CORYN,
avocat à la cour d'appel de Paris,

est décédé le 10 février dernier à Lagny-le-Sec (Oise), dans sa soixante-seizième année. (*le Monde du 15 février*).

[*Né le 31 août 1909 à Paris,* Jean Coryn, après des études au lycée Voltaire, est avocat en 1933. Il participe ensuite à la guerre d'Espagne, combattant dans le bataillon « Vaillant-Couturier » des Brigades internationales.
Chef de corps francs au 25e régiment d'infanterie de l'armée française au début de la deuxième guerre mondiale, il termine la guerre comme commandant de compagnie avant de plaider devant les tribunaux, sous l'Occupation, *pour les résistants de toutes origines.*
Jean Coryn, rédacteur en chef de la « Revue des loyers » et fondateur de la « Revue des fermages », était également administrateur du cercle Renan et de l'Union rationaliste.]

– M. et Mme Arthur Dyk,
M. et Mme André Crespy,
ont la grande tristesse de faire part du décès de leur fille et nièce

Amy,

survenu le 23 *février* 1984.

Soisy-sous-Montmorency.
Montpellier.

– Mme Pierre Greffe,
son épouse,
M. et Mme Michel *Greffe,*
M. et Mme Jean Dufau,
M. et Mme François Greffe,
M. Dominique Greffe,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Raymond Greffe,
M. et Mme Georges Court,
ses frère, beau-frère et belles-sœurs,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Pierre GREFFE,

docteur en droit,
avocat à la cour d'appel,
professeur honoraire
au centre d'Etudes Internationales
de la Propriété Industrielle,
lauréat de *l'Institut,*
officier de la Légion d'honneur,

survenu le 3 mars 1984 à l'âge de quatre-vingt-un ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 7 mars, à 14 heures, en l'église *Saint-Honoré d'Eylau,* 66 *bis,* avenue Raymond-Poincaré, Paris-16e.

– Mme Aliette Delaplanche,
sa fille,
M. et Mme Huston Mc Culloch,
Brigitte Terrasse,
Christophe Delaplanche,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Marthe JOURNE,

survenu, munie des sacrements de l'Eglise, à Paris, le 5 mars 1984.
Le présent avis tient lieu de faire-part.

40, rue de Seine,
75006 Paris.

– On nous prie d'annoncer le décès de

M. Max OSTIER,

survenu le 5 mars, à l'âge de quatre-vingt-six ans, à Neuilly (Hauts-*de-Seine*).

Les obsèques auront lieu, le mercredi 7 *mars* 1984, au *cimetière de Bagneux* parisien.
On se réunira à la porte principale du cimetière, à 9 h 45.

De la part de,
M. et Mme Georges Ostier,
M. et Mme Sylvain Ostier,
M. et Mme Alain Ostier,
Et toute la famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Roland Ricordeau,
son épouse,
Ses enfants, petits-enfants, sœurs, belles-sœurs, beau-frère, parents et amis,
font part du décès de

M. Roland RICORDEAU,
inspecteur principal honoraire
de la jeunesse et des sports,
officier de l'ordre national du Mérite,
maire d'Omonville-la-Rogue,

survenu à son domicile le 23 février 1984.
Les obsèques religieuses ont *eu lieu le* lundi 27 février, en l'église d'Omonville-la-Rogue.
Les Vieilles-Rues,
50440 Omonville-la-Rogue.

– Le président,
Les directeurs,
Les membres du conseil d'administration
Et le personnel du Crédit national,
ont la tristesse de faire part du décès, survenu *le* 1er *mars 1984,* à l'âge de soixante-dix-huit ans, de

M. Jean SALTES,
commandeur de la Légion d'honneur,
inspecteur général des finances
honoraire,
président du Crédit national
de 1960 à 1972.

Ses obsèques ont été *célébrées* dans l'intimité, le 6 mars à Montauban (Tarn-et-Garonne).

Anniversaires

– En ce deuxième anniversaire du retour à Dieu de

Marcel SAINT-JEAN,
professeur de Maths spé.

sa veuve et ses enfants demandent à ses amis, collègues et anciens élèves d'avoir pour lui une pensée *affectueuse.*

Messes anniversaires

– A *l'occasion* du dixième anniversaire de la disparition du

colonel Jean-François DUPOUX,

ses amis se réuniront au cours d'une messe qui sera célébrée, *le* jeudi 8 mars, à 12 h 30, à la chapelle de l'Ecole *militaire*, 13, place Joffre, 75007 Paris.

Communications diverses

« GAGNER LA PAIX :
LES ENJEUX
ET LEUR DÉFENSE »

Second des débats publics organisés à Saint-Bernard de Montparnasse, le 12 mars :
« Face aux valeurs en jeu, les *risques* du nucléaire ».

Débat *qui réunira* : Bernard Boudouresque, de la Mission de France ; André Brigot, de l'Institut de polémologie ; *Dominique David,* de l'Institut de polémologie ; André Dumas, doyen de la Faculté de théologie protestante ; Christian Mellon, s.j., animateur du service de formation « Défense et paix ».

Chapelle Saint-Bernard (sous la gare SNCF), à 20 h 30. Entrée libre.

– *Le* prix Renaissance 1984. *Lors* d'une réception donnée récemment à l'Hôtel de Ville, M. Jacques Chirac, maire de Paris, a remis le prix Renaissance 1984 aux représentants du Cercle de la Cité et du Club de l'Astrolabe, auteurs du livre *Projet pour la France,* paru aux éditions du *Livre-Essor* (11, rue Servandoni, 75006 Paris).

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

Entre Châtelet et Forum, appt 2 p. 75 m², TT cft. 3e ét. sans asc. 800.000 F. BOMSEL 755-80-48 le matin.

4e arrdt

NOTRE DAME, 2 P.
Cuis., bains, chf cent., calme, bel imm., car. imp. 425 000 F. VERNEL 526-01-50.

5e arrdt

PLEIN CIEL SUD VUE JARDIN CLUNY.
110 m². asc., 354-42-70.

MAUBERT 2 P., tt cft, petite terr., calme. 530.000 F. 325-97-16.

8e arrdt

RÉSIDENTIEL 6 P. OCCUPÉ avec 800.000 F. Tél. 268-05-44.

ALMA RIVE GAUCHE
VUE IMPRENABLE 5e ÉTAGE
250 m², 3 récept., 4 chbres, box, 1 service à l'étage + 25 m² Studio 7e ét., travaux à prévoir FRANK ARTHUR - 562-01-69.

9e arrdt

N.-D. LORETTE
2 p., entrée, cuis., bains. BON PLAN. 1er ét. rue et cour. 350.000 F - 526-99-04.

9e, R. HENNER, 5 pces, tt cft occupé par couple 70 ans. 370.000 F. ALGRAIN, 285-00-59.

10e arrdt

RÉPUBLIQUE, style loft
Neuf, lumineux, calme 100 m². 795.000 F, 80 m². 656.000 F. Frais *réduits.* 508-53-84.

12e arrdt

M° REUILLY-DIDEROT
Bel imm., récent 2 p., cuis., bains, 50 m², 5e ét., parking. GARBI 567-22-88.

13e arrdt

GOBELINS 5 PIÈCES, RAFFINÉ, SOLEIL, CALME ET DÉGAGÉ. T. 320-73-37.

F 1, 30 m², tt cft, refait neuf, ensoleillé, libre, 13e, sur rue, 3e ét. 220.000 F. Tél. 458-05-58, le soir.

14e arrdt

PLAISANCE, 110 m². CHARMANT DUPLEX. ATELIER D'ARTISTE. *GARBI 567-22-88.*

15e arrdt

VENTE PAR NOTAIRE
Pont Mirabeau imm. stand. 1930, beau 4 P. dble liv. + 2 chbres, vue dégagée sur Seine. Plein soleil. Excellent état, chbre de service à l'étage 1 300 000 F 7, rond-point Mirabeau. Mardi, de 14 à 16 h.

CECOGI CONSTRUIT
329, RUE LECOURBE
IMMEUBLE GRAND STANDING
2 et 3 PIECES
2 P. à partir de . . . .709.400 F
3 P. à partir de . . . .948.900 F
LIVRAISON IMMÉDIATE
Bureau de vente ouvert :
– *Mercredi et vendredi* 14 h à 19 h.
– *Samedi 10 h 30-13 h 30.* TÉL. : 575-62-78.

Mairie 15e, s/rue superbe.
STUDIO 265.000
Lib. de suite. Pptaire 766-49-94.

VOIE CALME
MAISON PARTICULIÈRE
300 m², garage, jardinet. SERGE KAYSER - 329-60-60.

16e arrdt

DIVERS 16e
Propriétaire vend dans imm. pierre de taille. Restauration soignée, 3 et 4 pièces libres. 2, 3, 4 et 5 pièces occupées et dernier étage, à aménager. RCI - 758-12-21.

17e arrdt

BATIGNOLLES
IMMEUBLE NEUF STAND
SUR PLACE CLASSÉE
Dr FÉLIC LOBLIGEOIS
Studio, 2, 3, 3/4 Pièces tous les jrs 14/18 h – 226-26-60
85, r. des Batignolles

18e arrdt

SQUARE CARPEAUX
Dans très bel imm. Pierre de T. pptaire vd 3 P. tt cft + balcon 73 m². Occupé dame 57 ans. 282-03-50 – 500-54-00

Abbesses près r.- Lepic, 2 p., cft, 3e ét., soleil et calme. 185.000 F Tél. 266-19-00.

CECOGI CONSTRUIT
Résidence « Mairie du 18e »
53, RUE DU SIMPLON
23 APPTS DE STANDING
STUDIOS, 2, 3 P., PARK.
Studio à partir . . 319.100 F
2 P. à partir . . . . 459.300 F
3 P. à partir . . . . 682.000 F
OFFRE EXCEPTIONNELLE
3 P. PRÊT CONVENTIONNÉ à 646.870 F
BUREAU DE VENTE
MARDI, JEUDI, SAMEDI
de 14 à 19 heures.
Téléphone : 575-62-78.

Quartier résidentiel, bel immeuble, pierre de taille, *1er étage,* 2/3 pièces, 60 m², entièrement *rénové (chauffage central* individuel, salle de bain, placards, cave). Prix 430.000 F. Tél. 294-08-70 (le soir).

19e arrdt

PRÉ-ST-GERVAIS M° HOCHE rare loft caractère, verrière 120 m² sur 3 niveaux. Belles hauteurs sous plafonds, 580.000 F - 347-57-07.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY rare
Petite maison particulière. Sud. 60 m², env. en 2 niveaux. Impeccable. Charme. Tt cft. 700.000 F. 637-14-58.

CLICHY CENTRE
Beau 2 p., cuis., bains, 40 m². 210.000 F. 874-08-45.

NEUILLY MERMOZ
Immeuble luxe duplex 190 m², jardin 230 m², terrasse 34 m², studio 33 *m², cft.* box 2 voit. Px élevé. BURON 296-58-88.

ASNIÈRES-BÉCON
Beau *living + 3 chbres, récent,* jardin privatif 140 m². Direct *particulier.* 793-15-72.

Province

MENUIRES (38)
Vend plein centre station 10e et dernier étage *calme,* très belle vue, 3 pièces, cuisine, *meublé, 49 m² balcon sud* Tél. (74) 67-04-31.

immobilier information

ANCIENS NEUFS
DU STUDIO AU 6 PIÈCES
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire :
Centre d'information
FNAIM de Paris - Ile-de-France
LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, avenue de Villiers,
75017 *PARIS* – *227-44-44.*

appartements achats

VIC 5 BD VICTOR 15e achète appts, immeubles même occupés, terrains 532-61-93 poste 51.

Recherche 1 à 3 pièces. Paris près 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 12e avec ou sans travx PAIE COMPTANT chez notaire 873-20-67 *même le soir.*

GROUPE DORESSAY
rech. pour DIPLOMATES
APPTS 150 A 250 m²
ACHAT OU LOCATION
CENTRE et OUEST PARIS
624-93-33.

Jean FEUILLADE, 54, av. de La *Motte-Piquet, 15e, 566-00-75.* Paie comptant, 15e-7e arrts APPARTEMENTS grandes surfaces et IMMEUBLES. MÊME OCCUPÉS

T.T.I. 553-14-14
pour loger un directeur et 2 cadres financiers rech. appts de *120 à 200 m². Préférence 16e* arr. ou limitr. Paiement cpt. *Agence s'abstenir.*

Part. cherche appartement 8 P., salon, salle à manger, *dans 17e et 16e.* Ecr. s/n° 6597 *le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES,* 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

locations non meublées offres

Paris

Les PARTICULIERS ont des LOGEMENTS A LOUER Nombreuses LOCATIONS *garanties disponibles.* OFFICES DES LOCATAIRES Tél. : 296-58-46.

locations non meublées demandes

Paris

Pour Employés et cadres mutés IMPORTANTE STE FRANÇAISE PÉTROLE rech. Appts, Villas toutes catégories Paris *Banlieue Loyer élevé accepté* – Téléphone : 503-37-00.

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES 888-89-68. – 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction Beaux appts de standing 4 p. et plus – 285-11-08.

maisons de campagne

MAISONS DE CAMPAGNE VENDS PERPIGNAN (66) bâtiments à rénover. CAIS, maison de maître, 720 m² parc arboré 45 a. Conv. maison de retraite ou centre lois. Viager 63-64 a., viag. ou mix. (68) 34-37-38.

propriétés

Part. vd banlieue nord-est. Lyon, urgent cause familiale, villa 200 m², stand., avec maison 100 m², transformable en magasin dans parc 5.000 m². Prix 1.630.000 F. Tél. après 21 h (67) 55-92-44.

TARN-ET-GARONNE *près* Montaigu-d-Quercy, part. vend. *propriété* 400.000 F. Tél. : 245-73-95.

PRÈS FONTAINEBLEAU
Belle ppté 6 p. 3 bains, possib. 3 p. suplémentaires, gar. parc. Prix 1.150.000 F. Viager possible. 755-69-27.

forêts

Sarthe, 120 ha résineux avec maisons. S'adresser agence Girma, 37600 Perrusson. Tél. (47) 59-10-47.

viagers

Libre petit studio, tt cft, 3e ét., imm. excellent état. 62.000 *cpt + 1.045 F/mois.* Couple 77/79. Tél. 266-19-00.

Libre Meudon-Bellevue (RER) *imm. récent 2/3 p., park.,* calme, soleil. 240.000 + 3.500 F. VIAGERS CRUZ. 266-19-00.

immeubles

Rech. imm. de rapport Paris, constr. av. 1948. Paiement compt. Discrét. ass. interm. sollicitée. CLARIDE 130, r. du Fg St-Honoré 75008 – PARIS, 225-46-82 Poste 3.

pavillons

ANTONY Centre, 300 m Me. Commerces, lycée, *quartier résidentiel.* Séj. 45 m², cheminée, terrasse 30 m², 6 chbres, 3 s. de bains, 3 w.-c., cuis. *équipée, chf cent. gaz, sous-sol cave* buanderie, s. de jeux aménagée *40 m². Jardin 450 m². Jardin* 450 m². Garage 2 voitures. *1.700.000 F.* État impeccable. 683-42-45.

Particulier vend
cause départ :
pavillon année 1979
dans voie privée,
très calme,
à Nanterre 92,
proximité Rueil.
S/sol total : garage,
cave, buanderie,
chauffage au gaz.
Rez-de-chaussée :
salon s. à manger à deux
niveaux 40 *m²* avec
cheminée, cuisine
aménagée, chbre av.
s. d'eau, w.-c.
Etage : 3 *chambres* avec
rangements, salle de
bains et w.-c.
Terrain 440 m².
A proximité : écoles
transp., commerces.
Prix 1.150.000 F.
T. : 724-69-66, à partir
de 19 heures.

PAVILLONS
JUSQU'A 120 KM DE PARIS
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR

Appeler ou écrire
Centre d'information
FNAIM de Paris, Ile-de-France
LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, avenue de Villiers,
75017 PARIS. Tél. 227-44-44.

MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
S/257 m² de terrain
Pavillon s/sol, salon, salle à manger + 5 chbres, garage. 610.000 T.T.C. 918-23-88.

---

les annonces classées
Le Monde
sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 heures à 18 heures
au 296-15-01

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux bureaux

Ventes

BON XVIIe
BUREAUX DE PRESTIGE
Locataires de qualité.
Prix 3.500.000 F.
Loyer 300.000 F. ou
4.000.000. Libre - 758-12-21.

Locations

CHAMPS-ELYSÉES
Bureaux équipés avec services ou votre *siège* social. Tél. Télex, secrétariat, salles de réunions *av vidéo, bar, etc...* Loc. courts ou longue durée
ACTE 562-66-00.

VOTRE SIEGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL – RC – RM
Constitutions de sociétés
Démarches et tous services
Permanences téléphoniques
355-17-50.

DOMICILIATION
IMMÉDIATE
DANS LE 16e
Inscription R.C., location de bureaux, télex, 651-29-77 en permanence.

A partir 80 F par mois Domiciliations, RM, RC, SARL. Tous services. 541-32-02.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
RC 160 F, SARL 180 F.
Constitution rapide de Sté. GSMP, 4, rue des Deux-Avenues, 13e, 586-85-11. 54, rue de Crimée, 19e. Tél. 607-62-00.

CRÉATEURS d'entreprise !
disponible à Paris et Province
SIÈGES SOCIAUX
et adresses commerciales
loc. bureaux meublés, secrét., télex.
CONSTITUTIONS STÉS
prix compétitifs, délais rapides
ASPAC 293.60.50+

BUSINESS BURO.
Loue bureaux indiv. et sièges sociaux. 346-00-55.

R. ST-LOUIS-EN-L'ILE
220 m² SOMPTUEUX ÉTAT
comprenant boutique 46 m²
175.000/an, cession justifiée.
EMBASSY – 562-62-14.

Votre SARL en 8 jours pour moins de 3.000 F tout compris *Domiciliation 1.000F/an.* 151, rue Montmartre, Paris-2e. *Groupe SEPICI 236-30-64 +.*

fonds de commerce

Ventes

CAUSE RETRAITE
Cède à Paris
1. – Sté INTÉRIM
18 ans d'expérience
C.A. 8 millions.
2. – Sté TRAVAIL A FAÇON
ensemble ou séparément.
Ecrire n° 29.630 Centrale d'annonces, 121, rue Réaumur, 75002 Paris.

A VENDRE
RESTAURANT
CENTRE VILLE
PAU
30 COUVERTS, AFFAIRE SAINE,
LICENCE IV, APPARTEMENT F5.
LOYAYER MENSUEL 500 F.
PRIX A DÉBATTRE
(possibilité achat murs).
Tél. 16 (59) 27-01-30.

locaux commerciaux

Locations

PL. MAUBERT 200 m²
Loués 20.000 F. Mensuel.
Tél. 671-45-30.

CH. LOCAL 15 à 30 m².
Téléphoner le matin
025-53-91.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Le Monde

économie

SOCIAL

Libres opinions

L'incantation ne suffit pas !...

par ANDRÉ BERGERON (*)

PIERRE MAUROY a raison, lorsque – dans l'article qu'il a récemment donné au journal *le Monde* (1) – il indique *« qu'il serait souhaitable que les Européens coordonnent davantage leurs efforts »* ! C'est ce que nous n'avons cessé de dire depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, alors que le problème de la réconciliation franco-allemande n'était pas encore résolu. C'est *pourquoi, comme lui, nous souhaitons* vivement que les initiatives du président de la République soient couronnées de succès. Mais nous avons bien du mal à nous débarrasser d'un certain scepticisme en observant le comportement des dirigeants des Etats qui constituent la Communauté économique européenne. Cela dit, il convient de tempérer l'enthousiasme du premier ministre lorsqu'il affirme que les mutations technologiques, plutôt que d'être perçues comme une fatalité, devraient, au contraire, *« nous émerveiller, nous faire rêver et nous donner envie d'aller de l'avant »*. Nous n'avons pas peur du progrès et nous sommes conscients de la nécessité d'y préparer les hommes (2). Nous sommes, comme Pierre Mauroy, convaincus que les solutions ne sauraient résulter de la fermeture des frontières, c'est-à-dire de l'isolement par rapport aux grands courants de l'économie mondiale.

Seulement, le lyrisme du premier ministre ne saurait changer le fait que nous ne sommes ni au Japon ni aux Etats-Unis. Les traditions, les modes de vie, les contextes politiques et syndicaux, ne sont pas les mêmes. Les réactions des gens pas davantage.

C'est pourquoi – comme nous ne cessons de le répéter depuis le grand tournant de l'été 1982 – nous sommes persuadés qu'en voulant précipiter les transformations, en cédant trop au vertige de l'assainissement, du grand nettoyage, en d'autres termes « en cherchant à forcer la victoire », on multiplie les conflits qui, s'ajoutant les uns aux autres, finiront par tout mettre en cause.

Et puis, s'il faut peut-être « moderniser » la vie sociale, il convient aussi de préciser ce que cela veut dire. Bien sûr, comme l'écrit Pierre Mauroy, il convient *« de faire de la négociation entre partenaires la règle de notre vie sociale, de mettre notre pays à l'heure du dialogue et limiter, ainsi, les sources de conflits »*. Mais le dialogue ne peut être seulement des bavardages. Le dialogue, c'est la recherche obstinée du compromis entre les uns et les autres. C'est *aussi le respect de la parole donnée. C'est le contraire de ce qui s'est* passé dans la fonction publique.

On est donc loin, aujourd'hui, de ce que prétend souhaiter le premier ministre. L'exemple des discussions concernant le « plan de restructuration » est, de ce point de vue, hélas parfaitement évocateur. En effet, nous n'avons guère trouvé de différences entre le document préparatoire soumis à l'appréciation des syndicats et les décisions du conseil des ministres. Le dialogue, c'est d'admettre au départ que les propositions faites peuvent être amendées. On est loin du compte !

Pierre Mauroy écrit pourtant que *« réformer et moderniser exige le dialogue et la négociation »*. Oui, mille fois oui, mais il faut dépasser le stade de l'« incantation ». Sinon, nous irons tout droit à l'« affrontement social » qu'il redoute.

Cet article est écrit alors que les mineurs défilent, alors que les *agents de la fonction publique et des entreprises nationales se* préparent à la grève.

Puissent les gouvernants comprendre que les responsables de Force ouvrière ne multiplient pas les avertissements pour le plaisir de faire parler d'eux. Ils expriment l'inquiétude qu'ils portent en eux. C'est sérieux, très sérieux. Puisse-t-on, en haut lieu, prendre conscience de tout cela.

(*) Secrétaire général de Force ouvrière.

(1) *Le Monde* du 29 février 1984.

(2) Nous avons, d'ailleurs, à ce sujet, demandé l'ouverture de négociations portant sur les conséquences des évolutions technologiques et notamment de l'informatique.

LA REVALORISATION DES TARIFS MÉDICAUX

Les syndicats médicaux et les caisses de sécurité sociale à la recherche d'une voie de négociation

Les représentants des caisses de sécurité sociale et des syndicats médicaux signataires de la convention de 1980 doivent se réunir, mardi 6 mars, pour la première fois depuis le renouvellement du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS). Le premier problème examiné sera sans doute celui des tarifs médicaux : dans une lettre commune à M. Maurice Derlin, président de la CNAMTS, *les dirigeants des deux* organisations de médecins, MM. Jacques Beaupère (Confédération des syndicaux médicaux français) et Pierre Belot (Fédération des médecins de France), ont souhaité qu'une revalorisation de l'ensemble des tarifs (les « lettres *clés* ») *puisse être appliquée dès le* 15 mars.

En fait, il y a peu de chances qu'un accord puisse être trouvé aussi rapidement. Les médecins souhaitent un relèvement important des tarifs – 7 % ou 8 %, ont indiqué les responsables de la CSMF et, en tout état de cause, un minimum de 5 F sur le tarif de la consultation du généraliste, ce qui correspondrait à près de 6 %. En outre, les deux organisations demandent un traitement plus favorable encore pour la visite des généralistes au domicile du malade et les actes chirurgicaux (correspondant à la lettre « K »).

Evidemment, ces propositions ne peuvent être acceptées par les caisses (bien que M. Derlin se soit montré favorable à un effort particulier pour la visite) : en effet, le gouvernement ne peut guère autoriser une augmentation des rémunérations médicales supérieures au chiffre fixé pour le niveau des salaires (5 %). Et il faudra décompter l'effet de report en année pleine (1,6 %) des augmentations intervenues en mars 1983...

La négociation sera donc difficile. Accorder une marge spécifique aux tarifs « prioritaires » réduirait d'autant la part des autres. En fait, il est vraisemblable qu'on se contentera, au départ, de rechercher une voie de négociation, sans discuter encore de pourcentages d'augmentation : par exemple, un remodelage des indemnités de déplacement plus satisfaisant pour les médecins pourrait être envisagé pour la visite.

Autre problème : celui que pose la couverture sociale des médecins conventionnés à honoraires libres. *Pour les syndicats médicaux*, les dispositions conventionnelles validées par le Parlement en décembre dernier (1) contraignant les médecins à payer la totalité de leurs charges sociales (part « salariale » et part « patronale ») rendent nécessaire de rouvrir aux médecins la possibilité de changer de statut : passer du deuxième secteur au premier (honoraires fixes) ou au troisième (non-conventionnement), et réciproquement. Ce n'est pas prévu dans la convention : il faudrait donc qu'un avenant à celle-ci soit signé.

Là encore, il paraît peu probable que les caisses consentent aux médecins une liberté de choix : une telle décision aurait en effet une valeur symbolique par rapport à la politique conventionnelle ; elle anticiperait d'une certaine façon sur les discussions qui précéderont la conclusion d'une nouvelle convention en 1985. Mais une « fenêtre » partielle permettant seulement un passage limité vers certains secteurs pourra-t-ellel être accordée ?

G. H.

(1) *Le Monde* des 3 et 12 décembre 1983. Après l'annulation de la convention médecins-Sécurité sociale de 1980, le gouvernement a fait rétablir par le vote d'un projet de loi la convention en la modifiant sur les points controversés.

SÉCURITÉ SOCIALE

1983 a été l'année de la rigueur dans les pays industrialisés

Rigueur et économies sur toute la ligne : pour la sécurité sociale, l'année 1983 a été marquée, dans un grand nombre de pays, notamment les plus développés, par des restrictions ou un blocage des prestations et des augmentations des cotisations. C'est ce qui ressort du rapport annuel du Centre national d'études supérieures de sécurité sociale (CNESSS) publié ce mardi 6 mars (1).

Les restrictions ont notamment porté sur l'assurance-maladie dans une quinzaine de pays – (en Europe en particulier plus de 90 % de la population bénéficie de la sécurité sociale). On a ainsi réduit le taux de remboursements des médicaments (ou de certains d'entre eux) en Allemagne fédérale, aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne, en France, au Luxembourg, en Suède, au Québec, celui des soins ou des prothèses dentaires (RFA, Danemark, Québec) des journées d'hospitalisation, par un ticket modérateur ou un « forfait » (RFA, France, Québec). On a aussi dans certains pays (Danemark) limité les indemnités journalières versées en cas de maladie, ou transféré le paiement aux employeurs (Grande-Bretagne). Ces mesures se sont révélées être d'une certaine efficacité : au Québec comme en France et en RFA, la croissance des dépenses d'assurance maladie a été fortement réduite.

Presque aussi fréquemment, on a économisé sur les allocations familiales, en réduisant leur montant (aux Pays-Bas) au moins pour les plus favorisés (comme en RFA où la réduction a été de 30 % pour les revenus élevés), en bloquant les tarifs notamment en Irlande, au Luxembourg, au Japon (mais aussi au Maroc, au Congo, en Côte-d'Ivoire...) ou en les revalorisant dans des proportions inférieures à la hausse de prix (Canada, Danemark, France). La même politique a été pratiquée avec les retraites (en Norvège, au Canada, aux Pays-Bas, par exemple), éventuellement en modifiant les règles de revalorisation (comme en France, aux Etats-Unis, en RFA, en Grande-Bretagne), en abondonnant l'indexation sur les prix (comme en Belgique).

Ces mesures se sont alliées souvent à des relèvements de cotisation pour les salariés : cela a été le cas notamment pour les retraites (en Norvège, en Suède, aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne, en Hongrie) et l'assurance-maladie (comme aux Pays-Bas, au Luxembourg, en France pour les préretraités, en RFA pour les retraités).

Les mesures de rigueur risquent d'être maintenues en 1984 : déjà ont été décidées des majorations de cotisation vieillesse en France et au Japon, un nouveau freinage des pensions en Espagne, aux Etats-Unis et en France et de nouvelles restrictions sur les dépenses de santé en RFA, en Italie et en Norvège.

Quelques consolations : grâce à ces mesures, la sécurité sociale est redevenue bénéficiaire aux Pays-bas comme dans certains pays d'Afrique où le nombre de retraités est encore limité (Maroc, Côte-d'Ivoire par exemple). D'autre part, dans certains pays où elle était encore plus ou moins incomplète, la couverture sociale a été étendue à de nouvelles catégories professionnelles comme les travailleurs indépendants ou les agriculteurs, par exemple, en Grèce, en Turquie et au Gabon. Enfin la baisse de la natalité dans plusieurs pays industrialisés a abouti dans certains cas à augmenter sensiblement les allocations familiales.

(1) Jean-Pierre Dumont, directeur de la recherche et des relations extérieures au CNESSS. *Evolution de la sécurité sociale dans le monde en 1983.*

DOUZE BRETONS EN COLÈRE A PARIS

Le Finistère malade du bâtiment

M. Jean Quillevere est entrepreneur de maçonnerie à Pleyben, dans *le Finistère. En 1980*, il avait 62 salariés, en 1981, il en avait encore 48, mais plus que 26 en 1982, et, aujourd'hui, le dernier carré, lui compris, ne compte que 18 personnes.

M. Marcel Le Bris, plombier à Quimper, a 48 salariés et non plus 65 comme il y a quelques années. Avec neuf autres de leurs homologues, ils ont accompagné, jeudi 1er mars, le président de leur syndicat professionnel départemental, M. Kermann, au ministère de l'urbanisme et du logement, où ils ont été reçus par M. Patrice Chevallier, directeur de cabinet de M. Paul Quilès : responsables syndicaux locaux, ils lui ont dit que *« la pression monte »* et que, chez eux, le bâtiment va encore plus mal qu'ailleurs. Une soixantaine d'entre eux, le 17 février, sont allés remettre *« symboliquement »* leurs bilans au président du tribunal de commerce de Brest, qui les a reçus dans la salle des pas perdus : quelques mètres plus loin, dans le bureau du président, ce dépôt de bilan collectif aurait cessé d'être symbolique pour devenir cruellemnt judiciaire. Vendredi dernier, le 24 février à l'appel du SNPMI, un bon nombre de leurs adhérents ont sorti leurs engins de chantier pour bloquer la circulation autour de Quimper et de Brest. Ce n'est pas encore l'explosion, mais il y a un risque.

Le Finistère compte 3 900 artisans du bâtiment travaillant seuls, 2 255 artisans avec des salariés et 335 PME. L'ensemble emploie un peu moins de 16 000 salariés, soit le tiers des emplois industriels du département. En 1983, 584 entreprises ont fermé leurs portes.

Ce que réclamait cette délégation ? Le démarrage immédiat *d'opérations techniquement prêtes*, mais dont le financement se fait attendre, la levée de certains blocages administratifs... Ils se sont déclarés très satisfaits de l'accueil que leur a réservé M. Chevallier, et le fait que celui-ci ait été, en 1969, en poste à Quimper n'y était sans doute pas étranger. Mais ils sont sceptiques sur la mise en œuvre des bonnes intentions annoncées. Leur département a reçu, en 1983, 22 % de l'enveloppe régionale réservée aux prêts locatifs aidés (PLA) ; il en aura 26 % en 1984. Quant aux prêts à l'accession à la propriété (PAP), *leur nombre* a, lui aussi, baissé de 3 806 en 1981 à 3 183 en 1983, sans qu'on puisse encore savoir ce que réserve 1984. De plus, l'enveloppe consacrée à la réhabilitation du parc HLM va doubler. Le ministère, enfin, va chercher à accélérer le démarrage de certains équipements publics, en intervenant auprès des autres administrations...

Cela suffira-t-il à apaiser la révolte qui gronde dans cette extrémité bretonne encline à la fronde ?

J. D.

● Fort redressement du marché automobile américain en février. – Les ventes des constructeurs américains d'automobiles se sont à nouveau fortement développées en février. Elles ont porté sur quelque 655 000 véhicules, soit 42,5 % de plus qu'en février 1983. En janvier, les ventes de constructeurs américains avaient déjà fait ressortir une progression de 31 % par rapport à janvier 1983.

● Réunion « informelle » des ministres des Dix les 12 et 13 mai. – Les dix ministres des finances des pays de la CEE se réuniront les 12 et 13 mai prochain à La Badine, un village de vacances « social » de la presqu'île de Giens, dans le Var.

● PRÉCISION. – La loi sur le service minimum des contrôleurs aériens, à laquelle il était fait allusion dans l'article « Du bon usage des otages » (*le Monde* du 24 février 1984), n'a pas encore été publiée. Pour les contrôleurs, la grève reste donc interdite.

● Manifestation des métallurgistes européens le 30 mars à Paris. – La Fédération européenne des métallurgistes (FEM), dont les fédérations de la métallurgie CFDT et FO sont membres pour la France, organisera une manifestation à Paris, le 30 mars, pour la réduction du temps de travail à trente-cinq heures. Lors d'une conférence de presse qui se tiendra le 8 mars à Bruxelles, la FEM devrait également annoncer des manifestations du même type en Allemagne fédérale, en Belgique et peut-être en Grande-Bretagne.

● *La grève des fonctionnaires et la télévision.* – M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, demande, dans une lettre adressée aux PDG des trois chaînes de télévision et aux radios, de réserver *« la même place et la même bienveillance »* à la couverture de la prochaine grève des fonctionnaires qu'à celle du *« rassemblement de Versailles pour l'école privée »*.

La grève du 8 mars dans la fonction publique

M. MAIRE : « Le syndicalisme doit refuser de se réduire à un groupe de pression des plus forts »

M. Edmond Maire critique vivement la grève du 8 mars dans la fonction publique. Dans un article publié par *Syndicalisme-Hebdo* du 8 mars, le secrétaire général de la CFDT écrit : *« Pour la commission exécutive de la CFDT, il est particulièrement regrettable qu'au moment où le nombre des chômeurs s'accroît dangereusement et où des millions de salariés sont en situation précaire, la plus grande journée d'action syndicale depuis le 10 mai 1981 ait pour seul objectif affirmé le pouvoir d'achat des salariés déjà les plus protégés. »*

Pour M. Maire, *« dans la société française minée par le chômage, où la cohésion sociale s'affaiblit, le syndicalisme doit refuser de se réduire à un groupe de pression des plus forts, il doit donner une tout autre image de sa tradition de lutte et de solidarité. Au-delà de la nécessaire défense du pouvoir d'achat moyen en privilégiant les bas salaires, et cela dans tous les secteurs professionnels, la priorité de notre période c'est l'emploi par le renouveau industriel et la réduction du temps de travail vers les 35 heures ». « Le syndicalisme*, ajoute M. Maire, *se perdrait s'il concourrait aveuglément à accroître l'éclatement du salariat entre les travailleurs garantis et les autres, s'il perdait le sens de la solidarité avec les chômeurs, avec les jeunes et pour le droit à l'emploi des femmes. »*

LES SIDÉRURGISTES D'USINOR-REHON INTERROMPENT LEUR GRÈVE

Les quelque deux cents sidérurgistes de l'usine d'Usinor-Rehon ont interrompu leur grève, déclenchée le 29 février. Ils ont obtenu l'assurance de la direction qu'*« aucune mesure irréversible ne serait prise avant deux mois en ce qui concerne la fermeture du train à feuillards de l'usine »*. La CGT estime toutefois que *« les documents signés par la direction ne satisfont pas pleinement les travailleurs »*, l'avenir de cette usine du bassin de Longwy n'étant pas assuré. La grève, qui a conduit une centaine de sidérurgistes à occuper lundi 5 mars, pendant l'après-midi, le Parlement européen de Luxembourg, avait pour but de réunir une « table ronde » associant pouvoirs publics, syndicats et direction d'Usinor pour étudier l'avenir du bassin.

La CGT organisera « une marche sur Longwy », le 16 mars, à l'échelle de la Lorraine, à laquelle M. Krasucki devrait participer.

● « Marche aquatique » sur Paris des salariés de SKF d'Ivry. – A l'initiative de la CGT et de la ville d'Ivry, un collectif regroupant une soixantaine d'associations et de mouvements va organiser une « marche aquatique » sur Paris en faveur du maintien de l'usine SKF (roulements à billes) dans cette commune du Val-de-Marne. Les manifestants se rassembleront à 9 heures, le 10 mars, devant la mairie d'Ivry. Le cortège se rendra jusqu'à la Seine où un bateau-mouche attendra les participants pour les conduire jusqu'au pont de l'Alma. De là, ils iront au siège du CNPF et à celui de la DATAR pour demander la prise en compte des nouvelles propositions de la CGT, à savoir le redémarrage des cinq chaînes flexibles de l'usine en attendant une reprise générale de l'activité. – (*Corresp.*)

AFFAIRES

OPA record sur la Gulf

(Suite de la première page.)

Menacé, Gulf a ainsi préféré se vendre en bloc pour une somme énorme, plutôt que de céder aux tentatives de M. Pickens, lequel réalise d'ailleurs une assez jolie opération boursière puisqu'il pourra revendre à SOCAL au prix de 80 dollars par action le paquet de titres qu'il a acquis en Bourse au prix moyen de 43 dollars par action...

Pour exceptionnelles, ces deux opérations, qui vont bouleverser la hiérarchie des groupes pétroliers SOCAL en rachetant Gulf devrait – se hisser du quatrième au second rang, devançant Mobil et Texaco, désormais *ex aequo*, – n'en sont pas moins caractéristiques de la *« fusionnite »* surnommée outre-Atlantique *mergermania* – littéralement folie de la fusion, – qui semble s'être emparée depuis deux ans du secteur pétrolier. Alors que de 1979 à 1982 le montant total des rachats en Bourse de compagnies pétrolières n'avait pas dépassé en moyenne 12 milliards de dollars par an, les OPA se sont multipliées depuis 1982, leur montant croissant à un rythme de plus en plus élevé pour atteindre depuis le début de l'année les records précités. La liste de ces opérations, quelque peu fastidieuse, est à ce titre intéressante : 1981 : Dupont rachète Conoco (pour 7,2 milliards de dollars), et la Kuwait Petroleum Company, la compagnie Santa Fe (pour 2,5 milliards de dollars) ; 1982 : US Steel prend le contrôle de Marathon Oil (pour 5,96 milliards de dollars) et Occidental celui de Cities Service (pour 4 milliards de dollars) ; 1983 : Phillips Petroleum rachète General American (1,14 milliard de dollars), Diamond Shamrock rachète Natomas (2,8 milliards de dollars), Burlington Northern rachète El Paso (1,4 milliard de dollars), Coastal Corp rachète Houston National Gas Corp.

Pourquoi cette rage d'achat ? L'explication la plus fréquente est aussi la plus simple ; il en coûte moins d'acheter des réserves pétrolières à la Bourse que d'en découvrir soi-même. *« Le coût actuel moyen de la découverte d'un baril se situe entre 10 et 15 dollars, le prix moyen implicite des réserves acquises par des opérations en Bourse est entre 4 et 5 dollars par baril »*, explique M. William Randol, analyste financier new-yorkais. Une évolution semble néanmoins se dessiner : jusqu'à une date récente, c'était surtout les réserves détenues aux Etats-Unis qui semblaient intéresser les investisseurs ; depuis peu, il semble que les réserves contrôlées en dehors des Etats-Unis soient également prises en compte (cas de Superior Oil ou de Natomas détenant des réserves en Indonésie).

La surcapacité mondiale du raffinage et du transport de brut et la relative stagnation du marché pétrolier, en réduisant fortement les marges réalisées en aval (distribution, raffinage, transport) de l'activité pétrolière, donnent, en effet, un intérêt vital à la détention de rentes de production, désormais quasiment la seule source de bénéfices des compagnies, qui conditionne l'ensemble des résultats. Les déceptions récentes de l'exploration, enregistrées notamment en Alaska, où le puits de Mukluk, pour lequel des groupes américains avaient investi quelque 130 millions de dollars s'est révélé sec, ne peuvent que renforcer l'attrait des opérations boursières, plus sûres, bien qu'apparemment coûteuses, que des dépenses d'exploration par définition aléatoires.

Le rachat de compagnies concurrentes traduit aussi le désir des groupes pétroliers de se recentrer sur le secteur des hydrocarbures après nombre d'expériences de diversification malheureuses conduites après le premier choc pétrolier, de 1974 à 1979. La plupart de ces tentatives dans le charbon, les minerais, l'électricité, et même le commerce (Mobil) se sont révélées des sources de pertes importantes. La relative stabilisation du marché pétrolier depuis quelques mois, qui semble écarter le risque d'une nouvelle baisse du prix du pétrole brut, renforce l'intérêt du secteur.

Enfin, les groupes pétroliers redoutent un « retour de bâton » après l'élection présidentielle américaine, en novembre prochain, l'administration pouvant être tentée, une fois passée la période électorale, de limiter les rapprochements trop spectaculaires, au nom de la défense de la libre concurrence. Actuellement appliquée de façon assez libérale, l'approbation du rachat de Getty par Texaco l'a montré, la loi antitrust américaine pourrait être renforcée sous la pression des petites compagnies, de plus en plus alarmées par le mouvement de restructuration en cours. Déjà plusieurs projets de loi ou d'amendements ont été proposés en ce sens par des parlementaires de la Chambre des représentants ou du Sénat. Ces menaces, encore diffuses incitent donc les compagnies à se hâter de profiter de l'état de grâce actuel.

« Cela va continuer », assure M. William Randol, citant une liste de compagnies-cibles, susceptibles de faire à leur tour l'objet d'offres publiques d'achat : pêle-mêle Superior Oil, Louisiana Land, Southland Royalties, Union Oil of California, Phillips Petroleum, etc... Enfin, la semaine dernière on citait même Texaco, récent acquéreur de Getty, comme nouvelle victime possible d'une OPA sauvage.

VÉRONIQUE MAURUS.

CIRCUITS INTÉGRÉS

Le groupe américain National Semiconductor va investir 1,2 milliard de francs en Ecosse

Après une crise de surcapacité entre 1980 et 1982, le marché des circuits intégrés est entré l'an passé dans une phase de pénurie : les clients, en particulier aux Etats-Unis, manquent de « puces ». Tous les fabricants multiplient leurs investissements (*le Monde* du 1er mars). Le groupe américain National Semiconductor (NS) a ainsi décidé de tripler la production de son usine écossaise de Greenock (près de Glasgow) en cinq ans. NS va construire une nouvelle ligne de production qui sera *« la plus moderne d'Europe »* (avec des *« tranches »* de 6 pouces). L'investissement atteint 100 millions de livres (1,18 milliard de francs) et constitue l'un des plus importants jamais réalisés en Europe. Un millier d'emplois seront créés en quatre ans.

L'Ecosse représente une petite *« Silicon Valley »* pour des investissements américains ou japonais en Europe avec des usines de NS de Motorola, de General Instruments, de NEC et de Hughes.

NS, outre son usine écossaise, possédait 49 % d'Eurotechnique, société française de circuits intégrés créée lors du « plan composants » de 1978, dont Saint-Gobain détenait 51 % du capital. Thomson a racheté les parts de Saint-Gobain, « sorti » par le gouvernement de l'électronique puis, en janvier 1983, celles de NS. Le groupe américain, en difficultés à l'époque, n'avait pas mal accueilli cette nationalisation. Mais le marché se retournant quelques mois après, il cherchait à revenir en force sur le marché européen.

MARCHÉ COMMUN

LES NÉGOCIATIONS AGRICOLES

A marche forcée

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). – La négociation sur la fixation des prix pour la nouvelle campagne et la réforme de la politique agricole commune (PAC), qui doit l'accompagner se déroule à marche forcée. La réunion des ministres de l'agriculture de la CEE a commencé dans l'après-midi du 5 mars par des conversations bilatérales entre M. Rocard, président des travaux des Dix, et chacune des délégations nationales. Cette série d'entretiens, interrompue dans la nuit, devait s'achever dans la matinée de mardi. Le Conseil est appelé à se prononcer dans la journée du 6 mars, sur l'opportunité de poursuivre les pourparlers, jeudi ou vendredi prochain.

Le ministre français s'est refusé à tout commentaire à l'issue de ces conversations, mais, de source italienne, on a appris que M. Rocard devait faire le point avec M. Mitterrand dès la fin de cette session. L'objectif est de boucler la négociation au terme de la prochaine réunion des Dix, les 12 et 13 mars, afin que le président de la République puisse présenter un schéma d'accord au Conseil européen de la semaine suivante. Dans l'esprit des Français, les chefs d'Etat et de gouvernement auront à trancher sur un seul point : le coût du montage élaboré par les ministres de l'agriculture.

Deux domaines au moins vont être une source de dépenses supplémentaires. Il s'agit tout d'abord du transfert de trois points des montants compensatoires monétaires (MCM) appliqués par la RFA vers les autres Etats membres. Selon le chiffrage établi par les experts européens, l'opération demandera des sommes complémentaires de 880 millions de francs en 1984 et 2,7 milliards en 1985.

La perspective d'une diminution de la production laitière va favoriser l'abattage des vaches. La situation du marché bovin, déjà médiocre, va ainsi se trouver aggravée. Un stockage plus important et la baisse des cours mondiaux vont entraîner un soutien communautaire plus grand. Les calculs effectués par les services de la Commission européenne portent sur un coût additionnel de 3,4 milliards de francs pour le budget 1984.

Au total, même en tenant compte des économies attendues dans le secteur laitier, les crédits inscrits pour cette année seront insuffisants même si la Commission veut maintenir la fiction de pouvoir rester dans les limites actuelles. C'est sur ce dépassement que le Conseil européen devra se prononcer.

En ce qui concerne la négociation agricole proprement dite, deux points semblent à peu près acquis. L'augmentation des prix exprimés en ECU (0,8 % en moyenne pour la CEE et 0,6 % pour la France) – à laquelle il faut ajouter un relèvement supplémentaire pour les pays à monnaie faible au titre de la réduction ou de l'élimination des MCM – ne soulève pas, semble-t-il, de difficulté majeure. Le transfert des MCM allemands recueille l'avis favorable de la plupart des délégations. Le Royaume-Uni est toutefois très réticent en raison de l'enveloppe financière liée à l'opération.

S'agissant de la maîtrise de la production laitière, tous les obstacles ne sont pas levés. L'Italie, la Grèce (parce qu'elles sont déficitaires en produits laitiers), l'Irlande et le Luxembourg (en raison de l'importance de ce secteur dans leur économie) sont opposées, même à terme, à une baisse de leurs livraisons. La France souhaite, pour sa part, que le système des quotas envisagé permette d'opérer une réduction de la production sur au moins deux ans. Elle préconise en outre l'introduction d'éléments de souplesse afin de tenir compte de la situation particulière de certains exploitants.

En ce qui concerne la politique à suivre en matière d'importations, la stabilisation des produits de substitution aux céréales et la perception d'une taxe à la consommation de matières grasses et végétales soulèvent également des difficultés chez les partenaires de la France (Grande-Bretagne, Pays-Bas, RFA notamment).

MARCEL SCOTTO.

● **Le PCF rejette tout projet de limitation de la production laitière.** – M. André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, a déclaré, lundi 5 mars, que le groupe communiste rejette tout projet de limitation de la production agricole, notamment dans le secteur laitier, et souhaite une augmentation des prix de 8 à 10 % pour la campagne 1983-1984.

M. Lajoinie, qui avait ouvert le Salon de l'agriculture, a fait les plus expresses réserves sur les déclarations de M. Rocard, ministre de l'agriculture, acceptant le principe des quotas européens pour la production laitière.

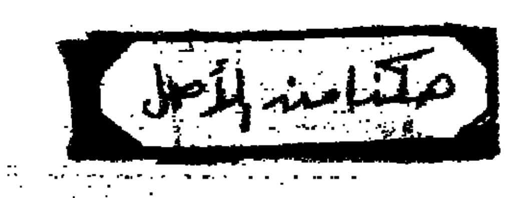
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E-U.	7,8790	7,8825	+ 150	+ 185	+ 290	+ 345	+ 880	+ 935
$ can.	6,2811	6,2854	+ 123	+ 165	+ 244	+ 300	+ 785	+ 828
Yen (100)	3,5292	3,5324	+ 175	+ 200	+ 342	+ 377	+ 1050	+ 1130
DM	3,0841	3,0863	+ 175	+ 195	+ 335	+ 366	+ 1030	+ 1095
Florin	2,7301	2,7322	+ 145	+ 165	+ 282	+ 311	+ 870	+ 935
F.B. (100)	15,0636	15,0746	– 225	– 65	– 365	– 125	– 485	– 45
F.S.	3,7368	3,7402	+ 285	+ 315	+ 560	+ 600	+ 1655	+ 1745
L. (1 000)	4,9432	4,9470	– 240	– 169	– 450	– 300	– 1275	– 1128
£	11,7027	11,7134	+ 315	+ 390	+ 630	+ 750	+ 2025	+ 2275

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E-U.	9 11/16	9 13/16	9 3/4	10 1/8	9 7/8	10 1/4	10 1/4	10 5/8
DM	5 3/8	5 3/4	5 1/2	5 7/8	5 9/16	5 15/16	5 13/16	6 1/16
Florin	5 7/8	6 1/4	5 13/16	6 3/16	5 7/8	6 1/4	5 15/16	6 5/16
F.B. (100)	11 5/8	12 1/4	13	14 1/8	13	14	12 3/4	13 1/2
F.S.	2 7/8	3 3/8	3 3/16	3 9/16	3 5/16	3 11/16	3 11/16	4 1/16
L. (1 000)	15 7/8	16 5/8	16 3/4	17 1/2	17	17 3/4	17 3/8	18 1/4
£	9	9 3/8	8 7/8	9 1/4	9 13/16	10 3/16	8 7/8	9 1/4
F. franç.	12 3/8	12 1/2	15 5/8	16 1/4	17 1/4	18	16 1/4	17

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

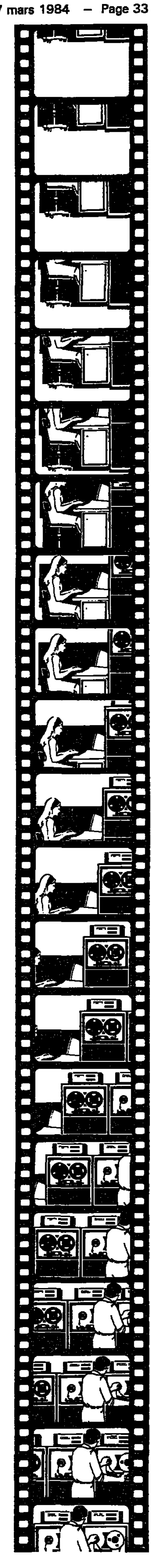




PERSHYNG

starring

IBM



dialogue : cobol - pl1 - fortran - gap - dl1 - Ass.
mise en scène : vm - mvs - dos -
et bientôt sur vos écrans : xa
décor : pc ; xt-34 ; 36 ; 38-43 xx - 30 xx -
casting : PERSHYNG
Société Française d'Informatique -
100, avenue Lénine 92000 Nanterre - tél.: 725.50.80



INFORMATIONS

concernant les vols du

JEUDI 8 MARS 1984

L'exploitation des vols d'Air France sera perturbée le

JEUDI 8 MARS 1984

à la suite d'un mot d'ordre de grève lancé par les organisations syndicales.

Pour toute information concernant les vols de cette journée, Air France invite sa clientèle à appeler le

320.14.44

ou le centre de réservation de la région de son domicile (pour la Région Parisienne, le 535.61.61).

Depuis la Province, composer le 16.1 avant ces numéros.

La Compagnie Air France déplore les désagréments que cette situation pourra occasionner à ses passagers et mettra tout en œuvre afin de les limiter.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CPR

COMPAGNIE PARISIENNE DE RÉESCOMPTE

Société Anonyme au capital de F. 230 158 800

Le conseil d'administration de la Compagnie parisienne de réescompte s'est réuni le 29 février 1984 sous la présidence de M. René Cassou, pour examiner les comptes de l'exercice 1983.

Le bénéfice net, en hausse de 25 %, atteint F 101 319 569 contre F 80 010 802 en 1982. Le conseil, compte tenu de l'augmentation de capital réalisée en 1983, proposera à l'assemblée générale du 25 avril 1984 de porter le dividende de 15 à 20 %. En tenant compte de l'avoir fiscal, le revenu de l'action sera de F 30 pour l'année 1983 contre F 22,50 en 1982. Le bénéfice distribué excédera de 50 % celui de l'an dernier, soit 46 millions contre 30 millions pour l'exercice 1982.

Par ailleurs, le conseil proposera d'affecter F 17 000 000 aux réserves spéciales et de laisser F 45 815 089 en report à nouveau. Après ces répartitions, les fonds propres de la Compagnie parisienne de réescompte dépasseront 519 millions.

Enfin, au cours de la même réunion, le conseil d'administration de la Compagnie parisienne de réescompte a décidé l'élection aux postes de vice-présidents de M. Henri Darmas, président directeur général de la Banque Steindecker et de M. Jean-François Lepetit, directeur général adjoint de la Banque Indosuez.

VALREAL
valeurs réalisables

Société d'investissement à capital variable

Le conseil d'administration, qui s'est réuni le 8 février 1984, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 30 décembre 1983. Les revenus distribuables permettent de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera réunie sur première convocation le 10 avril 1984, de fixer le dividende de l'exercice 1983 à 1 081,18 F par action, somme qui serait mise en paiement le 26 avril 1984 contre remise du coupon numéro 2. Compte tenu de ce calendrier, seuls les ordres de rachat reçus jusqu'au 25 avril 1984 avant midi seront exécutés sur la base de la valeur liquidative coupon inclus.

COMPAGNIE ÉLECTRO FINANCIÈRE

OFFRE PUBLIQUE DE VENTE DE 160 000 ACTIONS DE LA COMPAGNIE ÉLECTRO FINANCIÈRE A 465 F

Le groupe CGE, pour animer et élargir le marché des actions de la COMPAGNIE ÉLECTRO FINANCIÈRE, lance une offre publique de vente portant sur 160 000 actions de cette société, soit 11,9 % du capital.

Les actions, au nominal de 100 francs et portant jouissance du 1er juillet 1983 (coupon n° 48 et suivant attachés) sont offertes au prix unitaire de 465 F.

Le capital de la COMPAGNIE ÉLECTRO FINANCIÈRE est actuellement détenu à 79 % par le groupe CGE : 59,4 % par CGE, 10 % par ÉLECTRO BANQUE et 9,6 % par la COMPAGNIE IMMOBILIÈRE MÉRIDIONALE. Les titres offerts seront cédés par ces deux dernières sociétés, la date de réalisation de l'offre étant fixée au 8 mars 1984.

La COMPAGNIE ÉLECTRO FINANCIÈRE, société de portefeuille du groupe CGE, détient notamment :
- 10 % du capital d'ALSTHOM ATLANTIQUE,
- 10 % de CIT ALCATEL,
- 8 % d'ALCATEL ÉLECTRONIQUE,
- 28,6 % de BLANZY OUEST,
- une participation indirecte de 8 % dans le capital de la GÉNÉRALE OCCIDENTALE,
- et un important portefeuille d'obligations CNI.

Au 24 février 1984, la valeur estimative de l'action « COMPAGNIE ÉLECTRO FINANCIÈRE », calculée en estimant les participations cotées à leur valeur boursière, était de 660 francs. Depuis le début de l'année, le cours en bourse de l'action a été au plus bas de 460 F et au plus haut de 526 F, le cours moyen de la période s'établissant à 490,91 F. Sur la base du prix d'offre de 465 F et du dividende global versé au titre de l'exercice clos le 30 juin 1983 (43,50 F), le rendement de l'action ressort à 9,35 %.

En application de l'instruction du 3 octobre 1978 de la COB, il est précisé que les titres offerts au public sont libres de tout engagement et que les initiateurs ne détiennent pas d'informations privilégiées sur la société concernée.

ASSEMBLÉES D'OBLIGATAIRES OU DE PORTEURS DE TITRES D'EMPRUNT

(Décret-loi du 30 octobre 1935 et décret du 10 décembre 1935)

BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

(Institution internationale de droit public créée par l'accord constitutif du 30 décembre 1959.)

Capital autorisé au 31 décembre 1983 : $ 35.022.207.000, dont $ 13.969.370.000 au titre du capital ordinaire et $ 21.052.837.000 au titre du capital interrégional.

Capital souscrit au 31 décembre 1983 : $ 21.426.284.000 dont $ 13.605.742.000 au titre du capital ordinaire et $ 7.820.542.000 au titre du capital interrégional.

Siège central : 808 Seventeenth Street, N. W. Washington, D.C. 20577 (États-Unis d'Amérique). 121, boulevard Haussmann, Paris-8e.

AVIS DE CONVOCATION EN ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DE MM. LES PROPRIÉTAIRES D'OBLIGATIONS BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT DE 500 FF 8,50 % 1971-1989

Messieurs les propriétaires d'obligations Banque Interaméricaine de Développement 8,50 % 1971-1989 de 500 F français nominal sont convoqués par MM. Lazard Frères et Cie, mandataire en France de la Banque Interaméricaine de Développement, *en assemblée générale extraordinaire* au siège du mandataire, 121, boulevard Haussmann, Paris-8e, le 22 MARS 1984, à 15 heures, en vue de *délibérer sur l'ordre du jour suivant :*
- modification des modalités d'amortissement de l'emprunt obligataire par remboursement au pair le 10 novembre 1986 de la totalité des obligations restant en circulation à cette date ;
- détermination prorata temporis du montant des intérêts payables à la date de remboursement ;
- délégation de pouvoirs pour les formalités légales de publicité.

Tout propriétaire d'une obligation peut assister à l'assemblée ou s'y faire représenter.

Pour participer à l'assemblée, les titulaires d'obligations au porteur devront avoir procédé au dépôt de leurs titres ou de récépissés en constatant le dépôt auprès de banques, établissements de crédit, agents de change, chez :

MM. Lazard Frères et Cie : Banque Paribas ; Crédit Lyonnais ; Banque Nationale de Paris ; Société Générale ; Crédit Industriel et Commercial ; Caisse Centrale des Banques Populaires ; Crédit Commercial de France ; Banque Indosuez ; Banque de l'Union Européenne ; Crédit du Nord ; Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet ; L'Européenne de Banque ; Banque Française et Italienne pour l'Amérique du Sud ; Crédit Chimique ; Banque Worms; Banque Privée de Gestion Financière ; Banque Vernes.

La présente convocation constitue la première convocation à l'assemblée susvisée.

Le mandataire en France :
MM. LAZARD FRÈRES ET Cie.

ASSEMBLÉES D'OBLIGATAIRES OU DE PORTEURS DE TITRES D'EMPRUNT

(Décret-loi du 30 octobre 1935 et décret du 10 décembre 1935)

BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

(Institution internationale de droit public créée par l'accord constitutif du 30 décembre 1959.)

Capital autorisé au 31 décembre 1983 : $ 35.022.207.000, dont $ 13.969.370.000 au titre du capital ordinaire et $ 21.052.837.000 au titre du capital interrégional.

Capital souscrit au 31 décembre 1983 : $ 21.426.284.000 dont $ 13.605.742.000 au titre du capital ordinaire et $ 7.820.542.000 au titre du capital interrégional.

Siège central : 808 Seventeenth Street, N. W. Washington, D.C. 20577 (États-Unis d'Amérique). 121, boulevard Haussmann, Paris-8e.

AVIS DE CONVOCATION EN ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DE MM. LES PROPRIÉTAIRES D'OBLIGATIONS BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT DE 1.000 FF 8 % 1972-1992

Messieurs les propriétaires d'obligations Banque Interaméricaine de Développement 8,50 % 1971-1989 de 1 000 F français nominal sont convoqués par MM. Lazard Frères et Cie, mandataire en France de la Banque Interaméricaine de Développement, en assemblée *générale extraordinaire au siège du mandataire*, 121, boulevard Haussmann, Paris-8e, le 22 MARS 1984, à 15 heures 45, en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant :
- modification des modalités d'amortissement de l'emprunt obligataire par remboursement au pair le 10 novembre 1986 de la totalité des obligations restant en circulation à cette date ;
- délégation de pouvoirs pour les formalités légales de publicité.

Tout propriétaire d'une obligation peut assister à l'assemblée ou s'y faire représenter.

Pour participer à l'assemblée, les titulaires d'obligations au porteur devront avoir procédé au dépôt de leurs titres ou de récépissés en constatant le dépôt auprès de banques, établissements de crédit, agents de change, chez :

MM. Lazard Frères et Cie : Banque Paribas ; Crédit Lyonnais ; Banque Nationale de Paris ; Société Générale ; Crédit Industriel et Commercial ; Caisse Centrale des Banques Populaires ; Crédit Commercial de France ; Banque Indosuez ; Crédit du Nord ; Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet ; L'Européenne de Banque ; Banque Française et Italienne pour l'Amérique du Sud ; Crédit Chimique ; Banque Worms; Banque Privée de Gestion Financière ; Banque Vernes.

La présente convocation constitue la première convocation à l'assemblée susvisée.

Le mandataire en France :
MM. LAZARD FRÈRES ET Cie.

Le présent avis est publié à titre d'information uniquement.



B.A.T Industries p.l.c.

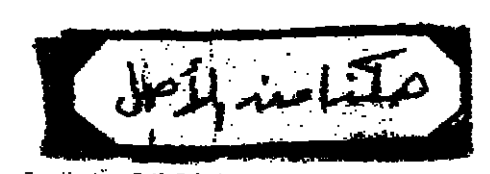
a acquis

Eagle Star Holdings PLC

Lazard Brothers & Co., Limited

ont conseillé B.A.T Industries dans cette transaction

Londres, Fevrier 1984



MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

6 mars

Effritement : – 0,4 %

New-York s'effrite et Paris en fait autant sans que les replis, tant par leur nombre que par leur ampleur, soient le moins du monde préoccupants sur notre place où l'on semble assister à un timide redémarrage des transactions : 170 millions de francs lundi sur les actions françaises négociées au marché à règlement mensuel.

En repli de 0,7 % au premier son de cloche, la cote s'est un peu redressée au fur et à mesure que se déroulait la séance jusqu'à perdre 0,4 % seulement à l'approche de la clôture. Parmi les plus vifs replis figuraient Signaux (moins 4 %), Penarroya, Midland Bank, Roussel-Uclaf et Générale de Fonderie (– 3 %) tandis que Moteurs Leroy-Somer, Imétal et Carrefour perdent également du terrain dans de moindres proportions.

A l'inverse, quelques points de résistance à signaler sur Jeumont (+ 4 %), La Hénin, Cofimeg, Raffinage et SAT, en hausse de 3 % en moyenne.

Les mines d'or se sont repliées sur notre place dans le sillage de Goldfields et de Free State (moins 3 % environ) tandis qu'à Londres le métal fin régressait à 403,50 dollars l'once alors qu'il avait grimpé à 406,85 lundi midi.

Du coup, le napoléon perd 4 F, à 656 F, tandis que le lingot se replie de 1 750 F, à 102 050 F.

Une fois encore, tous les regards sont tournés vers les marchés des changes où le dollar poursuit son mouvement de baisse sans qu'on puisse parler de véritable descente aux enfers. Mardi midi, la monnaie américaine s'est un peu reprise par rapport aux premières heures de la matinée. Elle est remontée de 7,88 F à 7,8935 F en séance officielle tandis que le mark allemand continuait à faire preuve de fermeté : 3,0836 F.

NEW-YORK

Léger repli

Ballottés par les turbulences monétaires consécutives à la baisse du dollar sur les marchés des changes, les places boursières sont très hésitantes en ce moment, mais les reculs restent modérés. Ainsi, à Wall Street, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a perdu 6,28 points lundi soir (heure française) pour s'établir à 1 165,20 points, à l'issue d'une séance où les baisses l'ont emporté sur les gains.

Très sensibilisés à la moindre information relative aux taux d'intérêt, à l'inflation et au déficit budgétaire, les opérateurs ont assez vivement réagi aux informations selon lesquelles une enquête effectuée auprès de plus de deux cents compagnies industrielles, à travers leurs intentions d'achats, aboutirait à la conclusion que la reprise économique qui se fait jour aux Etats-Unis s'accompagnerait d'une remontée des prix. Quant aux taux d'intérêt, les taux de rendements relatifs à la dernière émission de bons du Trésor confirment la tension récemment constatée. Les bons à trois mois se sont adjugés à 9,24 %, contre 9,20 % le 27 février dernier, tandis que les effets à six mois ont trouvé preneur à 9,37 %, contre 9,33 % à la dernière adjudication.

Soumises à un feu roulant d'opérations financières, les valeurs pétrolières se sont repliées, Gulf Oil figurant en tête des valeurs les plus actives de la séance (1,8 million de titres échangés) avec une hausse de 1 5/8 de point, par contre, après l'acceptation de l'offre de Standar Oil of California.

VALEURS	Cours du 2 mars	Cours du 5 mars
Alcoa	37 3/4	37 3/4
A.T.T.	17 1/4	17 3/4
Boeing	42 5/8	41 3/4
Chase Manhattan Bank	51 1/8	51 1/4
Du Pont de Nemours	47 7/8	46 7/8
Eastman Kodak	67 1/2	68 1/4
Exxon	39	38 3/8
Ford	39 1/8	39
General Electric	52 1/4	51 3/4
General Foods	48 7/8	48 7/8
General Motors	70 1/8	69 3/8
Goodyear	27 1/2	27
I.B.M.	111 7/8	111
I.T.T.	41	40 1/4
Mobil Oil	31 5/8	30 7/8
Pfizer	38 1/2	37 7/8
Schlumberger	48 3/8	47 5/8
Texaco	47	44 5/8
U.A.L. Inc.	31 1/8	30 3/8
Union Carbide	55 1/8	55 1/8
U.S. Steel	27 3/4	27 1/2
Westinghouse	46 5/8	46 3/4
Xerox Corp.	41	40 1/2

LA VIE DES SOCIÉTÉS

CMI-SOVAC. – Au titre de l'exercice 1983, le Crédit mobilier industriel Sovac a enregistré un bénéfice social net d'exploitation de 152,3 millions de francs contre 145 millions l'année précédente auquel s'ajoutent 24,8 millions (contre 2,8 millions) de plus-values nettes à long terme pour aboutir à un bénéfice total de 177,1 millions de francs (contre 147,8 millions). Au vu de ces résultats, la société va proposer de distribuer un dividende net de 17,50 francs par action contre 15,75 francs au titre de l'exercice 1982. Les résultats consolidés, qui ne sont pas encore définitivement arrêtés, devraient refléter une progression de 12 % à 13 % en termes nets d'exploitation par rapport aux résultats de 1982 (243 millions de francs). Il est rappelé que les actions de CMI-Sovac (dont Eurafrance détient actuellement 82 % environ du capital) seront introduites le 26 mars prochain au second marché de la Bourse de Paris. En 1983, les financements nouveaux consentis par l'ensemble des sociétés du groupe atteignaient 13,2 milliards de francs, en augmentation de 18 % par rapport à l'exercice précédent et les encours de ces mêmes sociétés s'élevaient à 28,2 milliards de francs au 31 décembre dernier, en hausse de 14 % d'une année à l'autre.

CHANTIERS BENETEAU. – C'est le 15 mars prochain que les actions de cette société présidée par Mme Annette Roux seront introduites à la cote au second marché de la Bourse de Paris sous la forme de 63 000 actions à dividende prioritaire de 20 francs représentant 14,5 % du capital de cette entreprise dont le siège est à Saint-Hilaire-de-Riez (Vendée). Cette opération s'effectuera sur la base d'un prix d'offre minimal de 380 francs par action. Un contrat de liquidité a été conclu entre la société d'une part, le Crédit lyonnais, le Crédit industriel de l'Ouest et la charge d'agent de change Tuffier-Ravier d'autre part.

SALOMON. – Récemment admise au second marché de la Bourse de Lyon, cette société procède du 13 mars au 12 avril prochain à une augmentation de capital en *numéraire*. Cette opération consistera à émettre 130 300 actions nouvelles environ, de 25 francs nominal (jouissance du 1er avril 1983) à 875 francs et à raison d'une nouvelle pour sept anciennes de catégorie « A » ou de catégorie « B » à titre irréductible uniquement.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1983)

	2 mars	5 mars
Valeurs françaises	105,4	105,4
Valeurs étrangères	101	101,9

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	2 mars	5 mars
Indice général	163,4	163,9

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 6 mars .... 12 1/2 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	5 mars	6 mars
1 dollar (en yens)	226,05	223,15

BOURSE DE PARIS Comptant 6 MARS

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	27	1 296
5 %	39 55	0 478
3 % amort. 45-54	....	1 795
Emp. 7 % 1973	10020	..
Emp. 8,80 % 77	118	6 949
9,80 % 78/93	90 30	6 399
8,80 % 78/86	91 60	2 088
10,80 % 79/94	92 85	5 459
13,25 % 80/90	100 70	10 064
13,80 % 80/87	102 70	5 392
13,80 % 81/99	101 95	1 961
16,75 % 81/87	110 50	8 192
16,20 % 82/90	111 60	2 390
16 % juin 82	111 20	11 891
E.D.F. 7,8 % 61	137	1 779
E.D.F. 14,5 % 80-92	101 40	10 091
Ch. France 3 %	139 50	..
CNB Bques janv. 82	102	2 407
CNB Paribas	102 15	2 407
CNB Suez	102 10	2 407
CNI janv. 82	101 85	2 407

Obligations convertibles

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
B.S.N. 10,50 % 77	2700	2615
Carrefour 6,75 % 77	333	333
Interbail (obl. conv.)	244 60	250
Lafarge 6 % 72	345	344
Martell 8,75 % 70	1770	1670
Michelin 5,50 % 70	639	....
Moët-Hennes. 8 % 77	1720	1720
Pétr. (Fse) 7,50 % 79	238	239
Peugeot 6 % 70-75	364 50	....
Sanofi 10,25 % 77	....	....
SCREG	159 90	159 90
Téléм. 7 % 74	180	182
Thom.-CSF 8,9 % 77	365	350

Actions au comptant

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	53 60	55 70
A.G.F. (St Cent.)	363	363
A.G.P. Vie	5650	....
Agr. Inc. Madag.	96	96
Alfred Herlicq	70	70
Allobroge	350	350
André Roudière	135 50	135 50
Applic. Hydraul.	299	300
Arbel	37 10	38
Artois	401	408
At. Ch. Loire	15	15
Ausseder-Rey	28	28 90
Bain C. Monaco	85 50	....
Banania	453	471 d
Banque Hypoth. Eur.	291	295
Blanzy-Ouest	270	288
B.N.P. Intercontin.	170	177
Bénédictine	1640	1639
Bon-Marché	120 10	121
Borie	295	305
Bras. Glac. Int.	930	885
Calf	365	385
Cambodge	220	225
C.A.M.E.	100	98 50
Campenon Bern.	155	161 20
Caout. Padang	320	325
Carbone-Lorraine	50 30	50 40
Carnaud S.A.	148	149

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Darty Act. d. p.	700	720
De Dietrich	350	336
Degremont	149 80	150
Delalande S.A.	260	260
Delmas-Vieljeux	665	685
Dév. Rég. P.d.C (Li)	128	125
Didot-Bottin	632	640
Dist. Indochine	390	390
Drag. Trav. Pub.	246	240
Duc-Lamothe	229	213 20
Dunlop	14 10	10 40 o
Eaux Bass. Vichy	950	988
Eaux Vittel	800	800
Ecco	2750	2750
Economats Centre	541	540
Electro-Banque	266	265
Electro-Financ.	471	....
Elf-Antargaz	156	162 20 d
E.L.M. Leblanc	730	750
Entrepôts Paris	270	270
Epargne (B)	1183	1120 o
Epargne de France	306 50	....
Epeda-BF	1225	1225
Escaut-Meuse	375	375
Eurocom	595	597
Europ. Accumul.	31	30 10
Eternit	353 60	355
Félix Potin	1100	1144
Ferm. Vichy (Ly)	131	129 50
Finalens	98	98
FIPP	100	....
Fnac	220 50	220 70
Focep (Chât. eau)	1000	....
Foncière (Cie)	180 10	182
Fonc. Agache-W.	88	88
Fonc. Lyonnaise	1400	....
Foncina	172	173

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Piper-Heidsieck	330 20	330
P.L.M.	100	100
Porcher	194 50	190
Profils Tubes Est	6 15	....
Prouvost ex-Lain.R.	65 10	66
Providence S.A.	461	460
Publicis	1241	1245
Raff. Souf. R.	135	135
Ressorts Indust.	86	86
Révillon	441	430

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Finsider	0 30	....
Gén. Belgique	313	320
Gevaert	532	....
Glaxo	122	122
Goodyear	290	286
Grace and Co	400	400
Grand Metropolitan	55	56
Gulf Oil Canada	150 50	152 20
Hartebeest	890	830
Honeywell Inc.	1115	1065

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Toray indust. inc	18 05	18 45
Vieille Montagne	605	581
Wagons-Lits	348	....
West Rand	100 10	....

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.-R.D.	1530	1530
C.D.M.E.	500	505
C. Equip. Elect.	....	....

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1913	4,5 % 1973	1999	1999 90	1989	....
3364	C.N.E. 3 %	3535	3610	3520	– 0 42
205	Accor	214	215 90	214	....
770	Agence Havas	815	808	809	– 0 73
610	Air Liquide	530	525	524	– 1 13
420	Als. Superm.	420	430	430	+ 2 38
76	A.L.S.P.I.	82	80	80	– 2 43
185	Alsthom-Atl.	191 80	191	191	– 0 41
610	Amrep	605	....	....	....
320	Applic. gaz	330	324	324	– 1 81
385	Arjom. Prioux	400	391	392	– 2
1350	Aux. Entrepr.	1345	1370	1380	+ 2 60
535	Av. Dass.-Br.	501	501	508	+ 1 39
280	Bail-Equipem.	263 50	265	265	+ 0 56
580	Bail-Investiss.	575	566	566	– 1 56
435	Cie Bancaire	469 90	465	464	– 1 26
115	Bazar H.-V.	118 50	119 70	119 70	+ 1 01
265	Béghin-Say	283	280 50	283	....
405	Bic	400	394	395	– 1 25
270	B.I.S.	266	262	263	– 1 12
1620	Biscuit (Géné.)	1385	1370	1368	– 1 22
1740	Bongrain S.A.	1605	1593	1593	– 0 74
660	Bouygues	706	698	698	– 1 13
2490	B.S.N.-G.D.	2550	2500	2520	– 1 17
1520	Carrefour	1550	1515	1521	– 1 87
890	Casino	915	906	906	– 0 98
590	Cedis	549	556	556	+ 1 27
380	Cetelem	370	375 90	375 90	+ 1 59
560	C.F.A.O.	555	546	551	– 0 72
90	C.F.D.E.	97	97	96 50	– 0 51
7 30	Ch. France Dunk.	7 06	7 20	7 20	+ 2 12
270	Charg. Réunis	279	279	278 50	– 0 17
26	Chiers-Châtill.	26 90	26 50	26 70	– 0 74
235	Ciments franç.	261	259	259 90	– 0 42
1420	C.I.T. Alcatel	1342	1335	1333	– 0 67
785	Club Méditerr.	848	839	837	– 1 29
114	Codetel	117 60	118	118	+ 0 34
210	Cofimeg	211 50	218	218	+ 3 07
240	Colas	238	239 90	239 90	+ 0 79
167	Compt. Entrepr.	165	165	165	....
305	Compt. Mod.	320	321	321	+ 0 31
565	Créd. Foncier	596	589	589	– 1 17
220	Crédit F. Imm.	225	230 50	230	+ 2 22
450	Crédit Nat.	478 50	475 50	475 50	– 0 62
49	Creusot-Loire	46 90	45	46 50	– 0 85
139	Crouzet	120	122	122	+ 1 66

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
660	Europe n° 1	641	632	632	– 1 40
850	Facom	846	835	835	– 1 30
740	Fichet-Bauche	749	730	730	– 2 53
180	Finextel	184 90	185	185 50	+ 0 32
250	Fives-Lille	266	268 50	268 50	+ 0 93
35	Fonderie (Gén.)	35	34 05	34 05	– 2 71
86	Fraissinet	85	85	85	....

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
245	Gencor	266	264	262	– 1 13
320	Gén. Belgique	313	322	320	+ 2 23
560	Gén. Electr.	544	537	537	– 1 28
725	Gen. Motors	724	711	711	– 1 79
89	Goldfields	94 10	91	91	– 3 29
235	Harmony	264	262 50	261 50	– 0 94
37	Hitachi	39 90	39 45	39 45	– 1 12
715	Hoechst Akt.	720	722	722	+ 0 27
91	Imp. Chemical	93	91	91	– 2 15
143	Inco. Limited	140	144	145	+ 3 57
1170	IBM	1150	1147	1147	– 0 26

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1570	Siemens A.G.	1605	1620	1619	+ 0 87
161	Sony	157	156 70	156 90	– 0 06
290	T.D.K.	304	302	302	– 0 65
870	Unilever	881	878	886	+ 0 56
645	Unit. Techn.	616	618	617	+ 0 16
1340	Vaal Reefs	1474	1479	1476	+ 0 13
605	West Deep	689	682	678	– 1 59
515	West Hold.	568	569	560	– 1 40
460	Xerox Corp.	424	414	419	– 1 17
2 36	Zambia Corp.	2 84	2 84	2 85	+ 0 35

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 6/3	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	7 920	7 893	7 660	8 060
Allemagne (100 DM)	308 200	308 360	295	315
Belgique (100 F)	15 062	15 065	13 900	15
Pays Bas (100 fl.)	273 100	273 020	260	280
Danemark (100 krd)	83 940	83 990	79	87
Norvège (100 k)	106 550	106 370	103	110
Grande-Bretagne (£ 1)	11 777	11 712	11 450	12 250
Grèce (100 drachmes)	7 910	7 843	6 250	8 500
Italie (1 000 lires)	4 943	4 947	4 650	5 150
Suisse (100 fr.)	373 400	373 350	360	381
Suède (100 krs)	102 690	102 950	98	105
Autriche (100 sch)	43 670	43 690	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	5 345	5 345	5	5 600
Portugal (100 esc.)	6 085	6 100	5 600	6 800
Canada ($ can 1)	6 332	6 292	6 100	6 440
Japon (100 yens)	3 538	3 524	3 400	3 560

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 6/3
Or fin (kilo en barre)	103700	102150
Or fin (en lingot)	103800	102050
Pièce française (20 fr)	660	656
Pièce française (10 fr)	415	.....
Pièce suisse (20 fr)	663	659
Pièce latine (20 fr)	624	620
Souverain	767	766
Pièce de 20 dollars	4460	4490
Pièce de 10 dollars	2110	2050
Pièce de 5 dollars	1200	.....
Pièce de 50 pesos	4060	4090
Pièce de 10 florins	651	657

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

A B C D E F G

LA GUERRE DU GOLFE

L'Irak mobilise des volontaires pour faire face à une éventuelle offensive de grande envergure

Des opérations limitées se sont déroulées sur le front irako-iranien durant toute la journée de lundi et au début de la matinée de ce mardi 6 mars. Les hélicoptères de combat irakiens ont notamment lancé plusieurs raids contre les concentrations de troupes iraniennes à l'est de Bassorah.

Profitant de cette relative accalmie, les autorités irakiennes renforcent leurs effectifs sur tous les secteurs du front en prévision d'une nouvelle offensive des forces islamiques. On indique, de source informée à Bagdad, que le recrutement et l'entraînement de volontaires destinés à grossir les rangs de l'armée populaire irakienne – dont les effectifs sont estimés à environ 450 000 hommes – se poursuivent d'arrache-pied dans tout le pays. Déjà, vendredi dernier, la presse de Bagdad révélait que d'importants contingents de l'armée populaire se dirigeaient vers le front à partir de tous les départements de la république baasiste. De hauts responsables, dont le commandant en chef de cette armée, M. Taha Yassine Ramadan, premier vice-président du conseil, se sont rendus dans les camps d'entraînement pour superviser la conduite des opérations. Les forces irakiennes sont actuellement déployées sur un front long de 1 180 kilomètres.

Le président de la République iranienne, M. Ali Khamenei, qui doit se rendre dimanche à Alger (depuis deux ans l'Algérie tente une médiation dans le conflit), a confirmé, lundi, que les forces islamiques avaient l'intention d'attaquer tout le long du front et qu'elles défendraient « *coûte que coûte* » les îles Majnoun, dont elles se sont emparées il y a une dizaine de jours.

Le chef de la diplomatie iranienne, M. Ali Akbar Velayati, a réaffirmé, pour sa part, que son gouvernement n'accepterait aucune trêve, aucun compromis, aucune médiation avant le renversement du régime de M. Saddam Hussein. Il a précisé : « *Le choix du gouvernement de l'Irak après la chute de Saddam est du ressort du peuple de ce pays, compte tenu du fait qu'il est dans sa quasi-majorité musulman et qu'il désire tout naturellement un régime qui soit dans la ligne de l'islam.* »

Evoquant la présence de navires de guerre américains et britanniques à l'entrée du Golfe, M. Velayati a estimé qu'« *elle résulte de la nature impérialiste de ces deux gouvernements* », les jugeant « *trop intelligents pour intervenir dans le Golfe persique ou agresser l'Iran, à moins que leurs dirigeants aient perdu la tête* ». – *(AFP, AP, Reuter).*

L'organiste Pierre Cochereau est mort

L'organiste Pierre Cochereau, titulaire des grandes orgues de Notre-Dame de Paris qui depuis plus de trois ans dirigeait le Conservatoire national de musique de Lyon, est mort brusquement d'une crise cardiaque, le lundi 5 mars, à Lyon. Il était âgé de cinquante-neuf ans.

[Né à Saint-Mandé, le 9 juillet 1924, Pierre Cochereau n'est entré au Conservatoire de Paris qu'en 1944, après avoir suivi en privé l'enseignement de Marguerite Long pour le piano, puis de Marie-Louise Girod et de Paul Delafosse pour l'orgue. Nommé titulaire de l'orgue de Saint-Roch en 1942, où il restera jusqu'en 1954, Pierre Cochereau éprouve alors le besoin d'aller compléter sa formation auprès de Maurice Duruflé, Marcel Dupré et Tony Aubin au Conservatoire, d'où il ne sortira qu'en 1950 bardé de prix (harmonie, histoire de la musique, orgue, composition).

Nommé directeur du conservatoire du Mans en 1950, il poursuit parallèlement une carrière d'organiste qui le mènera à la tribune de l'orgue de Notre-Dame de Paris, dont il devient titulaire en 1956. En 1961, il prend la direction du conservatoire de Nice, puis, en 1980, celle du conservatoire national supérieur de Lyon, mais pour le grand public il reste l'organiste de *réputation internationale qui excelle* dans le répertoire romantique.

L'importance de sa discographie témoigne de son écclectisme, au même titre que sa décision d'offrir à ses confrères la possibilité de toucher le vénérable Cavaillé Coll de Notre-Dame, lors des concerts gratuits du dimanche après-midi. Pierre Cochereau, qui a donné plus de deux mille concerts et récitals à travers le monde entier, était également compositeur, *mais c'est peut-être le talent* d'improvisateur qu'il avait poussé le plus loin : ceux qui l'ont entendu faire triompher dans une conclusion éclatante un thème donné, qui semblait incongru de prime abord, après l'avoir fait passer dans tous les tons et par tous les styles, fugues ou non, ont pu prendre la mesure du musicien immense qu'il était.

G.C.

En Israël

NEUF SUSPECTS ARRÊTÉS APRÈS LES ATTENTATS ANTIPALESTINIENS

Jérusalem (Reuter). – La police israélienne a arrêté neuf suspects à la suite de l'attaque d'un autobus arabe, dimanche, et de la tentative de faire sauter la mosquée Al-Aqsa de Jérusalem en janvier dernier.

Un porte-parole a déclaré que sept des détenus, pour la plupart des juifs américains résidant en Cisjordanie occupée, étaient soupçonnés de l'attentat contre l'autobus. Les deux autres, des Israéliens, sont interrogés au sujet de la tentative d'attentat contre la mosquée, un des sanctuaires les plus vénérés de l'islam.

Un homme, parlant au nom de TNT (Terreur contre terreur), a revendiqué, par un coup de téléphone au *Jerusalem Post*, l'attaque du bus dans laquelle six voyageurs arabes ont été blessés.

● *Escale de M. Cheysson à Chypre.* – De retour du Liban, le ministre des relations extérieures a fait une brève escale à Chypre, où il s'est entretenu avec le président de la République, M. Kyprianou. La conversation, indique-t-on à Nicosie, a porté sur les relations entre Chypre et la Communauté européenne. Nicosie souhaite, en particulier, que la CEE refuse d'importer des produits provenant de la zone nord de l'île, occupée par l'armée turque, et où une « *République du nord de Chypre* » a été proclamée unilatéralement en novembre dernier. – *(Réuter.)*

NOUVEAU REPLI DU DOLLAR

Le dollar a encore perdu du terrain, mardi 6 mars, pour tomber à 7,88 F en fin de matinée à Paris (contre 7,9205 F la veille en séance officielle) et 2,5550 DM à Francfort (2,5750 DM lundi après-midi). A Tokyo, la monnaie américaine *avait déjà amorcé un net* mouvement de baisse, reculant jusqu'à 223,15 yens (226,05 yens la veille). Au dire des spécialistes, la glissade qu'effectue le « billet vert » depuis plusieurs jours s'est accélérée lorsque les marchés financiers ont pris connaissance des dernières déclarations de M. Martin Feldstein. Le chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, qui intervenait devant le National Economists Club, a déclaré, à cette occasion, que le dollar devrait très vraisemblablement perdre 3 % à 4 % de sa valeur en termes réels cette année, allant jusqu'à préciser qu'il n'excluait pas la possibilité d'une chute de 20 % d'ici à la fin de l'année.

LE PRIX DE L'ESSENCE BAISSERA DE 4 CENTIMES LUNDI PROCHAIN

Les prix de l'essence et du super diminueront de 4 centimes par litre lundi prochain 12 mars, le litre de gazole baissant de 2 centimes et celui de fuel de 2,3 centimes.

Cette baisse des produits pétroliers, la première depuis un an, résulte directement de la baisse du dollar : de janvier à février, le cours moyen du dollar pris en compte dans le calcul mensuel de la « formule » automatique d'indexation est tombé de 8,59 F à 8,32 F.

En région parisienne, situé à peu près au milieu de la grille des prix en France, les prix maximaux au litre des produits pétroliers seront les suivants à *partir de lundi prochain* : super à 5,02 F, essence à 4,69 F, gazole à 3,87 F et fuel domestique à 2,706 F.

● *Une fillette âgée de trois ans, Claire Louin,* a été mortellement mordue par un chien, dimanche 4 mars, à Boissy-sous-Saint-Yon (Essonne). L'enfant, qui avait échappé à la surveillance de ses parents, s'est approché d'un chien tenu en laisse dans la cour d'une ferme voisine. Depuis le début de l'année, c'est le troisième accident grave provoqué par des chiens. Le 14 février, un retraité de soixante-dix ans, Maurice Bourgeatë, est mort après avoir été attaqué par deux bergers allemands et, le 21 janvier, un garçon de douze ans, Olivier Goury, avait été grièvement blessé par trois bergers allemands sur le chemin de l'école.

Le numéro du « Monde » daté 6 mars 1984 a été tiré à 505 893 exemplaires

Sur le vif

Aigreurs

L'hebdomadaire milanais, l'*Espresso*, vient de livrer les conclusions d'une enquête marrante menée à l'infirmerie de Montecitorio, le Palais-Bourbon italien. Une enquête discrète, forcément, auprès de l'équipe soignante chargée de veiller au bien-être des élus de la nation. Ses conclusions ? Eh bien ! voilà : *les démocrates-chrétiens* se sentent isolés, mal-aimés et ils ont – comment s'en étonner ? – des problèmes sexuels. Les communistes et les radicaux sont des caractériels. Les républicains et les libéraux sont les moins stressés du lot. Et les socialistes ne font pas dans le détail : ils réunissent les symptômes de toutes les maladies parlementaires réunies.

Irritabilité, insomnie, tension *nerveuse, colopathie, tachycardie*, gastrite, risque d'infarctus, les maux dont souffre l'Homo politicus italien sont encore aggravés par le syndrome de la buvette – traduisez l'excès d'alcool et de café – et le déjeuner dit « de travail ».

En revanche, ceux qui exercent plus directement le pouvoir, les membres du gouvernement, les présidents de commission notamment, seraient à l'abri des ennuis de santé. Le pouvoir conserve. La fierté qu'on en retire, la jubilation qu'il procure auraient une répercussion directe sur le bon fonctionnement de l'organisme. D'où le profond malaise des sous-(directeurs), des vice-(présidents) et des (chefs) adjoints dont les chances de s'éclater sont immédiatement bloquées par leurs supérieurs hié*rarchiques*.

A regarder ce qui se passe chez nous, ces observations cliniques ne m'étonnent pas tellement. Je me demande si, malgré la vigueur combative de certains députés de l'opposition, la défaite de mai 1981 ne leur est pas restée sur l'estomac. Ils éprouveraient parfois des aigreurs, des ballonnements, que ça ne m'étonnerait pas. En face, la co*lère rentrée*, le dépit refoulé des inconditionnels de l'école laïque ou d'autres articles du programme commun qui sont en train de leur filer sous le nez, risquent de déclencher sur les bancs du PS et du PC pas mal de zonas, de troubles cardio-vasculaires et de dyspepsies hépato-biliaires. A force d'avaler des couleuvres, on doit finir par se sentir un peu barbouillé.

CLAUDE SARRAUTE.

Les dotations des groupes nationalisés

5,5 MILLIARDS DE FRANCS POUR LA SIDÉRURGIE

La sidérurgie ne recevra finalement que 5,5 milliards de francs pour cette année, versés par l'Etat-actionnaire comme dotation en capital, sur l'enveloppe prévue de 12,85 milliards de francs pour les groupes nationalisés. Les groupes Sacilor et Usinor avaient reçu 6,45 milliards en 1983.

L'Hôtel Matignon, qui avait à choisir entre 5,5 et 6 milliards, après les longues tractations qui se sont déroulées entre MM. Fabius et Delors, a finalement retenu l'hypothèse basse. Du même coup, il a été possible d'accroître légèrement les dotations de trois groupes par rapport aux dernières prévisions (*le Monde* du 1er mars). Renault recevra 1,2 milliard de francs (soit 200 millions supplémentaires), tandis que Rhône-Poulenc obtient 300 millions de francs et Pechiney 150 millions.

Le reste a été distribué comme prévu : Thomson, 1 milliard ; Thomson-Télécommunications, 700 millions (apport de l'Etat pour détenir 48 % de la nouvelle société, dont CGE assurera la gestion) ; Bull, 1 milliard ; CGCT (ex-ITT), 300 millions. Le total de l'électronique atteint donc 3 milliards. Par ailleurs, Saint-Gobain recevra 300 millions (il s'agit d'une dette de l'Etat contractée lors de la reprise de Bull) ; la SNIAS et la SNECMA, 350 millions ; et la chimie, 2,2 milliards au total répartis entre CDF, 1 milliard, EMC, 200 millions, et 1 milliard pour l'apurement de la restructuration du secteur.

Lessives, bains moussants

CARREFOUR SE LANCE DANS DES TESTS COMPARATIFS

Carrefour «remet çà» avec la publicité comparative, mais cette fois-ci il ne s'agit plus de prix, mais de qualité et de tests comparatifs. Sept des hypermarchés de ce groupe commercial ont fait analyser par un laboratoire de Marseille (ATS), qui la lessive (Chartres, Marseille, Nantes, Sainte-Geneviève-des-Bois) qui les bains moussants (Nevers, Aulnay-sous-Bois), qui les liquides pour la vaisselle (Chartres). Ces tests portent non sur l'ensemble des articles présents à Carrefour et chez ses concurrents régionaux, mais sur les moins chers, ceux que dans le jargon commercial on appelle les «premiers prix».

Des pages de publicité dans la presse régionale annonceront ces tests comparatifs dont les résultats détaillés sont publiés dans le « journal » gratuit que Carrefour distribue à ses clients dans chacun de ses hypermarchés. A Nantes, sur huit lessives testées, la lessive super économique de Carrefour vient en tête pour la quantité de «matières actives» par baril (61,5 %), suivie de près par « Floride » d'Intermarché (52,7 %), à côté de «Targar» de Casino (19 %) et «Boreco» de Leclerc-Bottière... Suit une analyse très technique de la composition de chaque lessive.

Un nouveau coup de publicité, à coup sûr, avec cependant une retombée efficace : le produit testé aura toute chance d'être d'excellente qualité chez Carrefour durant la campagne de ce test. – J. D.

PAS DE DÉCISION CHEZ CHRISTIAN-DIOR

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Christian-Dior SA, convoquée pour le lundi 5 mars, a été ajournée au mardi 21 mars. Me Albert Chassagnon, l'administrateur provisoire de la Société Boussac-Saint-Frères, la maison mère, en règlement judiciaire depuis juillet 1981, qui détient 98 % du capital de la maison de haute couture, et les sept membres de l'actuel conseil d'administration ont pris unanimement cette décision.

L'assemblée était appelée, d'une part, à modifier un article des statuts de la société (ramener de soixante-quinze à soixante-cinq ans l'âge limite pour être PDG de l'entreprise) et, d'autre part à approuver la nomination de cinq administrateurs supplémentaires *(le Monde* du 3 mars).

Un porte-parole de Christian-Dior a indiqué : « *Une solution immédiate au problème posé par la réorganisation de Christian-Dior pourrait porter préjudice au bon accomplissement de la mission d'investigation sur l'ensemble du dossier Boussac* [propriétaire de Dior] *confiée officiellement à M. Georges Plescoff* » *(le Monde* du 3 mars).

VITTEL A ACHETÉ UNE SOURCE AUX ÉTATS-UNIS

La Société des eaux minérales de Vittel a acheté par le biais de sa filiale aux Etats-Unis, Vittel America, dans le Delaware, une source située à 160 kilomètres au nord de San-Francisco (Californie), Bartlett Springs.

La compagnie va construire une usine d'embouteillage dont le coût serait, dit-on, de 5 millions de dollars.